



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DE LA LOZERE**

## **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**



**ANNÉE : 2010**  
**MOIS : JUILLET**

**DIFFUSE LE**  
***16 août 2010***



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**N ° 21 - AOUT 2010**



# SOMMAIRE

## Direction des Services Fiscaux

Arrêté N °2010193-0004 - Arrêté autorisant la fermeture exceptionnelle de l'ensemble des services de la DSF de la Lozère le 16/07/2010 après- midi.	1
---	---

## Direction régionale des entreprises de la concurrence et de la consommation du travail et de l'emploi

Arrêté N °2010190-0003 - arrêté modifiant la liste des conseillers du salarié	2
---	---

## Prefecture de la Lozere

### DLPCL

Arrêté N °2010182-0005 - portant agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière	7
Arrêté N °2010182-0006 - Régularisation d'un captage d'alimentation en eau potable - commune de St Julien des Points - ouverture de 3 enquêtes publiques conjointes	9
Arrêté N °2010182-0007 - Servitudes afférentes à la pose de canalisation d'eau potable sur fonds privés - PELOUSE	12
Arrêté N °2010183-0001 - Arrêté prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative à l'établissement d'un plan de prévention des risques inondations sur le bassin de la Truyère	20
Arrêté N °2010183-0006 - modifiant l'arrêté préfectoral n °03-0867 du 27 juin 2003 modifié portant réglementation de la police des débits de boissons	22
Arrêté N °2010183-0007 - Arrêté portant dérogation à l'interdiction d'utiliser des bateaux à moteur sur le lac de Charpal	24
Arrêté N °2010188-0007 - Ouverture de l'enquête publique relative au plan de prévention des risques inondation du Lot aval	26
Arrêté N °2010188-0008 - Ouverture d'une enquête publique relative au plan de prévention des risques inondation sur le Lot amont	28
Arrêté N °2010188-0010 - Portant modification des statuts et définition de l'intérêt communautaire de la communauté de communes Apcher Margeride Aubrac	31
Arrêté N °2010190-0011 - portant classement dans la catégorie deux étoiles de l'office de tourisme de la communauté de commune «AUBRAC - LOT - CAUSSE »	33
Arrêté N °2010196-0004 - portant habilitation de gestion et utilisation d'une chambre funéraire à Marvejols par la SARL CAVALIER - VIDAL	34
Arrêté N °2010200-0001 - Déclaration d'utilité publique des travaux d'extension du cimetière - Commune de Vialas	35
Arrêté N °2010201-0008 - portant autorisation de transfert d'une licence de débit de boissons à consommer sur place de 4ème catégorie de la commune de Le Malzieu- Ville vers la commune de Javols	36



Arrêté N °2010208-0007 - Déclaration d'utilité publique - régularisation du captage de Béférat 1 - St Sauveur de Peyre .....	37
Arrêté N °2010208-0015 - Déclaration d'utilité publique - régularisation du captage de Béférat 2 - St Sauveur de Peyre .....	63
Arrêté N °2010208-0020 - Déclaration d'utilité publique - régularisation du captage de Béférat 3 - St sauveur de Peyre .....	91
Arrêté N °2010208-0021 - Déclaration d'utilité publique - régularisation du captage de Béférat 4 - St Sauveur de Peyre .....	121
Arrêté N °2010208-0022 - Déclaration d'utilité publique - régularisation du captage de Béférat 5 - St Sauveur de Peyre .....	141
Arrêté N °2010208-0023 - Déclaration d'utilité publique - régularisation du captage de Croze - St Sauveur de Peyre .....	181
Arrêté N °2010208-0024 - Déclaration d'utilité publique - régularisation du captage de Tendèche - St Sauveur de Peyre .....	201
Arrêté N °2010208-0025 - Déclaration d'utilité publique - régularisation du captage de Chapchiniès 1 - St Sauveur de Peyre .....	229
Arrêté N °2010208-0027 - Déclaration d'utilité publique - régularisation du captage de Chapchiniès 2 - St Sauveur de Peyre .....	261
Arrêté N °2010208-0041 - Arrêté de CONCESSION DE MINES DE PLOMB ARGENTIFERE ET AUTRES METAUX CONNEXES DITE « CONCESSION DE VILLEFORT » Communes de PIED DE BORNE, PREVENCHERES, POURCHARESSES, VILLEFORT et SAINT- ANDRE- CAPCEZE Département de la LOZERE ARRET DEFINITIF DES TRAVAUX PRESCRIVANT A LA SOCIETE RECYLEX SA DES MESURES SUPPLEMENTAIRES .....	291
Arrêté N °2010209-0043 - arrêté autorisant les titulaires du brevet national de sécurité et de sauvetage à exercer provisoire les fonctions de maître nageur sauveteur .....	297
Arrêté N °2010210-0009 - Déclaration d'utilité publique - travaux d'élargissement des voies communales 1 et 17 - commune de Rocles .....	298
Arrêté N °2010210-0026 - DUP AEP - Régularisation du captage de Bastard - Le Mazieu Ville. ....	300
Arrêté N °2010210-0027 - DUP AEP - Régularisation du captage de Brassalière - Le Malzieu ville .....	312
Arrêté N °2010210-0028 - DUP AEP - Régularisation du captage de Fabre amont - Le Malzieu Ville .....	328
Arrêté N °2010210-0029 - DUP AEP - Régularisation du captage de Fabre milieu - Le Malzieu Ville .....	340
Arrêté N °2010210-0030 - DUP AEP - Régularisation du captage de Fabre aval - Le Malzieu Ville .....	352
Arrêté N °2010210-0031 - DUP AEP - Régularisation du captage de Montchabrier Est - Le Malzieu Ville .....	366
Arrêté N °2010210-0032 - DUP AEP - Régularisation du captage de Montchabrier Ouest - Le Malzieu Ville .....	378
Arrêté N °2010210-0033 - DUP AEP - Acquisition de l'emprise foncière des ouvrages annexes : collecteur principal du Bastard, collecteur intermédiaire et brise charge du Nozier - Le Malzieu Ville .....	390

Autre - ARRETE n ° 2010-152-07 du 1° juin 2010 portant TRANSFERT DE BIENS

IMMOBILIERS de la section de l'Hermet (n ° SIREN : 214802746), dont le siège est

mairie de Prévençères, représentée par M. Gérard. LANDRIEU, maire de

Prévençères, à la commune de Prévençères (n ° SIREN 214801193) elle- même ..... 398

représentée par M. Louis MAURIN, premier adjoint au maire de Prévençères.

## SECRETARIAT GENERAL

Arrêté N °2010186-0002 - Arrêté chargeant M. Boris BERNABEU, sous- préfet de Florac, des fonctions de suppléance de l'exercice des fonctions préfectorales du mercredi 7 juillet à partir de 9h00 au vendredi 9 juillet matin ..... 399

Arrêté N °2010189-0001 - Arrêté relatif à la labellisation d'un 'relais services publics' porté par la communauté de communes du Pays de Florac et du Haut Tarn ..... 400

Arrêté N °2010189-0002 - Arrêté relatif à la labellisation d'un 'relais services publics' porté par la communauté de communes de Villefort ..... 402

Arrêté N °2010189-0003 - Arrêté relatif à la labellisation d'un 'relais services publics' porté par la commune de Saint Chély d'Apcher ..... 404

Arrêté N °2010189-0004 - Arrêté relatif à la labellisation d'un 'relais services publics' porté par la commune de Marvejols ..... 406

Arrêté N °2010189-0005 - Arrêté relatif à la labellisation d'un 'relais services publics' porté par la communauté de communes du Causse du Masségros ..... 408

Arrêté N °2010189-0006 - Arrêté relatif à la labellisation d'un 'relais services publics' porté par la communauté de communes des Cévennes au Mont Lozère ..... 410

Arrêté N °2010208-0034 - Arrêté portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour permettre les travaux d'études relatives à la modification de l'échangeur Nord de Saint- Chély d'Apcher sur l'A75 (échangeur n ° 33), sur la commune de SAINT- CHELY D'APCHER ..... 412

Autre - Arrêté modificatif n ° 2010/01/2258 du 13 juillet 2010 portant délégation de signature en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur, de l'outre- mer et des collectivités territoriales ..... 415

Autre - Arrêté portant approbation des statuts de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole du Languedoc ..... 421

Autre - ARRETE ARS LR /2010- N °480 fixant les règles générales de modulation et les critères d'évolution des tarifs de prestations des activités de soins de suite ou de réadaptation et de psychiatrie des établissements mentionnés au d de l'article L 162-22-6 du code de la sécurité sociale ..... 422

## SERVICES DU CABINET

Arrêté N °2010182-0009 - Arrêté modifiant l'arrêté n °2009-079-008 du 20 mars 209 portant renouvellement de la composition du conseil départemental de l'éducation nationale ..... 426

Arrêté N °2010194-0001 - modifiant l'arrêté n ° 2010181-0006 du 30 juin 2010 portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs pompiers - promotion du 14 juillet 2010 ..... 427

Arrêté N °2010201-0002 - arrêté portant approbation du plan départemental ORSEC dispositions spécifiques 'pollution des eaux' ..... 428

Arrêté N °2010201-0003 - arrêté portant renouvellement de la commission de surveillance de la maison d'arrêt de Mende ..... 430

Arrêté N °2010201-0009 - Arrêté portant approbation des dispositions spécifiques secours en milieu souterrain du plan ORSEC .....	434
Arrêté N °2010210-0037 - Arrêté portant agrément d'un agent de contrôle de la MSA Mme Geneviève ANDRIEU née CORTIJO .....	435
Arrêté N °2010210-0038 - Arrêté portant agrément d'un agent de contrôle de la MSA M. Laurent BERTHEZENE .....	437
Arrêté N °2010210-0039 - Arrêté d'agrément d'agent de contrôle MSA: Mme Hélène BOISSERON .....	438
Arrêté N °2010210-0040 - Arrêté d'agrément d'agent de contrôle MSA: M. Didier BONNAL .....	440
Arrêté N °2010210-0041 - Arrêté d'agrément d'agent de contrôle MSA: M. Jean- Philippe CAUVIN .....	442
Arrêté N °2010210-0042 - Arrêté d'agrément d'agent de contrôle MSA: Mme Béatrice COUSIN née POUS .....	444
Arrêté N °2010210-0043 - Arrêté d'agrément d'agent de contrôle MSA: Mme Mireille COUTAUD née COULON .....	446
Arrêté N °2010210-0044 - Arrête d'agrément d'agent de contrôle MSA: M. Patrick FUENTES .....	448
Arrêté N °2010210-0045 - Arrêté d'agrément d'agent de contrôle MSA : Mme Amandine LOPEZ .....	450
Arrêté N °2010210-0046 - Arrêté d'agrément d'agent de contrôle MSA : M. Patrice PROUHEZE .....	452
Arrêté N °2010210-0047 - Arrêté d'agrément d'agent de contrôle MSA: Mme Agnès RANC née VIAUD .....	454
Arrêté N °2010210-0048 - Arrêté d'agrément d'agent de contrôle MSA : M. André ROCHE .....	456
Arrêté N °2010210-0049 - Arrêté d'agrément d'agent de contrôle MSA : Mme Cendrine SALA .....	458
Arrêté N °2010210-0050 - Arrêté d'agrément d'agent de contrôle MSA : M. Marc SEGURA .....	460
Arrêté N °2010210-0051 - Arrêté d'agrément d'agent de contrôle MSA: Mme Aurore VAZQUEZ .....	462

#### **Sous- Préfecture**

Arrêté N °2010187-0005 - Arrêté fixant les conditions de passage du Tour de France 2010 dans le département de la Lozère .....	464
Arrêté N °2010189-0008 - arrêté portant modification de l'arrêté relatif à la définition de l'intérêt communautaire de la communauté de communes de la Cévenne des Hauts Gardons .....	469
Arrêté N °2010190-0004 - Mise en conformité d'office des statuts de l'association syndicale autorisée des habitants de La Fare avec les dispositions de l'ordonnance n ° 2004-632 du 1er juillet 2004 et du décret n ° 2006-504 du 3 mai 2006 .....	476
Arrêté N °2010203-0011 - Renouvellement de l'agrément de M. Jean SERRANO en qualité de garde particulier .....	477

Arrêté N °2010209-0033 - Extension du périmètre de l'association syndicale autorisée de travaux d'amélioration foncière des communes lozériennes (A.S.T.A.F.) par agrégations volontaires .....	479
---	-----

## **Service Départemental d'Incendie et de Secours**

Arrêté N °2010194-0006 - Arrêté portant nomination de l'adjudant- chef CAVAGNA Denis, du Centre d'Incendie et de Secours de Saint Etienne du Valdonnez, au grade de Lieutenant .....	481
Arrêté N °2010194-0007 - Arrêté portant nomination de l'Adjudant- chef LARTAUD Jean- François, du Centre d'Incendie et de Secours de Chanac, au grade de Lieutenant .....	482
Arrêté N °2010194-0008 - Arrêté portant nomination de l'Adjudant- chef RAMDANE Bruno, du Centre d'Incendie et de Secours de Pont de Montvert, au grade de Lieutenant .....	483
Arrêté N °2010194-0009 - Arrêté portant engagement du Lieutenant POURCHOT Guy, par voie de changement d'affectation, au Corps Départemental des Sapeurs- pompiers de la Lozère .....	484
Arrêté N °2010194-0010 - Arrêté portant nomination de Mademoiselle MAZOYER Audrey en qualité d'Infirmier de Sapeurs- pompiers Volontaires .....	485
Arrêté N °2010194-0011 - Arrêté portant nomination d'un Médecin Capitaine de Sapeurs- pompiers volontaires, affecté au 3 SM de la DDSIS 48 : Docteur PAGE Jea- Philippe .....	486
Arrêté N °2010208-0013 - portant nomination du lieutenant Guy POURCHOT, en qualité de chef du Centre d'Incendie et de Secours de Florac .....	487

## **Trésorier Payeur Générale de Lozere**

Arrêté N °2010155-0004 - Arrêté n ° 2007155-0004 portant délégation du Trésorier- payeur général de la Lozère M. Henri RODIER, à M. Jean- Luc DETHOOR .....	488
Arrêté N °2010155-0005 - Arrêté n ° 2007155-0006 portant délégation du Trésorier- payeur général de la Lozère M. Henri RODIER, à M. Henri CORAZZA comptable du SIE centralisateur de Mende .....	490





PREFET DE LA LOZÈRE

DIRECTION DES SERVICES FISCAUX

Arrêté n° 2010-193 0004 du 12 Juillet 2010  
autorisant la fermeture exceptionnelle de tous les services  
de la direction des services fiscaux du département de la Lozère,  
le vendredi 16 juillet 2010 après-midi.

Le préfet de la Lozère,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole

VU le décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

VU le décret n° 71-72 du 26 janvier 1971 portant abrogation des articles 632 et 644 du Code Général des Impôts ;

VU les articles 26 et 43 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

SUR proposition de Monsieur le directeur des services fiscaux ;

#### ARRETE

##### ARTICLE 1er

Tous les services de la direction des services fiscaux de la Lozère, sur les résidences de Mende, Florac, Langogne, Marvejols et Saint-Chély-d'Apcher seront exceptionnellement fermés le vendredi 16 juillet 2010 après-midi.

##### ARTICLE 2

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur des services fiscaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés de l'Etat.

  
Dominique LACROIX



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA LOZERE

**Arrêté n° 2010 – 190 – 0003 du 09 juillet 2010  
modifiant la liste des Conseillers du Salarié**

Le Préfet de la Lozère,  
Officier de l'ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

VU les articles L.1232-2 à L.1232-5, L.1232-7 à L.1232-14, R.1232-1 à R.1232-3, D.1232-4 à D.1232-12 du code du travail ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007-201-002 du 20 juillet 2007 fixant, pour trois ans, la liste des Conseillers du salarié, modifié par les arrêtés préfectoraux n°2008-206-001 du 24 juillet 2008 et n°2009-043-007 du 12 février 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010088-04 du 29 mars 2010 portant délégation de signature du préfet du département de la LOZERE à Monsieur Alain SALESSY, directeur régional de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2010 portant subdélégation de signature de Monsieur Alain SALESSY, Directeur Régional de la DIRECCTE LR à Monsieur Pierre SAMPIETRO, Directeur Régional Adjoint, Chef de l'Unité Territoriale de la Lozère ;

VU les propositions de modification transmises par les unions départementales des syndicats de salariés du département de la LOZERE : CFE-CGC, LOZERE SOLIDAIRES SUD, CFTC, SPELC Lozère, UNSA, CGT, FO, CFDT et FSU-SNUPP, reçues entre le 05 mai 2010 et 30 juin 2010 ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

La liste des Conseillers du salarié du département de la LOZERE est établie pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 20 juillet 2013 (liste annexée au présent arrêté).

Le présent arrêté se substitue à l'arrêté préfectoral n°2007-201-002 du 20 juillet 2007 fixant, pour trois ans, la liste des Conseillers du salarié, modifié par les arrêtés préfectoraux n°2008-206-001 du 24 juillet 2008 et n°2009-043-007 du 12 février 2009 et applicable jusqu'au 19 juillet 2010.

**ARTICLE 2 :**

Les Conseillers du salarié listés par le présent arrêté exercent leur mission permanente exclusivement sur le département de la LOZERE et celle-ci ouvre droit au remboursement des frais de déplacement qu'elle occasionne dans le département.

### **ARTICLE 3 :**

La liste des Conseillers du salarié est tenue à disposition dans la section d'inspection du travail, sise Unité Territoriale Lozère de la DIRECCTE Languedoc Roussillon - 34, avenue du 11 Novembre - 48 000 MENDE, dans chaque Mairie du département de la LOZERE et auprès de chaque plate-forme de la Maison de l'Emploi et de la Cohésion Sociale.

### **ARTICLE 4 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Lozère, le Sous-Préfet de Florac et le Directeur Régional Adjoint, Chef de l'Unité Territoriale Lozère de la DIRECCTE Languedoc Roussillon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.



Pour le Directeur Régional de la DIRECCTE LR,  
Et, par subdélégation,  
Le Directeur Régional Adjoint,  
Chef de l'Unité Territoriale de la Lozère,

  
Pierre SAMPIETRO



## Liste des Conseillers du salarié du département de la LOZERE

arrêté préfectoral n° 2010 - 190 - 003 du 09 juillet 2010

établi pour une durée de 3ans, soit jusqu'au 20 juillet 2013.

La liste des Conseillers du salarié du département de la LOZERE, personnes habilitées à venir assister sur sa demande un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement ou à la signature d'une rupture conventionnelle, en l'absence d'institution représentative du personnel dans l'entreprise, est composée comme suit :

<b>BARDIN Daniel</b> , inséminateur	LES HAUTS DE CHABRITS – 48 000 MENDE (CFE CGC) (TEL. 04.66.49.29.26)
<b>BONICEL André</b> , enseignant	LE CAYLA - 48 150 LA PARADE (SPELC) (TEL. 09.62.03.66.19) (TEL. 06.81.58.92.09) (tél. UD SPELC 04.66.49.00.36)
<b>BONNAUD André</b> , infirmier	LOT. LES VIOLETTES – 48 300 LANGOGNE (CGT) (TEL. UL LANGOGNE 04.66.63.32.03)
<b>BORROS Claude</b> , agent DDE	LOT. LOUS PLOS 48 300 SAINT FLOUR DE MERCOIRE (CFDT) (tél. 04.66.69.29.17)
<b>BOUQUET Christian</b> , retraité hospitalier	QUARTIER BIFFARES – 48 120 SAINT ALBAN (FO) (tél. UD FO 04.66.49.04.83) (tél. 06.88.30.91.64)
<b>BOURRIER Joëlle</b> , enseignante	SECHEYROUX – 48 100 PALHERS (CFDT) (TEL. 06.85.10.33.71)
<b>CHANSON Muriel</b> , éducatrice spécialisée	VILLAGE – 48 400 LA SALLE PRUNET (CGT) (tél. 04.66.65.06.21)
<b>CHARBONNIER Francis</b> , agent de la Poste	9, RUE DU COULAGNET – 48 100 MARVEJOLS (FO) (TEL. UD FO 04.66.49.04.83) (TEL. PORTABLE 06.76.33.50.20)
<b>CHAROLLOIS Jean-Marcel</b> , électromécanicien	CENTRALE DU VERGNE 48 310 ALBARET LE COMTAL (FO) (tél. UD FO 04.66.49.04.83) (tél. 04.66.31.63.64)
<b>CHAYLA Odile</b> , agent de maîtrise	RUE DU CHAZALET – 48 800 VILLEFORT (CGT) (TEL. 04.66.65.03.20)
<b>CONORT Laurent</b> , agent d'entretien d'Etat	3, RUE DES ECOLES – 48 000 MENDE (CFDT) (tél. 04.66.65.09.16)
<b>COUDERC Henri</b> , aide soignant	48 400 SAINT JULIEN D'ARPAON (FO) (TEL. UD FO 04.66.49.04.83)

<b>DELTOUR Françoise</b> , secrétaire médicale	QUARTIER PEYRE DE ROSE 48 340 SAINT GERMAIN DU TEIL (CFDT) (tél. 04.66.32.62.48)
<b>DUCROTET Christophe</b> , enseignant	PLACE DE MONTJIEZIEU - 48 100 CHIRAC (CFTC) (TEL. 04.66.32.34.45) (TEL. 06.83.79.28.80)
<b>DURAND Patrick</b> , agent de police	MONTADE DE FAÏ FIOC – 48 100 MARVEJOLS (FO) (TEL. UD FO 04.66.49.04.83) (TEL. PORTABLE 06.86.94.30.38)
<b>FABRE Jean-François</b> , retraité	LA POSTE – 48 100 CHIRAC (CGT) (tél. 06.32.43.34.51)
<b>FANGUIN Léon</b> , retraité	16 BIS, RUE BEAUSOLEIL 48 200 SAINT-CHELY D'APCHER (CFE CGC) (TÉL. 04.66.31.21.09)
<b>FORCE Christine</b> , agent de la Poste	LA POSTE – 48 000 BADAROUX (CFDT) (tél. 04.66.47.79.01 ou 06.08.69.70.33)
<b>GARCIA Juste</b> , retraité Commerce	19, LOT. ALTITUDE 800 – 48 000 MENDE (CFE CGC) (TEL. 04.66.49.16.17)
<b>GRAU Jean-Claude</b> , retraité	4, RUE SAINT GERVAIS – 48 000 MENDE (CFDT) (TEL. 04.66.65.03.81)
<b>GUIBBERT Mireille</b> , professeur	7, RESIDENCE CASTELSEC – 48 000 MENDE (SNES-FSU) (TEL. UD FSU 04.66.49.15.90) (TEL. 04.66.49.34.94)
<b>GUIRAL Michel</b> , receveur de la Poste	AUBIGEYRES 48 130 SAINT SAUVEUR DE PEYRE (FO) (TEL. UD FO 04.66.49.04.83) (TEL. PORTABLE 06.81.96.33.74)
<b>GUITTARD Jean</b> , cadre	10, RUE DU PRE VIVAL – 48 000 MENDE (FO) (TEL. UD FO 04.66.49.04.83) (TEL. PORTABLE 06.73.69.53.09)
<b>JULIEN Jean-Marie</b> , retraité Métallurgie	7, LOTISSEMENT MONTMARTRE 48 200 SAINT CHELY D'APCHER (CFE CGC) (TEL. 04.66.31.07.22)
<b>MERLE Georges</b> , adjoint au directeur Pôle Emploi	9, RUE DES GENETS - 48 000 MENDE (CFTC) (tél. 04.66.49.15.48)
<b>NURIT Gabriel</b> , retraité Santé	GRAZIERE MAGE – 48 120 SAINT ALBAN (CFE CGC) (TEL. 04.66.31.52.20)
<b>PAUCHET Jérôme</b> , agent de la Poste	ROUTE DU FAU DE PEYRE 48 130 AUMONT AUBRAC (CFDT) (tél. 04.66.65.16.01) (tél. portable 06.32.39.71.23)
<b>PRATLONG Francine</b> , infirmière	LES BRUGUIERES – 48 500 LA CANOURGUE (FO) (TEL. UD FO : 04.66.49.04.83) (TEL. PORTABLE 06.86.82.29.05)

**ROUSSON Fernand**, retraité

Les Reyllades – 48 100 MONTRODAT  
(*CFDT*) (tél. 04.66.32.01.48)

**SAUNIER Gilles**, Santé

LA RANDECHE  
48 130 SAINT SAUVEUR DE PEYRE  
(*CFE CGC*) (tél. 04.66.49.79.82)

**SUREL Alain**, agent DDE

3, rue Bel Air – 48 300 LANGOGNE  
(*CFDT*) (tél. 04.66.69.19.47)

**VARRAUD Stéphane**, agent médico-social

LES HAUTS DE LANGOUYROU  
48 300 LANGOGNE  
(*FO*) (tél. UD FO 04.66.49.04.83)  
(tél. 04.66.69.32.87)

**CETTE LISTE DES CONSEILLERS DU SALAIRE DU DEPARTEMENT DE LA LOZERE SE SUBSTITUE  
A LA PRECEDENTE ET EST APPLICABLE A COMPTER DU 20 JUILLET 2010.**

PRÉFET DE LA LOZÈRE

Direction des libertés publiques  
et des collectivités locales  
Bureau des titres et de la circulation

**ARRETE** n° 2010/182-0005 du 01 juillet 2010

**portant agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière**

Le Préfet de la Lozère,  
Officier de l'ordre national du mérite,  
Officier du mérite agricole,

- VU** le code de la route, notamment ses articles L.213-1 à L.213-8 et R.213-1 à R.213-6 ;
- VU** l'arrêté ministériel n° 0100026A du 8 janvier 2001 modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;
- VU** la demande d'agrément présentée par Mademoiselle CATALANO Sandrine en date du 17 mai 2010, en vue d'être autorisé à exploiter un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;
- VU** l'avis favorable de la commission départementale de la sécurité routière en date du 4 juin 2010 ;
- Considérant** que la demande remplit les conditions réglementaires ;
- SUR** la proposition du secrétaire général,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** – Mademoiselle Sandrine CATALANO est autorisée à exploiter sous le numéro : E 10 048 29 06, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé « ESPACE CONDUITE » et situé : Immeuble Samson, avenue du Lot 48500 BANASSAC.

**ARTICLE 2** - Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter du 29 juin 2010. Sur demande de l'exploitant, présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**ARTICLE 3** - L'établissement « ESPACE CONDUITE » est habilité, au vu des autorisations d'enseigner produites, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes : B/AAC – BI ; A/A1 ; BSR.

**ARTICLE 4** - Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel, par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**ARTICLE 5** - Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

**ARTICLE 6** - Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**ARTICLE 7** - Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans l'établissement, y compris l'enseignant et le personnel de l'établissement, est fixé à 20 personnes.

**ARTICLE 8** - Le présent agrément peut être à tout moment, suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**ARTICLE 9** - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'intéressée, au délégué à l'éducation routière Gard Lozère, à l'inspecteur des examens du permis de conduire à Mende, au commandant du groupement de gendarmerie de la Lozère et au directeur départemental de la sécurité publique à Mende.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Jocelyn SNOECK

*"La préfecture de la Lozère contribue au développement durable en utilisant du papier 100% recyclé"*

Préfecture de la Lozère - 2, rue de la Rivière - 43005 MENDE CEDEX  
Téléphone : 04.66.49.60.00 - télécopie : 04.66.49.17.23  
Site internet : [www.lozere.pref.gouv.fr](http://www.lozere.pref.gouv.fr)

PREFET DE LA LOZERE

PREFECTURE

DIRECTION  
DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Pôle Juridique

**ARRETE n° 2010.182.006 du 1er Juillet 2010.**

**Commune de St Julien des Points.**

**Mise en conformité d'un captage public d'alimentation en eau potable.**

- enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;
- enquête parcellaire destinée à identifier les parcelles incluses dans les périmètres de protection autour des captages, ainsi que leurs propriétaires ;
- enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection ;

Le préfet,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** le code rural et notamment ses articles L152-1 et R152-1 à R152-15 ;  
**Vu** le code de l'environnement notamment, ses articles L.210-1 à L.214-16 et 215-13 ;  
**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-7 et R.1321-6 et R.1321-7 ;  
**Vu** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L. 11-1 à L. 11-8 et R. 11-1 à R. 11-31 ;  
**Vu** la loi du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ;  
**Vu** le décret n° 64-153 du 15 février 1964 pris pour l'application de la loi n° 62-904 du 4 août 1962 ;  
**Vu** la délibération du 8 septembre 2007 par laquelle le conseil municipal de la commune de St Julien des Points sollicite, dans le cadre de la régularisation du captage public d'alimentation en eau potable de Nogaret, l'ouverture des enquêtes : enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate ; enquête parcellaire destinée à identifier les parcelles incluses dans les périmètres de protection autour des captages, ainsi que leurs propriétaires ; enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection ;  
**Vu** les pièces du dossier reçu en préfecture le 7 juin 2010 ;  
**Vu** le courrier de la délégation territoriale de Mende – ARS Languedoc Roussillon - en date du 2 juin 2010 déclarant le dossier complet,  
**Vu** la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur établie par la commission départementale du Gard le 2 décembre 2009 ;  
**Vu** la décision n° E10000081/48 du 17 juin 2010 du président du tribunal administratif de Nîmes désignant un commissaire-enquêteur ;  
**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE :**

**Article 1er.** – Il sera procédé sur le territoire de la commune de St Julien des Points :

*Adresse postale : PREFECTURE DE LA LOZERE - 2 rue de la Rivière - 48005 MENDE cedex  
Téléphone : 04.66.49.60.00 – Télécopie : 04.66.49.17.23 – Site Internet : [www.lozere.gouv.fr](http://www.lozere.gouv.fr)  
Horaires d'ouverture : Bureaux 9h00-12h00 et 14h00-17h00 - Boîtes 8h30 - 11h45 et 13h30 - 16h00  
La préfecture de la Lozère contribue au développement durable en utilisant du papier 100 % recyclé*

- 1°) à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;
- 2°) à une enquête parcellaire destinée à identifier les parcelles incluses dans les périmètres de protection autour des captages, ainsi que leurs propriétaires ;
- 3°) à une enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection ;

Ces enquêtes se dérouleront pendant 32 jours consécutifs : du vendredi 23 juillet au lundi 23 août 2010 inclus.

Elles portent sur la mise en conformité d'un captage public d'alimentation en eau potable de la commune de St Julien des Points (captage de Nogaret).

**Article 2.** – M. Jean-Pierre BARRIERE, colonel de gendarmerie en retraite, désigné en qualité de commissaire-enquêteur par le tribunal administratif de Nîmes, siègera à la mairie de St Julien des Points, où il recevra, en personne, les observations du public aux jours et heures ci-après :

- le vendredi 23 juillet 2010, de 10h30 à 13h30,
- le jeudi 12 août 2010, de 9h à 12h,
- le lundi 23 août 2010, de 10h à 13h.

### **ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

**Article 3.** - Les pièces du dossier ainsi que des registres d'enquête seront déposés en mairie de St Julien des Points pendant le délai fixé à l'article 1, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Les intéressés pourront formuler leurs observations :

- en les portant sur les registres d'enquête déposés en mairie de St Julien des Points ;
- en les adressant, par écrit, à la mairie de St Julien des Points (à l'attention de M. le commissaire-enquêteur "enquêtes de mise en conformité de captages publics d'alimentation en eau potable") ;
- en les présentant verbalement au commissaire-enquêteur au cours de ses permanences à la mairie de St Julien des Points, aux jours et heures indiqués à l'article 2.

**Article 4.** – Le commissaire enquêteur établira son rapport et rédigera ses conclusions, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération, ou encore favorables assorties de réserves ou de conditions, et les transmettra au préfet avec les registres dans un délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête publique.

Si les conclusions du commissaire-enquêteur sont défavorables à l'adoption du projet, le conseil municipal de la commune de St Julien des Points sera appelé à émettre son avis dans les trois mois par une délibération motivée qui sera transmise au préfet.

### **ENQUETE PARCELLAIRE**

**Article 5.** - Le plan et l'état parcellaires ainsi qu'un registre d'enquête parcellaire, seront également déposés en mairie de St Julien des Points, pendant le délai fixé à l'article 1, aux jours et heures habituels d'ouverture au public afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au commissaire-enquêteur qui les joindra au registre.

**Article 6.** - Notification individuelle indiquant que le dossier d'enquête parcellaire est déposé en mairie de St Julien des Points sera faite, avant l'ouverture de l'enquête, par le maire de la commune de St Julien des Points, à chacun des propriétaires concernés par les périmètres de protection immédiate et rapprochée, sous pli recommandé, avec avis de réception.

La publication du présent arrêté est faite notamment en vue de l'application de l'article L. 13-2 du code de l'expropriation ci-après reproduit :

"En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation".

"Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes".

"Les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à indemnités".

**Article 7.** - Le commissaire-enquêteur transmettra le registre d'enquête au préfet, dans le délai fixé à l'article 4, accompagné de son avis sur l'emprise des ouvrages projetés et dressera procès-verbal des opérations.

### **ENQUETE DE SERVITUDES POUR LES PERIMETRES DE PROTECTION**

**Article 8** - Les pièces correspondantes ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés en mairie de St Julien des Points dans les mêmes conditions de consultation et de déposition des observations que pour l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et l'enquête parcellaire.

**Article 9** - L'ouverture de cette enquête fait également l'objet d'une notification individuelle comprise dans le courrier relatif à l'enquête parcellaire.

**Article 10** - Le commissaire enquêteur transmettra les registres d'enquête au préfet, dans le délai fixé à l'article 4, accompagné de son avis.

### **DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 14.** - Un avis au public relatif à l'ouverture de ces enquêtes sera inséré, par les soins du préfet, en caractères apparents, dans les journaux "Midi Libre" et "Lozère Nouvelle" d'une part, 8 jours minimum avant le début des enquêtes soit avant le 16 juillet 2010, d'autre part dans les huit premiers jours, soit entre le 23 et le 30 juillet 2010.

Il sera en outre affiché avant le 16 juillet 2010 et pendant toute la durée des enquêtes en mairies de St Julien des Points. L'accomplissement de cette formalité sera justifiée par un certificat établi par le maire de St Julien des Points.

A l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 1, les registres d'enquêtes seront clos et signés par le maire et transmis, dans les vingt quatre heures, au commissaire-enquêteur.

**Article 15** - A l'issue de la procédure d'enquêtes, une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur sera adressée, par les soins du préfet, au président du tribunal administratif de Nîmes et déposée à la préfecture de la Lozère (direction des libertés publiques et des collectivités locales - Pôle Juridique) et en mairie de St Julien des Points pour y être tenue, sans délai, à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de réception.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions dans les conditions prévues au titre I<sup>er</sup> de la loi du 17 juillet 1978 modifiée.

**Article 16.** - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice de la délégation territoriale de Mende de l'agence régionale de santé Languedoc Roussillon, le maire de St Julien des Points et le commissaire-enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Jocelyn SNOECK.



PREFET DE LA LOZERE

PREFECTURE

DIRECTION  
DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Pôle Juridique

**ARRETE** n° 2010.182 007 du 1er juillet 2010

**Portant établissement de servitudes afférentes aux canalisations d'alimentation en eau potable (AEP)  
sur fonds privés.  
- Commune de Pelouse -**

Le préfet,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.13-2, et R.11-22 et R.11-23

**Vu** le code rural, notamment les articles L.152-1 et L.152-2, et R.152-1 à R.152-15,

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L126-1 et R126- à R126-3 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2009- 309-012 du 05-11-2009 Commune de Pelouse. Mise en conformité d'un captage public d'alimentation en eau potable.

- enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise du périmètre de protection immédiate ;
- enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour du captage et des ouvrages annexes (réservoirs) ;
- enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection.
- enquête sur les servitudes afférentes aux canalisations d'alimentation en eau potable (AEP) sur fonds privés ;

**Vu** les délibérations des 5 septembre 2003 et 20 octobre 2006 par lesquelles le conseil municipal de la commune de Pelouse sollicite, dans le cadre de la régularisation du captage public d'alimentation en eau potable de « Tailladissos », l'ouverture des enquêtes : enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate ; enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour du captage et des ouvrages annexes (réservoirs) ; enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection ; enquête sur les servitudes afférentes aux canalisations d'alimentation en eau potable (AEP) sur fonds privés ;

**Vu** les pièces du dossier reçu en préfecture le 29 octobre 2009 ;

**Vu** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçus en préfecture le 1<sup>er</sup> février 2010,

**Considérant** que les travaux relatifs à l'adduction d'eau potable ont été réalisés, de 1962 à 1963 et de 2003 à 2004, mais que les servitudes induites n'ont jamais été formalisées ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE :**

**Article 1er.** - Il est établi, au profit de la commune de Pelouse, dans le cadre de la régularisation inhérente aux travaux effectués en matière d'adduction en eau potable (AEP), des servitudes afférentes aux canalisations d'alimentation en eau potable sur fonds privés.

Ces servitudes concernent une bande de terrain de trois mètres de largeur sur des parcelles situées sur le territoire de la commune de Pelouse, et désignées aux plans et états parcellaires annexés au présent arrêté.

**Article 2.** - Ces servitudes donnent à la commune de Pelouse le droit :

- d'enfouir, dans une bande de terrain de trois mètres de largeur, une canalisation, étant précisé qu'une hauteur minimum de 0,60 m doit être respectée entre la génératrice supérieure de la canalisation et le niveau du sol après les travaux,
- d'essarter dans une bande de terrain de cinq mètres les arbres ou arbustes susceptibles de nuire à l'établissement et à l'entretien de la canalisation,
- d'accéder au terrain dans lequel la canalisation est enfouie, les agents chargés du contrôle, de l'entretien et de la réparation bénéficiant du même droit d'accès,
- d'effectuer tous travaux d'entretien et de réparation conformément aux dispositions de l'article R.152-14 du code rural.

**Article 3.** - Les servitudes obligent les propriétaires et leurs ayants-droit à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages.

**Article 4.** - La date de commencement de travaux sur les terrains grevés de servitudes est portée à la connaissance des propriétaires et exploitants huit jours au moins avant la date prévue pour le début des travaux. Un état des lieux doit, si cela est nécessaire, être dressé contradictoirement en vue de la constatation éventuelle des dommages pouvant résulter desdits travaux.

L'indemnisation des dommages résultant des travaux est fixée, à défaut d'accord amiable, par le tribunal administratif de Nîmes en premier ressort.

**Article 5.** - Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Pelouse, aux lieu et place habituels. Il sera notifié, par les soins du maire de Pelouse aux propriétaires concernés, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception.

**Article 6.** - Le présent arrêté sera, par le maître d'ouvrage et à ses frais, publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble et soumis à la formalité de l'enregistrement dans les conditions habituelles.

**Article 7.** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 8.** - Le secrétaire général de la préfecture et le maire de la commune de Pelouse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera annexé aux documents d'urbanisme de la commune et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Jocelyn SNOECK.

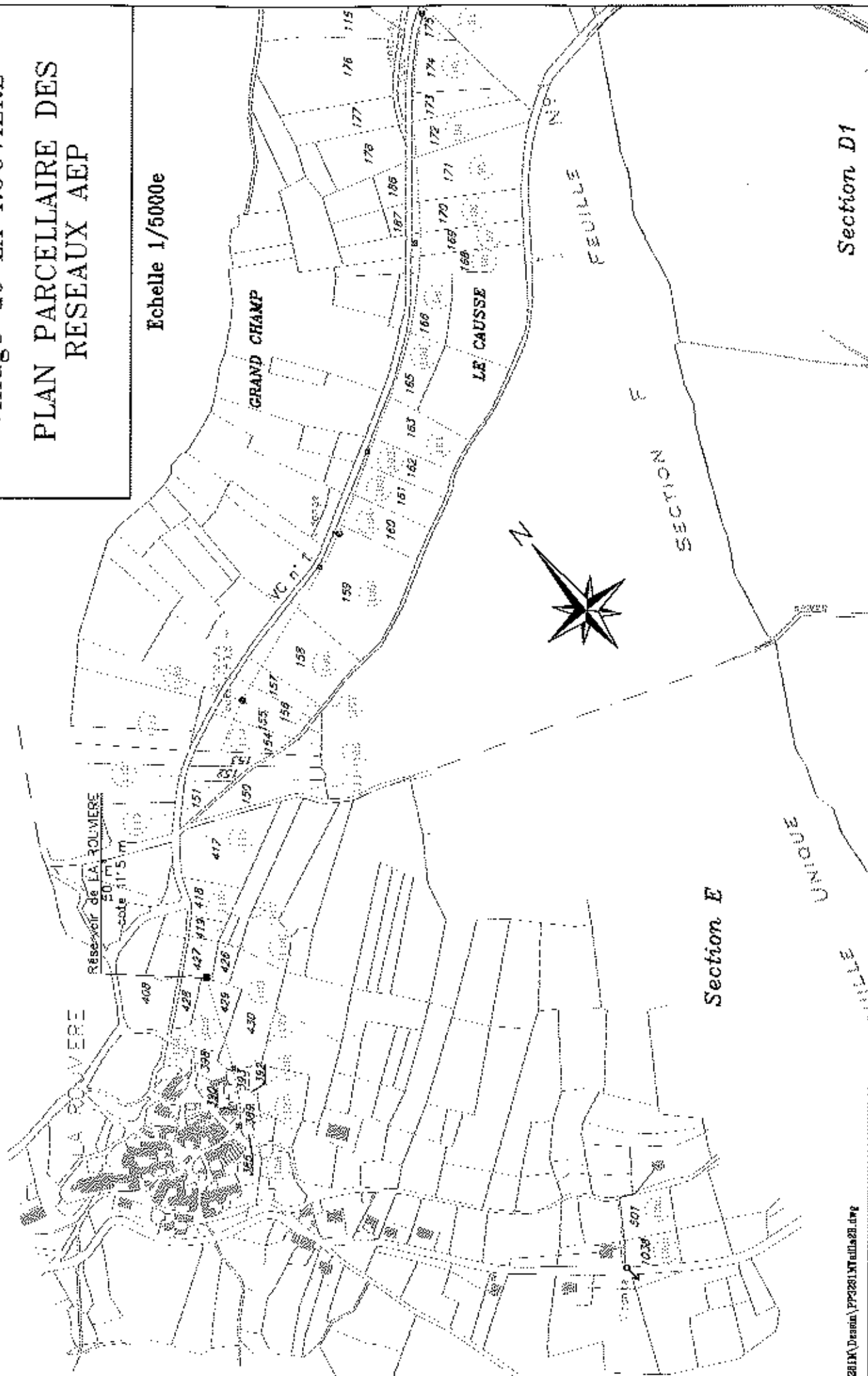
DEPARTEMENT DE LA LOZERE

COMMUNE DE PELOUSE

Village de LA ROUVIERE

PLAN PARCELLAIRE DES  
RESEAUX AEP

Echelle 1/5000e



DEPARTEMENT DE LA LOZERE

COMMUNE DE PELOUSE

Entre PELOUSE et LA ROUVIERE  
PLAN PARCELLAIRE DES  
RESEAUX AEP

Echelle 1/5000e

Section F1

LA CHAMP



Section C1

Section C2

COMMUNE DE PELOUSE

Captage de Tailladissos

PLAN PARCELLAIRE DES  
RESEAUX AEP

Section G2

LE CLOUT

Val de Tailladissos

Commune de PELOUSE  
Section A3

LA LAMPADE

Val de Roc

LOU DEVES

BOUMBADOU

Rou de Segnelorgue



## PLAN PARCELLAIRE DES RESEAUX AEP



VC n° 1

Ref:\3281M\Lexipon\PF3281MTitle2D.dwg

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE  
COMMUNE DE PELOUSE

D 3281M  
août-08

4 - ÉTAT PARCELLAIRE DES TERRAINS FAISANT L'OBJET D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE DE CANALISATION

CAPTAGE DE TAILLADISSOS VILLAGES DE PELOUSE ET DE LA ROUVIÈRE

n° plan parcellaire	Désignation			Superficie	Valeur administrative de la servitude	Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou exploitants	Origine de la propriété
	Section	numéro parcelle	lieu-dit	Nat	Parcelle (m²)	Emprise servitude (m²)		
48	G	50	Lou Gazet	PA 06	9 730	369	M. MASSÉJUN Daniel Les Sables 48000 PELOUSE	Attestation du 28/12/1983, publiée le 15/01/1990, volume 1980P n° 178 Donation du 31/08/1998, publiée le 10/11/1999, volume 1998P n° 4825
50	G	502	L'Esclade	LO	8 806	279	Commune de PELOUSE - Maine - 48000 PELOUSE N° os S REN : 214201110	Vente du 07/08/1999, publiée les 07 et 08/09/1999, volume 1999P n° 8504
51	G	2	Las Azegados	PA 06	3 039	255	Mme SIVINS Noëlle Marie, née à 48000 Pelouse le 24/12/1946, retraitée, épouse de M. BLANC André, demeurant à 48000 PELOUSE	Donation-partage du 05/08/1985, publiée le 05/10/1985, volume 2317 n° 28
52	G	3	Las Azegados	PA 06	5 141	225	M. GÉLY Lucien Émile, né à 48000 Pelouse le 25/02/1953, exploitant agricole et son épouse Mme TICHIT Lucette Monique, née à 48000 MENDE le 25/01/1951, exploitante agricole, demeurant au bourg 48000 PELOUSE	Vente des 07 et 22/02 et 13/05/2003, publiée le 10/07/2003, volume 2003P n° 2354
53	G	4	Lou Baumbadou	LO	581	45	M. GÉLY Lucien Émile, né à 48000 Pelouse le 25/02/1927, retraité, et son épouse Mme REVERSAT Anais Marie, née à 48000 Pelouse le 06/04/1928, sans profession, demeurant au bourg 48000 PELOUSE	Partage du 13/04/1978, publié le 01/06/1978, volume 1239 n° 44
54	G	5	Las Azegados	PA 06	6 690	255	1°) Mme MOURGUES Jeanne Marie Simone, née à 48000 Mende le 12/03/1938, retraitée, veuve de M. MARTIN Étienne Guillaume, demeurant 17 allée Fiercourt 48000 MENDE 2°) M. MOURGUES Eblenne Joseph, né à 48000 Pelouse le 26/03/1938, retraité, cultivateur, demeurant au bourg 48000 PELOUSE	Attestation de propriété du 22/05/1992, publiée le 18/06/1992, volume 1992P n° 1981
55	G	13	Lou Baumbadou	PA 06	14 122	240	M. GÉLY Lucien Émile, né à 48000 Pelouse le 25/02/1927, retraité, et son épouse Mme REVERSAT Anais Marie, née à 48000 Pelouse le 06/04/1928, sans profession, demeurant au bourg 48000 PELOUSE	Partage du 13/04/1978, publié le 01/06/1978, volume 1239 n° 44
56	G	23	Lou Baumbadou	PA 06	7 800	265	Usufructuaires : M. ROUX Émile Henri, né à 48000 Pelouse le 12/05/1927, retraité, veuf de Mme ZRCS Marie Louise, demeurant au village 48000 PELOUSE Nue-propriétaire : Mme ROUX Marie-Jeanne Françoise, née à 48000 Mende le 22/03/1962, Médecin généraliste, épouse de M. HUGON Daniel Jean Marie, demeurant avenue Chapital 48000 BADAROUX	Donation-partage du 17/08/1988, publiée le 23/12/1988, volume 1329 n° 29 Donation du 23/05/1999, publiée le 10/08/1999, volume 1999P n° 2100

# 4 - ÉTAT PARCELLAIRE DES TERRAINS FAISANT L'OBJET D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE DE CANALISATION

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE  
COMMUNE DE PELOUSE

D 3281M  
acbt-08

## CAPTAGE DE TAILLADISSOS VILLAGES DE PELOUSE ET DE LA ROUVIÈRE

n° plan parcellaire	Désignation		Superficie	Valeur administrative de la servitude	Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou exploitants	Origine de la propriété
	numéro parcellaire	lieu-dit	Parcelle (m²)	Emprise servitude (m²)			
127	E 389	La Fouan	PA 06	36	2 €	M. FABRE André Jacques Marcel, né à 30700 Uzès le 27/11/1950, retraité, époux de Mme LARDAT Lise, demeurant Résidence La Pommerède 16, rue de l'Avvenir 33000 NIMES	M. CHAZARIN Thierry La Rouvière 48000 PELOUSE Donation-Partage du 28/03/1993, publiée le 28/03/1993, volume 2316 n° 5
128	E 385	La Fouan	T 01	12	1 €	M. MAURIN Armand Augustin Joseph, né à 48000 Mende le 19/03/1937, retraité, époux de Mme BONNEFOY Jeannine Rose Marie, demeurant à La Rouvière 48000 PELOUSE	Vente du 29/01/1988, publiée le 11/03/1988, volume 383 n° 57
129	E 1038	Le Grand Terme	PA 06	30	3 €	M. BUISSON Ambroise Camille Émile, né à 48000 Mende le 10/01/1935, célibataire, retraité, demeurant à la Rouvière 48000 PELOUSE	Donation-partage du 28/03/1974, publiée le 06/08/1974, volume 1615 n° 9
130	E 501	Le Grand Terme	PA 09	150	5 €	M. BUISSON Ambroise Camille Émile, né à 48000 Mende le 10/01/1935, célibataire, retraité, demeurant à la Rouvière 48000 PELOUSE	Donation-partage du 28/03/1974, publiée le 06/08/1974, volume 1615 n° 9
131	G 740	Les Passus	T 01 S	186	16 €	M. BARRANDON Gilles Jean-Baptiste, né à Mende le 16/02/1979, célibataire, exploitant agricole, demeurant au village 48000 PELOUSE	Vente du 28/04/2008, publiée le 26/06/2008, volume 2308 n° 2201
132	G 546	Pelouse village	S	60	72 €	1°) Mme MOURGUES Jeanne Marie Simone, née à 48000 Mende le 12/03/1938, retraitée, veuve de M. MARTIN Étienne Guillaume, demeurant 17 allée Plancourt 48000 MENDE 2°) M. MOURGUES Étienne Joseph, né à 48000 Pelouse le 26/03/1939, retraité, célibataire, demeurant au bourg 48000 PELOUSE	Attestation de propriété c/o 22/05/1992, publiée le 18/06/1992, volume 982 n° 1981
133	E 390	La Rouvière	J 01	36	44 €	Usurfruitier : M. SAINT-LEGER Jean René, né à 48190 MAS D'OPCIÈRES le 13/06/1931, retraité, époux de Mme FABRE Simone Andrée, demeurant 35 av. Mazézac 33320 MARQUERITTES Nues propriétaires indivis : 1) Mme SAINT-LEGER Marlène Marlène, née à 33100 Alès le 18/04/1962, aînée solgnaute, divorcée de M. PUERTA Pascal Louis, demeurant à Saint Léger de Payre 43100 MARVEJOLS 2) Mme SAINT-LEGER Martine Fozienne, née à 30100 Alès le 26/05/1953, professeur, divorcée de M. YAUQUETTE Pascal Emilien Paul, demeurant 5, rue Georges Bizet 30320 MARQUERITTES	Donation-partage du 28/12/2009, publiée le 26/02/2010, volume 2010P n° 719



PREFET DE LA LOZERE

PREFECTURE

DIRECTION  
DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Pôle Juridique

**ARRETE** n° 2010.183.0001 du 2 juillet 2010

prescrivant l'ouverture d'une enquête publique en vue de l'établissement d'un plan de prévention des risques d'inondation sur le territoire du bassin de la Truyère en Lozère.

Communes de La Villedieu, Serverette, Fontans, Rimeize, St Chély d'Apcher, St Léger du Malzieu et Le Malzieu Forain.

Le préfet,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.212-6, L.562-1 à L.562-9 et R.123-1 à R.123-23,
- Vu** le code de l'urbanisme,
- Vu** la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- Vu** le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,
- Vu** l'arrêté préfectoral n°06-0813 du 13 juin 2006 prescrivant l'établissement du « plan de prévention des risques d'inondations bassin de la Truyère »,
- Vu** la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur établie par la commission départementale de la Lozère le 3 décembre 2009 ;
- Vu** la décision n° E10000065/48 du 27 mai 2010 du président du tribunal administratif de Nîmes désignant un commissaire-enquêteur ;
- Vu** les pièces du dossier transmis par la direction départementale des territoires – service sécurité, risques, énergie, construction (SRHC) – unité prévention des risques, en vue d'être soumis à l'enquête publique et comportant : un rapport de présentation, des cartes de zonage et un règlement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Lozère,

**ARRETE :**

**Article 1er** - Il sera procédé à une enquête publique du **lundi 30 août 2010 au samedi 2 octobre 2010 inclus**, sur l'établissement d'un plan de prévention des risques d'inondation prescrit sur le territoire du bassin de la Truyère, en Lozère, communes de La Villedieu, Serverette, Fontans, Rimeize, St Chély d'Apcher, St Léger du Malzieu et Le Malzieu Forain.

**Article 2** - Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête correspondants, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur seront déposés pendant toute la durée de l'enquête publique en mairies de La Villedieu, Serverette, Fontans, Rimeize, St Chély d'Apcher, St Léger du Malzieu et Le Malzieu Forain.

Toute personne intéressée pourra prendre connaissance du dossier déposé dans les mairies précitées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public et formuler ses observations :

- soit en les portant sur les registres d'enquête,
- soit en les adressant par écrit, dans les mairies précitées, à l'attention de M. le commissaire enquêteur,
- soit en les présentant verbalement au commissaire enquêteur lors de ses permanences en mairies aux jours et heures indiqués à l'article 3.

**Article 3** - M. Hubert CAYREL, retraité de la fonction publique territoriale, désigné en qualité de commissaire-enquêteur par le tribunal administratif de Nîmes siégera en mairie des communes citées à l'article 1, où il recevra, en personne, les observations du public, aux jours et heures ci-après :

Mairie de La Villedieu

Judi 9 septembre 2010 de 9 h à 12 h

Mairie de Servarette

jeudi 9 septembre 2010 de 14h à 17h

jeudi 23 septembre 2010 de 14h à 17h

Mairie de Fontans

mardi 31 août 2010 de 14h à 17h

Mairie de Rimeize

mardi 31 août 2010 de 9h à 12h

jeudi 23 septembre 2010 de 9h à 12h

Mairie de St Chély d'Apcher

lundi 6 septembre 2010 de 14h à 17h

lundi 27 septembre 2010 de 9h à 12h

Mairie de St Léger du Malzieu

vendredi 3 septembre 2010 de 14h à 17h

lundi 27 septembre 2010 de 14 h à 17h

Mairie du Malzieu Forain

vendredi 3 septembre 2010 de 9h à 12h

**Article 4** - Un avis au public relatif à l'ouverture de cette enquête sera inséré en caractères apparents, par les soins du préfet de la Lozère et aux frais du pétitionnaire, dans les journaux "Midi Libre" et "Lozère Nouvelle", d'une part, avant le 16 août 2010, et, d'autre part entre le 30 août et le 6 septembre 2010.

L'avis sera en outre publié par les soins des maires des communes concernées, par voie d'affichage et par tous autres procédés en usage, avant le 16 août 2010 et pendant toute la durée de l'enquête.

L'accomplissement de cette formalité sera justifiée par un certificat établi, au terme de la durée de l'enquête, par les maires des communes concernées.

**Article 5** - A l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 1, les registres d'enquête seront clos et signés par les maires des communes concernées qui les transmettront au commissaire enquêteur dans les 24 heures, avec les documents annexés.

Ce dernier établira un rapport et rédigera ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non au projet de plan de prévention des risques d'inondation, et les transmettra ensuite au préfet de la Lozère avec les registres d'enquête dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

**Article 6** - Les copies des rapports et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront adressées, par les soins du préfet de la Lozère, au président du tribunal administratif de Nîmes et déposées à la préfecture de la Lozère (direction des libertés publiques et des collectivités locales - Pôle juridique), à la direction départementale des territoires - service sécurité, risques, énergie, construction (SREC) - unité prévention des risques et en mairie des communes citées à l'article 1, pour y être tenue, à la disposition du public, pendant minimum un an à compter de la date de réception.

**Article 7** - Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère, les maires des communes de La Villedieu, Servarette, Fontans, Rimeize, St Chély d'Apcher, St Léger du Malzieu et Le Malzieu Forain, le directeur départemental des territoires et le commissaire-enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Jocelyn SMOCK.

Adresse postale : PREFECTURE DE LA LOZERE - 2 rue de la Rivière - 48005 MENDE cedex

Téléphone : 04.66.49.60.00 - Télécopie : 04.66.49.17.23 - Site Internet : [www.lozere.gouv.fr](http://www.lozere.gouv.fr)

Horaires d'ouverture : Bureau 9h00 - 11h45 et 14h15 - 17h00 / Guichets 8h30 - 11h45 et 13h30 - 16h00

La préfecture de la Lozère contribue au développement durable en utilisant du papier 100 % recyclé



## PREFET DE LA LOZÈRE

Préfecture

Direction des libertés publiques et des  
collectivités locales  
Bureau des élections, des polices  
administratives  
et de la réglementation

ARRETE n° 2010183-0006 du 2 JUILLET 2010  
modifiant l'arrêté préfectoral n°03-0867 du 27 juin 2003 modifié  
portant réglementation de la police des débits de boissons

Le Préfet de la Lozère  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients ;

VU l'arrêté préfectoral n°03-0867 du 27 juin 2003 modifié portant réglementation de la police des débits de boissons ;

VU la demande de modification effectuée par le service départemental des douanes ;

SUR proposition du secrétaire général.

### ARRETE

**Article 1 :** L'article 13 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

«Il est enjoint aux restaurateurs, cafetiers ou débitants de boissons, de se conformer aux prescriptions du code de la santé publique rappelées dans les affiches relatives à la répression de l'ivresse publique et de la protection des mineurs, sous peine de sanctions prévues par ledit code.


Les dites affiches qui sont disponibles sur le site internet du Ministère de la Santé et des Sports doivent être placées à la porte de toutes les mairies et dans la salle principale de tous les cabarets, cafés et autres débits de boissons.

Défense est faite, notamment de recevoir des mineurs de moins de seize ans qui ne sont pas accompagnés de leur père, mère, tuteur ou de toute personne de plus de dix huit ans en ayant la charge ou la surveillance.

Toutefois, les mineurs de plus de treize ans, accompagnés ou non, peuvent être reçus dans les débits de boissons assortis d'une licence de 1ère catégorie. »

Préfecture de la Lozère 2 rue de la Roquette 48000 MENDE – téléphone : 04 66 49 60 00

Article 2 : Le secrétaire général, le procureur de la République près le tribunal de grande instance de MENDE, le sous-préfet de FLORAC, les maires du département, le colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique et le directeur interrégional des douanes et droits indirects sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.



Dominique LACROIX

**PREFECTURE**

Direction des libertés publiques  
et des collectivités locales

Bureau des élections,  
des polices administratives  
et de la réglementation

**ARRETE N° 2010-183-007 du - 2 JUL. 2010**  
*portant dérogation à l'interdiction d'utiliser des bateaux à moteur sur le lac de Charpal*

Le préfet de la Lozère,  
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU le code de la santé publique,  
VU le code général des collectivités territoriales,  
VU l'arrêté préfectoral n°91-0765 du 21 juin 1991 déclarant d'utilité publique les travaux de rhaussement du barrage de Charpal et la fixation de périmètres de protection,  
VU la demande, en date du 14 avril 2010, du délégué interrégional de l'ONEMA,  
VU l'ensemble des avis émis lors de l'instruction administrative,  
SUR proposition du secrétaire général,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1** - Par dérogation aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 juin 1991 susvisé, les agents de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques sont autorisés à utiliser des bateaux à moteur thermique sur le lac de Charpal durant la campagne de pêche scientifique du 27 au 30 juillet 2010.

**ARTICLE 2** La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

- l'utilisation des bateaux aura lieu exclusivement de 6 heures à 8 heures et de 18 heures à 20 heures du 27 au 30 juillet 2010 ;
- toutes les mesures nécessaires seront prises par les agents de l'ONEMA pour se prémunir de tout rejet (vérification de l'embarcation, du moteur et des appareillages autorisés) ;
- en cas de déversement accidentel, les agents de l'ONEMA préviendront immédiatement la mairie de MENDE et l'Agence Régionale de Santé ;
- avant la mise à l'eau des embarcations, il appartient à l'ONEMA de se rapprocher téléphoniquement des services de Météo France afin de vérifier si les conditions climatiques permettent la navigation des bateaux. Dans le cas où une réponse défavorable leur serait donnée, la navigation sera alors interdite.

ARTICLE 3.- Le secrétaire général, la déléguée territoriale de l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon, le directeur départemental des Territoires et le maire de Mende sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.



Dominique LACROIX

PREFET DE LA LOZERE

PREFECTURE

DIRECTION  
DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Pôle Juridique

**ARRETE n° 2010.188.0007 du 7 juillet 2010**

prescrivant l'ouverture d'une enquête publique en vue de l'établissement d'un plan de prévention des risques d'inondation sur  
le territoire du Lot aval en Lozère.

Communes de St Léger de Peyre, Montrodal, Chirac, Le Monastier, Chanac, St Germain du Teil, Canilhac et St Pierre de  
Nogaret.

Le préfet,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.212-6, L.562-1 à L.562-9 et R.123-1 à R.123-23,
- Vu** le code de l'urbanisme,
- Vu** la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- Vu** le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,
- Vu** l'arrêté préfectoral n°06-0814 du 13 juin 2006 prescrivant l'établissement du « plan de prévention des risques d'inondation du Lot aval/Colagne »,
- Vu** la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur établie par la commission départementale de la Lozère le 3 décembre 2009 ;
- Vu** la décision n° E10000067/48 du 27 mai 2010 du président du tribunal administratif de Nîmes désignant un commissaire-enquêteur ;
- Vu** les pièces du dossier transmis par la direction départementale des territoires – service sécurité, risques, énergie, construction (SREC) – unité prévention des risques, en vue d'être soumis à l'enquête publique et comportant : un rapport de présentation, des cartes de zonage et un règlement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Lozère ;

**ARRETE :**

**Article 1er** - Il sera procédé à une enquête publique du **lundi 30 août 2010 au vendredi 1er octobre 2010 inclus**, sur l'établissement d'un plan de prévention des risques d'inondation prescrit sur le territoire du Lot aval, en Lozère, communes de St Léger de Peyre, Montrodal, Chirac, Le Monastier, Chanac, St Germain du Teil, Canilhac et St Pierre de Nogaret.

**Article 2** - Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête correspondants, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur seront déposés pendant toute la durée de l'enquête publique en mairies de St Léger de Peyre, Montrodal, Chirac, Le Monastier, Chanac, St Germain du Teil, Canilhac et St Pierre de Nogaret.

Toute personne intéressée pourra prendre connaissance du dossier déposé dans les mairies précitées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public et formuler ses observations :

- soit en les portant sur les registres d'enquête,
- soit en les adressant par écrit, dans les mairies précitées, à l'attention de M. le commissaire enquêteur,
- soit en les présentant verbalement au commissaire enquêteur lors de ses permanences en mairies aux jours et heures indiqués à l'article 3.

**Article 3** - M. Roger CHAPLIN, ingénieur des travaux des eaux et forêts retraité, désigné en qualité de commissaire-enquêteur par le tribunal administratif de Nîmes siégera en mairies des communes citées à l'article 1, où il recevra, en personne, les observations du public, aux jours et heures ci-après :

Mairie de Chanac

lundi 30 août de 9h à 12 h

vendredi 1er octobre de 14h à 17h

Mairie de St Germain du Teil

jeudi 20 septembre 14h à 17h

Mairie de Le Monastier

lundi 30 août de 14h à 17 h

vendredi 1er octobre de 9h à 12h

Mairie de Canilhac

mardi 14 septembre de 9h à 12 h

Mairie de Montrodat

mardi 31 août de 9h à 12 h

jeudi 16 septembre de 9h à 12h

Mairie de St Léger de Peyre

jeudi 16 septembre de 14h à 17 h

Mairie du St Pierre de Nogaret

jeudi 2 septembre de 9h à 12 h

jeudi 30 septembre de 9h à 12h

Mairie de Chirac

vendredi 17 septembre de 14h à 17 h

**Article 4** - Un avis au public relatif à l'ouverture de cette enquête sera inséré en caractères apparents, par les soins du préfet de la Lozère et aux frais du pétitionnaire, dans les journaux "Midi Libre" et "Lozère Nouvelle", d'une part, avant le 16 août 2010, et, d'autre part entre le 30 août et le 6 septembre 2010.

L'avis sera en outre publié par les soins des maires des communes concernées, par voie d'affichage et par tous autres procédés en usage, avant le 16 août 2010 et pendant toute la durée de l'enquête.


L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat établi, au terme de la durée de l'enquête, par les maires des communes concernées.

**Article 5** - A l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 1, les registres d'enquête seront clos et signés par les maires des communes concernées qui les transmettront au commissaire enquêteur dans les 24 heures, avec les documents annexés.

Ce dernier établira un rapport et rédigera ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non au projet de plan de prévention des risques d'inondation, et les transmettra ensuite au préfet de la Lozère avec les registres d'enquête dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

**Article 6** - Les copies des rapports et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront adressées, par les soins du préfet de la Lozère, au président du tribunal administratif de Nîmes et déposées à la préfecture de la Lozère (direction des libertés publiques et des collectivités locales - Pôle juridique), à la direction départementale des territoires - service sécurité, risques, énergie, construction (SREC) - unité prévention des risques et en mairies des communes citées à l'article 1, pour y être tenues à la disposition du public, pendant minimum un an à compter de la date de réception.

**Article 7** - Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère, les maires des communes de St Léger de Peyre, Montrodat, Chirac, Le Monastier, Chanac, St Germain du Teil, Canilhac et St Pierre de Nogaret, le directeur départemental des territoires, et le commissaire-enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

  
Dominique LACROIX





PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Arrêté n °2010188-0008**

**signé par Prefet de la lozere  
le 07 Juillet 2010**

**Prefecture de la Lozere  
DLPCL  
Pole juridique**

Ouverture d'une enquête publique relative au  
plan de prévention des risques inondation sur  
le Lot amont

PREFET DE LA LOZERE

PREFECTURE

DIRECTION  
DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Pôle Juridique

**ARRETE n°**

du 7 juillet 2010

prescrivant l'ouverture d'une enquête publique en vue de l'établissement d'un plan de prévention des risques d'inondation sur le territoire du Lot amont en Lozère.

Communes de Ste Hélène, Le Bleymard, Badaroux, St Etienne du Valdonnez, Brenoux et St Bauzille.

Le préfet,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.212-6, L.562-1 à L.562-9 et R.123-1 à R.123-23 ;  
**Vu** le code de l'urbanisme ;  
**Vu** la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;  
**Vu** le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n°06-0815 du 13 juin 2006 prescrivant l'établissement du « plan de prévention des risques d'inondations du Lot amont » ;  
**Vu** la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur établie par la commission départementale de la Lozère le 3 décembre 2009 ;  
**Vu** la décision n° E10000066/48 du 27 mai 2010 du président du tribunal administratif de Nîmes désignant un commissaire-enquêteur ;  
**Vu** les pièces du dossier transmis par la direction départementale des territoires – service sécurité, risques, énergie, construction (SREC) – unité prévention des risques, en vue d'être soumis à l'enquête publique et comportant : un rapport de présentation, des cartes de zonage et un règlement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Lozère ;

**ARRETE :**

**Article 1er** - Il sera procédé à une enquête publique du lundi 30 août 2010 au samedi 02 octobre 2010 inclus, sur l'établissement d'un plan de prévention des risques d'inondation prescrit sur le territoire du Lot amont en Lozère, communes de Ste Hélène, Le Bleymard, Badaroux, St Etienne du Valdonnez, Brenoux et St Bauzille.

**Article 2** - Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête correspondants, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur seront déposés pendant toute la durée de l'enquête publique en mairies de Ste Hélène, Le Bleymard, Badaroux, St Etienne du Valdonnez, Brenoux et St Bauzille.

Toute personne intéressée pourra prendre connaissance du dossier déposé dans les mairies précitées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public et formuler ses observations :

- soit en les portant sur les registres d'enquête,
- soit en les adressant par écrit, dans les mairies précitées, à l'attention de M. le commissaire enquêteur,

- soit en les présentant verbalement au commissaire enquêteur lors de ses permanences en mairies aux jours et heures indiqués à l'article 3.

**Article 3** - M. Robert JOLIVET, directeur de l'établissement ARCELOR de St Chély d'Apcher en retraite, désigné en qualité de commissaire-enquêteur par le tribunal administratif de Nîmes siègera en mairie des communes citées à l'article 1, où il recevra, en personne, les observations du public, aux jours et heures ci-après :

<b>Mairie de Le Bleymard :</b> - lundi 30 août 2010 de 14h30 à 17h30 - jeudi 23 septembre 2010 de 14h30 à 17h30,	<b>Mairie de St Etienne du Valdonnez :</b> - vendredi 10 septembre 2010 de 14h30 à 17h30,
<b>Mairie de Brenoux :</b> - vendredi 03 septembre 2010 de 14h30 à 17h30, - lundi 20 septembre 2010 de 14h30 à 17h30,	<b>Mairie de Ste Hélène :</b> - lundi 06 septembre 2010 de 14h30 à 17h30,
<b>Mairie de Badaroux :</b> - mercredi 01 septembre 2010 de 14h30 à 17h30,	<b>Mairie de St Bauzille :</b> - jeudi 09 septembre 2010 de 14h30 à 17h30,

**Article 4** - Un avis au public relatif à l'ouverture de cette enquête sera inséré en caractères apparents, par les soins du préfet de la Lozère et aux frais du pétitionnaire, dans les journaux "*Midi Libre*" et "*Lozère Nouvelle*", d'une part, avant le 16 août 2010, et, d'autre part entre le 30 août et le 6 septembre 2010.

L'avis sera en outre publié par les soins des maires des communes concernées, par voie d'affichage et par tous autres procédés en usage, avant le 16 août 2010 et pendant toute la durée de l'enquête.

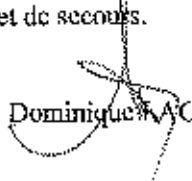
L'accomplissement de cette formalité sera justifiée par un certificat établi, au terme de la durée de l'enquête, par les maires des communes concernées.

**Article 5** - A l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 1, les registres d'enquête seront clos et signés par les maires des communes concernées qui les transmettront au commissaire enquêteur dans les 24 heures, avec les documents annexés.

Ce dernier établira un rapport et rédigera ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non au projet de plan de prévention des risques d'inondation, et les transmettra ensuite au préfet de la Lozère avec les registres d'enquête dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

**Article 6** - Les copies des rapports et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront adressées par les soins du préfet de la Lozère, au président du tribunal administratif de Nîmes et déposées à la préfecture de la Lozère (direction des libertés publiques et des collectivités locales - Pôle juridique), à la direction départementale des territoires - service sécurité, risques, énergie, construction (SREC) - unité prévention des risques et en mairie des communes citées à l'article 1, pour y être tenues à la disposition du public, pendant minimum un an à compter de la date de réception.

**Article 7** - Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère, les maires des communes de Ste Hélène, Le Bleymard, Badaroux, St Etienne du Valdonnez, Brenoux et St Bauzille, le directeur départemental des territoires, et le commissaire-enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

  
Dominique AYCROIX



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA LOZÈRE

Direction des libertés publiques  
et des collectivités locales

Bureau des relations avec les collectivités locales

ARRETE n° 2010-188-010 du 27 juillet 2010

Portant modification des statuts et définition de l'intérêt communautaire de la communauté de communes Apcher – Margeride – Aubrac

*Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite*

VU les dispositions du code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5214-1 à L. 5214-29,

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-336-019 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 modifié autorisant la création de la communauté de communes Apcher-Margeride-Aubrac,

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Apcher-Margeride-Aubrac en date du 22 mars 2010,

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

- Blavignac ..... 9 avril 2010,
- Rincize ..... 9 avril 2010,
- Saint-Chély-d'Apcher ..... 19 mai 2010,

acceptant ces modifications statutaires,

Considérant que les conditions de majorité qualifiée requises par l'article L.5211-17 du code général des collectivités territoriales sont réunies,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

### ARRETE :

**ARTICLE 1 :** L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2008-336-019 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 modifié, est modifié comme suit :

#### I. COMPETENCES OBLIGATOIRES

##### I.1. Développement économique

- Accueil et extension d'entreprises,
- Maintenir et redynamiser les entreprises artisanales et les petits commerces,
- Maintenir et développer les activités agricoles et forestières,
- Développer et promouvoir les activités touristiques : *gestion de l'office de tourisme.*

##### I.2. Aménagement de l'espace

- Favoriser un développement équilibré et concerté des activités, des équipements et de la population sur l'ensemble du territoire communautaire,
- Elaborer un document graphique déterminant la voirie communale d'intérêt communautaire,
- Participation à la mise en œuvre des politiques de Pays.

#### II. COMPETENCES OPTIONNELLES

##### II.1. Protection et mise en valeur de l'environnement

- Ordures ménagères (délégation au SIVOM la Montagne),
- Cours d'eau et rivières,
- Etudes aménagements et entretiens des cours d'eau et rivières, animation et vulgarisation : *aménagement des berges.*

.../...

## II.2. Politique de l'habitat et du cadre de vie

- Politique de l'habitat : *création de lotissement d'habitation dont le foncier a été acquis par la communauté de communes,*
- Politique sociale : création et gestion de structures d'accueil hors scolaires et hors périscolaires ; réflexion sur la création d'un CIAS ; *aides au chauffage et aides à la téléalarme ; mise en oeuvre du service du transport à la demande.*

## II.3. Construction, entretien et fonctionnement d'équipements sanitaires et sociaux, culturels, sportifs et d'enseignements :

*Sont d'intérêt communautaire, les équipements sportifs répondant aux critères suivants :*

- *équipements à venir,*
- *accessibles à un public non exclusivement issu de la commune d'implantation,*
- *présentant un montant d'investissement minimum de 300 000€.*

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères 30000 Nîmes, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification ou de son affichage.

**ARTICLE 3 :** Le secrétaire général de la préfecture, le président de la communauté de communes Apher-Margeride-Aubrac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié :

- aux maires des communes membres,
- au président du conseil général de la Lozère,
- au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
- au trésorier-payeur général de la Lozère,
- au directeur départemental des services fiscaux,
- au directeur départemental des territoires,
- au directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations
- au président de la chambre régionale des comptes du Languedoc-Roussillon,
- au président de l'association des maires, des adjoints et des élus de Lozère.



PREFECTURE

Direction des libertés publiques  
et des collectivités locales

Bureau des élections,  
des polices administratives  
et de la réglementation

**ARRETE N° 2010-190 - 0011**  
*portant classement dans la catégorie deux étoiles  
de l'office de tourisme de la communauté de  
commune «AUBRAC - LOT- CAUSSE»*

Le préfet de la Lozère,  
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU le code du Tourisme notamment les articles L 133-1 à L133 - 10 ;  
VU la loi N°2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques ;  
VU le décret n°2009-1652 du 23 décembre 2009 portant application de la loi n°2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques ;  
VU l'arrêté du 12 janvier 1999 fixant les normes de classement des offices de tourisme ;  
VU la délibération du 3 juin 2010 du conseil de la communauté de communes « Aubrac-Lot - Causse » approuvant la demande de classement de l'office de tourisme intercommunal ;  
CONSIDERANT que l'office de tourisme intercommunal de la communauté de communes « Aubrac-Lot Causse » remplit toutes les conditions pour être classé  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** *L'office de tourisme intercommunal de la communauté de communes « Aubrac-Lot- Causse » situé 23, rue de la ville 48500 LA CANOURGUE est classé en catégorie deux étoiles pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.*

**ARTICLE 2 :** L'office de tourisme devra signaler son classement en affichant un panneau conforme au modèle en vigueur fixé par arrêté du ministre chargé du tourisme.

**ARTICLE 3 :** En cas de manquement au respect des caractéristiques exigées, le déclassement ou la radiation des organismes classés peuvent être prononcés, après injonction de mise en conformité par le préfet auprès de l'office de tourisme, dans un délai de trois mois.

**ARTICLE 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère et le président de la communauté de communes « Aubrac-Lot-Causse » sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera transmise à ATOUR France.



MENDE le **09 JUL. 2010**

  
Dominique LACROIX



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA LOZÈRE

PREFECTURE

Direction des libertés publiques et des collectivités locales  
Bureau des élections, des polices administratives  
et de la réglementation  
HAO

Arrêté n° 2010196-004 du 15 juillet 2010.  
portant habilitation de gestion et utilisation d'une chambre funéraire à Marvejols par la SARL  
CAVALIER- VIDAL.

le préfet de la Lozère  
Officier de l'Ordre national du Mérite  
Officier du Mérite Agricole

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2223-19 à L. 2223-46 ;  
VU le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2007-197-001 du 16 juillet 2007 portant habilitation dans le domaine funéraire de messieurs CAVALIER et VIDAL, gérants de la SARL CAVALIER- VIDAL, sise 2 porte Chanelles à Marvejols ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2007-316-002 portant création d'une chambre funéraire à Marvejols ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2009-173-025 du 22 juin 2009 portant gestion et utilisation d'une chambre funéraire à Marvejols par la SARL CAVALIER- VIDAL ;  
VU la demande conforme de renouvellement présentée par messieurs CAVALIER et VIDAL, gérants de la SARL CAVALIER- VIDAL à Marvejols (Lozère) ;  
SUR proposition du secrétaire général,

### ARRETE

**Article 1** Messieurs Arnaud CAVALIER et Frédéric VIDAL, gérants de la SARL CAVALIER- VIDAL, située 2 Porte Chanelles à Marvejols (Lozère) sont habilités à l'effet d'exercer l'activité funéraire suivante :

- gestion et utilisation d'une chambre funéraire.

**Article 2** Le numéro de l'habilitation est 10-48-098.

**Article 3** La durée de la présente habilitation est fixée à six ans.

**Article 4** Le secrétaire général, la déléguée territoriale départementale de l'Agence régionale de santé, le maire de Marvejols sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux pétitionnaires.

  
Dominique VACROIX

PREFECTURE  
DIRECTION DES LIBERTES  
PUBLIQUES ET DES  
COLLECTIVITES LOCALES

**ARRETE n° 2010.200 - 0001 du 19 juillet 2010**  
portant déclaration d'utilité publique des travaux d'extension du cimetière communal  
sur le territoire de la commune de Vialas.

Le préfet de la Lozère,  
Officier de l'ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

- Vu** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L. 11-1 à L. 11-8 et R. 11-1 à R. 11-14 ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-348-023 du 14 décembre 2009, prescrivant l'ouverture des enquêtes conjointes (enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et enquête parcellaire) dans le cadre du projet d'extension du cimetière communal sur le territoire de la commune de Vialas ;  
**Vu** le dossier des enquêtes et les registres y afférents ;  
**Vu** les pièces constatant que :  
- l'avis d'ouverture des enquêtes a été publié et affiché en mairie de Vialas ;  
- inséré dans les journaux "Lozère Nouvelle" et "Midi Libre" ;  
- le dossier est resté déposé en mairie précitée du 04 janvier 2010 au 22 janvier 2010 inclus ;  
**Vu** les conclusions favorables du commissaire enquêteur en date du 12 février 2010 ;  
**Vu** la délibération du conseil municipal de la commune de Vialas en date du 11 juin 2010 ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE :**

**Article 1er.** - Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'extension du cimetière communal, sur le territoire de la commune de Vialas.

**Article 2.** - La commune de Vialas est autorisée à acquérir les terrains nécessaires à la réalisation de cette opération soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation.

**Article 3.** - Les expropriations devront être réalisées dans un délai de cinq ans à partir de la publication du présent arrêté.

**Article 4.** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication collective.

**Article 5.** - Le secrétaire général de la préfecture et le maire de la commune de Vialas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie concernée et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

  
**Dominique LACROIX**





Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA LOZÈRE

Préfecture  
Direction des libertés publiques et des collectivités locales  
Bureau des élections, des polices administratives  
et de la réglementation

Arrêté n° 2010 204-0008 du 20 juillet 2010  
portant autorisation de transfert d'une licence de débit de boissons à consommer sur place de 4<sup>ème</sup> catégorie de  
la commune de Le Malzieu-Ville vers la commune de Javols.

Le préfet de la Lozère,  
officier de l'ordre national du Mérite,

VU l'article 24 de la loi 2007-1787 du 21 décembre 2007 portant modification de l'article L3332-11 du Code de la Santé Publique, relatif aux conditions de transfert d'un débit de boissons à l'intérieur d'un même département,

VU la demande en date du 19 juin 2010 présentée par Monsieur Louis SCHWENDENMANN visant à transférer sur la commune de Javols la licence de débit de boissons à consommer sur place de 4<sup>ème</sup> catégorie appartenant à Madame Elisabeth FRACES-BOU, située au restaurant La Chaumière, sur la commune de Le Malzieu-Ville ;

VU l'avis favorable du 4 juillet 2010 du maire de Le Malzieu-Ville ;

VU l'avis favorable du 6 juillet 2010 du maire de Javols ;

Considérant que la licence concernée n'est pas la dernière de la commune de Le Malzieu-Ville ;

*SUR proposition* du secrétaire général ;

### ARRÊTÉ

**ARTICLE 1 :** Est autorisé le transfert de la licence de débit de boisson à consommer sur place de 4<sup>ème</sup> catégorie précédemment exploitée au restaurant La Chaumière, commune de Le Malzieu-Ville, vers la commune de Javols, pour une exploitation à l'hôtel-restaurant Le Régimbal.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Lozère et le maire de Javols sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Des copies seront également adressées à :

- Monsieur Louis SCHWENDENMANN,
- Monsieur le maire de Le Malzieu-Ville,
- Monsieur le maire de Javols,
- Monsieur le président du Conseil Général de la Lozère,
- Monsieur le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Lozère,
- Monsieur le président de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie de Lozère,
- Monsieur le procureur de la République, près le tribunal de grande instance de Mende,
- Monsieur le receveur principal des Douanes de Mende.

Dominique LACROIX



Préfet de la Lozère

Arrête préfectoral n° 2010. 208-0007 du 27 juillet 2010

portant déclaration d'utilité publique :

- des travaux de renforcement des ressources en eau potable;
- de la dérivation des eaux souterraines;
- de l'installation des périmètres de protection.

portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Commune de Saint Sauveur de Peyre  
Captage de Befarat 1

Le préfet,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier du mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14,
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105,
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 214-1 à 8, L. 214-18 L. 215-13 et R. 214-1 à 60,
- VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique,
- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE en date du 20 mars 2007 demandant :
  - ✓ de déclarer d'utilité publique
    - la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
    - la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.
  - ✓ de l'autoriser à :
    - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;
    - mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature loi sur l'eau (dans le cas d'une

déclaration ou d'une autorisation au titre de l'article R. 214-1 du code de l'environnement).

et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

- VU le dossier soumis à l'enquête publique,
- VU le rapport de M. PERRISSOL, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date de novembre 2008,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-046-002 du 15 février 2010 - Commune de Saint Sauveur de Peyre - Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate; de l'enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et ouvrages annexes; de l'enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection, et au titre du code de l'environnement,
- VU les avis des services techniques consultés,
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 07 mai 2010,
- VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010,

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

## **DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

### **ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique :**

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune de Saint Sauveur de Peyre personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDE) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Befurat 1 sis sur ladite commune.

- ✓ la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour du captage de Befarat 1.

## **ARTICLE 2 :** Débit capté autorisé

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter sur l'ensemble des sources de Befarat pour l'alimentation en eau potable est de 5,8m<sup>3</sup>/h et de 140m<sup>3</sup>/j. Ce prélèvement relève de la rubrique 1.1.2.0 de l'article R.214-I.

L'installation dispose d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et à ses décrets d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

## **ARTICLE 3 :** Caractéristiques et aménagements du captage

L'ouvrage de Befarat 1 est implanté au lieu-dit de La Puccl sur la parcelle n° 1542 de la section D sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont X=673,916 km ; Y=1 961,607 km ; Z=1 092 m/NGF.

Sa profondeur est de 2,00 mètres.

L'ouvrage de collecte est composé de trois buses de 90cm de hauteur et d'1 mètre de diamètre. Cet ouvrage est constitué d'un seul bac. Celui-ci est équipé d'un trop plein et d'une vidange. L'accès se fait par un capot fonte équipé d'une cheminée.

La zone de captage est composée d'un drain unique d'une longueur de 25 mètres linéaire et à une profondeur de 2 à 2,5 mètres sous le terrain naturel.

## **ARTICLE 4 :** Protection sanitaire des ouvrages de captage

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ la réfection des enduits de l'étanchéité extérieure ;
- ✓ la réfection de l'étanchéité intérieure notamment au niveau des joints entre les viroles et la dalle ;
- ✓ le changement du joint du capot ;
- ✓ l'installation d'une vanne de sectionnement sur la conduite de départ sous une bouche à clé à poser ;
- ✓ le prolongement de la canalisation de vidange/trop plein pour que l'exutoire soit en dehors du PPI de Befarat 2 avec la création d'une tête de buse maçonnée.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

## **ARTICLE 5 :**     Droits des tiers

Conformément à l'engagement pris par la PRPDE en date du 20 mars 2007, celle-ci doit indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

## **ARTICLE 6 :**     Périmètres de protection du captage

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

### **ARTICLE 6.1 :**   Périmètre de protection immédiate

La partie du périmètre de protection immédiate situé sur la parcelle 1542 section D appartenant à la commune doit demeurer propriété communale, conformément à la réglementation en vigueur. La commune est autorisée à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation dans un délai de cinq ans les autres terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate situé sur les parcelles 675 et 1543 section D de la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable de maillage 10x10cm et de 1,6m de hauteur. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.

Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (fuite d'hydrocarbure, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

Des fossés de colature seront créés et un nivellement du terrain sera réalisé pour dériver les eaux superficielles.

L'abreuvoir devra être supprimé.

Un merlon et un rail de sécurité devront être créés dans le virage de la route départementale n°73.

### **ARTICLE 6.2 :**   Périmètre de protection rapprochée

D'une superficie d'environ 44 462 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ La création d'installations classées pour la protection de l'environnement (y compris carrières) et autres établissements à caractère industriel ou commercial ;
- ✓ La création de dépôts d'ordures ménagères, de déchets industriels, de gravats ou autres matériaux, de produits radioactifs et, d'une manière générale, de toutes matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- ✓ L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées quelle que soit leur origine ;
- ✓ L'épandage de boues de station d'épuration ;
- ✓ Le stockage de matières et produits toxiques ou polluants, en particulier les hydrocarbures liquides et les fumiers, lisiers, purins ;
- ✓ La construction de canalisations de transport d'eaux usées, d'hydrocarbures ou de produits chimiques ou dangereux pour les eaux souterraines ;
- ✓ La construction de bâtiments (habitations, hangars, étables, ateliers, ...) quelle que soit leur utilisation, d'aires d'entretien de matériel ou de véhicules, d'aires de stationnement, de terrains de camping ;
- ✓ Les assainissements autonomes ;
- ✓ Le parcage d'animaux domestiques ou d'élevage ;
- ✓ La réalisation de terrassements, d'excavations remblayés ou non, sauf de faible superficie et profondeur (ex. : pour planter des arbres) ;
- ✓ L'excavation de matériaux ;
- ✓ La création de plan d'eau ;
- ✓ La création de cimetière ;
- ✓ L'ouverture de nouvelles pistes ou routes et la modification de l'assiette et de l'usage des pistes existantes ;
- ✓ Les coupes à blanc sauf si elles sont immédiatement suivies d'un reboisement.

Sur ces parcelles sont réglementés les épandages de fumiers, de purins, de lisiers, d'engrais et de produits phytosanitaires qui devront respecter les recommandations de la chambre d'agriculture de La Lozère.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau. Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Ce périmètre est constitué de parcelles cadastrées en tant que terres pour plus de la moitié de sa surface, pâtures, bois résineux et landes.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

#### **ARTICLE 7 :**     **Mise en conformité des installations et activités existantes**

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2

## **ARTICLE 8 :**      **Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

## **DISTRIBUTION DE L'EAU**

## **ARTICLE 9 :**      **Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

## **ARTICLE 10 :**      **Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient dès qu'elle en a connaissance la délégation territoriale départementale de l'ARS qui en informe le préfet. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

#### **ARTICLE 11 :**    Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 12 :**    Transmission des résultats

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis annuellement par l'exploitant à la délégation territoriale départementale de l'ARS.

#### **ARTICLE 13 :**    Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents de la délégation territoriale départementale de l'ARS et des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

#### **ARTICLE 14 :**    Pollution accidentelle

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avvertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

#### **ARTICLE 15 :**    Mesures de sécurité

Compte tenu de la proximité de la route départementale n°73 (voie de communication présente à l'intérieur des deux périmètres de protection rapprochée de Befarat 1 et 2), un plan d'alerte est établi. Celui-ci impose l'arrêt des captages de Befarat et leur déconnexion du réseau en cas d'accident, dans la zone incluse dans les périmètres de protection rapprochée de Befarat 1 et 2, impliquant notamment un poids lourd transportant des matières polluantes liquides.

Lors de déversements de matières solides, celles-ci seront évacuées de toute urgence, sans arrêt des captages. Si leur enlèvement n'est pas immédiat ou en cas de déversements de matières solubles, les captages devront être arrêtés.

La remise en service des captages sera conditionnée par l'absence de risque de contamination des eaux captées.



## DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

### **ARTICLE 16 :** Situation de l'ouvrage par rapport au code de l'environnement

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement. Le captage de Befarat relève de la rubrique 1.12.0 par l'article R.214-1 du code de l'environnement.

Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions générales du code de l'environnement, notamment son article L. 211-1 et aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

## DISPOSITIONS DIVERSES

### **ARTICLE 17 :** Plan et visite de recollement

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale départementale de l'ARS dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale départementale de l'ARS en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

### **ARTICLE 18 :** Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

### **ARTICLE 19 :** Notification et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le présent arrêté est également transmis au maire de St Léger de Peyre en vue de son affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois.

**ARTICLE 20 :** Mise à jour des documents d'urbanisme :

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune de Saint Sauveur de Peyre dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 21 :** Recours devant le tribunal administratif

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est, après accomplissement des formalités de publication :

- ✓ de deux mois pour les titres n'intéressant pas les dispositions du code de l'environnement ;
- ✓ de deux mois pour les communes, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement ;
- ✓ de quatre ans pour les tiers, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement.

**ARTICLE 22 :** Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement

✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**

Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

✓ **Non respect du code de l'environnement**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 23 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,

Le maire de Saint Sauveur de Peyre,

Le maire de St Léger de Peyre,

La directrice générale de l'ARS Languedoc-Roussillon,

Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires de Saint Sauveur de Peyre et St Léger de Peyre et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Jocelyn SNOECK.



ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains										Identification des personnes		
N° du Plan Parcellaire		Cadaastre		Nature		Contenance totale			Surface à identifier			
						ha	a	ca	ha		a	ca
		Section	N°	Lieu dit	ha	a	ca	ha	a		ca	
I	D	1542	La Puech	Lande		23	15		23	15		
										Propriétaire Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48) Mairie 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE		

ORIGINE DE PROPRIETE :

Vente par M<sup>rs</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 27 mai 1984

Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 18 juillet 1984 Volume 2376 n°46

VALEUR DU TERRAIN A IDENTIFIER : 1 euro

Liasse comprenant 14 pages  
Vue et annexée à l'arrêté  
N°2010208-0007 du 27 juillet 2010  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Joseph SNOECK

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains					Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale			Surface à acquérir		
	Section	N°		ha	a	ca	ha	a	ca
2	D	675	Befarat	1	54	35		4	21
					<u>Propriétaires</u> -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) époux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE				

ORIGINE DE PROPRIETE: Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DU TERRAIN A ACOUERIR: 115 euros

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes		
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca
3	D	1543	Lou Puech	Lande	81	53		81	53	
				Propriétaires : -M. FAVIER Andre Jean Baptiste né le 26 octobre 1941 à MARVEIOLS (48) époux BONNET Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES  -Mme BONNET Huguette Marie Reine née le 3 mai 1948 à RIBENNES (48) épouse FAVIER Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES						

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>re</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBERAC (48) le 11 mars 1983  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 12 avril 1983 Volume 2272 n°16

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains						Identification des personnes						
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes				
	Section	N°	Lieu dit		ha		a	ca	ha	a	ca	
4	D	677	Lon Puech	Terre	30	35		30	35	Propriétaires : -M. FAVIER Andre Jean Baptiste né le 26 octobre 1941 à MARVEJOLS (48) époux BONNET Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES  -Mme BONNET Hugnette Marie Reine née le 3 mai 1948 à RIBENNES (48) épouse FAVIER Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES		

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>re</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBERAC (48) le 11 mars 1983  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 12 avril 1983 Volume 2272 n°16

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Contenance totale			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha
5	D	678	La Magne	Lande	55	55	55	55
					Propriétaires:			
					-M. FAVIER Andre Jean Baptiste			
					né le 26 octobre 1941 à MARVEJOLS (48)			
					époux BONNET			
					Demeurant La Bessière -48700 RIBENNES			
					-Mme BONNET Huguette Marie Reine			
					née le 3 mai 1948 à RIBENNES (48)			
					épouse FAVIER			
					Demeurant La Bessière -48700 RIBENNES			

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Vente par M<sup>re</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 11 mars 1983  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 12 avril 1983 Volume 2272 n°16

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro



## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a		ca
6	D	679	Lou Puech	Terre		45	95		45	95	Propriétaires: -M. FAVIER Andre Jean Baptiste né le 26 octobre 1941 à MARVEJOLS (48) époux BONNET Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES  -Mme BONNET Huguenie Marie Reine née le 3 mai 1948 à RIBENNES (48) épouse FAVIER Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES

ORIGINE DE PROPRIETE: Vente par M<sup>re</sup> BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 11 mars 1983  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 12 avril 1983 Volume 2272 n°16

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT I

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ba	a	ca	ba	a	ca	
7	D	680	Lou Puech	Lande		6	68		6	68	Propriétaires : -M. FAVIER Andre Jean Baptiste né le 26 octobre 1941 à MARVEJOLS (48) époux BONNET Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES  -Mme BONNET Huguette Marie Reine née le 3 mai 1948 à RIBENNES (48) épouse FAVIER Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>re</sup>BRENET, Notaire à AUMONT-AUBERAC (48) le 11 mars 1983  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 12 avril 1983 Volume 2272 n°16

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes	
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a
8	D	681	Befarat	Terre		65	75		65
					Propriétaire pour ½ et nu propriétaire pour ½ : M.PORTAL Dominique Charles né le 06 mars 1945 à SAINT CHELY D'APCHER (48) époux RIEUX demeurant Les Places - 81150 LAGRAVE  Usufruitier pour ½ : M.PORTAL Eloi Jean Baptiste né le 06 juin 1906 à MARVEJOLS (48) époux GRAS demeurant 5 rue Bellevue 48200 - SAINT CHELY D'APCHER				

ORIGINE DE PROPRIETE :

Vente par M<sup>e</sup>JALBERT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 9 avril 1975  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 5 mai 1975 Volume 1659 n°3  
 Donation - Partage avec réserve d'usufruit au profit du conjoint (M<sup>me</sup> GRAS Marguerite)  
 par M<sup>e</sup>BARDON, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 21 décembre 1987  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 25 janvier 1988 Volume 2577 n°47

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dît		ha	a	ca	ha	a		Ca
9	D	675	Béfarat	Pature	1	54	35		28	19	Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Vente par M<sup>rs</sup>TRUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE : 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale		Surface servitudes		
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a
10	D	683	Befarat	Terre	62	62	65	45	25
					Propriétaires				
					-M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE				
					-M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE				

ORIGINE DE PROPRIETE: Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHÉLY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastre		Nature		Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit					
II	D	682	Befarat	Lande	ha	a	ca	Ca
					3	3	50	30
					Propriétaire pour 1/2 et nu propriétaire pour 1/2 : M.PORTAL Dominique Charles né le 06 mars 1945 à SAINT CHELY D'APCHER (48) époux RIEUX demeurant Les Places - 81150 LAGRAVE			
					Usufruitier pour 1/2 : M.PORTAL Eloi Jean Baptiste né le 06 juin 1906 à MARVEJOLS (48) époux GRAS demeurant 5 rue Bellevue 48200 - SAINT CHELY D'APCHER			

ORIGINE DE PROPRIETE:

Vente par M<sup>e</sup> JALBERT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 9 avril 1975  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 5 mai 1975 Volume 1659 n°3  
Donation - Partage avec réserve d'usufruit au profit du conjoint (Mme GRAS Marguerite)  
par M<sup>e</sup> BARDON, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 21 décembre 1987  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 25 janvier 1988 Volume 2577 n°47

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains				Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes	
	Section	N°		ha	a	ca	ha
12	D	685	La Magne	23	90	5	07
				Propriétaire M. BONNIEU Jean Louis Marius né le 02 avril 1947 à MARVEJOLS (48) Demeurant Laval 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>o</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 14 novembre 2003  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 5 janvier 2004 Volume 2004P n°9

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit					
13	C	763	La Couche	Terre	ha	a	ca	Ca
					77	00	77	00

Propriétaire  
 SARL LOZERE PROMOTION  
 Immatriculé au registre du commerce et des sociétés  
 n° 403 554 322  
 La Vignasse - 48100 MONTRODAT

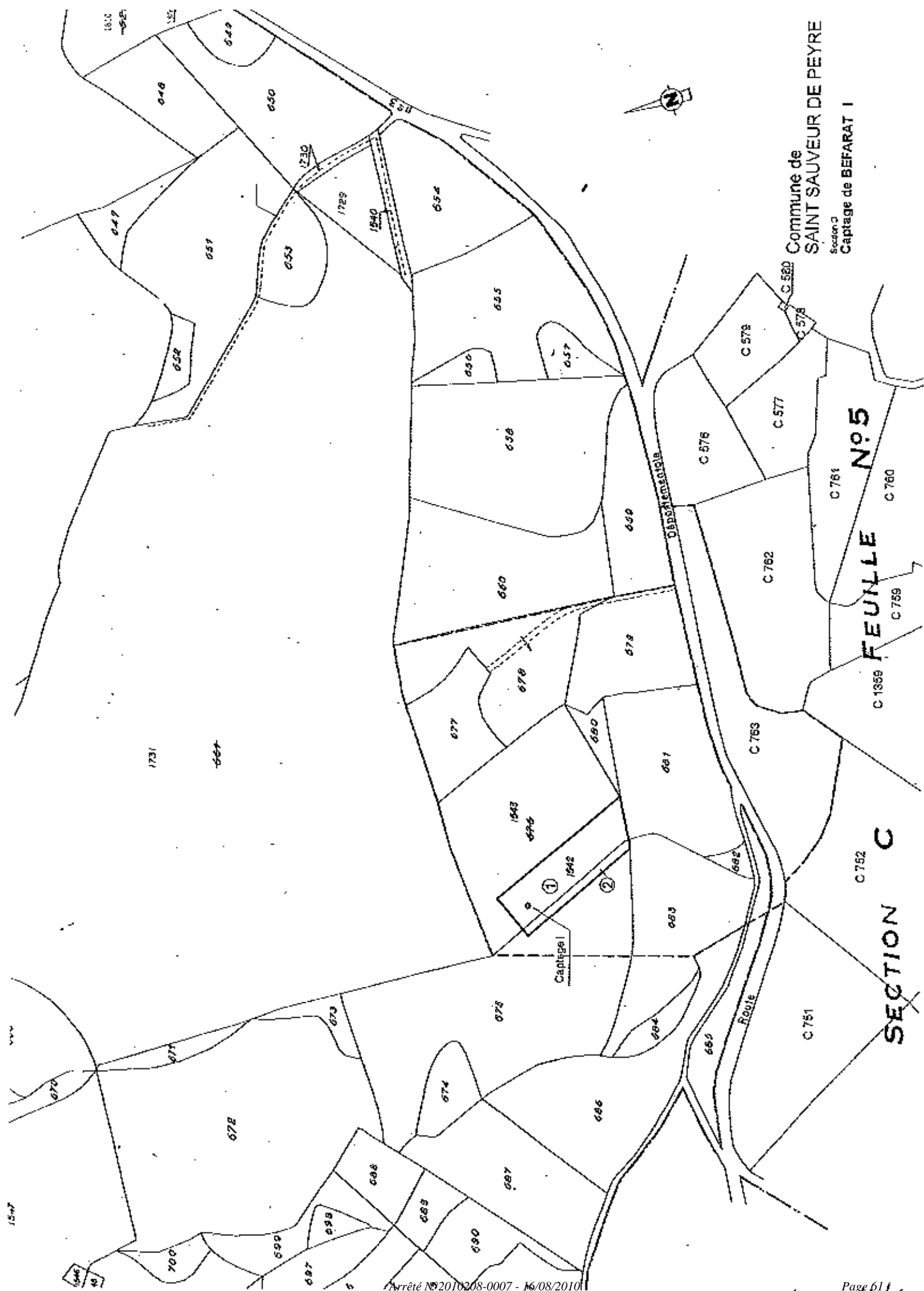
Propriétaire  
 M. PLANES Jean-Michel  
 Né le  
 Demeurant La Vignasse - 48100 MONTRODAT

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>o</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 18 mars 2003  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 25 avril 2003 Volume 2003P n°1607

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro







Commune de  
**SAINT SAUVEUR DE PEYRE**  
 Section C  
 Captege de BEFARAT I

**FEUILLE N°5**

**SECTION C**



Arrête préfectoral n°2010-208-0015 du 27 juillet 2010

portant déclaration d'utilité publique :

- des travaux de renforcement des ressources en eau potable;
- de la dérivation des eaux souterraines;
- de l'installation des périmètres de protection.

portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Commune de Saint Sauveur de Peyre  
Captage de Befarat 2

Le préfet,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier du mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14,
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105,
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 214-1 à 8, L. 214-18 L. 215-13 et R. 214-1 à 60,
- VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique,
- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE en date du 20 mars 2007 demandant :
- ✓ de déclarer d'utilité publique
    - la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
    - la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.
  - ✓ de l'autoriser à :
    - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;
    - mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature loi sur l'eau (dans le cas d'une déclaration ou d'une autorisation au titre de l'article R. 214-1 du code de l'environnement).

et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

- VU le dossier soumis à l'enquête publique,
- VU le rapport de M. PERRISSOL, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date de novembre 2008,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-046-002 du 15 février 2010 – Commune de Saint Sauveur de Peyre - Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate; de l'enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et ouvrages annexes; de l'enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection, et au titre du code de l'environnement,
- VU les avis des services techniques consultés,
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 07 mai 2010,
- VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010,

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

## **DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

### **ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique :**

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune de Saint Sauveur de Peyre personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDI) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Befarat 2 sis sur ladite commune.

- ✓ la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour du captage de Befarat 2.

#### **ARTICLE 2 : Débit capté autorisé**

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter sur l'ensemble des sources de Befarat pour l'alimentation en eau potable est de 5,8m<sup>3</sup>/h et de 140m<sup>3</sup>/j. Ce prélèvement relève de la rubrique 1.1.2.0 de l'article R.214-1.

L'installation dispose d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et à ses décrets d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

#### **ARTICLE 3 : Caractéristiques et aménagements du captage**

L'ouvrage de Befarat 2 est implanté au lieu-dit de La Pucch sur la parcelle n° 1542 de la section D sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont X=673,907 km ; Y=1 961,639 km ; Z=1 090 m/NGF.

Sa profondeur est de 3,50 mètres.

L'ouvrage de collecte est composé de trois buses de 110cm de hauteur et d'1 mètre de diamètre. Cet ouvrage est constitué d'un seul bac. Celui-ci est équipé d'un trop plein et d'une vidange. L'accès se fait par un capot fonte équipé d'une cheminée. Les eaux issues de Befarat 1 se jettent dans cet ouvrage.

La zone de captage est composée d'un drain unique d'une longueur de 27 mètres linéaire et à une profondeur de 2 à 2,5 mètres sous le terrain naturel.

#### **ARTICLE 4 : Protection sanitaire des ouvrages de captage**

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ la réfection des enduits de l'étanchéité extérieure ;
- ✓ la réfection de l'étanchéité intérieure notamment au niveau des joints entre les viroles et la dalle ;
- ✓ le changement du joint du capot ;
- ✓ l'installation d'une vanne de sectionnement sur la conduite de départ sous une bouche à clé à poser ;
- ✓ le prolongement de la canalisation de vidange/trop plein pour que l'exutoire soit en dehors du PPI avec la création d'une tête de busc maçonnée.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

## **ARTICLE 5 :     Droits des tiers**

Conformément à l'engagement pris par la PRPDE en date du 20 mars 2007, celle-ci doit indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

## **ARTICLE 6 :     Périmètres de protection du captage**

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

### **ARTICLE 6.1 :     Périmètre de protection immédiate**

La partie du périmètre de protection immédiate situé sur la parcelle 1542 section D appartenant à la commune doit demeurer propriété communale, conformément à la réglementation en vigueur. La commune est autorisée à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation dans un délai de cinq ans les autres terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate situé sur les parcelles 675 et 1543 section D de la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable de maillage 10x10cm et de 1,6m de hauteur. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.

Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (fuite d'hydrocarbure, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

Des fossés de colature seront créés et un nivellement du terrain sera réalisé pour dériver les eaux superficielles.

L'abreuvoir devra être supprimé.

Un merlon et un rail de sécurité devront être créés dans le virage de la route départementale n°73.

### **ARTICLE 6.2 :     Périmètre de protection rapprochée**

D'une superficie d'environ 45 075 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ La création d'installations classées pour la protection de l'environnement (y compris carrières) et autres établissements à caractère industriel ou commercial ;
- ✓ La création de dépôts d'ordures ménagères, de déchets industriels, de gravats ou autres matériaux, de produits radioactifs et, d'une manière générale, de toutes matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- ✓ L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées quelle que soit leur origine ;
- ✓ L'épandage de boues de station d'épuration ;
- ✓ Le stockage de matières et produits toxiques ou polluants, en particulier les hydrocarbures liquides et les fumiers, lisiers, purins ;
- ✓ La construction de canalisations de transport d'eaux usées, d'hydrocarbures ou de produits chimiques ou dangereux pour les eaux souterraines ;
- ✓ La construction de bâtiments (habitations, hangars, étables, ateliers, ...) quelle que soit leur utilisation, d'aires d'entretien de matériel ou de véhicules, d'aires de stationnement, de terrains de camping ;
- ✓ Les assainissements autonomes ;
- ✓ Le parcage d'animaux domestiques ou d'élevage ;
- ✓ La réalisation de terrassements, d'excavations remblayés ou non, sauf de faible superficie et profondeur (ex. : pour planter des arbres) ;
- ✓ L'excavation de matériaux ;
- ✓ La création de plan d'eau ;
- ✓ La création de cimetière ;
- ✓ L'ouverture de nouvelles pistes ou routes et la modification de l'assiette et de l'usage des pistes existantes ;
- ✓ Les coupes à blanc sauf si elles sont immédiatement suivies d'un reboisement.

Sur ces parcelles sont réglementés les épandages de fumiers, de purins, de lisiers, d'engrais et de produits phytosanitaires qui devront respecter les recommandations de la chambre d'agriculture de La Lozère.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau. Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Ce périmètre est constitué de parcelles cadastrées en tant que terres pour plus de la moitié de sa surface, pâtures, bois résineux et landes.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

#### **ARTICLE 7 :**      **Mise en conformité des installations et activités existantes**

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2



#### **ARTICLE 8 :      Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

### **DISTRIBUTION DE L'EAU**

#### **ARTICLE 9 :      Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

#### **ARTICLE 10 :      Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient dès qu'elle en a connaissance la délégation territoriale départementale de l'ARS qui en informe le préfet. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

**ARTICLE 11 :**    Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12 :**    Transmission des résultats

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis annuellement par l'exploitant à la délégation territoriale départementale de l'ARS.

**ARTICLE 13 :**    Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents de la délégation territoriale départementale de l'ARS et des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

**ARTICLE 14 :**    Pollution accidentelle

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avvertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

**ARTICLE 15 :**    Mesures de sécurité

Compte tenu de la proximité de la route départementale n°73 (voie de communication présente à l'intérieur des deux périmètres de protection rapprochée de Befarat 1 et 2), un plan d'alerte est établi. Celui-ci impose l'arrêt des captages de Befarat et leur déconnexion du réseau en cas d'accident, dans la zone incluse dans les périmètres de protection rapprochée de Befarat 1 et 2, impliquant notamment un poids lourd transportant des matières polluantes liquides.

Lors de déversements de matières solides, celles-ci seront évacuées de toute urgence, sans arrêt des captages. Si leur enlèvement n'est pas immédiat ou en cas de déversements de matières solubles, les captages devront être arrêtés.

La remise en service des captages sera conditionnée par l'absence de risque de contamination des eaux captées.

## DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

### **ARTICLE 16 :**    Situation de l'ouvrage par rapport au code de l'environnement

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement. Le captage de Befarat 2 relève de la rubrique 1.12.0 par l'article R.214-1 du code de l'environnement.

Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions générales du code de l'environnement, notamment son article L. 211-1 et aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

## DISPOSITIONS DIVERSES

### **ARTICLE 17 :**    Plan et visite de recollement

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale départementale de l'ARS dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale départementale de l'ARS en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

### **ARTICLE 18 :**    Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

### **ARTICLE 19 :**    Notification et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le présent arrêté est également transmis au maire de St Léger de Peyre en vue de son affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois.

**ARTICLE 20 :** Mise à jour des documents d'urbanisme :

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune de Saint Sauveur de Peyre dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 21 :** Recours devant le tribunal administratif

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est, après accomplissement des formalités de publication :

- ✓ de deux mois pour les titres n'intéressant pas les dispositions du code de l'environnement ;
- ✓ de deux mois pour les communes, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement ;
- ✓ de quatre ans pour les tiers, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement.

**ARTICLE 22 :** Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement

- ✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**  
Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.
- ✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**  
Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :
  - dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
  - laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.
- ✓ **Non respect du code de l'environnement**  
Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 23 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,  
Le maire de Saint Sauveur de Peyre,  
Le maire de St Léger de Peyre,  
La directrice générale de l'ARS Languedoc-Roussillon,  
Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires de Saint Sauveur de Peyre et St Léger de Peyre et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jocelyn SNOECK.



ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains						Identification des personnes					
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale						
	Section	N°	Lien dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
I	D	1543	Lou Puech	Lande	81	53	8	13	Propriétaires : -M. FAVIER Andre Jean Baptiste né le 26 octobre 1941 à MARVEJOLS (48) époux BONNET Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES  -Mme BONNET Huguette Marie Reine née le 3 mai 1948 à RIBENNES (48) épouse FAVIER Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES		

ORIGINE DE PROPRIETE:      Vente par M<sup>re</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 11 mars 1983  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 12 avril 1983 Volume 2272 n°16

VALEUR DU TERRAIN A ACQUERIR : 65 euros  
VALEUR DE LA SOURCE : 3 760,00 euros

Liasse comprenant: 16 pages  
Vue et annexée à l'arrêté  
N°2010208-015 du 27 juillet 2010  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général.  
Jocelyn SNOECK

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains					Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Contenance totale		Surface à identifier		
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a
2	D	1542	La Puech	Lande		23	15		10
									12
					Propriétaire Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48) Mairie 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE				

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>re</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 27 mai 1984  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 18 juillet 1984 Volume 2376 n°46

VALEUR DU TERRAIN A IDENTIFIER : 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastre		Nature		Surface à acquérir			
	Section	N°	Lieu dit					
3	D	675	Befarat	Pature	ha	a	ca	
					1	54	35	73
					Propriétaires			
					-M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			
					-M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) époux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DU TERRAIN A ACQUERIR : 75 euros



Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT II

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains				Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes	
	Section	N°		ha	a	ca	ca
4	D	1543	Lou Puech Lande	81	53	73	40
				Propriétaires :			
				-M. FAVIER Andre Jean Baptiste né le 26 octobre 1941 à MARVEJOLS (48) époux BONNET Demeurant La Bessière -48700 RIBENNES			
				-Mme BONNET Euguette Marie Reine née le 3 mai 1948 à RIBENNES (48) épouse FAVIER Demeurant La Bessière -48700 RIBENNES			

ORIGINE DE PROPRIETE: Venir par M°BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 11 mars 1983  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 12 avril 1983 Volume 2272 n°16

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes			
	Section	N°		ha	a	ca	ha	a	ca
5	D	677	Lou Puech	Terre	30	35		30	35
					Propriétaires :				
					-M. FAVIER Andre Jean Baptiste				
					né le 26 octobre 1941 à MARVEJOLS (48)				
					époux BONNET				
					Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES				
					-Mme BONNET Huguette Marie Reine				
					née le 3 mai 1948 à RIBENNES (48)				
					épouse FAVIER				
					Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES				

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>re</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 11 mars 1983  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 12 avril 1983 Volume 2272 n°16

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT II

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit	Landc	ha	a	ca	ha	a		ca
6	D	678	La Magne	Landc	55	55	55	55	55	55	Propriétaires: -M. FAVIER Andre Jean Baptiste né le 26 octobre 1941 à MARVEJOLS (48) époux BONNET Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES  -Mme BONNET Huguette Marie Reine née le 3 mai 1948 à RIBENNES (48) épouse FAVIER Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>re</sup>BEREST, Notaire à AUMONT-AUBERAC (48) le 11 mars 1983  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 12 avril 1983 Volume 2272 n°16

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale		Surface servitudes	
	Section	N°	Lien dit		ha	a	ca	ca
7	D	679	Lou Puech	Terre	45	95	45	95
					Propriétaires :			
					-M. FAVIER Andre Jean Baptiste			
					né le 26 octobre 1941 à MARVEJOLS (48)			
					époux BONNET			
					Demeurant La Bessière -48700 RIBENNES			
					-Mme BONNET Euguette Marie Reine			
					née le 3 mai 1948 à RIBENNES (48)			
					épouse FAVIER			
					Demeurant La Bessière -48700 RIBENNES			

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Vente par M<sup>re</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 11 mars 1983  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 12 avril 1983 Volume 2272 n°16

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

**Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT II**

**ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)**

Identification des terrains							Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes		
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca
8	D	680	Lou Puech	Landc	6	63	63	6	68	
							Propriétaires : -M. FAVIER Andre Jean Baptiste né le 26 octobre 1941 à MARVEJOLS (48) époux BONNET Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES  -Mme BONNET Huguette Marie Reine née le 3 mai 1948 à RIBENNES (48) épouse FAVIER Demeurant La Bessiere -48700 RIBENNES			

**ORIGINE DE PROPRIETE :** Vente par M<sup>e</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 11 mars 1983  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 12 avril 1983 Volume 2272 n°16

**VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE:** 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes		
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes			
	Section	N°		ha	a			ca	ha
9	D	681	Befarat	Terre	65	75	65	75	Propriétaire pour 1/2 et nu propriétaire pour 1/2 : M.PORTAL Dominique Charles né le 06 mars 1945 à SAINT CHELY D'APCHER (48) époux RIEUX demeurant Les Places - 81150 LAGRAVE  Usufruitier pour 1/2 : M.PORTAL Eloi Jean Baptiste né le 06 juin 1906 à MARVEJOLS (48) époux GRAS demeurant 5 rue Bellevue 48200 - SAINT CHELY D'APCHER

ORIGINE DE PROPRIETE :

Vente par M<sup>rs</sup> ALBERT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 9 avril 1975  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 5 mai 1975 Volume 1659 n°3  
 Donation - Partage avec réserve d'usufruit au profit du conjoint (Mme GRAS Marguerite)  
 par M<sup>rs</sup> BARDON, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 21 décembre 1987  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 25 janvier 1988 Volume 2577 n°47

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT II

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	Ca	
10	D	1542	La Puech	Lande		23	15		13	03	
				Propriétaire Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48) Mairie 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE							

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Vente par M<sup>re</sup> BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 27 mai 1984  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 18 juillet 1984 Volume 2376 n°46

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

# Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT II

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains				Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes	
	Section	N°		ha	a	ca	ha
11	D	675	Befarat	1	54	35	29
							42

Propriétaires  
 -M. TROCELLIER Régis Roger  
 né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48)  
 époux BERTHEI  
 Demeurant Aubigeys  
 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

-M. TROCELLIER Olivier Victor  
 né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48)  
 Epoux RIEU  
 Demeurant Rochadels  
 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE: Vente par M<sup>rs</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro



**Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT II**

**ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)**

Identification des terrains					Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Surface servitudes				
	Section	N°	Lieu dit						
<b>12</b>	D	683	Béfarat	Terre	ha	a	ca	ha	a
					62	65	45	25	25
					<b>Propriétaires</b> -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHEI Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RUEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE				

ORIGINE DE PROPRIETE :      Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

12/16

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains						Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes				
	Section	N°		ha	a	ca	ha		a	Ca
13	D	682	Befarat	Lande	3	30		3	30	Propriétaire pour 1/2 et nu propriétaire pour 1/4 : M.PORTAL Dominique Charles né le 06 mars 1945 à SAINT CHELY D'APCHER (48) époux RIEUX demeurant Les Places - 81150 LAGRAVE  Usufruitier pour 1/2 : M.PORTAL Eloi Jean Baptiste né le 06 juin 1906 à MARVEJOLS (48) époux GRAS demeurant 5 rue Bellevue 48200 - SAINT CHELY D'APCHER

ORIGINE DE PROPRIETE :

Vente par M<sup>rs</sup> ALBERT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 9 avril 1975  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 5 mai 1975 Volume 1659 n°3  
 Donation - Partage avec réserve d'usufruit au profit du conjoint (Mme GRAS Marguerite)  
 par M<sup>rs</sup> BARDON, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 21 décembre 1987  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 25 janvier 1988 Volume 2577 n°47

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

**Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT II**

**ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)**

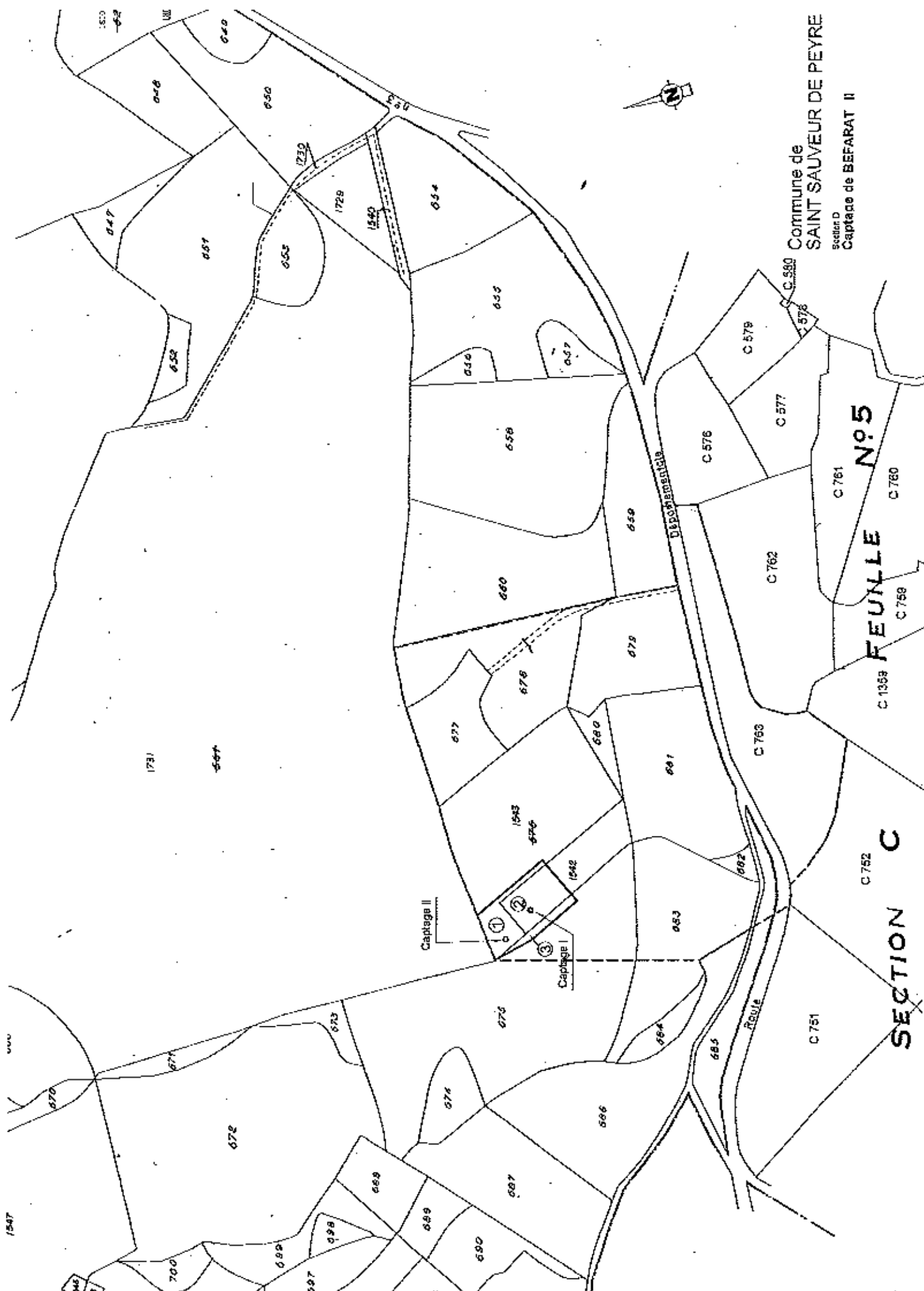
Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastre		Nature		Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		Contenance totale			
					ha	a	ca	07
<b>14</b>	D	685	La Magne	Lande	23	90	5	07
<b>Propriétaire</b> M. BONNIEU Jean Louis Marius né le 02 avril 1947 à MARVEJOLS (48) Demeurant Laval 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE								

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ:      Vente par M<sup>o</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 14 novembre 2003  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDES le 5 janvier 2004 Volume 2004P n°9

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro







Commune de  
SAINT SAUVEUR DE PEYRE  
Section D  
Captage de BEFARAT II

FEUILLE N°5  
SECTION C



Arrête préfectoral n° 2010.208-0020 du 27 juillet 2010  
portant déclaration d'utilité publique :

- des travaux de renforcement des ressources en eau potable;
- de la dérivation des eaux souterraines;
- de l'installation des périmètres de protection.

portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Commune de Saint Sauveur de Peyre  
Captage de Befarat 3

Le préfet,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier du mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14,
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105,
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 214-1 à 8, L. 214-18 L. 215-13 et R. 214-1 à 60,
- VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique,
- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE en date du 20 mars 2007 demandant :
- ✓ de déclarer d'utilité publique
    - la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
    - la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.
  - ✓ de l'autoriser à :
    - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;
    - mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature loi sur l'eau (dans le cas d'une déclaration ou d'une autorisation au titre de l'article R. 214-1 du code de l'environnement).



et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

- VU le dossier soumis à l'enquête publique,
- VU le rapport de M. PERRISSOL, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date de novembre 2008,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-046-002 du 15 février 2010 – Commune de Saint Sauveur de Peyre - Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate; de l'enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et ouvrages annexes; de l'enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection, et au titre du code de l'environnement,
- VU les avis des services techniques consultés,
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 07 mai 2010,
- VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010,

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

## **DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

### **ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique :**

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune de Saint Sauveur de Peyre personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDF) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Befarat 3 sis sur ladite commune.

- ✓ la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour du captage de Befarat 3.

#### **ARTICLE 2 : Débit capté autorisé**

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter sur l'ensemble des sources de Befarat pour l'alimentation en eau potable est de 5,8m<sup>3</sup>/h et de 140m<sup>3</sup>/j .Ce prélèvement relève de la rubrique 1.1.2.0 de l'article R.214-1.

L'installation dispose d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et à ses décrets d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

#### **ARTICLE 3 : Caractéristiques et aménagements du captage**

L'ouvrage de Befarat 3 est implanté au lieu-dit de Befarat sur la parcelle n° 1547 de la section D sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont X=673,727 km ; Y=1 961,940 km ; Z=1 069 m/NGF.

Sa profondeur est de 2,00 mètres.

L'ouvrage de collecte est composé de deux buses de 90cm de hauteur et d'1 mètre de diamètre. Cet ouvrage est constitué d'un seul bac. Celui-ci est équipé d'un trop plein et d'une vidange. L'accès se fait par un capot fonte équipé d'une cheminée.

La zone de captage est composée d'un drain unique d'une longueur de 15 mètres linéaire et à une profondeur voisine de 1,5 à 2 mètres sous le terrain naturel.

#### **ARTICLE 4 : Protection sanitaire des ouvrages de captage**

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ la réfection des conduits de l'étanchéité extérieure ;
- ✓ la réfection de l'étanchéité intérieure notamment au niveau des joints entre les viroles et la dalle ;
- ✓ le changement du joint du capot ;
- ✓ le scellement du capot ;
- ✓ la pose d'un clapet ou d'une buse maçonnée sur l'exutoire du trop-plein ;
- ✓ l'installation sur l'arrivée dans la bache de pompage d'un robinet à flotteur.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

## **ARTICLE 5 :     Droits des tiers**

Conformément à l'engagement pris par la PRPDE en date du 20 mars 2007, celle-ci doit indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

## **ARTICLE 6 :     Périmètres de protection du captage**

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

### **ARTICLE 6.1 :     Périmètre de protection immédiate**

La partie du périmètre de protection immédiate situé sur les parcelles 1546 et 1548 section D appartenant à la commune doivent demeurer propriété communale, conformément à la réglementation en vigueur. La commune est autorisée à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation dans un délai de cinq ans les autres terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate situé sur les parcelles 1547 et 1549 section D de la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable de maillage 10x10cm et de 1,6m de hauteur. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.

Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (fuite d'hydrocarbure, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

Des fossés de colature seront créés et un nivellement du terrain sera réalisé pour dériver les eaux superficielles.

### **ARTICLE 6.2 :     Périmètre de protection rapprochée**

D'une superficie d'environ 27 461 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ La création d'installations classées pour la protection de l'environnement (y compris carrières) et autres établissements à caractère industriel ou commercial ;
- ✓ La création de dépôts d'ordures ménagères, de déchets industriels, de gravats ou autres matériaux, de produits radioactifs et, d'une manière générale, de toutes matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- ✓ L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées quelle que soit leur origine ;
- ✓ L'épandage de boues de station d'épuration ;
- ✓ Le stockage de matières et produits toxiques ou polluants, en particulier les hydrocarbures liquides et les fumiers, lisiers, purins ;
- ✓ La construction de canalisations de transport d'eaux usées, d'hydrocarbures ou de produits chimiques ou dangereux pour les eaux souterraines ;
- ✓ La construction de bâtiments (habitations, hangars, étables, ateliers, ...) quelle que soit leur utilisation, d'aires d'entretien de matériel ou de véhicules, d'aires de stationnement, de terrains de camping ;
- ✓ Les assainissements autonomes ;
- ✓ Le parage d'animaux domestiques ou d'élevage ;
- ✓ La réalisation de terrassements, d'excavations remblayés ou non, sauf de faible superficie et profondeur (ex. : pour planter des arbres) ;
- ✓ L'excavation de matériaux ;
- ✓ La création de plan d'eau ;
- ✓ La création de cimetière ;
- ✓ L'ouverture de nouvelles pistes ou routes et la modification de l'assiette et de l'usage des pistes existantes ;
- ✓ Les coupes à blanc sauf si elles sont immédiatement suivies d'un reboisement.

Sur ces parcelles sont réglementés les épandages de fumiers, de purins, de lisiers, d'engrais et de produits phytosanitaires qui devront respecter les recommandations de la chambre d'agriculture de La Lozère.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau. Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Ce périmètre est constitué de parcelles cadastrées en tant que bois de résineux pour plus de la moitié de sa surface, futaies, landes et prés.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

#### **ARTICLE 7 :     **Mise en conformité des installations et activités existantes****

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2

## **ARTICLE 8 :**      **Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

## **DISTRIBUTION DE L'EAU**

## **ARTICLE 9 :**      **Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

## **ARTICLE 10 :**      **Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient dès qu'elle en a connaissance la délégation territoriale départementale de l'ARS qui en informe le préfet. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

#### **ARTICLE 11 :    Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 12 :    Transmission des résultats**

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis annuellement par l'exploitant à la délégation territoriale départementale de l'ARS.

#### **ARTICLE 13 :    Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents de la délégation territoriale départementale de l'ARS et des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

#### **ARTICLE 14 :    Pollution accidentelle**

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avvertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

#### **ARTICLE 15 :    Mesures de sécurité**

Compte tenu de la proximité de la route départementale n°73 (voie de communication présente à l'intérieur des deux périmètres de protection rapprochée de Befarat 1 et 2), un plan d'alerte est établi. Celui-ci impose l'arrêt des captages de Befarat et leur déconnexion du réseau en cas d'accident, dans la zone incluse dans les périmètres de protection rapprochée de Befarat 1 et 2, impliquant notamment un poids lourd transportant des matières polluantes liquides.

Lors de déversements de matières solides, celles-ci seront évacuées de toute urgence, sans arrêt des captages. Si leur enlèvement n'est pas immédiat ou en cas de déversements de matières solubles, les captages devront être arrêtés.

La remise en service des captages sera conditionnée par l'absence de risque de contamination des eaux captées.

## DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

### **ARTICLE 16 :** Situation de l'ouvrage par rapport au code de l'environnement

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement. Le captage de Befarat 3 relève de la rubrique 1.12.0 par l'article R.214-1 du code de l'environnement.

Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions générales du code de l'environnement, notamment son article L. 211-1 et aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

## DISPOSITIONS DIVERSES

### **ARTICLE 17 :** Plan et visite de recensement

La PRPDE établit un plan de recensement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale départementale de l'ARS dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale départementale de l'ARS en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

### **ARTICLE 18 :** Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

### **ARTICLE 19 :** Notification et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est inscrite en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le présent arrêté est également transmis au maire de St Léger de Peyre en vue de son affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois.

**ARTICLE 20 : Mise à jour des documents d'urbanisme :**

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune de Saint Sauveur de Peyre dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 21 : Recours devant le tribunal administratif**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est, après accomplissement des formalités de publication :

- ✓ de deux mois pour les titres n'intéressant pas les dispositions du code de l'environnement ;
- ✓ de deux mois pour les communes, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement ;
- ✓ de quatre ans pour les tiers, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement.

**ARTICLE 22 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement**

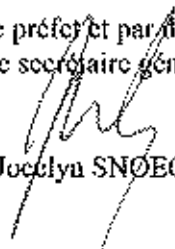
- ✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**  
Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.
- ✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**  
Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :
  - dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
  - laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.
- ✓ **Non respect du code de l'environnement**  
Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 23 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,  
Le maire de Saint Sauveur de Peyre,  
Le maire de St Léger de Peyre,  
La directrice générale de l'ARS Languedoc-Roussillon,  
Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires de Saint Sauveur de Peyre et St Léger de Peyre et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jocelyn SNOECK.





ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains					Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		N°	Lieu dit	Nature	Contenance totale			Surface à acquérir
	Section	N°				ha	a	ca	
I	D	1547		Befarat	Pré	1	74	90	2 07
					Propriétaire	M. ROUVIERE René Auguste Emile né le 31 mai 1933 à SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48) époux GALTIER demeurant Le Martines 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE : Donat[i]on-Partage par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 19 juin 1982  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 23 juillet 1982 Volume 2206 n°1

VALEUR DU TERRAIN A ACQUERIR : 50 euros

Liasse comprenant 19 pages  
Vue et annexée à l'arrêté  
N°2010-208-0020 du 27 juillet 2010  
Pour le préfet et par délégation.  
Le secrétaire général,  
Jocelyne NOECK

**Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT III**

**ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)**

Identification des terrains					Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface à identifier	
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a
<b>2</b>	D	1546	Befarat	Sol	1	40	40	1	40
					Propriétaire Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48) Mairie 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE				

ORIGINE DE PROPRIETE :

Vente par M<sup>re</sup>EREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 8 juin 1984

Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 18 juillet 1984 Volume 2376 n°49

VALEUR DU TERRAIN A IDENTIFIER : 1 euro

2/19

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEPARAT III

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains						Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature		Surface à identifier			
	Section	N°	Lieu dit			ha	a	ca	ca
3	D	1548	La Bougne	Sol			1	44	44

Propriétaire  
Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48)  
Mairie  
48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>re</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 8 juin 1984  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 18 juillet 1984 Volume 2376 n°49

VALEUR DU TERRAIN A IDENTIFIER : 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT III

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale		Surface à acquérir	
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha
4	D	1549	La Bougne	Landes	39	11	0	52
					Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHEF Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE:      Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001/P n°4454

VALEUR DU TERRAIN A ACQUERIR : 50 euros

6/1/19

# Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT III

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Lieu dit	Nature	Contenance totale		Surface à acquérir	
	Section	N°			ha	a	ca	ha
5	D	1549	La Bougne	Lande	59	11	0	59
					Propriétaires			
					-M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			
					-M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE :

Vente par M<sup>rs</sup> RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DU TERRAIN A ACQUERIR : 50 euros

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :  
Donation-Partage par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 19 juin 1982  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 23 juillet 1982 Volume 2206 n°1

6/14

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT III

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains						Identification des personnes					
N° du Plan Parcellaire	Cadastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
7	D	1547	La Bougne	Pré	1	74	90		1	13	
						Propriétaire M. ROUVIERE René Auguste Emile né le 31 mai 1933 à SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48) époux GALTIER demeurant Le Martines 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE					

ORIGINE DE PROPRIETE : Donatation-Partage par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 19 juin 1982  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 23 juillet 1982 Volume 2206 n°1

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro



**Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT III**

**ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)**

Identification des terrains						Identification des personnes					
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nautre	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
8	D	705	Boussugas	Lande	9	00		9	00		
				Propriétaires							
				-M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE							
				-M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE							

ORIGINE DE PROPRIETE:      Vente par M<sup>re</sup> RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT III

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
9	D	704	Boussugas	Bois Résineux	77		60	77		60	Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE :

Vente par MEURJAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

9/19

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT III

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes		
	Section	N°		ha	a	ca	ha	a
10	D	1549	La Bougne	Landé	39	11	38	20
Propriétaires					-M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			
					-M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

10/19

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains				Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes	
	Section	N°		ha	a	ca	ha
11	D	700	La Bougne Bois Résineux	8	75	8	75
				Propriétaires			
				-M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			
				-M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Vente par M<sup>re</sup> RUCAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT III

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Contenance totale			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	Surface servitudes
12	D	697	La Bougne	Pré	23	25	6	67
					Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Vente par M<sup>rs</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes		
	Section	N°		ha	a	ca	ha	a
13	D	696	La Bougne	23	90	6	78	
				Propriétaires				
				-M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE				
				-M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE				

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

**Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT III**

**ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)**

Identification des terrains					Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Lieu dit	Nature	Contenance totale			Surface servitudes	
	Séction	N°			ha	a	ca	ha	a ca
<b>14</b>	D	711	Las Bougués	Landes Bois Résineux	1	31	20		65 22
					<b>Propriétaires</b> -M. PORTE Auguste Basile Odilon né le 31 mai 1929 à MENDE (48) époux MICHEL Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -Mme MICHEL Marie (Augusta) née le 12 juin 1931 à LACHAMP (48) épouse PORTE Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE				

ORIGINE DE PROPRIETE:      Vente par M<sup>l</sup> LAURENS, Notaire à MARVEJOLS (48) le 13 décembre 1975  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 2 février 1976 Volume 1704 n°27

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

14/19

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes				
	Section	N°		Lieu dit	ha			a	ca	ha
15	D	710	Boussugues	Futaie	16	60	16	60	Propriétaires pour 1/10 : - Mme NOAL Janine Marie née le 1 <sup>er</sup> janvier 1973 à MARVEJOLS (48) Epouse CHARDAIRE Demeurant Route d'Albaret le Comtal 48310 - FOURNELS  - M. NOAL Michel né le 9 mars 1977 à MARVEJOLS (48) Demeurant Ferluguet 48310 - LA FAGE MONTIVERNOUX  - Mme NOAL Josette Marthe Julienne née le 21 décembre 1939 à MARVEJOLS (48) Epouse ROBERT Demeurant Le Bacon Vieux 48200 - LES MONTS VERTS	



## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		Contenance totale			
					ha	a	ca	ca
<b>15 (suite)</b>	D	710	Boussugnas	Futaie	16	60	16	60
					Propriétaires pour 1/10 :			
					- M. NOAL Jean			
					né le 3 juillet 1938 à LA FAGE MONTVERNoux (48)			
					époux RIEUTORD			
					Demeurant Ferluguet			
					48310 - LA FAGE MONTVERNoux			
					- M. NOAL Pierre Joseph Alexandre			
					né le 6 novembre 1971 à MARVEFOLS (48)			
					Demeurant Ferluguet			
					48310 - LA FAGE MONTVERNoux			

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Attestation par M<sup>re</sup> DELHAL, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 21 avril 2004  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 14 mai 2004 Volume 2004P n°2169

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains						Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Contenance totale		Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca
15 (fin)	D	710	Boussugues	Futaie		16	60		16	60
						Propriétaires pour 5/10 : -M. CASTANIER Remi Albert né le 1 mai 1915 à SAINTE COLOMBE DE PEYRE (48) Demeurant Maison de Retraite des Freres - Fonserranes 34500 - BEZIER				

ORIGINE DE PROPRIETE :

Attestation par M<sup>e</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 6 avril 1974  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 9 avril 1974 Volume 1597 n°51  
Cession-Acquisition par M<sup>e</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 29 décembre 1975  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 29 mars 1976 Volume 1712 n°39  
Attestation par M<sup>e</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 24 novembre 1990  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 27 novembre 1990 Volume 1990P n°3851

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

**Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT III**

**ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)**

Identification des terrains							Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes		
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca
16	D	709	Boussugues	Futaie	44	44	00	44	44	00
				Propriétaires						
				-M. PORTE Auguste Basile Odilon né le 31 mai 1929 à MENDE (48) époux MICHEL Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE						
				-Mme MICHEL Augusta née le 12 juin 1931 à LACHAMP (48) épouse PORTE Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE						

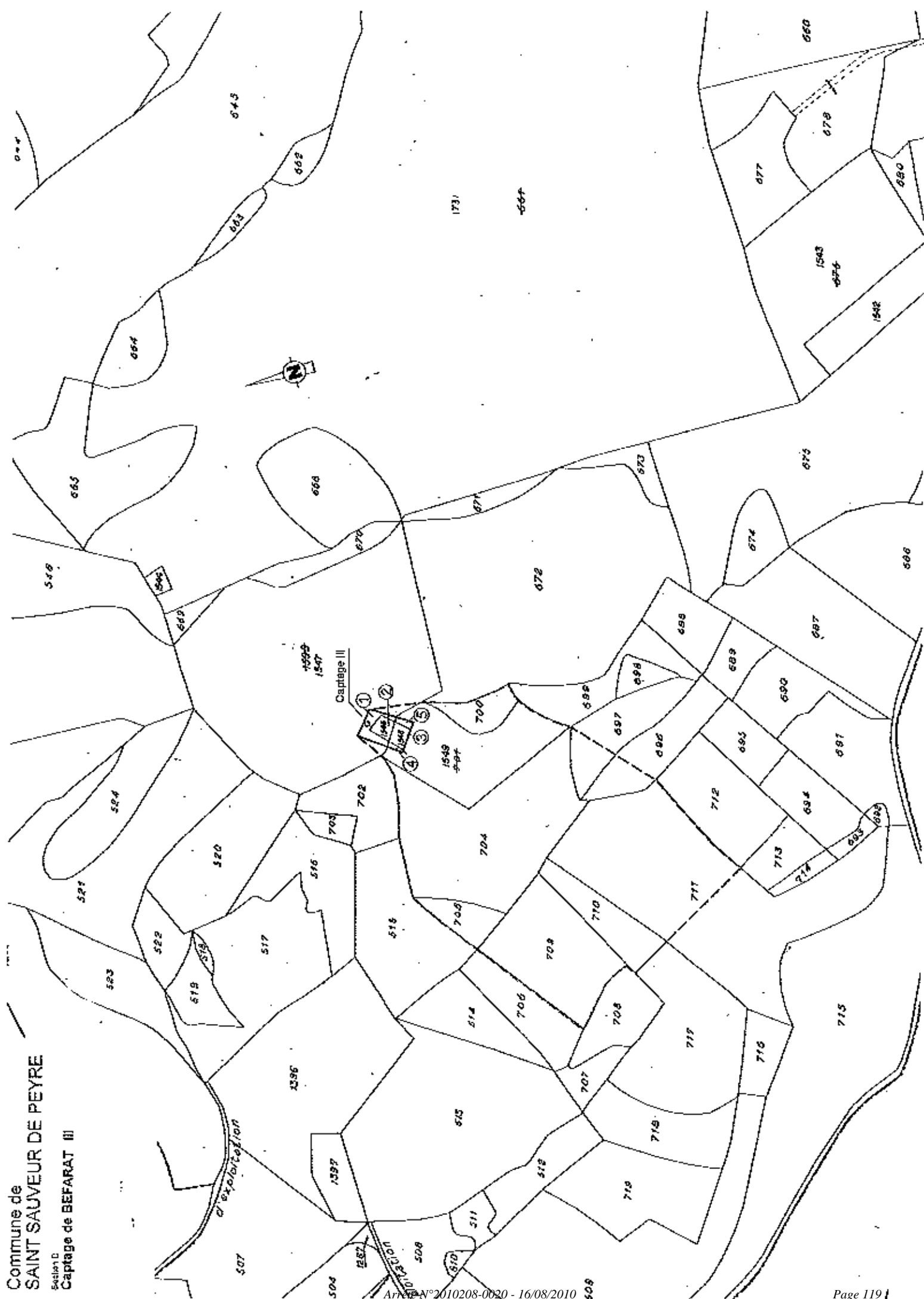
ORIGINE DE PROPRIETE: Adjudication - Acquisition par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 27 octobre 1973  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 17 décembre 1973 Volume 1577 n°27

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 80 euros

18/19

Commune de  
**SAINT SAUVEUR DE PEYRE**

Section D  
**Captage de BEFARAT III**



19/19



Arrête préfectoral n°2010-208-0021 du 27 juillet 2010

portant déclaration d'utilité publique :

- des travaux de renforcement des ressources en eau potable;
- de la dérivation des eaux souterraines;
- de l'installation des périmètres de protection.

portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Commune de Saint Sauveur de Peyre  
Captage de Befarat 4

Le préfet,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier du mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14,
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105,
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 214-1 à 8, L. 214-18 I., 215-13 et R. 214-1 à 60,
- VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique,
- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE en date du 20 mars 2007 demandant :
- ✓ de déclarer d'utilité publique
    - la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
    - la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.
  - ✓ de l'autoriser à :
    - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;
    - mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature loi sur l'eau (dans le cas d'une déclaration ou d'une autorisation au titre de l'article R. 214-1 du code de l'environnement).

et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

- VU le dossier soumis à l'enquête publique,
- VU le rapport de M. PERRISSOL, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date de novembre 2008,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-046-002 du 15 février 2010 – Commune de Saint Sauveur de Peyre - Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate; de l'enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et ouvrages annexes; de l'enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection, et au titre du code de l'environnement,
- VU les avis des services techniques consultés,
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 07 mai 2010,
- VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010,

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

## **DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

### **ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique :**

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune de Saint Sauveur de Peyre personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDE) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Befarat 4 sis sur ladite commune.

- ✓ la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour du captage de Befarat 4.

#### **ARTICLE 2 :** Débit capté autorisé

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter sur l'ensemble des sources de Befarat pour l'alimentation en eau potable est de 5,8m<sup>3</sup>/h et de 140m<sup>3</sup>/j .Ce prélèvement relève de la rubrique 1.1.2.0 de l'article R.214-1.

L'installation dispose d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et à ses décrets d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

#### **ARTICLE 3 :** Caractéristiques et aménagements du captage

L'ouvrage de Befarat 4 est implanté au lieu-dit de Befarat sur la parcelle n° 672 de la section D sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont X=673,264 km ; Y=1 961,803 km ; Z=1 065 m/NGF.

Sa profondeur est de 2,00 mètres.

L'ouvrage de collecte est composé de deux buses de 110cm de hauteur et d'1 mètre de diamètre. Cet ouvrage est constitué d'un seul bac. Celui-ci est équipé d'un trop plein et d'une vidange. L'accès se fait par un capot fonte équipé d'une cheminée.

La zone de captage est composée d'un drain unique d'une longueur de 70 mètres linéaire et à une profondeur voisine de 1,5 à 2 mètres sous le terrain naturel.

#### **ARTICLE 4 :** Protection sanitaire des ouvrages de captage

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ la pose d'un clapet ou d'une buse maçonnée sur l'exutoire du trop-plein ;
- ✓ l'installation sur l'arrivée dans la bêche de pompage d'un robinet à flotteur.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 :** Droits des tiers

Conformément à l'engagement pris par la PRPDE en date du 20 mars 2007, celle-ci doit indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.



## **ARTICLE 6 :     Périmètres de protection du captage**

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

### **ARTICLE 6.1 :   Périètre de protection immédiate**

La commune doit acquérir les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate situé sur les parcelles 672, 671, 1731 et 673 section D de la commune de Saint Sauveur de Peyre.

La commune est autorisée à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation dans un délai de cinq ans les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate situé sur lesdites parcelles.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable de maillage 10x10cm et de 1,6m de hauteur. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.

Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (fuite d'hydrocarbure, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

Des fossés de colature seront créés et un nivellement du terrain sera réalisé pour dériver les eaux superficielles.

### **ARTICLE 6.2 :   Périètre de protection rapprochée**

D'une superficie d'environ 27 430 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ La création d'installations classées pour la protection de l'environnement (y compris carrières) et autres établissements à caractère industriel ou commercial ;
- ✓ La création de dépôts d'ordures ménagères, de déchets industriels, de gravats ou autres matériaux, de produits radioactifs et, d'une manière générale, de toutes matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- ✓ L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées quelle que soit leur origine ;

- ✓ L'épandage de boues de station d'épuration ;
- ✓ Le stockage de matières et produits toxiques ou polluants, en particulier les hydrocarbures liquides et les fumiers, lisiers, purins ;
- ✓ La construction de canalisations de transport d'eaux usées, d'hydrocarbures ou de produits chimiques ou dangereux pour les eaux souterraines ;
- ✓ La construction de bâtiments (habitations, hangars, étables, ateliers, ...) quelle que soit leur utilisation, d'aires d'entretien de matériel ou de véhicules, d'aires de stationnement, de terrains de camping ;
- ✓ Les assainissements autonomes ;
- ✓ Le parage d'animaux domestiques ou d'élevage ;
- ✓ La réalisation de terrassements, d'excavations remblayés ou non, sauf de faible superficie et profondeur (ex. : pour planter des arbres) ;
- ✓ L'excavation de matériaux ;
- ✓ La création de plan d'eau ;
- ✓ La création de cimetière ;
- ✓ L'ouverture de nouvelles pistes ou routes et la modification de l'assiette et de l'usage des pistes existantes ;
- ✓ Les coupes à blanc sauf si elles sont immédiatement suivies d'un reboisement.

Sur ces parcelles sont réglementés les épandages de fumiers, de purins, de lisiers, d'engrais et de produits phytosanitaires qui devront respecter les recommandations de la chambre d'agriculture de la Lozère.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau.

Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Ce périmètre est constitué de parcelles cadastrées en tant que bois de résineux pour la grande majorité de sa surface et pâtures.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

#### **ARTICLE 7 :**      **Mise en conformité des installations et activités existantes**

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2

#### **ARTICLE 8 :**      **Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

## **DISTRIBUTION DE L'EAU**

### **ARTICLE 9 :**      **Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

### **ARTICLE 10 :**      **Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient dès qu'elle en a connaissance la délégation territoriale départementale de l'ARS qui en informe le préfet. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

### **ARTICLE 11 :**      **Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 12 :**      **Transmission des résultats**

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis annuellement par l'exploitant à la délégation territoriale départementale de l'ARS.

**ARTICLE 13 :**    Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents de la délégation territoriale départementale de l'ARS et des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

**ARTICLE 14 :**    Pollution accidentelle

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avvertir immédiatement la PRPDF et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

**ARTICLE 15 :**    Mesures de sécurité

Compte tenu de la proximité de la route départementale n°73 (voie de communication présente à l'intérieur des deux périmètres de protection rapprochée de Befarat 1 et 2), un plan d'alerte est établi. Celui-ci impose l'arrêt des captages de Befarat et leur déconnexion du réseau en cas d'accident, dans la zone incluse dans les périmètres de protection rapprochée de Befarat 1 et 2, impliquant notamment un poids lourd transportant des matières polluantes liquides.

Lors de déversements de matières solides, celles-ci seront évacuées de toute urgence, sans arrêt des captages. Si leur enlèvement n'est pas immédiat ou en cas de déversements de matières solubles, les captages devront être arrêtés.

La remise en service des captages sera conditionnée par l'absence de risque de contamination des eaux captées.

<b>DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT</b>
--

**ARTICLE 16 :**    Situation de l'ouvrage par rapport au code de l'environnement

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement. Le captage de Befarat 4 relève de la rubrique 1.12.0 par l'article R.214-1 du code de l'environnement.

Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions générales du code de l'environnement, notamment son article L. 211-1 et aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

## DISPOSITIONS DIVERSES

### **ARTICLE 17 :** Plan et visite de recollement

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale départementale de l'ARS dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale départementale de l'ARS en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

### **ARTICLE 18 :** Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

### **ARTICLE 19 :** Notification et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le présent arrêté est également transmis au maire de St Léger de Peyre en vue de son affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois.

### **ARTICLE 20 :** Mise à jour des documents d'urbanisme :

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune de Saint Sauveur de Peyre dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

### **ARTICLE 21 :** Recours devant le tribunal administratif

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est, après accomplissement des formalités de publication :

- ✓ de deux mois pour les titres n'intéressant pas les dispositions du code de l'environnement ;

- ✓ de deux mois pour les communes, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement ;
- ✓ de quatre ans pour les tiers, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement.

**ARTICLE 22 :** Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement

- ✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**  
Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.
- ✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**  
Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :
  - dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
  - laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.
- ✓ **Non respect du code de l'environnement**  
Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 23 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,  
 Le maire de Saint Sauveur de Peyre,  
 Le maire de St L'éger de Peyre,  
 La directrice générale de l'ARS Languedoc-Roussillon,  
 Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires de Saint Sauveur de Peyre et St L'éger de Peyre et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
 Le secrétaire général,

Jocelyn SNOECK.



## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface à acquérir			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a		Ca
1	D	672	Befarat	Pâture	1	79	05		10	21	Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>r</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DU TERRAIN A ACQUERIR: 210,00 euros  
 VALEUR DE LA SOURCE: 3 430,00 euros

Liasse comprenant: 8 pages  
 Vue et annexée à l'arrêté  
 N°2010-208-0021 du 27 juillet 2010  
 Pour le préfet et par délégation,  
 Le secrétaire général,  
 Jocelyne SNOECK



## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface à acquérir			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a		Ca
2	D	671	Befarat	Pâture	8	90		8	90		Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE :

Vente par M<sup>re</sup> RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DU TERRAIN A ACQUERIR: 180,00 euros

**Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT IV**

**ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)**

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Contenance totale		Surface à acquérir	
	Section	N°	Lien dit		ha	a	ca	ha
<b>3</b>	D	1751	Lou Bouos	Bois Résineux Lande	12	47	79	5
							52	
					Propriétaire M. ROUVIERE René Auguste Emile né le 31 mai 1933 à SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48) époux GALTIER demeurant Le Marlines 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE :      Donation-Partage par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 19 juin 1982  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 23 juillet 1982 Volume 2206 n°1

VALEUR DU TERRAIN A ACQUERIR : 50 euros

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface à acquérir			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a		Ca
4	D	673	Befarat	Pâtur	7	90	0	0	06	<div>Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE</div>	

ORIGINE DE PROPRIETE :

Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001

Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DU TERRAIN A ACQUERIR: 50,00 euros

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	Ca
5	D	672	Befarat	Pâture	1	79	05	96

Propriétaires  
 -M. TROCELLIER Régis Roger  
 né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48)  
 époux BERTHET  
 Demeurant Aubigeyres  
 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  
  
 -M. TROCELLIER Olivier Victor  
 né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48)  
 Epoux RIEU  
 Demeurant Rochadels  
 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastre		Nature		Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit					
6	D	673	Befarat	Pâture	ha	a	ca	Ca
					7		90	3 52
					Propriétaires			
					-M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			
					-M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE: Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'ARCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT IV

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

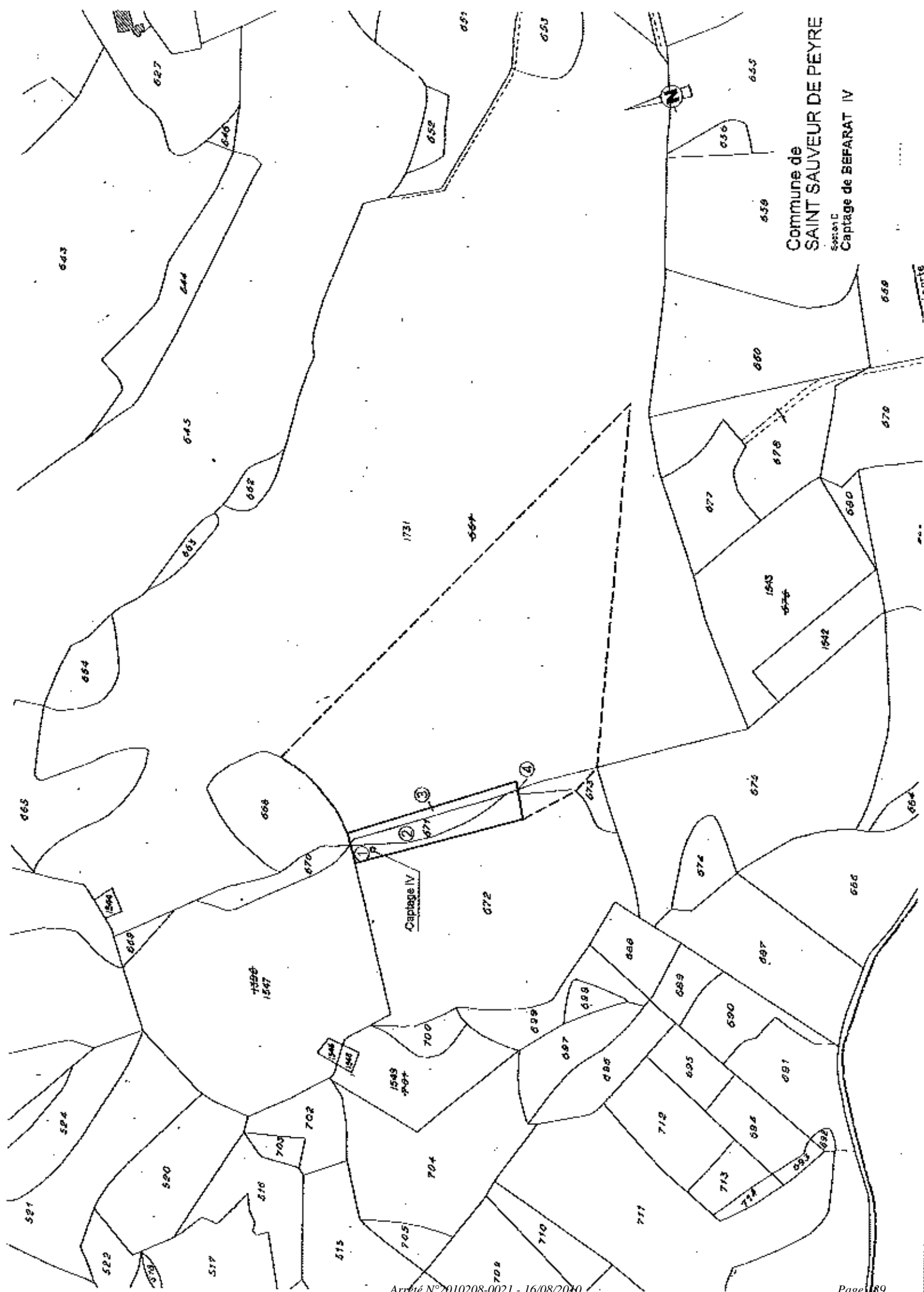
Identification des terrains							Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes		
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca
7	D	1731	Lou Bouos	Bois Résineux Landes	12	47	79	2	68	02
							Propriétaire M. ROUVIERE René Auguste Emile né le 31 mai 1933 à SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48) époux GALTIER demeurant Le Martines 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE : Donation-Partage par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 19 juin 1982  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 23 juillet 1982 Volume 2206 n°1

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE : 1 euro



Commune de  
**SAINT SAUVEUR DE PEYRE**  
Section C  
Captage de SEFARAT IV







Arrêté préfectoral n°2010-208-0022 du 27 juillet 2010

portant déclaration d'utilité publique :

- des travaux de renforcement des ressources en eau potable;
- de la dérivation des eaux souterraines;
- de l'installation des périmètres de protection.

portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Commune de Saint Sauveur de Peyre  
Captage de Befarat 5

Le préfet,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier du mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14,
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105,
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 214-1 à 8, L. 214-18 L. 215-13 et R. 214-1 à 60,
- VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique,
- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE en date du 20 mars 2007 demandant :
- ✓ de déclarer d'utilité publique
    - la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
    - la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.
  - ✓ de l'autoriser à :
    - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;
    - mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature loi sur l'eau (dans le cas d'une déclaration ou d'une autorisation au titre de l'article R. 214-1 du code de l'environnement).

et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

- VU le dossier soumis à l'enquête publique,
- VU le rapport de M. PERRISSOL, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date de novembre 2008,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-046-002 du 15 février 2010 - Commune de Saint Sauveur de Peyre - Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate; de l'enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et ouvrages annexes; de l'enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection, et au titre du code de l'environnement,
- VU les avis des services techniques consultés,
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 07 mai 2010,
- VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010,

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

## **DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

### **ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique :**

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune de Saint Sauveur de Peyre personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDE) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Befarat 5 sis sur ladite commune.

- ✓ la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour du captage de Befarat 5.

#### **ARTICLE 2 : Débit capté autorisé**

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter sur l'ensemble des sources de Befarat pour l'alimentation en eau potable est de 5,8m<sup>3</sup>/h et de 140m<sup>3</sup>/j. Ce prélèvement relève de la rubrique 1.1.2.0 de l'article R.214-1.

L'installation dispose d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et à ses décrets d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

#### **ARTICLE 3 : Caractéristiques et aménagements du captage**

L'ouvrage de Befarat 5 est implanté au lieu-dit de Befarat sur la parcelle n° 672 de la section D sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont X=673,853 km ; Y=1 961,885 km ; Z=1 062 m/NGF.

Sa profondeur est de 3,00 mètres.

L'ouvrage de collecte est composé de trois buses de 110cm de hauteur et d'1 mètre de diamètre. Cet ouvrage est constitué d'un seul bac. Celui-ci est équipé d'un trop plein et d'une vidange. L'accès se fait par un capot fonte équipé d'une cheminée.

La zone de captage est composée d'un drain unique d'une longueur de 85 mètres linéaire et à une profondeur voisine de 2 à 2,5 mètres sous le terrain naturel.

#### **ARTICLE 4 : Protection sanitaire des ouvrages de captage**

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ la réhausse du captage de 50cm au-dessus du terrain naturel ;
- ✓ le scellement, avec étanchéification, du capot ;
- ✓ l'étanchéification des joints entre les viroles ;
- ✓ la pose d'un clapet ou d'une buse maçonnée sur l'exutoire du trop-plein ;
- ✓ l'installation sur l'arrivée dans la bâche de pompage d'un robinet à flotteur.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

## **ARTICLE 5 :     Droits des tiers**

Conformément à l'engagement pris par la PRPDF en date du 20 mars 2007, celle-ci doit indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

## **ARTICLE 6 :     Périmètres de protection du captage**

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

### **ARTICLE 6.1 :     Périmètre de protection immédiate**

La commune doit acquérir les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate situé sur les parcelles 672, 671, 1731 et 673 section D de la commune de Saint Sauveur de Peyre.

La commune est autorisée à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation dans un délai de cinq ans les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate situé sur lesdites parcelles.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable de maillage 10x10cm et de 1,6m de hauteur. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.  
Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.  
Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (suite d'hydrocarbure, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.  
Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.  
Des fossés de colature seront créés et un nivellement du terrain sera réalisé pour dériver les eaux superficielles.

### **ARTICLE 6.2 :     Périmètre de protection rapprochée**

D'une superficie d'environ 33 080 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ La création d'installations classées pour la protection de l'environnement (y compris carrières) et autres établissements à caractère industriel ou commercial ;
- ✓ La création de dépôts d'ordures ménagères, de déchets industriels, de gravats ou autres matériaux, de produits radioactifs et, d'une manière générale, de toutes matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- ✓ L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées quelle que soit leur origine ;
- ✓ L'épandage de boues de station d'épuration ;
- ✓ Le stockage de matières et produits toxiques ou polluants, en particulier les hydrocarbures liquides et les fumiers, lisiers, purins ;
- ✓ La construction de canalisations de transport d'eaux usées, d'hydrocarbures ou de produits chimiques ou dangereux pour les eaux souterraines ;
- ✓ La construction de bâtiments (habitations, hangars, étables, ateliers, ...) quelle que soit leur utilisation, d'aires d'entretien de matériel ou de véhicules, d'aires de stationnement, de terrains de camping ;
- ✓ Les assainissements autonomes ;
- ✓ Le parage d'animaux domestiques ou d'élevage ;
- ✓ La réalisation de terrassements, d'excavations remblayés ou non, sauf de faible superficie et profondeur (ex. : pour planter des arbres) ;
- ✓ L'excavation de matériaux ;
- ✓ La création de plan d'eau ;
- ✓ La création de cimetière ;
- ✓ L'ouverture de nouvelles pistes ou routes et la modification de l'assiette et de l'usage des pistes existantes ;
- ✓ Les coupes à blanc sauf si elles sont immédiatement suivies d'un reboisement.

Sur ces parcelles sont réglementés les épandages de fumiers, de purins, de lisiers, d'engrais et de produits phytosanitaires qui devront respecter les recommandations de la chambre d'agriculture de La Lozère.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau.

Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Ce périmètre est constitué de parcelles cadastrées en tant que bois de résineux pour la grande majorité de sa surface et pâtures.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

#### **ARTICLE 7 :     Mise en conformité des installations et activités existantes**

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2

#### **ARTICLE 8 :     Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque

modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sanf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

## **DISTRIBUTION DE L'EAU**

### **ARTICLE 9 :      Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

### **ARTICLE 10 :    Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient dès qu'elle en a connaissance la délégation territoriale départementale de l'ARS qui en informe le préfet. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

### **ARTICLE 11 :    Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 12 :    Transmission des résultats**

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis annuellement par l'exploitant à la délégation territoriale départementale de l'ARS.

#### **ARTICLE 13 :    Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents de la délégation territoriale départementale de l'ARS et des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

#### **ARTICLE 14 :    Pollution accidentelle**

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

#### **ARTICLE 15 :    Mesures de sécurité**

Compte tenu de la proximité de la route départementale n°73 (voie de communication présente à l'intérieur des deux périmètres de protection rapprochée de Befarat 1 et 2), un plan d'alerte est établi. Celui-ci impose l'arrêt des captages de Befarat et leur déconnexion du réseau en cas d'accident, dans la zone incluse dans les périmètres de protection rapprochée de Befarat 1 et 2, impliquant notamment un poids lourd transportant des matières polluantes liquides.

Lors de déversements de matières solides, celles-ci seront évacuées de toute urgence, sans arrêt des captages. Si leur enlèvement n'est pas immédiat ou en cas de déversements de matières solubles, les captages devront être arrêtés.

La remise en service des captages sera conditionnée par l'absence de risque de contamination des eaux captées.

<b>DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT</b>
--

#### **ARTICLE 16 :    Situation de l'ouvrage par rapport au code de l'environnement**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement. Le captage de Befarat 5 relève de la rubrique 1.12.0 par l'article R.214-1 du code de l'environnement.



Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions générales du code de l'environnement, notamment son article L. 211-1 et aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

## **DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 17 :** Plan et visite de recollement

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale départementale de l'ARS dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale départementale de l'ARS en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

### **ARTICLE 18 :** Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

### **ARTICLE 19 :** Notification et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le présent arrêté est également transmis au maire de St Léger de Peyre en vue de son affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois.

### **ARTICLE 20 :** Mise à jour des documents d'urbanisme :

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune de Saint Sauveur de Peyre dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 21 :**    **Recours devant le tribunal administratif**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est, après accomplissement des formalités de publication :

- ✓ de deux mois pour les titres n'intéressant pas les dispositions du code de l'environnement ;
- ✓ de deux mois pour les communes, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement ;
- ✓ de quatre ans pour les tiers, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement.

**ARTICLE 22 :** **Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement**

✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**

Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

✓ **Non respect du code de l'environnement**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 23 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,  
Le maire de Saint Sauveur de Peyre,  
Le maire de St Léger de Peyre,  
La directrice générale de l'ARS Languedoc-Roussillon,  
Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires de Saint Sauveur de Peyre et St Léger de Peyre et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Jocelyn SNOECK.



Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT V

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains					Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale			Surface à acquérir		
	Section	N°	Lieu dit	ha	a	ca	ha	a	ca
I	D	672	Befarat	1	79	05		20	06
				Propriétaires					
				-M. TROCELLIER Régis Roger					
				né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48)					
				époux BERTHET					
				Demeurant Aubigeyres					
				48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE					
				-M. TROCELLIER Olivier Victor					
				né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48)					
				époux RIEU					
				Demeurant Rochadels					
				48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE					

ORIGINE DE PROPRIETE :

Vente Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001

Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DU TERRAIN A ACQUERIR : 410 euros

VALEUR DE LA SOURCE : 2 555,00 euros

Liasse comprenant: 28 pages

Vue et annexée à l'arrêté

N° 2010-208-0022 du 27 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Jocelyne SNOECK

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface à acquérir			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
2	D	699	La Bougne	Pâtûre	21		45		5	10	Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) époux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

Propriétaires  
 -M. TROCELLIER Régis Roger  
 né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48)  
 époux BERTHET  
 Demeurant Aubigeyres  
 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  
  
 -M. TROCELLIER Olivier Victor  
 né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48)  
 époux RIEU  
 Demeurant Rochadels  
 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE: Vente Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DU TERRAIN A ACQUERIR : 100 euros

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT V

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Surface à acquérir			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	
3	D	698	La Bougne	Lande	5	04	0	36
					Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeys 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) époux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ: Vente Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DU TERRAIN A ACQUÉRIR : 50 euros

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Surface à acquérir			
	Section	N°	Lieu dit					
4	D	688	La Bougne	Lande	ha	a	ca	00
					17	74	5	00

Propriétaires  
 -M. PORTE Auguste Basile Odilon  
 né le 31 mai 1929 à MENDE (48)  
 époux MICHEL  
 Demeurant Les Andes  
 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

-Mme MICHEL Marie Augusta  
 née le 12 juin 1931 à LACHAMP (48)  
 épouse PORTE  
 Demeurant Les Andes  
 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE : Adjudication - Acquisition par M<sup>o</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 27 octobre 1973  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 17 décembre 1973 Volume 1577 n°27

VALEUR DU TERRAIN A ACQUERIR : 60 euros

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	Ca	
5	D	699	La Bougne	Pâture	21		45		4	01	Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>re</sup> RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro



**ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)**

Identification des terrains										Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire		Cadastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes					
		Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha		a	Ca		
6		D	699	La Bougne	Pâture	21	45			5	64	Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE		

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT V

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	Ca	
7	D	672	Befarat	Pré	1	79	05		0	02	Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a		Ca
8	D	672	Befarat	Pré	1	79	05		0	35	Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RHEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE:

Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	Ca	
9	D	672	Befarat	Pré	1	79	05		2	02	Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE :

Vente par M<sup>r</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains				Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes	
	Section	N°		ha	ca	ha	ca
10	D	588	La Bougne Lande	17	74	14	74
				Propriétaires			
				-M. PORTE Auguste Basile Odilon né le 31 mai 1929 à MENDE (48) époux MICHEL Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			
				-Mme MICHEL Marie Augusta née le 12 juin 1931 à LACHAMP (48) épouse PORTE Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE: Adjudication - Acquisition par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 27 octobre 1973  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 17 décembre 1973 Volume 1577 n°27

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains				Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes	
	Section	N°		ha	a	ca	Ca
11	D	698	La Bougne	Landes	5	04	4 68
				Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE:

Vente par M<sup>re</sup> RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes		
N° du Plan Parcellaire	Cadastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes				
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a		Ca	
12	D	697	La Bougne	Pré	23	25	25	23	25	Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE		

ORIGINE DE PROPRIETE: Vente par M<sup>rs</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT V

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes		
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	Ca
13	D	696	La Bougne	Lande	23	90	23	90	Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE	

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>r</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro



## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes		
	Section	N°		ha	a	ca	ha	a
14	D	711	Las Bougues	1	31	20		17
			Landes Bois Résineux					82
					Propriétaires -M. PORTE Auguste Basile Odilon né le 31 mai 1929 à MENDE (48) époux MICHEL Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -Mme MICHEL Marie Augusta née le 12 juin 1931 à LACHAMP (48) épouse PORTE Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ: Vente par M<sup>re</sup> LAURENS, Notaire à MARVEJOLS (48) le 13 décembre 1975  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 2 février 1976 Volume 1704 n°27

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT V

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains				Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes	
	Section	N°		ha	a	ca	ha
15	D	712	La Bougne Bois Résineux	33	10	33	10
				Propriétaires			
				-M. PORTE Auguste Basile Odilon né le 31 mai 1929 à MENDE (48) époux MICHEL Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			
				-Mme MICHEL Marie Augusta née le 12 juin 1931 à LACHAMP (48) épouse PORTE Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE: Adjudication - Acquisition par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 27 octobre 1973  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 17 décembre 1973 Volume 1577 n°27

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
16	D	695	La Bougue	Lande	15	15	17	15	15	17	Propriétaires -M. PORTE Auguste Basile Odilon né le 31 mai 1929 à MENDE (48) époux MICHEL Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

Attestation par M<sup>re</sup>EREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 14 février 1970  
 Publié à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 juillet 1970 Volume 1391 n°64  
 Partage par M<sup>re</sup>EREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) les 14 février et 10 avril 1970  
 Publié à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 juillet 1970 Volume 1591 n°65

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT V

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes		
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes			
	Section	N°		ha	a	ca	ha		a
17	D	689	La Bougne Bois Résineux	11	55	11	55		Propriétaires -M. PORTE Auguste Basile Odilon né le 31 mai 1929 à MENDE (48) époux MICHEL Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -Mme MICHEL Marie Augusta née le 12 juin 1931 à LACHAMP (48) épouse PORTE Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE: Adjudication - Acquisition par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 27 octobre 1973  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 17 décembre 1973 Volume 1577 n°27

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes		
	Section	N°		ha	a	ca	ha	a
18	D	690	La Bougne	Lande	22	35	22	35
				Propriétaires -M. PORTE Auguste Basile Odilon né le 31 mai 1929 à MENDE (48) époux MICHEL Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -Mme MICHEL Marie Augusta née le 12 juin 1931 à LACHAMP (48) épouse PORTE Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE				

ORIGINE DE PROPRIETE: Adjudication - Acquisition par M<sup>re</sup> BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 27 octobre 1973  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 17 décembre 1973 Volume 1577 n°27

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastré			Nature	Contenance totale		Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca
19	D	691	La Bougne	Pâture	34	25		34	25	
							Propriétaires			
							-M. PORTE Auguste Basile Odillon né le 31 mai 1929 à MENDE (48) époux MICHEL Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			
							-Mme MICHEL Marie Augusta née le 12 juin 1931 à LACHAMP (48) épouse PORTE Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE: Adjudication - Acquisition par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 27 octobre 1973  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 17 décembre 1973 Volume 1577 n°27

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes		
	Section	N°		ha	a	ca	ha	a
20	D	694	La Bougne	Pâture	19	40	19	40
Propriétaires					-M. PORTE Auguste Basile Odilon né le 31 mai 1929 à MENDE (48) époux MICHEL Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE :

Attestation par M<sup>re</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 14 février 1970  
Publié à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 juillet 1970 Volume 1391 n°64  
Partage par M<sup>re</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) les 14 février et 10 avril 1970  
Publié à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 juillet 1970 Volume 1391 n°65

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT V

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit					
21	D	713	La Bougne	Terre	11	65	11	65
					<p><u>Propriétaires</u></p> <p>-M. PORTE Auguste Basile Odilon né le 31 mai 1929 à MENDE (48) époux MICHEL Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE</p> <p>-Marie MICHEL Marie Augusta née le 12 juin 1931 à LACHAMP (48) épouse PORTE Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE</p>			

ORIGINE DE PROPRIETE : Adjudication - Acquisition par M°BOULET, Notaire à MARVEIOLS (48) le 27 octobre 1973  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 17 décembre 1973 Volume 1577 n°27

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro



## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	
22	D	714	La Bougne	Lande	4	4	29	29
Propriétaires					-M. PORTE Auguste Basile Odilon né le 31 mai 1929 à MENDE (48) époux MICHEL Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -Mme MICHEL Marie Augusta née le 12 juin 1931 à LACHAMP (48) épouse PORTE Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE: Adjudication - Acquisition par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 27 octobre 1973  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 17 décembre 1973 Volume 1577 n°27

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de BEFARAT V

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes					
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a				ca
23	D	693	La Bougne	Lande		3	15		5	15	Propriétaires -M. PORTE Auguste Basile Odilon né le 31 mai 1929 à MENDE (48) époux MICHEL Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE		

ORIGINE DE PROPRIETE :

Attestation par M<sup>re</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 14 février 1970  
Publié à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 juillet 1970 Volume 1391 n°64  
Partage par M<sup>re</sup>BREST, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) les 14 février et 10 avril 1970  
Publié à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 juillet 1970 Volume 1391 n°65

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale				Surface servitudes			
	Section	N°		Lieu dit	ha	a		ca	ha	a	ca
24	D	692	La Bougne	Lande	1			16	1		16

ORIGINE DE PROPRIETE : Adjudication - Acquisition par M<sup>o</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) le 27 octobre 1973  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 17 décembre 1973 Volume 1577 n°27

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcelaire	Cadastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a		ca
25	D	687	Befarat	Bois Résineux		61	05		61	05	<p>Propriétaires</p> <p>-M. PORTE Auguste Basile Odilon né le 31 mai 1929 à MENDE (48) époux MICHEL Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE</p> <p>-Mme MICHEL Marie Augusta née le 12 juin 1931 à LACHAMP (48) épouse PORTE Demeurant Les Andes 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE</p>

ORIGINE DE PROPRIETE:

Vente par M<sup>re</sup> LAURENS, Notaire à MARVEJOLS (48) le 13 décembre 1975  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 2 février 1976 Volume 1704 n°27

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadastr			Nature	Contenance totale				Surface servitudes					
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a					Ca
26	D	674	Beñarat	Bois	15	00		15	00	Propriétaires -M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeyres 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE  -M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE				
				Résineux										

ORIGINE DE PROPRIETE:

Vente par MERLUAT, Notaire à SAINT CHEL V D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

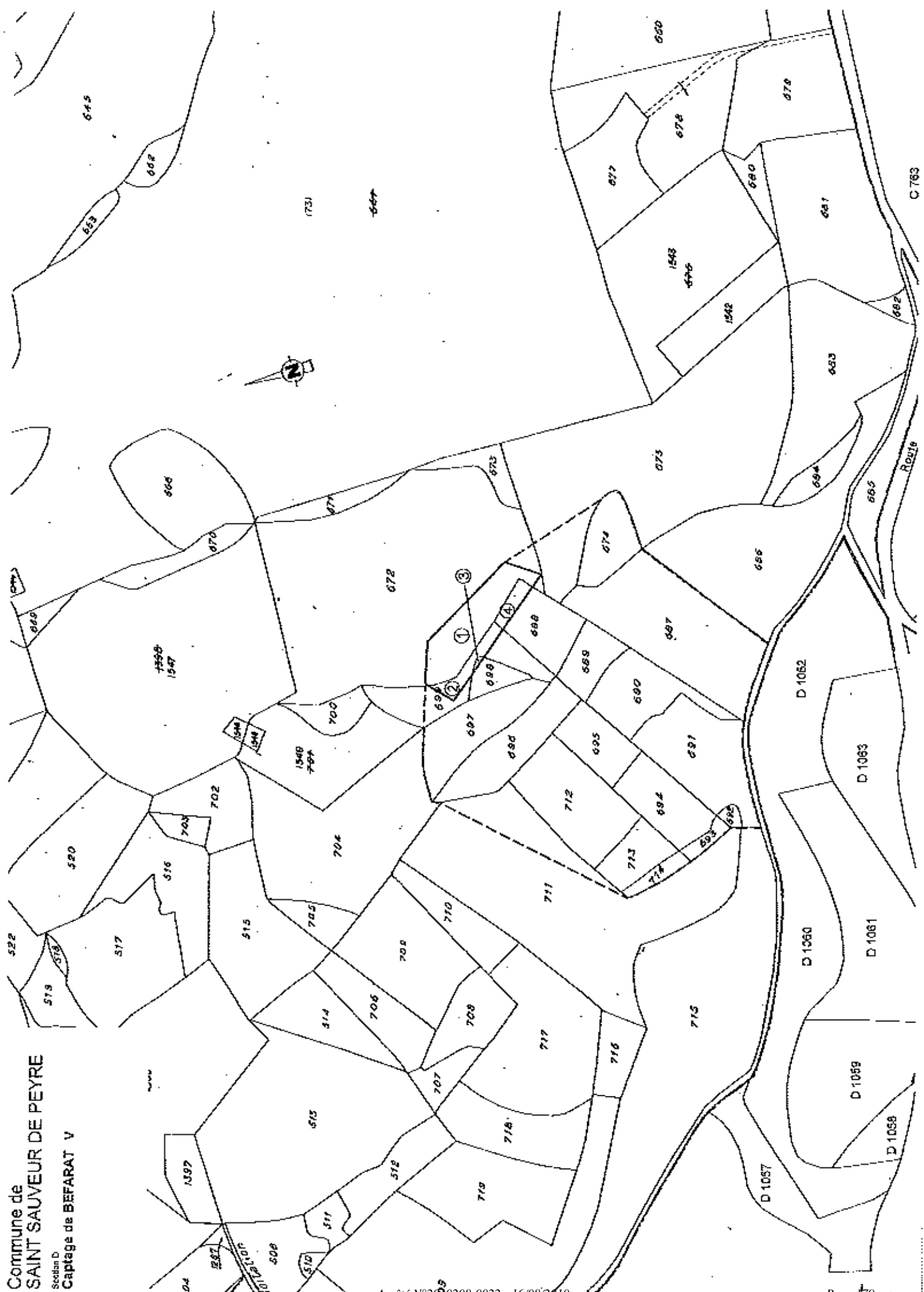
Identification des terrains											Identification des personnes
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	Ca	
27	D	675	Befarat	Pâture	1	54	35		12	25	<div>Propriétaires</div> <div>-M. TROCELLIER Régis Roger né le 04 septembre 1967 à MARVEJOLS (48) époux BERTHET Demeurant Aubigeys 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE</div> <div>-M. TROCELLIER Olivier Victor né le 20 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) Epoux RIEU Demeurant Rochadels 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE</div>

ORIGINE DE PROPRIETE :

Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 29 octobre 2001  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 novembre 2001 Volume 2001 P n°4454

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro











Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet de la Lozère

Arrêté préfectoral n° 2010-208-0023 du 27 juillet 2010

portant déclaration d'utilité publique :

- des travaux de renforcement des ressources en eau potable;
- de la dérivation des eaux souterraines;
- de l'installation des périmètres de protection.

portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Commune de Saint Sauveur de Peyre  
Captage de Croze

Le préfet,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier du mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14,
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105,
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 214-1 à 8, L. 214-18 L. 215-13 et R. 214-1 à 60,
- VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique,
- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE en date du 20 mars 2007 demandant :
  - ✓ de déclarer d'utilité publique
    - la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
    - la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.
  - ✓ de l'autoriser à :
    - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;

et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

- VU le dossier soumis à l'enquête publique,
- VU le rapport de M. PERRISSOL, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date de novembre 2008,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-046-002 du 15 février 2010 – Commune de Saint Sauveur de Peyre - Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate; de l'enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et ouvrages annexes; de l'enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection,
- VU les avis des services techniques consultés,
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 07 mai 2010,
- VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010,

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

## **DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

### **ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique :**

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune de Saint Sauveur de Peyre personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDE) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Croze sis sur ladite commune.
- ✓ la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour du captage de Croze.

## **ARTICLE 2 : Débit capté autorisé**

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter pour l'alimentation en eau potable est de  $1,1\text{m}^3/\text{h}$  et de  $25\text{m}^3/\text{j}$ .

Un système de comptage adapté doit être installé permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et ses textes d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

La capacité totale maximale de prélèvement étant inférieure ou égale à  $10\,000\text{ m}^3/\text{an}$ , l'ouvrage n'est soumis à aucune formalité au titre du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 : Caractéristiques et aménagements du captage**

L'ouvrage de Croze est implanté au lieu-dit de la Crosse de Bouffiac sur la parcelle n° 1353 de la section D sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont  $X=674,920\text{ km}$  ;  $Y=1\,962,519\text{ km}$  ;  $Z=1\,097\text{ m/NGF}$ .

Sa profondeur est de 2,00 mètres.

L'ouvrage est constitué de trois bacs en béton situé à environ 2 mètres de profondeur. Chaque bac est équipé d'un système de trop plein - vidange. L'accès se fait par un capot fonte sans cheminée d'aération. Les eaux captées sont ensuite dirigées par un tuyau avec crépine vers le réservoir de la Poste.

Les eaux sont captées par une galerie drainante d'environ 10 mètres de long à une profondeur voisine de 1,50 mètre.

## **ARTICLE 4 : Protection sanitaire des ouvrages de captage**

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ la réhausse du capot avec la pose d'une cheminée d'aération ;
- ✓ la réfection de l'enduit extérieur ;
- ✓ la réfection de l'échelle d'accès ;
- ✓ l'installation de système anti intrusion sur l'exutoire du trop plein et d'une tête de buse maçonnée afin d'éviter la pénétration de petits animaux à l'intérieur de l'ouvrage ;
- ✓ la déconnexion des deux tuyaux PVC vers la vidange du trop-plein ;
- ✓ l'installation sur l'arrivée dans le réservoir d'un robinet à flotteur.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

## **ARTICLE 5 :**     Droits des tiers

Conformément à l'engagement pris par la PRPDE en date du 20 mars 2007, celle-ci doit indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

## **ARTICLE 6 :**     Périmètres de protection du captage

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

### **ARTICLE 6.1 :**     Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate situé sur la parcelle 1353 section D est et doit demeurer propriété de la commune, conformément à la réglementation en vigueur

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable de maillage 10x10cm et de 1,6m de hauteur. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.

Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (fuite d'hydrocarbure, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Des fossés de colature seront créés et un nivellement du terrain sera réalisé pour dériver les eaux superficielles.

### **ARTICLE 6.2 :**     Périmètre de protection rapprochée

D'une superficie d'environ 38 710 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ La création d'installations classées pour la protection de l'environnement (y compris carrières) et autres établissements à caractère industriel ou commercial ;

- ✓ La création de dépôts d'ordures ménagères, de déchets industriels, de gravats ou autres matériaux, de produits radioactifs et, d'une manière générale, de toutes matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- ✓ L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées quelle que soit leur origine ;
- ✓ L'épandage de boues de station d'épuration ;
- ✓ Le stockage de matières et produits toxiques ou polluants, en particulier les hydrocarbures liquides et les fumiers, lisiers, purins ;
- ✓ La construction de canalisations de transport d'eaux usées, d'hydrocarbures ou de produits chimiques ou dangereux pour les eaux souterraines ;
- ✓ La construction de bâtiments (habitations, hangars, étables, ateliers, ...) quelle que soit leur utilisation, d'aires d'entretien de matériel ou de véhicules, d'aires de stationnement, de terrains de camping ;
- ✓ Les assainissements autonomes ;
- ✓ Le parage d'animaux domestiques ou d'élevage ;
- ✓ La réalisation de terrassements, d'excavations remblayés ou non, sauf de faible superficie et profondeur (ex. : pour planter des arbres) ;
- ✓ L'excavation de matériaux ;
- ✓ La création de plan d'eau ;
- ✓ La création de cimetière ;
- ✓ L'ouverture de nouvelles pistes ou routes et la modification de l'assiette et de l'usage des pistes existantes ;
- ✓ Les coupes à blanc sauf si elles sont immédiatement suivies d'un reboisement.

Sur les parcelles de la zone 1, les épandages de fumiers, de lisiers, de purins, de fertilisants minéraux ainsi que l'utilisation de produits phytosanitaires sont aussi interdits.

Sur les parcelles situées dans la zone 2 sont réglementés les épandages de fumiers, de purins, de lisiers, d'engrais et de produits phytosanitaires qui devront respecter les recommandations de la chambre d'agriculture de La Lozère.

Sur les parcelles situées dans la zone 1, les forages qui pourraient être réalisés dans le périmètre de protection rapprochée devront être aménagés suivant les mêmes règles de protection des ouvrages d'alimentation en eau potable.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau.  
Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Ce périmètre est constitué de parcelles cadastrées en tant que landes pour la majorité de sa surface, pâtures et terres.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

#### **ARTICLE 7 : Mise en conformité des installations et activités existantes**

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2

#### **ARTICLE 8 :     Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

### **DISTRIBUTION DE L'EAU**

#### **ARTICLE 9 :     Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

Un bilan de la qualité de l'eau sera effectué après la réalisation des travaux demandés à l'article 4. Si l'eau distribuée se révèle toujours non conforme, il sera alors nécessaire de mettre en place de traitement de potabilisation.

#### **ARTICLE 10 :    Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient dès qu'elle en a connaissance la délégation territoriale départementale de l'ARS qui en informe le préfet. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

**ARTICLE 11 :**    Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12 :**    Transmission des résultats

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis annuellement par l'exploitant à la délégation territoriale départementale de l'ARS.

**ARTICLE 13 :**    Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents de la délégation territoriale départementale de l'ARS et des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

**ARTICLE 14 :**    Pollution accidentelle

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avvertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

<b>DISPOSITIONS DIVERSES</b>
------------------------------

**ARTICLE 15 :**    Plan et visite de recollement

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale départementale de l'ARS dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale départementale de l'ARS en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.



#### **ARTICLE 16 :   Durée de validité**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

#### **ARTICLE 17 :   Notification et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le présent arrêté est également transmis au maire de St Léger de Peyre en vue de son affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 18 : Mise à jour des documents d'urbanisme :**

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune de Saint Sauveur de Peyre dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

#### **ARTICLE 19 :   Recours devant le tribunal administratif**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est de deux mois après accomplissement des formalités de publication.

#### **ARTICLE 20 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement**

- ✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**  
Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.
- ✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**  
Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :
  - dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
  - laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.
- ✓ **Non respect du code de l'environnement**

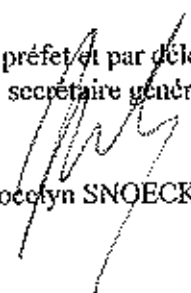
Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 21 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,  
Le maire de Saint Sauveur de Peyre,  
Le maire de St Léger de Peyre,  
La directrice générale de l'ARS Languedoc-Roussillon,  
Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires de Saint Sauveur de Peyre et St Léger de Peyre et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jocelyn SNOECK.



ETAT PARCELLAIRE (Périmètre de Protection Immédiate)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Surface à identifier			
	Section	N°	Lieu dit					
1	D	1353	La Crose de Bouffiac	Lande	ha	a	ca	57
					5	57		

Propriétaire  
Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE  
Mairie  
48130 SAINT SAUVEUR DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE :

Vente par M° CHASSONNERY Notaire à ALMONT-AUBRAC (48) le 4 juin 1962  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE les 8 et 21 décembre 1962 Volume 1091 n°35

VALEUR DU TERRAIN A IDENTIFIER : 1 euro

Liasse comprenant 8 pages  
Vue et annexée à l'arrêté  
N° 2010-208-0023 en date du 27 juillet 2010  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général  
Jocelyn SNOECK

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes		
	Section	N°		ha	a	ca	ha	a
2	D	386	La Croze	1	84	00	44	28
				Propriétaire M. CASTAREDE Jean Camille né le 16 juillet 1944 à SAINT SAUVEUR DE PEYRE époux DELON demeurant 27 B Avenue François Olive 48100 MARVEJOLS				

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

Attestation après décès par M<sup>e</sup> CHASSONNERY Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 12 novembre 1962  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 décembre 1962 Volume 1090 n°73  
Attestation par M<sup>e</sup> BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 19 septembre 1968  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 novembre 1968 Volume 1316 n°13  
Acquisition de droits successif faisant cesser l'indivision par M<sup>e</sup> BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 18 mars 1996  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 4 avril 1996 Volume 1996P n°1354

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE : 1 euro

Nota : servitude située en totalité dans la Zone II du PPR

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de CROZE

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastre		Nature		Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		Contenance totale			
					ha	a	ca	ca
3	D	1350	La Crose de Rouffiac	Pâtur	2	98	26	31
					Propriétaire M. CASTAREDE Jean Camille né le 16 juillet 1944 à SAINT SAUVEUR DE PEYRE époux DELON demeurant 27 B Avenue François Olive 48100 MARVEJOLS			

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ:

Attestation après décès par M<sup>e</sup> CHASSONNIERY Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 12 novembre 1962  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 décembre 1962 Volume 1090 n°73  
 Attestation par M<sup>e</sup> BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 19 septembre 1968  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 novembre 1968 Volume 1316 n°13  
 Acquisition de droits successif faisant cesser l'indivision par M<sup>e</sup> BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 18 mars 1996  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 4 avril 1996 Volume 1996P n°1354

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Nota : servitude située en totalité dans la Zone 1 du PPR

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes		
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca
4	D	370	La Crose	Lande	2	21	95	2	21	95
					Propriétaire M. CASTAREDE Jean Camille né le 16 juillet 1944 à SAINT SAUVEUR DE PEYRE époux DELON demeurant 27 B Avenue François Olive 48100 MARVEJOLS					

ORIGINE DE PROPRIETE:

Atestation après décès par M° CHASSONNERY Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 12 novembre 1962  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 décembre 1962 Volume 1090 n°73  
 Atestation par M° BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 19 septembre 1968  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 novembre 1968 Volume 1316 n°13  
 Acquisition de droits successif faisant cesser l'indivision par M° BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 18 mars 1996  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 4 avril 1996 Volume 1996P n°1354

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE : 1 euro

Nota : partie de la servitude située en Zone I du PPR : 20a 81  
 partie de la servitude située en Zone II du PPR : 2ha 01a 14

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes									
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre				Nature	Contenance totale				Surface servitudes									
	Section	N°	Lieu dit			ha	a	ca	ha	a	ca								
	5	D	368	La Croze		Lande	1	22	70		67	51							
										Propriétaire M. CASTAREDE Jean Camille né le 16 juillet 1944 à SAINT SAUVEUR DE PEYRE époux DELON demeurant 27 B Avenue François Olive 48100 MARVEJOLS									

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

Attestation après décès par M<sup>e</sup> CHASSONNERY Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 12 novembre 1962  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 décembre 1962 Volume 1090 n°73  
Attestation par M<sup>e</sup> BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 19 septembre 1968  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 novembre 1968 Volume 1316 n°13  
Acquisition de droits successif faisant cesser l'indivision par M<sup>e</sup> BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 18 mars 1996  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 4 avril 1996 Volume 1996P n°1354

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE : 1 euro

Nota : partie de la servitude située en Zone I du PPR : 28a 59  
partie de la servitude située en Zone II du PPR : 38a 92



ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains						Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadastré			Nature	Contenance totale			Surface servitudes		
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca
6	D	367	La Croze	Terre	14	60	14	60		
						Propriétaire M. CASTAREDE Jean Camille né le 16 juillet 1944 à SAINT SAUVEUR DE PEYRE époux DELON demeurant 27 B Avenue François Olive 48100 MARVEJOLS				

ORIGINE DE PROPRIETE :

Attestation après décès par M° CHASSONNERY Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 12 novembre 1962  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 décembre 1962 Volume 1090 n°73  
Attestation par M° BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 19 septembre 1968  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 novembre 1968 Volume 1316 n°13  
Acquisition de droits successif faisant cesser l'indivision par M° BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 18 mars 1996  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 4 avril 1996 Volume 1996P n°1354

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE : 1 euro

Nota : servitude située en totalité dans la Zone II du PPR

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de CROZE

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	
7	D	369	La Crose	Lande	11	11	45	45
					<p>Propriétaire M. CASTAREDE Jean Camille né le 16 juillet 1944 à SAINT SAUVEUR DE PEYRE époux DELON demeurant 27 B Avenue François Olive 48100 MARVEJOLS</p>			

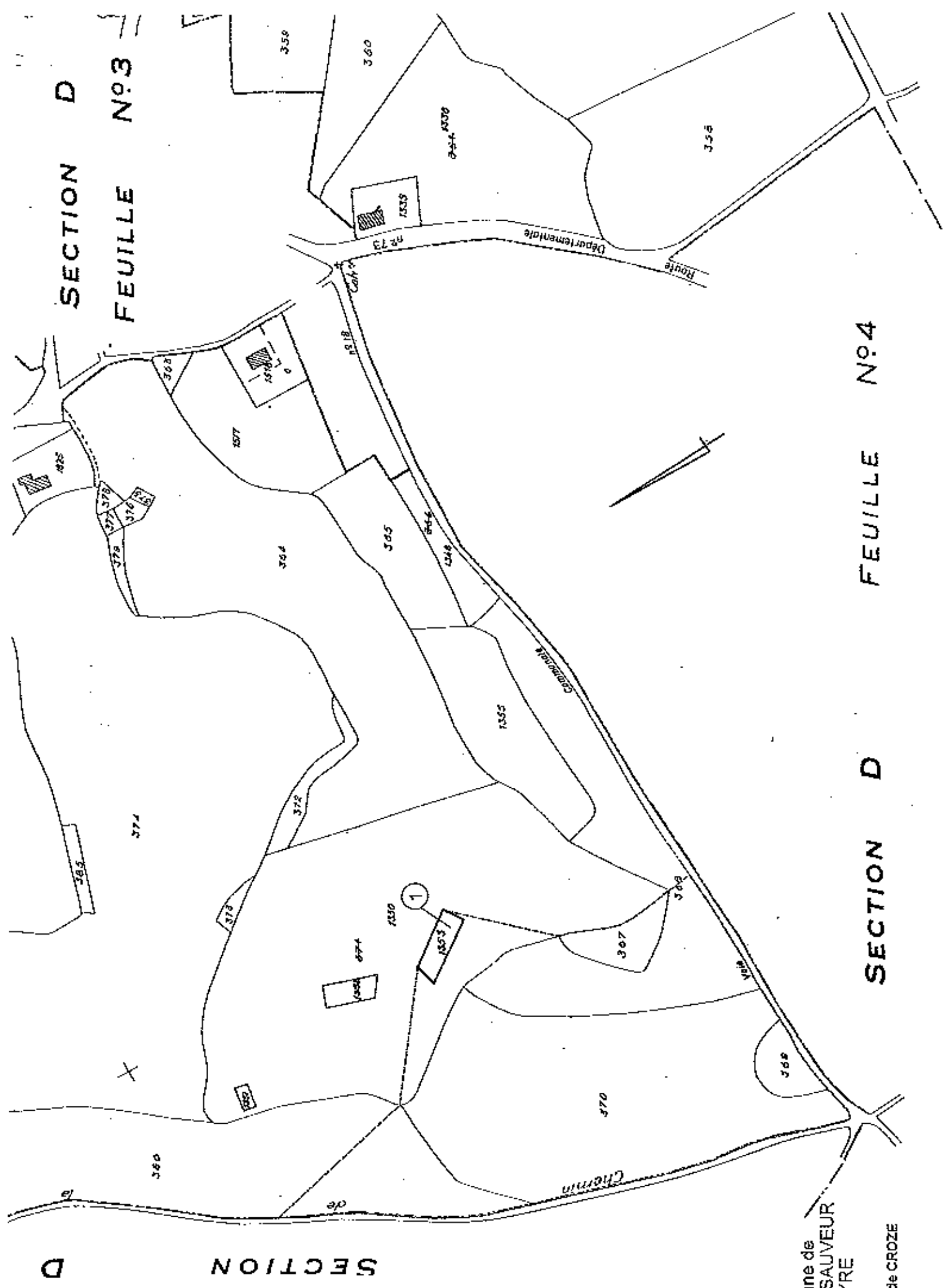
ORIGINE DE PROPRIETE :

Attestation après décès par M<sup>e</sup> CHASSONNERY Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 12 novembre 1962  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 décembre 1962 Volume 1090 n°73  
Attestation par M<sup>e</sup> BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 19 septembre 1968  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 novembre 1968 Volume 1316 n°13  
Acquisition de droits successif faisant cesser l'indivision par M<sup>e</sup> BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 18 mars 1996  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 4 avril 1996 Volume 1996P n°1354

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE : 1 euro

Nota : servitude située en totalité dans la Zone II du PPR







Arrête préfectoral n° 2010.208-0024 du 27 juillet 2010

portant déclaration d'utilité publique :

- des travaux de renforcement des ressources en eau potable;
  - de la dérivation des eaux souterraines;
- de l'installation des périmètres de protection.

portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Commune de Saint Sauveur de Peyre  
Captage de Tendèche

Le préfet,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier du mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14,
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105,
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 214-1 à 8, L. 214-18 L. 215-13 et R. 214-1 à 60,
- VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique,
- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE en date du 20 mars 2007 demandant :
- ✓ de déclarer d'utilité publique
    - la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
    - la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.
  - ✓ de l'autoriser à :
    - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;

et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

- VU le dossier soumis à l'enquête publique,
- VU le rapport de M. PERRISSOL, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date de novembre 2008,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-046-002 du 15 février 2010 – Commune de Saint Sauveur de Peyre - Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate; de l'enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et ouvrages annexes; de l'enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection,
- VU les avis des services techniques consultés,
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 07 mai 2010,
- VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010,

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

## **DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

### **ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique :**

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune de Saint Sauveur de Peyre personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDE) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Tendèche sis sur ladite commune.
- ✓ la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour du captage de Tendèche.

## **ARTICLE 2 : Débit capté autorisé**

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter pour l'alimentation en eau potable est de 1,1m<sup>3</sup>/h et de 25m<sup>3</sup>/j.

Un système de comptage adapté doit être installé permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et ses textes d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

La capacité totale maximale de prélèvement étant inférieure ou égale à 10 000 m<sup>3</sup>/an, l'ouvrage n'est soumis à aucune formalité au titre du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 : Caractéristiques et aménagements du captage**

L'ouvrage de Tendèche est implanté au lieu-dit de la Crosse de Tendèches sur la parcelle n° 1346 de la section D sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont X=674,745 km ; Y=1 962,340 km ; Z=1 107 m/NGF.

Sa profondeur est de 3,00 mètres.

L'ouvrage est constitué d'un ouvrage carré composé de trois bacs en béton situé à environ 3 mètres de profondeur. Le trop plein – vidange s'effectue par surverse vers le pied sec. L'accès se fait par un capot fonte sans cheminée d'aération. Les eaux captées sont ensuite dirigées par un tuyau avec crépine vers le réservoir de la Poste.

Les eaux sont captées à travers une galerie captante d'environ 9 mètres de long à une profondeur voisine de 3,00 mètres.

## **ARTICLE 4 : Protection sanitaire des ouvrages de captage**

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ la réhausse du capot avec la pose d'une cheminée d'aération ;
- ✓ la réfection de l'enduit extérieur ;
- ✓ la reprise de l'étanchéité et de la maçonnerie entre la galerie et l'ouvrage ;
- ✓ la création d'une vidange dans chaque bac ;
- ✓ la réfection de l'échelle d'accès ;
- ✓ l'installation de système anti intrusion sur l'exutoire du trop plein et d'une tête de buse maçonnée ;
- ✓ l'installation sur l'arrivée dans le réservoir d'un robinet à flotteur ;
- ✓ la suppression de la mise à l'air libre dans le répartiteur avec connexion des conduites de départ et d'arrivée et de la bonde pour éviter toute stagnation d'eau et la pose d'un dispositif anti-intrusion sur l'exutoire de la vidange.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.



## **ARTICLE 5 :**     Droits des tiers

Conformément à l'engagement pris par la PRPDE en date du 20 mars 2007, celle-ci doit indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

## **ARTICLE 6 :**     Périmètres de protection du captage

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

### **ARTICLE 6.1 :**   Périmètre de protection immédiate

La partie du périmètre de protection immédiate situé sur la parcelle 1346 section D appartenant à la commune doit demeurer propriété communale, conformément à la réglementation en vigueur. La commune est autorisée à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation dans un délai de cinq ans les autres terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate situé sur les parcelles 592 et 1345 section D de la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable de maillage 10x10cm et de 1,6m de hauteur. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.

Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (fuite d'hydrocarbure, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Des fossés de colature seront créés et un nivellement du terrain sera réalisé pour dériver les eaux superficielles.

L'arbre situé dans le périmètre de protection immédiate sera abattu.

### **ARTICLE 6.2 :**   Périmètre de protection rapprochée

D'une superficie d'environ 64 742 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ La création d'installations classées pour la protection de l'environnement (y compris carrières) et autres établissements à caractère industriel ou commercial ;
- ✓ La création de dépôts d'ordures ménagères, de déchets industriels, de gravats ou autres matériaux, de produits radioactifs et, d'une manière générale, de toutes matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- ✓ L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées quelle que soit leur origine ;
- ✓ L'épandage de boues de station d'épuration ;
- ✓ Le stockage de matières et produits toxiques ou polluants, en particulier les hydrocarbures liquides et les fumiers, lisiers, purins ;
- ✓ La construction de canalisations de transport d'eaux usées, d'hydrocarbures ou de produits chimiques ou dangereux pour les eaux souterraines ;
- ✓ La construction de bâtiments (habitations, hangars, étables, ateliers, ...) quelle que soit leur utilisation, d'aires d'entretien de matériel ou de véhicules, d'aires de stationnement, de terrains de camping ;
- ✓ Les assainissements autonomes ;
- ✓ Le parage d'animaux domestiques ou d'élevage ;
- ✓ La réalisation de terrassements, d'excavations remblayés ou non, sauf de faible superficie et profondeur (ex. : pour planter des arbres) ;
- ✓ L'excavation de matériaux ;
- ✓ La création de plan d'eau ;
- ✓ La création de cimetière ;
- ✓ L'ouverture de nouvelles pistes ou routes et la modification de l'assiette et de l'usage des pistes existantes ;
- ✓ Les coupes à blanc sauf si elles sont immédiatement suivies d'un reboisement.

Sur les parcelles de la zone 1, les épandages de fumiers, de lisiers, de purins, de fertilisants minéraux ainsi que l'utilisation de produits phytosanitaires sont aussi interdits.

Sur les parcelles situées dans la zone 2 sont réglementés les épandages de fumiers, de purins, de lisiers, d'engrais et de produits phytosanitaires qui devront respecter les recommandations de la chambre d'agriculture de La Lozère.

Sur les parcelles situées dans la zone 1, les forages qui pourraient être réalisés dans le périmètre de protection rapprochée devront être aménagés suivant les mêmes règles de protection des ouvrages d'alimentation en eau potable.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau.

Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Ce périmètre est constitué de parcelles cadastrées en tant que terres pour plus de la moitié de sa surface, pâtures, bois résineux et landes.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

**ARTICLE 7 :      Mise en conformité des installations et activités existantes**

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2

**ARTICLE 8 :      Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

<b>DISTRIBUTION DE L'EAU</b>
------------------------------

**ARTICLE 9 :      Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

Un bilan de la qualité de l'eau sera effectué après la réalisation des travaux demandés à l'article 4. Si l'eau distribuée se révèle toujours non conforme, il sera alors nécessaire de mettre en place de traitement de potabilisation.

#### **ARTICLE 10 :    Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient dès qu'elle en a connaissance la délégation territoriale départementale de l'ARS qui en informe le préfet. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

#### **ARTICLE 11 :    Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 12 :    Transmission des résultats**

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis annuellement par l'exploitant à la délégation territoriale départementale de l'ARS.

#### **ARTICLE 13 :    Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents de la délégation territoriale départementale de l'ARS et des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

#### **ARTICLE 14 :    Pollution accidentelle**

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avvertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

#### **ARTICLE 15 :    Mesures de sécurité**

Compte tenu de la présence de la voie communale n°18 à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, un plan d'alerte doit être établi. Celui-ci impose l'arrêt du captage de l'endèche et sa déconnexion du réseau en cas d'accident impliquant notamment un poids lourd transportant des matières polluantes liquides.

Lors de déversements de matières solides, celles-ci seront évacuées de toute urgence, sans arrêt du captage. Si leur enlèvement n'est pas immédiat ou en cas de déversements de matières solubles, le captage devra être arrêté.

La remise en service du captage sera conditionnée par l'absence de risque de contamination des eaux captées.

## **DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 16 :** Plan et visite de recollement

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale départementale de l'ARS dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale départementale de l'ARS en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

### **ARTICLE 17 :** Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

### **ARTICLE 18 :** Notification et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est inséré en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le présent arrêté est également transmis au maire de St Léger de Peyre en vue de son affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois.

### **ARTICLE 19 :** Mise à jour des documents d'urbanisme :

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune de Saint Sauveur de Peyre dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

### **ARTICLE 20 :** Recours devant le tribunal administratif

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est de deux mois après accomplissement des formalités de publication.

**ARTICLE 21 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement**

- ✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**  
Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.
- ✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**  
Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :
  - dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
  - laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.
- ✓ **Non respect du code de l'environnement**  
Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 22 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,  
Le maire de Saint Sauveur de Peyre,  
Le maire de St Léger de Peyre,  
La directrice générale de l'ARS Languedoc-Roussillon,  
Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires de Saint Sauveur de Peyre et St Léger de Peyre et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Jocelyn SNOECK.



ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains							Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface à acquérir			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
1	D	1345	Les Toudèches	Pâture	1	31	15		3	05	Propriétaire Mme GRAS Odette Marie Augustine née le 9 avril 1926 à Paris (15 <sup>e</sup> ) épouse DOMONT Demeurant Maison de Linagne - Bâtiment 9 83 AVENUE Jean-Baptiste VEYRE 15000 AURILLAC

ORIGINE DE PROPRIETE :

Attestation par M°FLEISCH Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 9 août 1983  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 septembre 1983 Volume 2312 n°2  
Donation par M°FLEISCH Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 26 août 1983  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 septembre 1983 Volume 2312 n°10

VALEUR DU TERRAIN À ACQUERIR : 80 euros

Liensse comprenant 17 pages  
Vue et annexée à l'arrêté N° 27 juillet 2010  
Pour la présenat par délégation.  
Le secrétaire général,  
Jocelyne SNOECK



ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains										Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface à identifier						
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca				
2	D	1346	Tendeches	Lande		4	05		4	05	Propriétaire Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48) Mairie 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

Vente par M<sup>o</sup>CHASSONNERY, Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 4 juin 1962  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 23 juin 1962 Volume 1075 n°18

VALEUR DU TERRAIN A IDENTIFIER : 1 euro

**Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de TENDECHE**

**ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)**

Identification des terrains										Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface à acquérir					
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a		ca		
3	D	1345	Les Toudèches	Pâturè	1	31	15		0	47	Propriétaire Mme GRAS Odette Marie Augustine née le 9 avril 1926 à Paris (15°) épouse DOMONT Demeurant Maison de Limagne - Bâtiment 9 83 AVENUE Jean-Baptiste VEYRE 15000 AURILLAC		

ORIGINE DE PROPRIETE :

Attestation par M<sup>re</sup>FLEISCH Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 9 août 1983  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 septembre 1983 Volume 2312 n°2  
Donation par M<sup>re</sup>FLEISCH Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 26 août 1983  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 septembre 1983 Volume 2312 n°10

VALEUR DU TERRAIN À ACQUERIR : 50 euros

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains						Identification des personnes					
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Contenance totale				Surface à acquérir		
	Section	N°	Lieu dit	Tendeches	Lande	ha	a	ca	ha	a	ca
						12	60	0	86		
4	D	592									
						<u>Propriétaire</u> Mme GRAS Odette Marie Augustine née le 9 avril 1926 à Paris (15°) épouse DOMONT Demeurant Maison de Limagne - Bâtiment 9 83 AVENUE Jean-Baptiste VEYRE 15000 AURILLAC					

ORIGINE DE PROPRIETE : Attestation par M<sup>re</sup>FLEISCH Noire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 9 août 1983  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDES le 20 septembre 1983 Volume 23 12 n°2  
Donation par M<sup>re</sup>FLEISCH Noire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 26 août 1983  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDES le 20 septembre 1983 Volume 23 12 n°10

VALEUR DU TERRAIN À ACQUERIR : 50 euros

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes					
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes				
	Section	N°	Lieu dit		ha	a		ca	ha	a	ca	
5	D	1345	Les Tondeches	Pature	1	31	15	30	07	Propriétaire Mme GRAS Odette Marie Augustine née le 9 avril 1926 à Paris (15°) épouse DOMONT Demeurant Maison de Limagne - Bâtiment 9 83 AVENUE Jean-Baptiste VEYRE 15000 AURILLAC		

ORIGINE DE PROPRIETE :

Atestation par M<sup>re</sup>FLEISCH Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 9 août 1983  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 septembre 1983 Volume 2312 n°2  
Donation par M<sup>re</sup>FLEISCH Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 26 août 1983  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 septembre 1983 Volume 2312 n°10

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE :

Propriétaire : 515 euros  
Exploitant : 550 euros

Nota : servitude située en totalité en Zone 1 du PPR

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes		
	Section	N°		ha	a	ca	ha	a
6	D	592	Tendeche	Land	12	60	2	09
					Propriétaire Mme GRAS Odette Marie Augustine née le 9 avril 1926 à Paris (15°) épouse DOMONT Demeurant Maison de Linagne - Bâtiment 9 83 AVENUE Jean-Baptiste VEYRE 15000 AURILLAC			

ORIGINE DE PROPRIETE :

Attestation par M<sup>re</sup> FLEISCH Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 9 août 1983  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 septembre 1983 Volume 2312 n°2  
 Donation par M<sup>re</sup> FLEISCH Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 26 août 1983  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 septembre 1983 Volume 2312 n°10

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Nota : servitude en totalité dans la Zone 1 du PPR

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitude			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
7	D	591	Tendeches	Pature	70	95	58	40	Propriétaire M. FLORQUIN Floris Jean Albert Joseph né le 12 décembre 1946 à DOUAI (59) époux KLEIN Demeurant 58 rue de Saint Quentin 62000 - ARRAS		

ORIGINE DE PROPRIETE: Attestation par M<sup>re</sup>DEVILLE Notaire à DOUAI (59) le 8 avril 1969  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 23 juillet 1969 Volume 1349 n°11

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE:

Propriétaire : 315 euros  
Exploitant : 215 euros

Noté : servitude située en Zone 1 du PPR : 18a 47  
servitude située en Zone 2 du PPR : 39a 93

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Surface servitudes			
	Section	N°	Lien dit		ha	a	ca	
8	D	584	Tendèches	Terre	1	07	15	15
					Propriétaire M. FLORQUIN Floris Jean Albert Joseph né le 12 décembre 1946 à DOUAI (59) époux KLEIN Demeurant 58 rue de Saint Quentin 62000 - ARRAS			

ORIGINE DE PROPRIETE: Attestation par M<sup>re</sup>DEVILLE Notaire à DOUAI (59) le 8 avril 1969  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 23 juillet 1969 Volume 1349 n°11

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Nota : servitude située en totalité en Zone 2 du PPR

8/17

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes		
	Section	N°		ha	a	ca	ha	a
9	D	583	Tendeche	Pature	10	90		
							10	90

Propriétaire  
M. FLORQUIN Floris Jean Albert Joseph  
né le 12 décembre 1946 à DOUAI (59)  
époux KLEIN  
Demeurant 58 rue de Saint Quentin  
62000 - ARRAS

ORIGINE DE PROPRIETE : Attestation par M<sup>re</sup>DEVILLE Notaire à DOUAI (59) le 8 avril 1969  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 23 juillet 1969 Volume 1349 n°11

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Nota : servitude située en totalité en Zone 2 du PPR



## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	
10	D	582	La Chadenade	Terre	2	80	05	05
					Propriétaire M. ROUVIERE René Auguste Emile né le 31 mai 1933 à SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48) époux GALTIER demeurant Le Martines 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE : Donation - Partage par M<sup>re</sup>BOULET Notaire à MARVEIOLS (48) le 19 juin 1982  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 23 juillet 1982 Volume 2206 n°1

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Nota : servitude située en totalité dans la Zone 2 du PPR

10/17

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de TENDECHE

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a		ca
11	D	577	Las Terres	Pature	1	14	60		64	14	Nu Propriétaire : M. TROCELLIER Marc Fabien Joseph né le 5 juin 1959 à SAINT CHELY D'APCHER (48) époux SOULIER demeurant Lotissement Champ Poinu 48100 - CHIRAC  Usufruitier : M. TROCELLIER Jean Pierre né le 11 janvier 1925 à LA CHAZE DE PEYRE (48) époux BASTIDE demeurant Le Village 48130 - LA CHAZE DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE : Donatien - Partage avec réserve d'usufruit au profit du conjoint par M°RUAT Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 8 novembre 1997  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 décembre 1997 - Volume 1997P n°5472

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Nota : servitude en totalité dans la Zone 2 du PPR

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Lieu dit	Nature	Contenance totale		Surface servitudes		
	Section	N°			ha	a	ca	ha	a
12	D	574	Las Terres	Bois Résineux Landé	2	96	40		57
									98

Nu Propriétaire :  
M. TROCELLIER Marc Fabien Joseph  
né le 5 juin 1959 à SAINT CHELY D'APCHER (48)  
époux SOULIER  
demeurant Lotissement Champ Pointu  
48100 - CHIRAC

Usufruitier :  
M. TROCELLIER Jean Pierre  
né le 11 janvier 1925 à LA CHAZE DE PEYRE (48)  
demeurant 48130 - LA CHAZE DE PEYRE

ORIGINE DE PROPRIETE : Donation - Partage avec réserve d'usufruit au profit du conjoint par M<sup>re</sup>RUAT Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 8 novembre 1997  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 15 décembre 1997 - Volume 1997P n°5472

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Nota : servitude en totalité dans la Zone 2 du PPR

**Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de TENDECHE**

**ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)**

Identification des terrains										Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes					
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca			
				D							159	Lou Cours	Lande
13										Propriétaire : M. TROCELLIER Thierry Christophe Alain né le 20 mai 1974 à MARVEJOLS (48) demeurant Tombarles 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE :      Donation-Partage par M<sup>re</sup>Daniel RUAT Notaire à SAINT CHELY D'APCHER(48) le 18 avril 2007  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 juin 2007 Volume 2007P n°2015

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Nota : servitude située en totalité dans la Zone 2 du PPR

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes		
	Section	N°		ha	a	ca	ha	a
14	D	158	Lou Cours	Terre	1	33	35	13
								42
					Propriétaire : M. TROCELLIER Thierry Christophe Alain né le 20 mai 1974 à MARVEJOLS (48) demeurant Tombarles 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE: Donat[i]on-Partage par M°Daniel RUAT Notaire à SAINT CHELY D'APCHER(48) le 18 avril 2007  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 juin 2007 Volume 2007P n°2015

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Nota : servitude située en totalité dans la Zone 2 du PPR

14/17

## Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de TENDECHE

**ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)**

Identification des terrains										Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes						
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca				
15	D	370	La Croze	Lande	2	21	95		10	88	Propriétaire M. CASTAREDE Jean Camille né le 16 juillet 1944 à SAINT SAUVEUR DE PEYRE époux DELON demeurant 27 B Avenue François Olive 48100 MARVEJOIS			

ORIGINE DE PROPRIETE:

Attestation après décès par M<sup>e</sup> CHASSONNERY Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 12 novembre 1962  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 décembre 1962 Volume 1090 n°73  
Attestation par M<sup>e</sup> BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 19 septembre 1968  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 novembre 1968 Volume 1316 n°13  
Acquisition de droits successif faisant cesser l'indivision par M<sup>e</sup> BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 19  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 4 avril 1996 Volume 1996P n°1354

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Not12 : servitude située en totalité dans la Zone 2 du PPR

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale			Surface servitudes		
	Section	N°		ha	a	ca	ha	a	ca
16	D	369	La Croze		11	45		11	45
				Propriétaire M. CASTAREDE Jean Camille né le 16 juillet 1944 à SAINT SAUVEUR DE PEYRE époux DELON demeurant 27 B Avenue François Olive 48100 MARVEJOLS					

ORIGINE DE PROPRIETE :

Attestation après décès par M<sup>e</sup> CHASSONNERY Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 12 novembre 1962  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 20 décembre 1962 Volume 1090 n°73  
Attestation par M<sup>e</sup> BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 19 septembre 1968  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 7 novembre 1968 Volume 1316 n°13  
Acquisition de droits successif faisant cesser l'indivision par M<sup>e</sup> BOULET Notaire à MARVEJOLS (48) le 18 mars 1996  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 4 avril 1996 Volume 1996P n°1354

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Nota : servitude située en totalité dans la Zone 2 du PPR

16/17

**FEUILLE**

SECTION D

Commune de  
**SAINT SAUVEUR DE PEYRE**  
Section D  
**Captage de TENDECHE**

~~Arrêté N°2010208-0024 16/08/2010~~

Page 22

221





Arrête préfectoral n° 2010-208-0025 du 27 juillet 2010

portant déclaration d'utilité publique :

- des travaux de renforcement des ressources en eau potable;
- de la dérivation des eaux souterraines;
- de l'installation des périmètres de protection.

portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Commune de Saint Sauveur de Peyre  
Captage de Chapchiniès 1 ou nord ou gauche

Le préfet,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier du mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14,
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105,
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 214-1 à 8, L. 214-18 L. 215-13 et R. 214-1 à 60,
- VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique,
- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE en date du 20 mars 2007 demandant :
- ✓ de déclarer d'utilité publique
    - la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
    - la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.
  - ✓ de l'autoriser à :
    - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;
- et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,
- VU le dossier soumis à l'enquête publique,

- VU le rapport de M. PERRISSOL, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date de novembre 2008,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-046-002 du 15 février 2010 – Commune de Saint Sauveur de Peyre - Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate; de l'enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et ouvrages annexes; de l'enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection,
- VU les avis des services techniques consultés,
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 07 mai 2010,
- VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010,

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

## **DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

### **ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique :**

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune de Saint Sauveur de Peyre personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDE) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Chapchiniès 1 sis sur ladite commune,
- ✓ la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour du captage de Chapchiniès 1.

## **ARTICLE 2 :** Débit capté autorisé

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter pour l'alimentation en eau potable est de 0,6m<sup>3</sup>/h et de 14m<sup>3</sup>/j.

Un système de comptage adapté doit être installé permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et ses textes d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

La capacité totale maximale de prélèvement étant inférieure ou égale à 10 000 m<sup>3</sup>/an, l'ouvrage n'est soumis à aucune formalité au titre du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 :** Caractéristiques et aménagements du captage

L'ouvrage de Chapeliniès 1 est implanté au lieu-dit de Prat de Garde sur la parcelle n° 499 de la section B sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont X=677,816 km ; Y=1 960,270 km ; Z=1 059 m/NGF.

Sa profondeur est de 2,00 mètres.

L'ouvrage est composé de buses sur 2 m de hauteur et d'1 mètre de diamètre. Cet ouvrage est constitué d'un seul bac. Celui-ci est équipé d'un trop plein et d'une vidange. L'accès se fait par un capot fonte équipé d'une cheminée. Le départ vers le collecteur n'est pas équipé d'une crépine.

La zone de captage est composée d'un drain unique d'une longueur de 8 mètres linéaire et à une profondeur voisine de 2 mètres sous le terrain naturel.

## **ARTICLE 4 :** Protection sanitaire des ouvrages de captage

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ la pose d'une crépine sur le départ vers le collecteur ;
- ✓ l'installation d'un clapet sur l'exutoire du trop-plein et d'une tête de buse maçonnée.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

## **ARTICLE 5 :** Droits des tiers

Conformément à l'engagement pris par la PRPDE en date du 20 mars 2007, celle-ci doit indemniser les usagers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

## **ARTICLE 6 :** Périmètres de protection du captage

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

#### **ARTICLE 6.1 : Périmètre de protection immédiate**

La partie du périmètre de protection immédiate situé sur la parcelle 499 section B appartenant à la commune doit demeurer propriété communale, conformément à la réglementation en vigueur. La commune est autorisée à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation dans un délai de cinq ans les autres terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate situé sur les parcelles 286 et 498 section B de la commune de Saint Sauveur de Peyre.

De plus, la commune est autorisée à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation dans un délai de cinq ans les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate du collecteur de Chapchiniès situé sur la parcelle 287 section B de la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Les périmètres de protection immédiate seront clôturés à ses frais par des clôtures infranchissables de maillage 10x10cm et de 1,6m de hauteur. Ils sont délimités conformément au tracé joint en annexe. Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (fuite d'hydrocarbure, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Tous les arbres existants dans le périmètre de l'ouvrage de captage devront être abattus.

#### **ARTICLE 6.2 : Périmètre de protection rapprochée**

D'une superficie d'environ 150 314 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur les communes de Saint Sauveur de Peyre et Saint Léger de Peyre.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ La création d'installations classées pour la protection de l'environnement (y compris carrières) et autres établissements à caractère industriel ou commercial ;
- ✓ La création de dépôts d'ordures ménagères, de déchets industriels, de gravats ou autres matériaux, de produits radioactifs et, d'une manière générale, de toutes matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- ✓ L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées quelle que soit leur origine ;
- ✓ L'épandage de boues de station d'épuration ;

- ✓ Le stockage de matières et produits toxiques ou polluants, en particulier les hydrocarbures liquides et les fumiers, lisiers, purins ;
- ✓ La construction de canalisations de transport d'eaux usées, d'hydrocarbures ou de produits chimiques ou dangereux pour les eaux souterraines ;
- ✓ La construction de bâtiments (habitations, hangars, étables, ateliers, ...) quelle que soit leur utilisation, d'aires d'entretien de matériel ou de véhicules, d'aires de stationnement, de terrains de camping ;
- ✓ Les assainissements autonomes ;
- ✓ Le parage d'animaux domestiques ou d'élevage ;
- ✓ La réalisation de terrassements, d'excavations remblayés ou non, sauf de faible superficie et profondeur (ex. : pour planter des arbres) ;
- ✓ L'excavation de matériaux ;
- ✓ La création de plan d'eau ;
- ✓ La création de cimetière ;
- ✓ L'ouverture de nouvelles pistes ou routes et la modification de l'assiette et de l'usage des pistes existantes ;
- ✓ Les coupes à blanc sauf si elles sont immédiatement suivies d'un reboisement.

Sur ces parcelles sont réglementés les épandages de fumiers, de purins, de lisiers, d'engrais et de produits phytosanitaires qui devront respecter les recommandations de la chambre d'agriculture de La Lozère.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau.

Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Ce périmètre est constitué de parcelles cadastrées en tant que bois de résineux pour près de la moitié de sa surface, prés, landes, futaies, pâtures et sols.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

#### **ARTICLE 7 :**      **Mise en conformité des installations et activités existantes**

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2

#### **ARTICLE 8 :**      **Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

## **DISTRIBUTION DE L'EAU**

### **ARTICLE 9 :      Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

Un bilan de la qualité de l'eau sera effectué après la réalisation des travaux demandés à l'article 4. Si l'eau distribuée se révèle toujours non conforme, il sera alors nécessaire de mettre en place de traitement de potabilisation.

### **ARTICLE 10 :    Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient dès qu'elle en a connaissance la délégation territoriale départementale de l'ARS qui en informe le préfet. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

### **ARTICLE 11 :    Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 12 :    Transmission des résultats**

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis annuellement par l'exploitant à la délégation territoriale départementale de l'ARS.

**ARTICLE 13 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents de la délégation territoriale départementale de l'ARS et des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

**ARTICLE 14 : Pollution accidentelle**

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avvertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

<b>DISPOSITIONS DIVERSES</b>
------------------------------

**ARTICLE 15 : Plan et visite de recensement**

La PRPDE établit un plan de recensement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale départementale de l'ARS dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale départementale de l'ARS en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

**ARTICLE 16 : Durée de validité**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

**ARTICLE 17 : Notification et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection immédiate et rapprochée.



Le présent arrêté est également transmis au maire de St Léger de Peyre en vue de son affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois.

**ARTICLE 18 :** Mise à jour des documents d'urbanisme :

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme des communes de Saint Sauveur de Peyre et de Saint Léger de Peyre dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 19 :** Recours devant le tribunal administratif

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.  
Le délai de recours est de deux mois après accomplissement des formalités de publication.

**ARTICLE 20 :** Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement

- ✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**  
Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.
- ✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**  
Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :
  - dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
  - laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.
- ✓ **Non respect du code de l'environnement**  
Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 21 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,  
Le maire de Saint Sauveur de Peyre,  
Le maire de St Léger de Peyre,  
La directrice générale de l'ARS Languedoc-Roussillon,  
Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires de Saint Sauveur de Peyre et St Léger de Peyre et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Jocelyn SNOECK.

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de CHAPCHINES I

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains										Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface à identifier						
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a					ca
1	B	499	Prat de Garde	Sol		7	91		7	91	Propriétaire Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48) Mairie 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE :

Vente par M° BREST Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 26 juillet 1977  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 13 octobre 1977 Volume 1826 n°57

VALEUR DU TERRAIN A IDENTIFIER : 1 euro

Liasse comprenant 22 pages  
Vu et annexée à l'arrêté  
N° 2010-408-0025 du 27 juillet 2010  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général  
Jocelyne SNOECK

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface à acquérir		
	Section	N°		ha	a	ca	ha	a
2	B	498	Prat de Garde	3	63	09		0

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains						Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadastré		Nature	Contenance totale			Surface à acquérir			
	Section	N°		Lieu dit	ha	a	ca	ha	a	ca
3	B	498	Prat de Garde	Pré	3	63	09		0	62
						Usufructuaires : -M. BONNET Armand Gregoire Eugene Paulin Marie né le 17 septembre 1921 à RECOULES DE FUMAS (48) époux CLAVEL demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS  -Mme CLAVEL Geneviève Etienne Marie Thérèse née le 3 janvier 1928 à LAVERNEHE (12) épouse BONNET demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS  Nu propriétaire : M. BONNET Jacques Pierre Marie né le 1 <sup>er</sup> mai 1962 à MARVEJOLS (48) époux BOUT demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS				

ORIGINE DE PROPRIETE : Donation-Partage par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) les 30 décembre 2008 et 2 janvier 2009  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 18 mai 2009 Volume 2009P n°1693

VALEUR DU TERRAIN A ACQUERIR : 50 euros

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de CHAPCHINES I

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains										Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastre			Nature	Contenance totale			Surface à acquérir					
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca			
4	B	286	Las Sagnette	Lande	1	13	20		3	23	Propriétaires indivis pour 1/3 -M. CANAVESIO Michel Martin né le 28 octobre 1940 à PARIS 15° (75) époux GRZYWAK demeurant 7 rue de l'Yvette -- 91160 - LONGJumeau  M. CANAVESIO Patrick Pascal né le 15 septembre 1948 à L'HAY LES ROSES (94) demeurant : 1282 Cor de Saint Perreol 83510 - LORGUES		

ORIGINE DE PROPRIETE : Donation-Partage par M<sup>re</sup>KINTGEN Notaire à KREMLIN BICETRE (94) le 2 juillet 1985  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 11 février 1987 Volume 2522 n°53

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains						Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadastre			Nature	Contenance totale			Surface à acquérir		
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca
4 (fin)	B	286	Las Sagnette	Lande	1	13	20	3	23	Propriétaires indivis pour 1/3 -M. BONTEMIS Christian né le 19 juin 1934 à PARIS 14° (75) Veuf CANAVESIO demeurant 4 B rue Lazare Hoche 91120 - PALAISEAU

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ: Attestation par M<sup>e</sup>CHAVANNE Notaire à PARIS (75) le 4 janvier 2002  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 14 février 2002 Volume 2002P n°686

VALEUR DU TERRAIN A ACQUÉRIR : 65 euros

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de CHAPCHINES I

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains				Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastré		Nature	Contenance totale		Surface servitudes	
	Section	N°		ha	a	ca	ha
5	B	500	Prat de Garde	Sol	8	00	8 00
				<u>Propriétaire</u> Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48) Mairie 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M° BREST Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 26 juillet 1977  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 13 octobre 1977 Volume 1826 n°57

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale			Surface servitudes				
	Section	N°		Lieu dit	ha	a	ca	ha	a		ca
6	B	498	Prat de Garde	Pré	3	63	09	3	51	97	Usufructiers : -M. BONNET Armand Gregoire Eugene Paulin Marie né le 17 septembre 1921 à RECOULES DE FUMAS (48) époux CLAVEL demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS  -Mme CLAVEL Geneviève Etienne Marie Thérèse née le 3 janvier 1928 à LAVERNHE (12) épouse BONNET demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS  Nu propriétaire : M. BONNET Jacques Pierre Marie né le 1 <sup>er</sup> mai 1962 à MARVEJOLS (48) époux BOUT demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Donation-Partage par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) les 30 décembre 2008 et 2 janvier 2009  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 18 mai 2009 Volume 2009P n°1693

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro



Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de CHAPCHINES I

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes		
N° du Plan Parcellaire	Cadastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes				
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a			ca
7	B	286	Las Sagnette	Lande	1	13	20		78	87	Propriétaires -M. CANAVESIO Michel Martin né le 28 octobre 1940 à PARUS 15° (75) époux GRZYWAK demeurant 7 rue de l'Yvette - 91160 - LONGJUMEAU  M. CANAVESIO Patrick Pascal né le 15 septembre 1948 à L'HAY LES ROSES (94) demeurant : 1282Cor de Saint Ferreol 83510 - LORGUES	

ORIGINE DE PROPRIETE : Donation-Partage par M<sup>re</sup> KINTGEN Notaire à KREMLIN BICETRE (94) le 2 juillet 1985  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 11 février 1987 Volume 2522 n°53

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes						
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca				
				B							286	Las Sagnette	Lande	1
7 (fin)					Propriétaires					- M. BONTEMIS Christian né le 19 juin 1934 à PARIS 14° (75) Veuf CANAVESIO demeurant 4 B rue Lazare Hoche 91120 - PALAISEAU				

ORIGINE DE PROPRIETE : Attestation par M°CHAVANNE Notaire à PARIS (75) le 4 janvier 2002  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 14 février 2002 Volume 2002P n°686

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE : 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de CHAPCHINES I

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains				Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes	
	Section	N°		ha	a	ca	ca
8	B	285	Las Sagnette	Landes	1	20	10
						28	18

Propriétaire  
Mme RACANTIERE Paulette Georgette  
née le 20 juillet 1946 à SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48)  
époux TROCELLIER  
demeurant Aubigeyres  
48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRES

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Vente par M<sup>re</sup>RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 23 décembre 1998  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 10 février 1999 Volume 1999P n°521

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastré			Nature	Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ca
9	B	266	Darrios de Garde	Pâture	49	49	40	40
					Usufruitiers :			
					-M. BONNET Armand Gregoire Eugene Paulin Marie né le 17 septembre 1921 à RECOULES DE FUMAS (48) époux CLAVEL demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS			
					-Mme CLAVEL Geneviève Etienne Marie Thérèse née le 3 janvier 1928 à LAVERNE (12) épouse BONNET demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS			
					N°a propriétaire : M. BONNET Jacques Pierre Marie né le 1 <sup>er</sup> mai 1962 à MARVEJOLS (48) époux BOUT demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS			

ORIGINE DE PROPRIETE : Donation-Partage par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) les 30 décembre 2008 et 2 janvier 2009  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 18 mai 2009 Volume 2009P n°1693

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de CHAPCHINES I

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes					
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca			
10	B	275	Darrios de Garde	Bois Résineux Landé	10	92	70	4	05	89	Propriétaire M. BOTTOU Pierre Christian Hubert né le 22 janvier 1955 à COLOMB-BECHAR (ALGERIE) époux JARDOI demeurant 9 rue de Pont Neuf 21600 - FENAY		

ORIGINE DE PROPRIETE : Attestation par M°D'ACCORD, Notaire à LA CANOUEGUE (48) le 10 janvier 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 19 janvier 2001 Volume 2001P n°282

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains						Identification des personnes					
N° du Plan Parcellaire	Cadastre		Nature	Contenance totale			Surface servitudes				
	Section	N°		Lieu dit	ha	a	ca	ha	a	ca	
11	B	276	Darros de Garde	2	31	05	2	31	05	Propriétaire M. BOTTOU Pierre Christian Hubert né le 22 janvier 1955 à COLOMB-BECHAR (ALGERIE) époux IARDOT demeurant 9 rue de Pont Neuf 21600 - FENAY	
			Bois Résineux Lande								

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Attestation par M<sup>D</sup> D'ACCORD, Notaire à LA CANOURGUE (48) le 10 janvier 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 19 janvier 2001 Volume 2001P n°282

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains						Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes			
	Section	N°		ha	a	ca	ha		a
12	B	277	Lou Tripe Bois Résineux Landé	16	50	16	50		Propriétaire Mme ALLA Marie Paule Michele né le 8 décembre 1939 à LA CANOURGUE (48) Veuve BOTTOU demeurant Avenue du Lot 48500 - LA CANOURGUE

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Attestation après décès par M<sup>D</sup> ACCORD, Notaire à LA CANOURGUE (48) le 21 novembre 2003  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 27 novembre 2003 Volume 2003P n°4397

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes		
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca
13	E	357	La Trioule	Futaie	1	13	34	1	13	34
							Propriétaire Mme ALLA Marie Paule Michele né le 8 décembre 1939 à LA CANOURGUE (48) Veuve BOTTOU demeurant Avenue du Lot 48500 - LA CANOURGUE			

ORIGINE DE PROPRIETE : Attestation après décès par M<sup>o</sup>D'ACCORD, Noire à LA CANOURGUE (48) le 21 novembre 2003  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 27 novembre 2003 Volume 2003P n°4397

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro



## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains				Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastré		Nature	Contenance totale		Surface à acquérir	
	Section	N°		ha	a	ca	ha
14	E	358	La Pouché Futaie Landé	58	78	58	78
				Usagers :			
				-M. BONNET Armand Gregoire Eugene Paulin Marie né le 17 septembre 1921 à RECOULES DE FUMAS (48) époux CLAVEL demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS			
				-Mme CLAVEL Geneviève Etienne Marie Thérèse née le 3 janvier 1928 à LAVERNHE (12) épouse BONNET demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS			
				Nu propriétaire : M. BONNET Jacques Pierre Marie né le 1 <sup>er</sup> mai 1962 à MARVEJOLS (48) époux BOUT demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS			

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Donation-Partage par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) les 30 décembre 2008 et 2 janvier 2009  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 18 mai 2009 Volume 2009P n°1693

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT LEGER DE PEYRE- Captage de CHAPCHINES I

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadastr			Nature	Contenance totale			Surface servitudes	
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a
15	E	354	Bronches	Lande	79	88	88	79	88
					Propriétaire M. ATTIAZIC Christian né le 10 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) demeurant Chapchines 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE				

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>re</sup> RUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 9 mai 2005  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 1<sup>er</sup> juin 2005 Volume 2005P n°2297

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains				Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes	
	Section	N°		ha	a	ca	ca
16	E	355	Puech Grousset Bois Résineux	70	00	70	00
				Propriétaires -M. CANAVESIO Michel Martin né le 28 octobre 1940 à PARIS 15° (75) époux GRZYWAK demeurant 7 rue de l'Yvette -- 91160 - LONGJumeau  M. CANAVESIO Patrick Pascal né le 15 septembre 1948 à L'HAY LES ROSES (94) demeurant : 1282 Cor de Saint Ferreol 83510 -- LORGUES			

ORIGINE DE PROPRIETE : Donatation-Partage par M<sup>re</sup>KINTGEN Notaire à KREMLIN BICETRE (94) le 2 juillet 1985  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 11 février 1987 Volume 2522 n°53

Commune de SAINT LEGER DE PEYRE- Captage de CHAPCHINES I

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadastre		Nature	Contenance totale			Surface servitudes				
	Section	N°		Lieu dit	ha	a	ca	ha	a	ca	
16 (fin)	E	355	Puech Grousset		70	00		70	00		
				Propriétaires - M. BONTEMPS Christian né le 19 juin 1934 à PARIS 14° (75) Veuf CANAVESIO demeurant 4 B rue Lazare Hoche 91120 - PALAISEAU							

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

Attestation par M<sup>re</sup> CHAVANNE Notaire à PARIS (75) le 4 janvier 2002

Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 14 février 2002 Volume 2002P n°586

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE : 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains					Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Lieu dit	Nature	Contenance totale		Surface servitudes	
	Section	N°			ha	a	ca	ca
17	E	356	Puech Grousset	Lande	13	28	13	28
					<p><u>Propriétaires</u></p> <p>-M. CANAVESIO Michel Martin né le 28 octobre 1940 à PARIS 15° (75) époux GRZYWAK demeurant 7 rue de l'Yvette - 91160 - LONGJUMEAU</p> <p>M. CANAVESIO Patrick Pascal né le 15 septembre 1948 à L'HAY LES ROSES (94) demeurant : 1282Cor de Saint Ferreol 83510 - LORGUES</p>			

ORIGINE DE PROPRIETE : Donation-Partage par M°KINTGEN Notaire à KREMLIN BICETRE (94) le 2 juillet 1985  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 11 février 1987 Volume 2522 n°53

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
17 (fin)	E	356	Fuech Grousset	Lande		13	28		13	28	
					Propriétaires - M. BONTEMPS Christian né le 19 juin 1934 à PARIS 14° (75) Veuf CANAVESIO demeurant 4 B rue Lazare Hoche 91120 - PALAISEAU						

ORIGINE DE PROPRIETE :Attestation par M<sup>re</sup>CHAVANNE Notaire à PARIS (75) le 4 janvier 2002

Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 14 février 2002 Volume 2002P n°686

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE : 1 euro









Arrête préfectoral n°2010-208-0027 du 27 juillet 2010

portant déclaration d'utilité publique :

- des travaux de renforcement des ressources en eau potable;
- de la dérivation des eaux souterraines;
- de l'installation des périmètres de protection.

portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine,

Commune de Saint Sauveur de Peyre  
Captage de Chapchiniès 2 ou sud ou droite

Le préfet,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier du mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14,
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105,
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 214-1 à 8, L. 214-18 L. 215-13 et R. 214-1 à 60,
- VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique,
- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE en date du 20 mars 2007 demandant :
- ✓ de déclarer d'utilité publique
    - la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
    - la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.
  - ✓ de l'autoriser à :
    - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;

et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

- VU le dossier soumis à l'enquête publique,

- VU le rapport de M. PERRISSOL, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date de novembre 2008,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-046-002 du 15 février 2010 – Commune de Saint Sauveur de Peyre - Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate; de l'enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et ouvrages annexes; de l'enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection,
- VU les avis des services techniques consultés,
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 07 mai 2010,
- VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010,

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

## **DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

### **ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique :**

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune de Saint Sauveur de Peyre personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDF) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Chapchiniès 2 sis sur ladite commune.
- ✓ la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour du captage de Chapchiniès 2.

### **ARTICLE 2 : Débit capté autorisé**

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter pour l'alimentation en eau potable est de 0,6m<sup>3</sup>/h et de 14m<sup>3</sup>/j.

Un système de comptage adapté doit être installé permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et ses textes d'application.  
L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

La capacité totale maximale de prélèvement étant inférieure ou égale à 10 000 m<sup>3</sup>/an, l'ouvrage n'est soumis à aucune formalité au titre du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 :**      **Caractéristiques et aménagements du captage**

L'ouvrage de Chapchiniès 2 est implanté au lieu-dit de Prat de Garde sur la parcelle n° 500 de la section B sur la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont X=677,835 km ; Y=1 960,246 km ; Z=1 060 m/NGF.

Sa profondeur est de 2,50 mètres.

L'ouvrage est composé de viroles carré en béton de 2,50 m de hauteur et d'1,20 mètre de côté. Cet ouvrage est constitué d'un seul bac. Celui-ci est équipé d'un trop plein et d'une vidange. L'accès se fait par un capot fonte équipé d'une cheminée. Le départ vers le collecteur n'est pas équipé d'une crépine.

La zone de captage est composée d'un drain unique d'une longueur voisine de 10 mètres linéaire et à une profondeur voisine de 2 mètres sous le terrain naturel.

### **ARTICLE 4 :**      **Protection sanitaire des ouvrages de captage**

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ la pose d'une crépine sur le départ vers le collecteur ;
- ✓ l'installation d'un clapet sur l'exutoire du trop-plein et d'une tête de buse maçonnée ;
- ✓ la reprise de l'étanchéité entre le capot et la dalle ;
- ✓ le dégagement de la tête à 30 cm du terrain naturel ;

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

### **ARTICLE 5 :**      **Droits des tiers**

Conformément à l'engagement pris par la PRPDF en date du 20 mars 2007, celle-ci doit indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

## **ARTICLE 6 :     Périmètres de protection du captage**

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

### **ARTICLE 6.1 :   Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate situé sur la parcelle 500 section B est et doit demeurer propriété de la commune, conformément à la réglementation en vigueur

De plus, la commune est autorisée à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation dans un délai de cinq ans les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate du collecteur de Chapchiniès situé sur la parcelle 287 section B de la commune de Saint Sauveur de Peyre.

Les périmètres de protection immédiate seront clôturés à ses frais par des clôtures infranchissables de maillage 10x10cm et de 1,6m de hauteur. Ils sont délimités conformément au tracé joint en annexe. Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (fuite d'hydrocarbure, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ces périmètres.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Un dôme sera créé au-dessus du drain.

L'abreuvoir en aval du périmètre de protection immédiate de l'ouvrage de captage sera déplacé.

Des fossés de colature seront créés et un nivellement du terrain sera réalisé pour dériver les eaux superficielles.

### **ARTICLE 6.2 :   Périmètre de protection rapprochée**

D'une superficie d'environ 150 749 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur les communes de Saint Sauveur de Peyre et Saint Léger de Peyre.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ La création d'installations classées pour la protection de l'environnement (y compris carrières) et autres établissements à caractère industriel ou commercial ;
- ✓ La création de dépôts d'ordures ménagères, de déchets industriels, de gravats ou autres matériaux, de produits radioactifs et, d'une manière générale, de toutes matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- ✓ L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées quelle que soit leur origine ;
- ✓ L'épandage de boues de station d'épuration ;
- ✓ Le stockage de matières et produits toxiques ou polluants, en particulier les hydrocarbures liquides et les fumiers, lisiers, purins ;
- ✓ La construction de canalisations de transport d'eaux usées, d'hydrocarbures ou de produits chimiques ou dangereux pour les eaux souterraines ;
- ✓ La construction de bâtiments (habitations, hangars, étables, ateliers, ...) quelle que soit leur utilisation, d'aires d'entretien de matériel ou de véhicules, d'aires de stationnement, de terrains de camping ;
- ✓ Les assainissements autonomes ;
- ✓ Le parage d'animaux domestiques ou d'élevage ;
- ✓ La réalisation de terrassements, d'excavations remblayés ou non, sauf de faible superficie et profondeur (ex. : pour planter des arbres) ;
- ✓ L'excavation de matériaux ;
- ✓ La création de plan d'eau ;
- ✓ La création de cimetière ;
- ✓ L'ouverture de nouvelles pistes ou routes et la modification de l'assiette et de l'usage des pistes existantes ;
- ✓ Les coupes à blanc sauf si elles sont immédiatement suivies d'un reboisement.

Sur ces parcelles sont réglementés les épandages de fumiers, de purins, de lisiers, d'engrais et de produits phytosanitaires qui devront respecter les recommandations de la chambre d'agriculture de La Lozère.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau. Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Ce périmètre est constitué de parcelles cadastrées en tant que bois de résineux pour près de la moitié de sa surface, prés, landes, futaies, pâtures et sols.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapproché.

#### **ARTICLE 7 :     Mise en conformité des installations et activités existantes**

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2

#### **ARTICLE 8 :**      **Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

### **DISTRIBUTION DE L'EAU**

#### **ARTICLE 9 :**      **Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

Un bilan de la qualité de l'eau sera effectué après la réalisation des travaux demandés à l'article 4. Si l'eau distribuée se révèle toujours non conforme, il sera alors nécessaire de mettre en place de traitement de potabilisation.

#### **ARTICLE 10 :**      **Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient dès qu'elle en a connaissance la délégation territoriale départementale de l'ARS qui en informe le préfet. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

#### **ARTICLE 11 :**    Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 12 :**    Transmission des résultats

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis annuellement par l'exploitant à la délégation territoriale départementale de l'ARS.

#### **ARTICLE 13 :**    Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents de la délégation territoriale départementale de l'ARS et des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

#### **ARTICLE 14 :**    Pollution accidentelle

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avvertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **ARTICLE 15 :**    Plan et visite de recollement

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale départementale de l'ARS dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale départementale de l'ARS en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

#### **ARTICLE 16 :**    Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.



#### **ARTICLE 17 : Notification et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis à la PRPDF en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le présent arrêté est également transmis au maire de St Léger de Peyre en vue de son affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 18 : Mise à jour des documents d'urbanisme :**

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme des communes de Saint Sauveur de Peyre et de Saint Léger de Peyre dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

#### **ARTICLE 19 : Recours devant le tribunal administratif**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est de deux mois après accomplissement des formalités de publication.

#### **ARTICLE 20 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement**

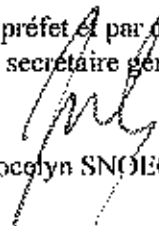
- ✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**  
Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.
- ✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**  
Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :
  - ♦ dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
  - ♦ laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.
- ✓ **Non respect du code de l'environnement**  
Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 21 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,  
Le maire de Saint Sauveur de Peyre,  
Le maire de St Léger de Peyre,  
La directrice générale de l'ARS Languedoc-Roussillon,  
Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires de Saint Sauveur de Peyre et St Léger de Peyre et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet ~~et~~ par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jocelyn SNOECK.



ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains										Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface à identifier						
	Section	N°	Lieu dit		Prat de Garde	ha	a	ca	ha	a	ca			
1	B	500		Sol		8	00		8	00	Propriétaire Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48) Mairie 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE			

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par M<sup>r</sup> BREST Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 26 juillet 1977  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDES le 13 octobre 1977 Volume 1826 n°57

VALEUR DU TERRAIN A IDENTIFIER : 1 euro

Liasse comprenant 19 pages  
 Vue et annexée à l'arrêté  
 N° 2010-208-007 du 27 juillet 2010  
 Pour le président par délégation,  
 Le secrétaire général,  
 Jocelyne SNOECK

1/19

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Immédiat)

Identification des terrains							Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadastre			Nature	Contenance totale			Surface à acquérir			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
2	B	287	Prat de Garde	Pâtur	1	86	55		1	00	
					Propriétaire M. ATTIAZIC Christian né le 10 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) demeurant Chapchines 48130 – SAINT SAUVEUR DE PEYRE						

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par MERUAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 9 mai 2005  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 1<sup>er</sup> juin 2005 Volume 2005P n°2297

VALEUR DU TERRAIN A ACQUERIR : 50 euros

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de CHAPCHINES II

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadastré			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
3	B	499	Prat de Garde	Sol		7	91		7	91	
							Propriétaire Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE (48) Mairie 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE				

ORIGINE DE PROPRIETE :      Vente par M° BREST Notaire à AUMONT-AUBRAC (48) le 26 juillet 1977  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 13 octobre 1977 Volume 1826 n°57

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE : 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a		ca
4	B	498	Prat de Garde	3	63	09	3	53	18	<u>Usufruitiers :</u> -M. BONNET Armand Gregoire Eugene Paulin Marie né le 17 septembre 1921 à RECOULES DE FUMAS (48) époux CLAVEL demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS  -Mme CLAVEL Geneviève Etienne Marie Thérèse née le 3 janvier 1928 à LAVERNHE (12) épouse BONNET demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS  <u>Nu propriétaire :</u> M. BONNET Jacques Pierre Marie né le 1 <sup>er</sup> mai 1962 à MARVEJOLS (48) époux BOUT demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS	

ORIGINE DE PROPRIETE : Donation-Partage par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) les 30 décembre 2008 et 2 janvier 2009  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 18 mai 2009 Volume 2009P n°1693

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

Commune de SAINT SAUVEUR DE PEYRE- Captage de CHAPCHINES II

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a		ca
5	B	286	Las Sagnette	Lande	1	13	20		82	10	Propriétaires -M. CANAVESIO Michel Martin né le 28 octobre 1940 à PARIS 15° (75) époux GRZYWAK demeurant 7 rue de l'Yvette -- 91160 - LONGJUMEAU  -M. CANAVESIO Patrick Pascal né le 15 septembre 1948 à L'HAY LES ROSES (94) demeurant : 1282Cor de Saint Ferreol 83510 – LORGUES

ORIGINE DE PROPRIETE: Donat[i]on-Partage par M°KINTGEN Notaire à KREMLIN BICETRE (94) le 2 juillet 1985  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 11 février 1987 Volume 2522 n°53



ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadastré			Nature	Contenance totale			Surface servitudes						
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca				
5 (fin)	B	286	Las Sagnette	Landé	1	13	20		82	10	Propriétaires - M. BONTEMS Christian né le 19 juin 1934 à PARIS 14° (75) Veuf CANAVESIO demeurant 4 B rue Lazare Hoche 91120 - PALAISEAU			

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Attestation par M<sup>e</sup> CHAVANNE Notaire à PARIS (75) le 4 janvier 2002  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 14 février 2002 Volume 2002P n°686

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE : 1 euro



## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°		Lieu dit	ha	a	ca	ha	a	ca
7	B	275	Darriots de Garde	Bois Résineux Landes	10	92	70	4	03	89
				Propriétaire M. BOTTU Pierre Christian Hubert né le 22 janvier 1953 à COLOMB-BECHAR (ALGERIE) époux JARDOT demeurant 9 rue de Pont Neuf 21600 - FENAY						

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ: Attestation par M<sup>re</sup> D'ACCORD, Notaire à LA CANOURGUE (48) le 10 janvier 2001  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 19 janvier 2001 Volume 2001P n°282

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes				
	Section	N°		Lieu dit	ha			a	ca	ha
8	B	266	Darrios de Garde	Pâture	49	40		49	40	
Usufructuaires: -M. BONNET Armand Gregoire Eugene Paulin Marie né le 17 septembre 1921 à RECOULES DE FUMAS (48) époux CLAVEL demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS  -Mme CLAVEL Geneviève Etienne Marie Thérèse née le 5 janvier 1928 à LA VERNHE (12) épouse BONNET demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS  Au propriétaire: M. BONNET Jacques Pierre Marie né le 1 <sup>er</sup> mai 1962 à MARVEJOLS (48) époux BOUT demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS										

ORIGINE DE PROPRIETE : Donation-Partage par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) les 30 décembre 2008 et 2 janvier 2009  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 18 mai 2009 Volume 2009P n°1693

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
9	B	276	Darrios de Garde	Bois Résineux Landes	2	31	05	2	31	05	Propriétaire M. BOTTOU Pierre Christian Hubert né le 22 janvier 1955 à COLOMB-BECHAR (ALGERIE) époux JARDOT demeurant 9 rue de Pont Neuf 21600 - FENAY

ORIGINE DE PROPRIETE :

Attestation par M<sup>o</sup>D'ACCORD, Notaire à LA CANOURGUE (48) le 10 janvier 2001  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 19 janvier 2001 Volume 2001P n°282

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro



ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains						Identification des personnes					
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale			Surface servitudes				
	Section	N°		Lieu dit	ha	a	ca	ha	a	ca	
11	E	357	La Trioule	Futaie	1	13	34	1	13	34	
						<u>Propriétaire</u> Mme ALLA Marie Paule Michele né le 8 décembre 1939 à LA CANOURGUE (48) épouse BOTTOU demeurant Avenue du Lot 48500 - LA CANOURGUE					

ORIGINE DE PROPRIETE: Attestation après décès par M<sup>D</sup>DACCORD, Notaire à LA CANOURGUE (48) le 21 novembre 2003  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 27 novembre 2003 Volume 2003P n°4397

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes		
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca
12	E	358	La Pouché	Futaie Lande	58		78	58		78
<u>Usultiers:</u> -M. BONNET Armand Gregoire Eugene Paulin Marie né le 17 septembre 1921 à RECOULES DE FUMAS (48) époux CLAVEL demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS  -Mme CLAVEL Geneviève Etienne Marie Thérèse née le 3 janvier 1928 à LAVERNE (12) épouse BONNET demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS  <u>Nu propriétaire :</u> M. BONNET Jacques Pierre Marie né le 1 <sup>er</sup> mai 1962 à MARVEJOLS (48) époux BOUT demeurant Feybesses 48100 - RECOULES DE FUMAS										

**ORIGINE DE PROPRIETE :** Donation-Partage par M<sup>re</sup>BOULET, Notaire à MARVEJOLS (48) les 30 décembre 2008 et 2 janvier 2009  
 Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 18 mai 2009 Volume 2009P n°1693

**VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE:** 1 euro



## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains							Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
				E							354
13					Propriétaire M. ATTRAZIC Christian né le 10 septembre 1972 à MARVEJOLS (48) demeurant Chapchines 48130 - SAINT SAUVEUR DE PEYRE						

ORIGINE DE PROPRIETE : Vente par MERLIAT, Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 9 mai 2005  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 1<sup>er</sup> juin 2005 Volume 2005P n°2297

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains						Identification des personnes				
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°		Lieu dit	ha	a	ca	ha	a	ca
14	E	355	Puech Grousset	Futaie	70	00	70	00		
				Propriétaires pour 1/3						
				-M. CANAVESIO Michel Martin						
				né le 28 octobre 1940 à PARIS 15° (75)						
				époux GRZYWAK						
				demeurant 7 rue de l'Yvette - 91160 - LONGJUMEAU						
				-M. CANAVESIO Patrick Pascal						
				né le 15 septembre 1948 à L'HAY LES ROSES (94)						
				demeurant : 1282Cor de Saint Ferreol						
				83510 - LORGUES						

ORIGINE DE PROPRIETE : Donation-Partage par M<sup>re</sup>KINTGEN Notaire à KREMLIN BICETRE (94) le 2 juillet 1985  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 11 février 1987 Volume 2522 n°53

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature		Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
14 (fin)	E	355	Puech Grousset	Futaie		70	00		70	00	Propriétaires pour 1/3 -M. BONTEMIS Christian né le 19 juin 1934 à PARIS 14° (75) Veuf CANAVESIO demeurant 4 B rue Lazare Hoche 91120 - PALAISEAU

ORIGINE DE PROPRIETE: Attestation par M<sup>o</sup>CHAVANNE Notaire à PARIS (75) le 4 janvier 2002  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 14 février 2002 Volume 2002P n°686

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE: 1 euro

ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains										Identification des personnes	
N° du Plan Parcellaire	Cadastre			Nature	Contenance totale			Surface servitudes			
	Section	N°	Lieu dit		ha	a	ca	ha	a	ca	
15	E	356	Puech Grousset	Lande		13	28		13	28	Propriétaires pour 1/3 -M. CANAVESIO Michel Martin né le 28 octobre 1940 à PARIS 15° (75) époux GRZYWAK demeurant 7 rue de l'Yvette – 91160 - LONGJUMEAU  -M. CANAVESIO Patrick Pascal né le 15 septembre 1948 à L'HAY LES ROSES (94) demeurant : 1282Cor de Saint Ferreol 83510 – LORGUES

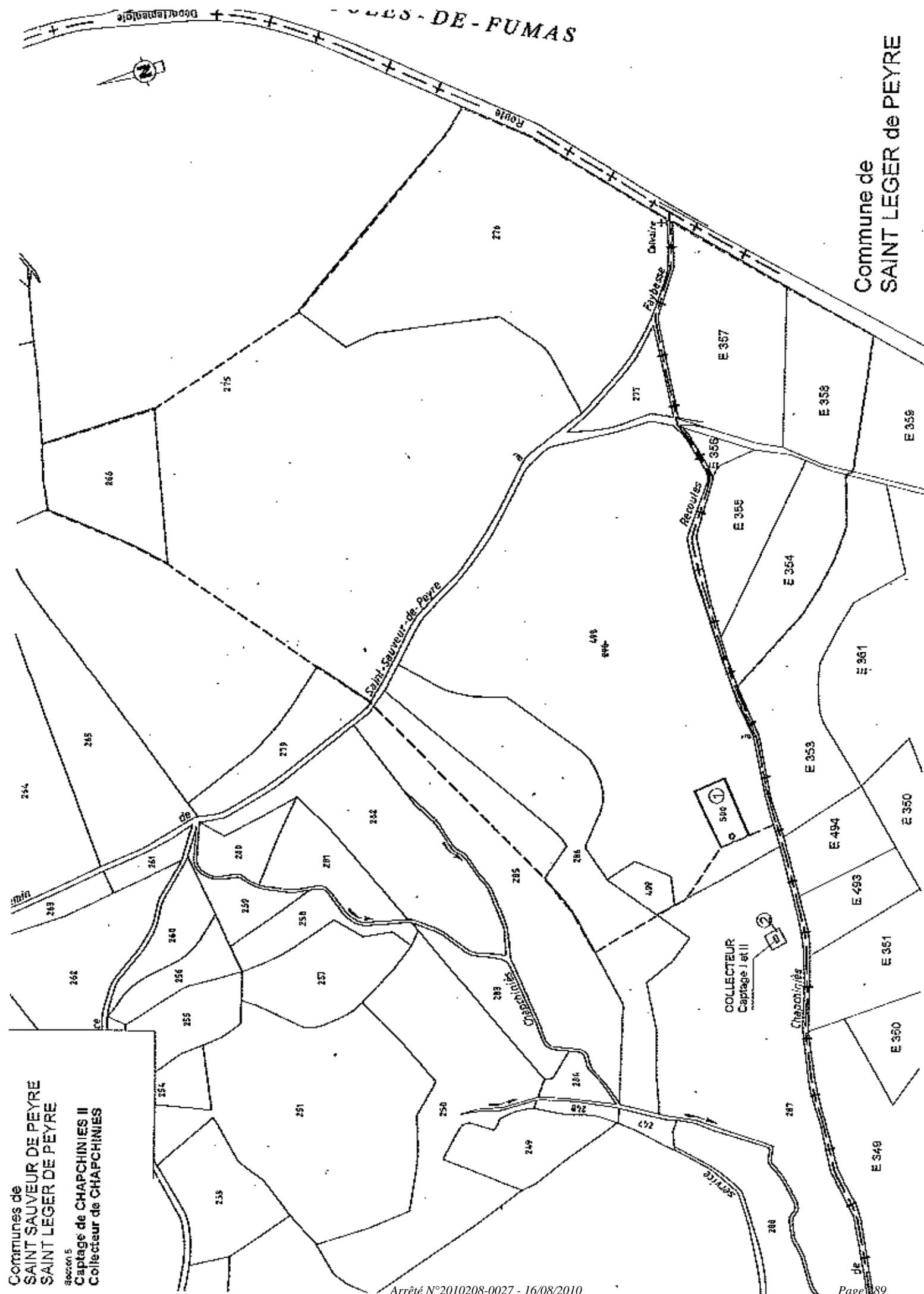
ORIGINE DE PROPRIETE : Donation-Partagé par M°KINTGEN Notaire à KREMLIN BICETRE (94) le 2 juillet 1985  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 11 février 1987 Volume 2522 n°53

## ETAT PARCELLAIRE (Périmètre Rapproché)

Identification des terrains				Identification des personnes			
N° du Plan Parcellaire	Cadaastre		Nature	Contenance totale		Surface servitudes	
	Section	N°		ha	a	ca	ca
<b>15 (fin)</b>	E	356	Puech Grousset	13	28	13	28
				Propriétaires pour 1/3 -M. BONTEMPS Christian né le 19 juin 1934 à PARIS 14° (75) Veuf CANAVESIO demeurant 4 B rue Lazare Hoche 91120 - PALAISEAU			

ORIGINE DE PROPRIETE : Attestation par M<sup>e</sup> CHAVANNE Notaire à PARIS (75) le 4 janvier 2002  
Publiée à la conservation des hypothèques de MENDE le 14 février 2002 Volume 2002P n° 686

VALEUR DE LA SERVITUDE GREVANT LA PARCELLE : 1 euro





**PRÉFET DE LA LOZÈRE**

Direction régionale de l'environnement de l'aménagement  
et du logement Languedoc-Roussillon  
SRNT - Unité Sous-Sol.

**ARRETE** n° 2010208-0041 du 27 juillet 2010.

**CONCESSION DE MINES DE PLOMB ARGENTIFERE ET AUTRES METAUX CONNEXES  
DITE**

**« CONCESSION DE VILLEFORT »**

**Communes de PIED DE BORNE, PREVENCHERES, POURCHARESSES,  
VILLEFORT et SAINT-ANDRE-CAPCEZE**

Département de la LOZERE

**ARRET DEFINITIF DES TRAVAUX**

**PRESCRIVANT A LA SOCIETE RECYLEX SA DES MESURES SUPPLEMENTAIRES**

**Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole**

VU le Code Minier et notamment son article 91 ;

Vu le décret en date du 13 octobre 1909 instituant notamment au profit de la Compagnie des Minerais de fer Magnétique de MOKTA EL HADID la concession de mines de plomb, argent et autres métaux connexes dite concession de VILLEFORT, sur une partie du territoire des communes de MALONS & ELZE dans le département du GARD et de PIED DE BORNE, PREVENCHERES, POURCHARESSES, VILLEFORT, et SAINT-ANDRE-CAPCEZE dans le département de la LOZERE ;

Vu le décret en date du 6 octobre 1919 autorisant la cession de la concession de VILLEFORT au profit de M. P.J. JOOSTEN ;

Vu le décret en date du 18 avril 1931 autorisant la cession de la concession de VILLEFORT au profit de la Société « Les Métalliques Françaises » ;

Vu le décret en date du 18 octobre 1951 autorisant la mutation de la concession de VILLEFORT au profit de la Société des Mines de LA PLAGNE ;

Vu le décret en date du 29 mai 1961 autorisant la mutation de la concession de VILLEFORT au profit de la Société Minière et Métallurgique de PENARROYA dont la raison sociale est devenue, depuis novembre 1988, Société METALBUROP SA ; dénommée par la suite RECYLEX SA.

Vu le décret n° 2006-649 du 02 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains ;

Vu l'arrêté ministériel du 08 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 44 du décret n° 95-696 du 09 mai 1995 modifié ;



Vu la déclaration en date du 23 novembre 2009 reçue en Préfecture de la Lozère le 02 décembre 2009, reconnue recevable en la forme, présentée par la Société RECYLEX SA en vue de l'arrêt définitif des travaux miniers et de l'utilisation d'installations minières de la Concession de VILLEFORT, pour ce qui est de la partie de la concession portant sur le département de la Lozère ;

Vu le mémoire, les études, annexes et plans joints à cette déclaration ;

Vu les observations recueillies au cours de la consultation réglementaire à laquelle cette déclaration a été soumise ;

Vu les rapport et avis de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Languedoc-Roussillon en date du 16 juillet 2010 ;

Considérant que l'arrêt définitif des travaux et l'utilisation d'installations minières de la concession de VILLEFORT, dans sa partie qui porte sur le département de Lozère, est susceptible de porter atteinte aux intérêts énumérés à l'article 79 du Code Minier ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de prescrire à la Société RECYLEX SA des mesures supplémentaires propres à prévenir ces risques ;

Considérant en particulier :

1/ que préalablement à la fermeture des ouvrages débouchant au jour, leur reconnaissance doit être effectuée par des personnes autorisées et qualifiées dans le domaine de la préservation des chiroptères ;

2/ que l'impact des anciens travaux miniers sur les sédiments du ruisseau de Chalondres doit être mieux appréhendé ;

3/ qu'une étude archéologique doit être réalisée avant la mise en sécurité définitive d'ouvrages miniers ;

4/ qu'il importe de connaître les teneurs éventuelles en plomb sur les végétaux et le sol du site du Mas Imbert, ainsi que sur les eaux destinées à la consommation humaine, à l'irrigation et l'alimentation du bétail ;

5/ considérant qu'il convient d'officialiser le transfert d'usage de la galerie dite Basse du Chambon à la commune de PIED DE BORNE ;

Le déclarant entendu,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Lozère,

#### ARRETE :

##### ARTICLE 1<sup>er</sup>

Il est donné acte à la Société RECYLEX SA, dont le siège social est 6, place de la Madeleine 75008 PARIS, de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières de la concession dite concession de VILLEFORT, pour ce qui est de la partie de la concession portant sur le département de la Lozère.

La société RECYLEX SA procédera à l'exécution des travaux déclarés par elle selon les modalités et plans produits à l'appui de sa déclaration, sous réserve des dispositions modificatives ou supplémentaires énoncées aux articles 2 à 6 ci-après.

Les mesures fixées par le présent arrêté devront être achevées dans un délai de 36 mois à compter de sa notification.

## ARTICLE 2

### Dispositions supplémentaires concernant la fermeture des ouvrages débouchant au jour

La Société RECYLEX SA procédera à la fermeture des ouvrages débouchant au jour selon les modalités figurant dans sa déclaration.

Pour ce qui est des ouvrages VF 16 – dépilage Maleurier et VF 20 – dépilage Larivaux, si l'intérêt patrimonial est confirmé, leur mise en sécurité pourra consister en la mise en place d'un dispositif solide et efficace destiné à empêcher les chutes depuis les bords de l'ouvrage.

Préalablement à leur fermeture, une reconnaissance des ouvrages sera effectuée avec la participation de personnes dûment qualifiées et autorisées pour capturer et manipuler des espèces protégées. Ces spécialistes procéderont le cas échéant aux opérations permettant la préservation des chiroptères menacés par les travaux.

## ARTICLE 3

### Dispositions supplémentaires concernant les sédiments du ruisseau de Chalondres

Afin d'avoir une meilleure connaissance de l'impact des anciens travaux miniers, notamment ceux du percement de Bournat, la Société RECYLEX SA fournira les résultats d'analyses de sédiments prélevés en des points judicieusement choisis en amont et en aval du percement de Bournat, dans le ruisseau de Chalondres ainsi que leur interprétation.

## ARTICLE 4

### Dispositions supplémentaires concernant des analyses pour plomb

La Société RECYLEX SA devra justifier que des analyses pour le paramètre plomb ont été réalisées en des lieux où l'influence éventuelle des anciens travaux miniers est avérée sur :

- les eaux destinées à l'alimentation humaine, l'irrigation et l'alimentation du bétail ;
- les sols et végétaux au Mas Imbert.

## ARTICLE 5

### Expertise archéologique

La Société RECYLEX SA devra justifier qu'une expertise archéologique a été réalisée par un organisme agréé sur les ouvrages énumérés dans l'annexe jointe au présent arrêté.

## ARTICLE 6

### Dispositions supplémentaires concernant le transfert de la galerie dite Base du Chambon à la Commune de PIED DE BORNE

La Société RECYLEX SA devra justifier de la signature de la convention entre elle-même et la commune de PIED DE BORNE en vue du transfert des responsabilités de la galerie dite Basse du Chambon à ladite commune.

Cette convention, établie selon les prescriptions contenues dans la circulaire DEB/SDPM/SDRCP/BSS du 10 octobre 2009 sera accompagnée du justificatif de propriété par la commune des terrains d'assiette, de l'expertise géotechnique et de tous documents prévus par ladite circulaire.

## ARTICLE 7

### Mémoire de fin de travaux et récolement

1/ Dès l'achèvement des mesures fixées par le présent arrêté, la Société RECYLEX SA adressera au Préfet de la Lozère, en deux exemplaires, un mémoire comprenant un compte rendu des travaux réalisés, afin de pouvoir procéder à la visite de récolement prévue par l'article 46 du décret du 02 juin 2006.

2/ Il ne sera donné acte à la Société RECYLEX SA de l'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières qu'après établissement du procès verbal de récolement cité à l'article 46 du décret du 02 juin 2006 constatant l'exécution des mesures prévues dans ladite déclaration ainsi que des mesures supplémentaires prescrites ci-dessus.

ARTICLE 8  
Dispositions générales

Les dispositions du présent arrêté ne valent qu'au titre de l'exercice de la police des mines.

Elles ne préjugent en rien des autres autorisations administratives susceptibles de régir la réalisation des travaux considérés, dont la Société RECYLEX SA aura à se pourvoir en tant que de besoin.

ARTICLE 9  
Droits des tiers

Conformément aux dispositions du code civil, les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés, y compris après la constatation de la cessation des obligations de la Société RECYLEX SA au titre du Code Minier.

ARTICLE 10  
Recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nîmes dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 11  
Notification à la Société RECYLEX SA

Le présent arrêté sera notifié à la Société RECYLEX SA ;

Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Lozère. Une copie sera adressée aux Maires des communes concernées, à savoir : PREVENCHES, POURCHARESSES, PIED DE BORNE, VILLEFORT et SAINT-ANDRE-CAPCEZE, qui seront spécialement chargés d'assurer l'affichage, et de faire parvenir à la préfecture le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité ;

ARTICLE 12  
Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Lozère ;  
Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Languedoc-Roussillon ;

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à MENDE, le 27 juillet 2010.

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Jocelyn SNOECK



Adresse postale : PREFECTURE DE LA LOZERE - 2 rue de la Rivière - 48003 MENDE cedex  
Téléphone : 04.66.49.60.00 - Télécopie : 04.66.49.17.23 - Site Internet : [www.lozere.gouv.fr](http://www.lozere.gouv.fr)  
Horaires d'ouverture : Bureaux 9h00 - 11h45 et 14h15 - 17h00 / Guichets 8h30 - 11h45 et 13h30 - 16h00  
La préfecture de la Lozère contribue au développement durable en utilisant du papier 100 % recyclé

**CONCESSION DE MINES DE PLOMB ARGENTIFERE  
ET AUTRES METAUX CONNEXES  
DITE  
« CONCESSION DE VILLEFORT »**

**Communes de PIED DE BORNE, PREVENCHERES, POURCHARESSES,  
VILLEFORT et SAINT-ANDRE-CAPCEZE**

**Département de la LOZERE**

---

**ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL DU PREFET DE LA LOZERE  
prescrivant à la Société RECYLEX SA des mesures supplémentaires dans le cadre  
de l'arrêt définitif des travaux de la concession de VILLEFORT ;**

L'étude archéologique présentée par l'article 5 portera sur les sites répertoriés

Mas Imbert VF 1, 2 et 3

Ravin de Chalondres VF 7.

Travaux de Peyrolade VF 16, 17, 18, 19, 20, 39, 40, 42.





PRÉFET DE LA LOZÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA COHESION SOCIALE  
ET DE LA PROTECTION DES  
POPULATIONS

Service Politique Locale, Sports, Jeunesse,  
Accueil de Loisirs et Formation  
Protection des migrants

Arrêté n° 2010-209-0043 du 28 juillet 2010

autorisant des titulaires du brevet national de sécurité et de sauvetage  
aqualique à exercer provisoirement les fonctions de maître nageur sauveteur

Le préfet,  
Officier de l'ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,  
VU le décret en date du 15 juillet 2009 portant nomination de monsieur Dominique LACKOIX en qualité de préfet du département de la Lozère,  
VU le Code du Sport et notamment ses articles D 322-14 et A 322-11,  
VU la demande du directeur de la régie sportive et touristique Atlantie à Saint Chély d'Apcher du 19 juillet 2010,

CONSIDERANT les difficultés avérées rencontrées par le directeur de la régie sportive et touristique Atlantie à recruter du personnel titulaire du Brevet d'Etat d'éducateur sportif des activités de la natation,  
SUR proposition de la directrice des services du cabinet et du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le directeur de la régie sportive et touristique Atlantie à Saint Chély d'Apcher est autorisé à confier à titre exceptionnel la responsabilité de la surveillance de la piscine Atlantie du 28 juillet au 05 septembre 2010 inclus à messieurs Mickael HUGUET et Benjamin FARRAN titulaires du brevet national de sécurité et de sauvetage aqualique, pour pallier au manque de personnel titulaire du brevet d'Etat d'éducateur sportif des activités de la natation.

ARTICLE 2 :

Le directeur des services du cabinet, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur de la régie sportive et touristique Atlantie, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et affiché dans l'établissement susnommé.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Jocelyn SNOECK

PREFET DE LA LOZERE

PREFECTURE

DIRECTION  
DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Pôle Juridique

ARRETE n° 2010.210-0009 du 29 juillet 2010.

portant déclaration d'utilité des travaux d'élargissement des voies communales 1 et 17  
dans le cadre de la restructuration et du renforcement du réseau d'alimentation en eau potable.  
- Commune de Rocles -

Le préfet,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L152-1 et suivants ;

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L. 11-1 à L. 11-8 et R. 11-1 à R. 11-31 ;

Vu la loi du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-349-018 du 15-12-2009 relatif à l'ouverture sur la commune de Rocles :

- d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux d'élargissement des voies communales n°1 et 17 nécessaires au renforcement et à la restructuration du réseau public d'alimentation en eau potable ;
- d'une enquête parcellaire destinée à déterminer les biens situés dans l'emprise du projet et à en identifier les propriétaires

Vu la délibération du 4 juillet 2008 par laquelle le conseil municipal de la commune de Rocles demande le lancement des enquêtes publiques (enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et enquête parcellaire) dans le cadre de la restructuration et du renforcement du réseau public d'alimentation en eau potable ;

Vu la délibération du 21 juillet 2010 par laquelle le conseil municipal de la commune de Rocles sollicite la déclaration d'utilité publique des travaux d'élargissement des voies communales 1 et 17 dans le cadre de la restructuration et du renforcement du réseau d'alimentation en eau potable de la commune ;

Vu les pièces du dossier ;

Vu la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur pour le département de la Lozère arrêtée par décision du président du tribunal administratif de Nîmes, le 19 décembre 2008 ;

Vu la décision n° E09000256/48 du 4 décembre 2009, du président du tribunal administratif de Nîmes désignant un commissaire-enquêteur ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, reçus en préfecture le 19 février 2010, favorables au projet ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

1

## ARRETE :

**Article 1er.** - Sont déclarés d'utilité publique, sur la commune de Rocles, les travaux d'élargissement des voies communales 1 et 17, dans le cadre de la restructuration et du renforcement du réseau d'alimentation en eau potable.

**Article 2.** - La commune de Rocles est autorisée à acquérir les terrains nécessaires à la réalisation de cette opération soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation.

**Article 3.** - Le présent arrêté sera notifié par lettre en recommandé avec accusé réception à chacun des propriétaires concernés par le projet.

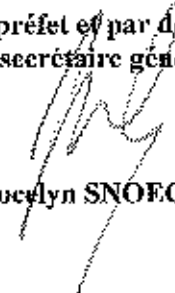
**Article 4.** - A défaut d'accord amiable, les expropriations devront être réalisées dans un délai de cinq ans à partir de la publication du présent arrêté.

**Article 5.** - Le présent arrêté et ses annexes seront affichés, pendant une durée minimum de deux mois, en mairie de Rocles, aux lieux et places habituels. L'accomplissement de cette formalité sera justifiée par un certificat établi par le maire de la commune de Rocles.

**Article 6.** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 7.** - le secrétaire général de la préfecture et le maire de Rocles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. le directeur départemental des territoires et à Mme la directrice de la délégation territoriale de la Lozère de l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon, et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la LOZERE.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jocelyn SNOECK





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA LOZERE

Arrêté n° 2010.210-0026 du 29 juillet 2010  
portant déclaration d'utilité publique :  
des travaux de renforcement des ressources en eau potable;  
de la dérivation des eaux souterraines;  
de l'installation des périmètres de protection.  
portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine,  
valant récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement.

Le Malzieu-Ville  
captage de Bastard

Le préfet,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14 ;
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105 ;
- VU les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues par les articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement modifié ;
- VU le code forestier et notamment les articles R. 412-19 à 27 ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;
- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune du Malzieu-Ville en date du 30 octobre 2008 demandant ;

✓ de déclarer d'utilité publique

- la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
- la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.

✓ de l'autoriser à :

- délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;
- mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature loi sur l'eau (dans le cas d'une déclaration ou d'une autorisation au titre du décret n° 93.742 du 29 mars 1993).

et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

Adresse postale : PRÉFECTURE DE LA LOZÈRE - 2 rue de la Revère - 48005 MENDE cedex  
Téléphone : 04.66.49.60.00 - Télécopie : 04.66.49.17.23

Site internet : [www.lozere.pref.gouv.fr](http://www.lozere.pref.gouv.fr)

Arrêté N°2010210-0026 - 16/08/2010

- VU le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU le rapport de M. Bérard, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 22 décembre 2006 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2009-355-013 du 21 décembre 2009 commune Malzieu-Ville – Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable – enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate et des ouvrages annexes – enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et des ouvrages annexes – enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection, et au titre du code de l'environnement ;
- VU les avis des services techniques consultés ;
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 30 mars 2010 ;
- VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010 ;

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRETE

### DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

#### **ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique :**

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune du Malzieu-Ville personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDE) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Bastard sis sur la commune du Malzieu-Forain.
- ✓ la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage de Bastard.

#### **ARTICLE 2 : Débit capté autorisé**

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter pour l'alimentation en eau potable est de 23 m<sup>3</sup>/h et de 550 m<sup>3</sup>/j. Ce prélèvement relève de la rubrique 1.1.1. du décret 93.743 du 29 mars 1993 modifié.

Un système de comptage adapté doit être installé permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et ses textes d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

#### **ARTICLE 3 : Caractéristiques et aménagements du captage**

Le captage captage de Bastard est adossé à la montagne de Sorrel dans la partie haute de la Margeride, en territoire granitique. Ce captage comprend, actuellement deux périmètres. Il est implanté sur les parcelles 619 et 621 section C du cadastre du Malzieu-Forain.

Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont X = 684,738 km ; Y = 1 988,714 km ; Z = 1 357 m/NGF

Sa profondeur est de 2,80 m.

Le captage a été créé à la fin des années 70.

L'ouvrage comprend trois bacs (le bac d'arrivée et de décantation, le bac de prise et le pied sec). Le captage est fermé par un capot fonte avec cheminée d'aération. L'accès se fait au moyen d'échelons de descente dans le pied sec qui comporte un orifice de vidange sans protection.

Le bac d'arrivée et le bac de prise sont munis de bondes de surverse amovibles qui permettent l'évacuation du trop plein et la vidange. Ces deux bacs sont séparés par un muret comportant une entaille de forme triangulaire qui pourrait être équipé d'un déversoir de mesure. La conduite de départ est équipée d'une crépine et d'une vanne. L'ouvrage comprend deux arrivées. Celle de gauche provient du périmètre amont et celle de droite du périmètre aval (comprenant l'ouvrage). La maçonnerie intérieure en contact avec l'eau est dégradée. Les enduits sont à refaire selon une technique adaptée à la nature agressive de l'eau.

#### **ARTICLE 4 : Protection sanitaire des ouvrages de captage**

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ reprise de la maçonnerie intérieure par la réalisation d'un enduit approprié,
- ✓ remplacement de la crépine oxydée,
- ✓ mise en place à l'extrémité aval des trop pleins, pied sec et vidanges du captage un clapet anti-intrusion, ou un grillage fin,
- ✓ la surface des PPI sera maintenue propre, régulièrement débroussaillée, ou fauchée, dessouchée et nivelée, sans aire où les eaux de surface puissent stagner,
- ✓ les eaux superficielles devront être dérivées latéralement, sans possibilité de pénétrer ou de transiter par le PPI,
- ✓ mise en place une clôture et d'un portail d'accès fermant à clé,
- ✓ la végétation sera dégagée sur 1 m autour de la clôture pour éviter sa dégradation précoce.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 : Droits des tiers**

Conformément à l'engagement pris par la PRPDE en date du 30 octobre 2008, celle-ci doit indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

#### **ARTICLE 6 : Périmètres de protection du captage**

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

##### **ARTICLE 6.1 : Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate situé sur les parcelles 619 et 621 section C de la commune du Malzieu-Forain est et doit demeurer propriété de la commune du Malzieu-Ville, conformément à la réglementation en vigueur.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable en ronces artificielles. Les trois premiers rangs de ronces seront espacés de 10 cm et les cinq suivants de 30 cm pour une hauteur totale de 180 cm. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.

Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (fuite d'hydrocarbure, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

Des fossés de clôture sont à mettre en place en amont du captage. Ces fossés doivent être entretenus pour favoriser le libre écoulement des eaux.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Tous les arbres existant dans ce périmètre et risquant de nuire aux dispositifs de captage devront être abattus.

#### **ARTICLE 6.2 : Périmètre de protection rapprochée**

D'une superficie d'environ 60 399 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune du Malzieu-Forain.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ l'ouverture et l'extension des carrières,
- ✓ la réalisation de fouilles, de drains, de fossés profonds de plus de 1 m,
- ✓ toutes constructions,
- ✓ la production et le transit d'eaux usées,
- ✓ les utilisations de produits et de fertilisants,
- ✓ l'épandage ou le stockage "en bout de champ" du fumier, des boues issues de vidanges ou de traitement d'eaux résiduaires,
- ✓ le parage d'animaux,
- ✓ la forêt sera conservée de manière à garantir la préservation du couvert végétal. Son exploitation pourra être maintenue mais sans modification des pratiques actuelles en proscrivant les coupes définitives (pas de coupe rase).

Sur ces parcelles sont réglementées les activités suivantes :

- ✓ le total des coupes d'exploitation n'excédera pas 1/3 de la superficie du périmètre de protection rapprochée,
- ✓ les coupes d'exploitation par superficie maximale de 1 hectare sont autorisées. Un reboisement sera réalisé dans l'année qui suit la coupe par mise en place de plants (sauf épicéa) afin que la parcelle conserve sa destination initiale,
- ✓ l'exploitation forestière se fera en veillant à ce que cette activité et les produits amenés et utilisés ne soient pas source de nuisances ou de pollution,
- ✓ le pacage, sera strictement limité à la capacité de nourrir des animaux sur le terrain, sans apport extérieur de nourriture,
- ✓ d'une manière générale, on réglementera toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines ou superficielles.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau.

Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

#### **ARTICLE 6.3 : Périmètre de protection éloignée**

Le périmètre de protection éloignée est situé sur la commune du Malzieu-Forain. Ses limites sont reportées sur le plan en annexe.

**Remarques :**

- ✓ en ce qui concerne tous les nouveaux puits et forages qui seront réalisés dans ce périmètre, la coupe technique et les caractéristiques de l'ouvrage seront impérativement déposées en mairie ; ils seront aménagés suivant les mêmes règles que celles du périmètre de protection immédiate des captages AEP ;
- ✓ dans ce périmètre, les normes de dilution des éventuels rejets divers en eau libre seront respectées.
- ✓ sur ce périmètre et en règle générale, toute activité nouvelle devra prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet. A titre d'exemple, sont concernées les installations suivantes :
  - l'exploitation et le remblaiement de carrières et/ou gravières,
  - les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tout produit ou matière susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
  - les dépôts de déchets inertes ou de ruines,
  - la création de plans d'eau,
  - les stockages ou dépôts d'eaux usées industrielles ou domestiques,
  - les canalisations d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques, d'eaux usées de toute nature,
  - l'établissement de cimetières,
  - l'établissement de campings,
  - la construction d'immeubles collectifs ou accueillant du public,
  - la construction de bâtiments à usage industriel, de bâtiments agricoles,
  - la construction de bâtiments d'élevage,
  - le rejet d'assainissements collectifs,
  - l'installation de stations d'épuration,
  - l'installation d'assainissements autonomes d'une capacité supérieure à 30 équivalents-habitants,
  - l'épandage de lisiers, d'eaux usées, de boues industrielles ou domestiques,

**ARTICLE 7 : Mise en conformité des installations et activités existantes**

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2

Les activités agricoles de caractère diffus et extensif seront modulées en fonction du résultat des bilans annuels établis par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé. Ceux-ci seront communiqués aux responsables locaux du service de distribution des eaux auprès desquels chaque exploitant agricole pourra s'informer.

Leur mise en conformité avec la réglementation générale en vigueur sera à la charge du propriétaire ou de l'exploitant. Les éventuels travaux supplémentaires spécifiques à la protection du point d'eau seront à la charge de la commune, si la réglementation générale est respectée.

**ARTICLE 8 : Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.  
Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

## **DISTRIBUTION DE L'EAU**

### **ARTICLE 9 : Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et la réserve doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Compte tenu du caractère «agressif» de l'eau prélevée, la mise en place d'un traitement de reminéralisation sera nécessaire.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

### **ARTICLE 10 : Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient la délégation territoriale de l'ARS qui en informe le préfet dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

### **ARTICLE 11 : Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 12 : Transmission des résultats**

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis à la délégation territoriale de l'ARS qui en informe le préfet.

### **ARTICLE 13 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

### **ARTICLE 14 : Pollution accidentelle**

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

## **DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

### **ARTICLE 15 : Situation de l'ouvrage par rapport au code de l'environnement**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement. Le captage de captage de Bastard relève de la rubrique 1.1.1 instauré par le décret du 29 mars 1993 modifié.

Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions générales du code de l'environnement, notamment son article L. 211-1 et aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

Si le prélèvement est réalisé dans le réseau hydrographique superficiel, le débit réservé au moins égal au dixième du module du cours d'eau, devra être garanti conformément à l'article L. 214-18 du code de l'environnement.

#### **DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 16 : Plan et visite de recollement**

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

**ARTICLE 17 : Durée de validité**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

**ARTICLE 18 : Notification et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Le présent arrêté est également notifié au maire de la commune du Malzieu-Forain concernée par la procédure d'enquête publique en vue de son affichage en mairie.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis en préfecture.

**ARTICLE 19 : Mise à jour des documents d'urbanisme :**

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune du Malzieu-Forain dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 20 : Recours devant le tribunal administratif**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est, après accomplissement des formalités de publication :

- ✓ de deux mois pour les titres n'intéressant pas les dispositions du code de l'environnement ;
- ✓ de deux mois pour les communes, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement ;
- ✓ de quatre ans pour les tiers, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement.

**ARTICLE 21 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement**

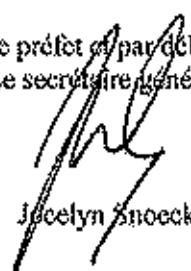
- ✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**  
Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.
- ✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**  
Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :
  - dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
  - laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.
- ✓ **Non respect du code de l'environnement**  
Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 22 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,  
Le maire de la commune du Malzieu-Ville,  
La directrice générale de l'agence régionale de santé Languedoc-Roussillon,  
Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires du Malzieu-Ville et du Malzieu-Forain et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jocelyn Snoeck





DEPARTEMENT DE LA LOZERE

COMMUNE DE MALZIEU FORAIN

Cantage de BASTARD

ETAT PARCELLAIRE  
DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE - TERRAINS A ACQUERIR PAR LA COMMUNE DE MALZIEU - VILLE

Situation Ancienne					Situation Nouvelle					Origine de la propriété			
Cadastr			Adresse ou Lieu-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Emprise			Hors Emprise				
Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²				P ou T	Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²		Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²
C	54	1673090	La montagne de Bastard	Futaie	- Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie - Boulevard Robert de Fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE N° SIREN : 214800898  Gestion : Office National des Forêts - 5 av de Mirandol - 48 000 MENDE	P	C	54	1471	C	54	1671619	Propriétaire en vertu d'un acte de transfert de biens immobiliers - rédacteur Monsieur Le Préfet de la Lozère - MENDE (48) - en date du 31 mars 2005 publié à la conservation des hypothèques de MENDE (48) le 12 avril 2005 Vol 2005p N°1564.

DEPARTEMENT DE LA LOZERECOMMUNE DU MALZIEU FORAINCantage de BASTARD

ETAT PARCELLAIRE  
DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE -- TERRAINS A ACQUERIR PAR LA COMMUNE DU MALZIEU - VILLE

Situation Ancienne				Situation Nouvelle							
Cadastré		Adresse ou Lien-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Emprise			Hors Emprise		Origine de la propriété	
Section	Numéro du cadastre				Surface totale en m²	P ou T	Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²		
C	69	19112	Bastard ou sogne coustéle	Pâtre	Monsieur BOURRIER Roger Auguste né le 14/11/1941 au MALZIEU FORAIN (48) demeurant à Couffours Méjols - 48140 Le MALZIEU FORAIN (identité régulièrement justifiée)	P	C	69	151	18961	Propriétaire en vertu d'une vente passée au ministère de Maître Philippe BARDON Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 6 août 2004 publiée à la conservation des hypothèques de MENDE (48) le 26 août 2004 Vol 2004p N°3662

DEPARTEMENT DE LA LOZERECommune du MALZIEU FORAINAEP du MALZIEU VILLE - Captage de Bastard

ETAT PARCELLAIRE  
DES TERRAINS FAISANT L'OBJET DE SERVITUDES DE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

N° Plan Parcelle	DESIGNATION CADASTRALE		SUPERFICIE		Valeur Administrative De la servitude	Identifié et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants	Origine de la propriété
	Section	N° cadastre	Lieu-dit	Nature	Parcelle (m <sup>2</sup> )	Emprise de la servitude (m <sup>2</sup> )		
1	C	54	La montagne de Bastard	Futaie	1673090	60399	néant	- Commune du MALZIEU-FORAIN - Mairie - Boulevard Robert de fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - N° SIREN : 214880898  - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol - 48000 MENDE  Propriétaire en vertu d'un acte de transfert de biens immobiliers - rédacteur Monsieur Le Préfet de la Lozère - MENDE (48) - en date du 31 mars 2005 publié à la conservation des hypothèques de MENDE (48) le 12 avril 2005 Vol 2005p N°1564.

PREFET DE LA LOZERE

Arrêté n° 2010.210-0027 du 29 juillet 2010  
portant déclaration d'utilité publique ;  
des travaux de renforcement des ressources en eau potable ;  
de la dérivation des eaux souterraines ;  
de l'installation des périmètres de protection.  
portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.  
valant récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement.

Le Malzieu-Ville  
Captage de Brassalière

Le préfet,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales ;
  - VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14 ;
  - VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105 ;
  - VU les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues par les articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement modifié ;
  - VU le code forestier et notamment les articles R. 412-19 à 27 ;
  - VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;
  - VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
  - VU la délibération du conseil municipal de la commune du Malzieu-Ville en date du 30 octobre 2008 demandant :
    - ✓ de déclarer d'utilité publique
      - la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
      - la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.
    - ✓ de l'autoriser à :
      - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;
      - mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature loi sur l'eau (dans le cas d'une déclaration ou d'une autorisation au titre du décret n° 93.742 du 29 mars 1993).
- et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

- VU le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU le rapport de M. Bérard, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 20 décembre 2006 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2009-355-013 du 21 décembre 2009 commune Malzieu-Ville – Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable – enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate et des ouvrages annexes – enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et des ouvrages annexes – enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection, et au titre du code de l'environnement ;
- VU les avis des services techniques consultés ;
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 30 mars 2010 ;
- VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010 ;

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRETE

### DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

#### **ARTICLE 1 :** Déclaration d'utilité publique :

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune du Malzieu-Ville personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDE) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Brassalière sis sur la commune du Malzieu-Forain.
- ✓ la création des périmètres de protection immédiate, rapprochés et éloignés autour du captage de Brassalière.

#### **ARTICLE 2 :** Débit capté autorisé

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter pour l'alimentation en eau potable est de 37 m<sup>3</sup>/h et de 900 m<sup>3</sup>/j. Ce prélèvement relève de la rubrique 1.1.1. du décret 93.743 du 29 mars 1993 modifié.

Un système de comptage adapté doit être installé permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et ses textes d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

#### **ARTICLE 3 :** Caractéristiques et aménagements du captage

Le captage de Brassalière est adossé à la montagne de Sorrel dans la partie haute de la Margeride, en territoire granitique. Il est implanté sur les parcelles 631 et 6363 section C du cadastre du Malzieu-Forain. Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont X = 684,309 km ; Y = 1 990,189 km ; Z = 1 357 m/NGF.

Sa profondeur est de 2,60 m

L'ouvrage créé à la fin des années 1970, comprend trois bacs (le bac d'arrivée et de décantation, le bac de prise et le pied sec) et est fermé par un capot fonte avec cheminée d'aération. L'accès se fait au moyen d'échelons de descente dans le pied sec qui comporte un orifice de vidange sans protection. Le bac

d'arrivée et le bac de prise sont munis de bondes de surverse amovibles qui permettent l'évacuation du trop plein et la vidange. Ces deux bacs sont séparés par un muret comportant une entaille de forme triangulaire qui pourrait être équipé d'un déversoir de mesure.

L'ouvrage est alimenté par trois arrivées, situées à environ 1 m de profondeur par rapport au terrain naturel. Deux d'entre elles sont en amiant-ciment. Les drains sont constitués de tuyau en amiant-ciment entaillés de fentes.

L'arrivée de droite, dans l'ouvrage, est alimentée par un réseau de trois drains (amiant-ciment) qui se rejoignent dans un regard visitable. Ce dernier présente un défaut d'étanchéité au niveau de la jointure des buses. De ce regard un tuyau plein amène les eaux jusqu'au captage.

Du captage partent deux conduites munies d'une crépine et d'une vanne. L'une de ces conduites alimente l'adduction communale, l'autre une pâture. La fourniture en eau de la pâture est contrôlée (présence d'une vanne), il n'existe aucun accord.

L'exutoire du trop plein se situe dans une pâture et ne bénéficie d'aucune protection.

#### **ARTICLE 4 : Protection sanitaire des ouvrages de captage**

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ reprise de la maçonnerie intérieure, par la réalisation d'un enduit approprié,
- ✓ remplacer à court ou moyen terme les conduites en amiant-ciment,
- ✓ remplacer la crépine oxydée et les échelons d'accès rouillés,
- ✓ supprimer la conduite alimentant la pâture,
- ✓ mettre en place à l'extrémité aval des trop pleins, pied sec et vidanges du captage un clapet anti-intrusion, ou un grillage fin,
- ✓ le regard en buses circulaires situé en amont du PPI devra être rejointé et enduit ou remplacé ;
- ✓ la surface des PPI sera maintenue propre, régulièrement débroussaillée, ou fauchée, dessouchée et nivelée, sans aire où les eaux de surface puissent stagner,
- ✓ mettre en place une clôture et un portail d'accès formant à clé,
- ✓ les eaux superficielles devront être dérivées jusqu'à l'aval du captage,
- ✓ la végétation sera dégagée sur 1 m autour de la clôture pour éviter sa dégradation précoce,
- ✓ le chemin forestier d'accès sera aménagé et busé au niveau du fossé pour permettre le passage plus aisé des véhicules jusqu'au ouvrage.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 : Droits des tiers**

Conformément à l'engagement pris par la PRPDE en date du 30 octobre 2008, celle-ci doit indemniser les usagers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

#### **ARTICLE 6 : Périmètres de protection du captage**

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

##### **ARTICLE 6.1 : Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate situé sur les parcelles 631, 633 et 636 section C de la commune du Malzieu-Forain est et doit demeurer propriété de la commune du Malzieu-Ville, conformément à la réglementation en vigueur.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable en ronces artificielles. Les trois premiers rangs de ronces seront espacés de 10 cm et les cinq suivants de 30 cm pour une hauteur totale de 180 cm. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.

Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (fuite d'hydrocarbure, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

Des fossés de clôture sont à mettre en place en amont du captage. Ces fossés doivent être entretenus pour favoriser le libre écoulement des eaux.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Tous les arbres existant dans ce périmètre et risquant de nuire aux dispositifs de captage devront être abattus.

#### **ARTICLE 6.2 : Périmètre de protection rapprochée**

D'une superficie d'environ 40266 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune du Malzieu-Forain.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ l'ouverture et l'extension des carrières,
- ✓ la réalisation de fouilles, de drains, de fossés profonds de plus de 1 m,
- ✓ toutes constructions,
- ✓ la production et le transit d'eaux usées,
- ✓ les utilisations de produits et de fertilisants,
- ✓ l'épandage ou le stockage "en bout de champ" du fumier, des boues issues de vidanges ou de traitement d'eaux résiduaires,
- ✓ le parage d'animaux,
- ✓ la forêt sera conservée de manière à garantir la préservation du couvert végétal. Son exploitation pourra être maintenue mais sans modification des pratiques actuelles en proscrivant les coupes définitives (pas de coupe rase).

Sur ces parcelles sont réglementées les activités suivantes :

- ✓ le total des coupes d'exploitation n'excédera pas 1/3 de la superficie du périmètre de protection rapprochée,
- ✓ les coupes d'exploitation par superficie maximale de 1 hectare sont autorisées. Un reboisement sera réalisé dans l'année qui suit la coupe par mise en place de plants (sauf épicéa) afin que la parcelle conserve sa destination initiale,
- ✓ l'exploitation forestière se fera en veillant à ce que cette activité et les produits amenés et utilisés ne soient pas source de nuisances ou de pollution,
- ✓ le pacage, sera strictement limité à la capacité de nourrir des animaux sur le terrain, sans apport extérieur de nourriture,
- ✓ d'une manière générale, on réglementera toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines ou superficielles.



Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau.  
Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Conformément aux articles R. 1321-13,3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

#### **ARTICLE 6.3 : Périmètre de protection éloignée**

Le périmètre de protection éloignée est situé sur la commune du Malzieu-Forain. Ses limites sont reportées sur le plan en annexe.

##### **Remarques :**

- ✓ en ce qui concerne tous les nouveaux puits et forages qui seront réalisés dans ce périmètre, la coupe technique et les caractéristiques de l'ouvrage seront impérativement déposées en mairie ; ils seront aménagés suivant les mêmes règles que celles du périmètre de protection immédiate des captages AEP ;
- ✓ dans ce périmètre, les normes de dilution des éventuels rejets divers en eau libre seront respectées.
- ✓ sur ce périmètre et en règle générale, toute activité nouvelle devra prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet. A titre d'exemple, sont concernées les installations suivantes :
  - l'exploitation et le remblaiement de carrières et/ou gravières,
  - es dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tout produit ou matière susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
  - les dépôts de déchets inertes ou de ruines,
  - la création de plans d'eau,
  - les stockages ou dépôts d'eaux usées industrielles ou domestiques,
  - les canalisations d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques, d'eaux usées de toute nature,
  - l'établissement de cimetières,
  - l'établissement de campings,
  - la construction d'immeubles collectifs ou accueillant du public,
  - la construction de bâtiments à usage industriel, de bâtiments agricoles,
  - la construction de bâtiments d'élevage,
  - le rejet d'assainissements collectifs,
  - l'installation de stations d'épuration,
  - l'installation d'assainissements autonomes d'une capacité supérieure à 30 équivalents-habitants,
  - l'épandage de lisiers, d'eaux usées, de boues industrielles ou domestiques,

#### **ARTICLE 7 : Mise en conformité des installations et activités existantes**

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2

Les activités agricoles de caractère diffus et extensif seront modulées en fonction du résultat des bilans annuels établis par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé. Ceux-ci seront communiqués aux responsables locaux du service de distribution des eaux auprès desquels chaque exploitant agricole pourra s'informer.

Leur mise en conformité avec la réglementation générale en vigueur sera à la charge du propriétaire ou de l'exploitant. Les éventuels travaux supplémentaires spécifiques à la protection du point d'eau seront à la charge de la commune, si la réglementation générale est respectée.

**ARTICLE 8 : Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau,
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

**DISTRIBUTION DE L'EAU**

**ARTICLE 9 : Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Compte tenu du caractère «agressif» de l'eau prélevée, la mise en place d'un traitement de reminéralisation sera nécessaire.

Le captage et le périmètre de protection immédiat sont aménagés conformément au présent arrêté.

**ARTICLE 10 : Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production, et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient la délégation territoriale de l'ARS qui en informe le préfet dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

**ARTICLE 11 : Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12 : Transmission des résultats**

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis à la délégation territoriale de l'ARS qui en informe le préfet.

**ARTICLE 13 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;

- ✓ les agents des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

#### **ARTICLE 14 : Pollution accidentelle**

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avvertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

### **DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

#### **ARTICLE 15 : Situation de l'ouvrage par rapport au code de l'environnement**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement. Le captage de Brassalière relève de la rubrique 1.1.1 instauré par le décret du 29 mars 1993 modifié.

Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions générales du code de l'environnement, notamment son article L. 211-1 et aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

Si le prélèvement est réalisé dans le réseau hydrographique superficiel, le débit réservé au moins égal au dixième du module du cours d'eau, devra être garanti conformément à l'article L. 214-18 du code de l'environnement.

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **ARTICLE 16 : Plan et visite de recollement**

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

#### **ARTICLE 17 : Durée de validité**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

#### **ARTICLE 18 : Notification et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Le présent arrêté est également notifié au maire de la commune du Malzieu-Forain concernée par la procédure d'enquête publique en vue de son affichage en mairie.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis en préfecture.

#### **ARTICLE 19 : Mise à jour des documents d'urbanisme :**

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune du Malzieu-Forain dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

#### **ARTICLE 20 : Recours devant le tribunal administratif**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est, après accomplissement des formalités de publication :

- ✓ de deux mois pour les titres n'intéressant pas les dispositions du code de l'environnement ;
- ✓ de deux mois pour les communes, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement ;
- ✓ de quatre ans pour les tiers, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement.

**ARTICLE 21: Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement**

✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**

Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

✓ **Non respect du code de l'environnement**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 22:**

Le secrétaire générale de la préfecture de la Lozère,

Le maire de la commune du Malzieu-Ville,

La directrice générale de l'agence régionale de santé Languedoc-Roussillon,

Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires du Malzieu-Ville et du Malzieu-Forain et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Jocelyn Snoeck

Commune du MALZIEU FORAIN

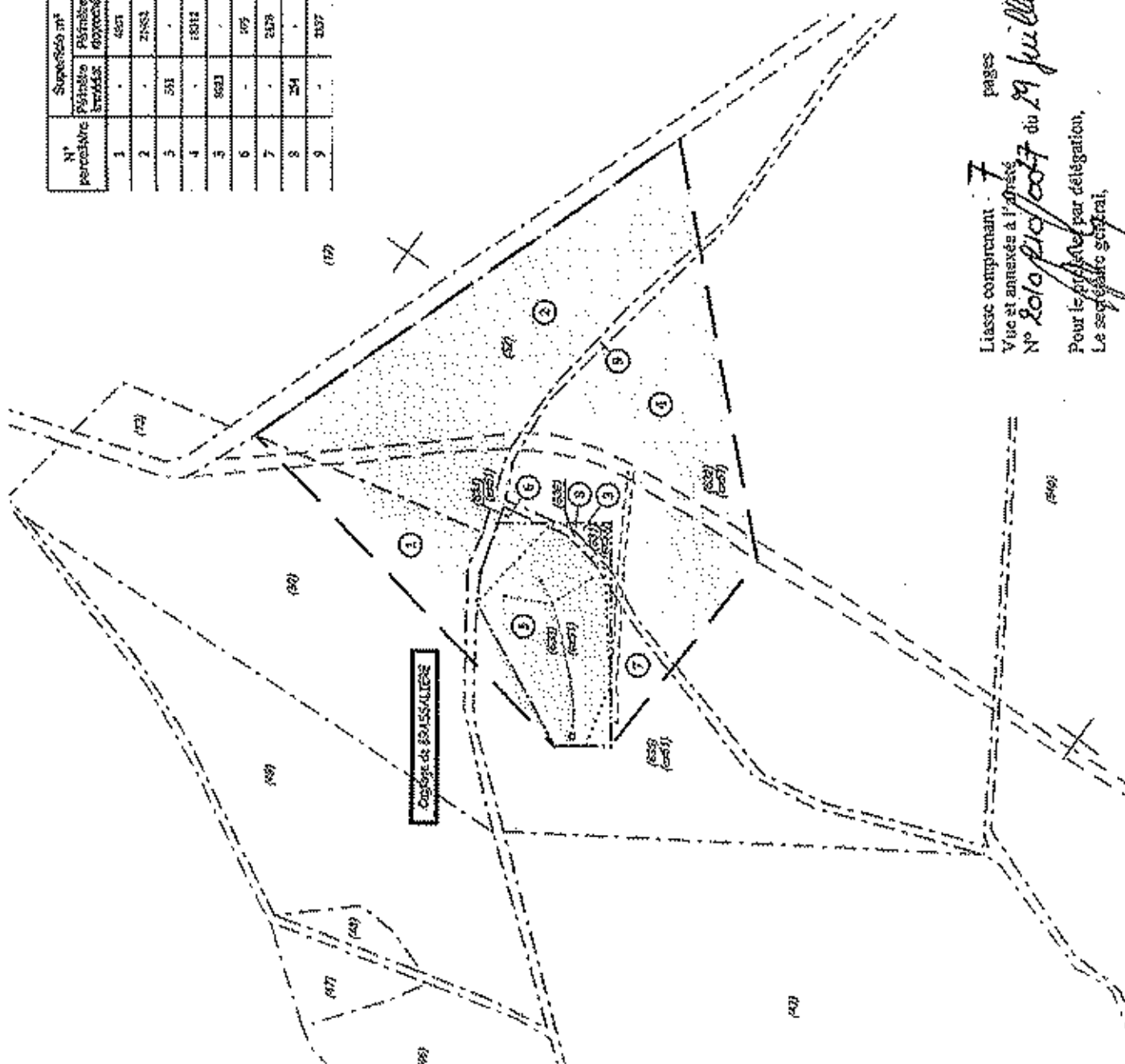
## Cadastre

Section C

# PLAN PARCELLAIRE

Copyright de BRASALIERE

N° percentage	Superficie m²	
	Pasture area	Forage area
1	-	4251
2	-	27883
3	531	-
4	-	13112
5	8631	-
6	-	105
7	-	2178
8	254	-
9	-	337



**Section**

- [illegible]

Echelle: 1/2500

Crossé par le Gémindan-Eperv D.P.L.G. soussigné:  
A MASQUELOIS, en 2008.

Liasses comprenant 7 pages  
Vues et annexes à l'arrêté  
N° 2010/210/2017 du 29 juillet 2010.  
Pour le préfète par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jocelyn SNOECK

**ETAT PARCELLAIRE**  
**DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE - TERRAINS A ACQUERIR PAR LA COMMUNE DUMALZIEU - VILLE**

Situation Ancienne					Situation Nouvelle								
Cadastré			Adresse ou Lieu-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Emprise			Hors Emprise		Origine de la propriété		
Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²				P ou T	Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²	Section		Numéro du cadastre	Surface totale en m²
C	51	25380	La croizette	Purée	- Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie - Boulevard Robert de Flers 48140 LE MALZIEU VILLE N°SIREN 214800898 - Gestion : Office National des Forêts - 5 av de Mirandol 48 000 MENDE	P	C	51	8023	C	51	15357	Propriétaire en vertu d'un acte de transfert de biens immobiliers - rédacteur : ADMA MAIRIE LE MALZIEU FORAIN / LE MALZIEU VILLE - en date du 11 Juin 2008 publié à la conservation des hypothèques de MENDE (48) le 13 Juin 2008 Vol 2008p N°2094.

DEPARTEMENT DE LA LOZERECOMMUNE DU MALZIEU FORAINCaptage de BRASSALIERESETAT PARCELLAIREDU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE - TERRAINS A ACQUERIR PAR LA COMMUNE DU MALZIEU - VILLE

Situation Ancienne					Situation Nouvelle							
Cadaastre			Adresse ou Lieu-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Emprise			Hors Emprise		Origine de la propriété	
Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²				P ou T	Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²	Section		Numéro du cadastre
C	53	92270	Bastard	Futaie	- Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie - Boulevard Robert de Flers 48140 LE MALZIEU VILLE N°SIREN 214800898  - Gestion : Office National des Forêts - 5 av de Mirandol 48 000 MENDE	P	C	53	381	53	91889	Propriétaire en vertu d'un acte de transfert de biens immobiliers - rédacteur Monsieur le Préfet de la Lozère - MENDE (48) - en date du 31 mars 2005 publié à la conservation des hypothèques de MENDE (48) le 12 avril 2005 Vol 2005p N°1564.

DEPARTEMENT DE LA LOZERE

COMMUNE DU MALZIEU FORAIN

Captage de BRASSALIERES

**ETAT PARCELLAIRE**  
**DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE - TERRAINS A ACQUERIR PAR LA COMMUNE DU MALZIEU - VILLE**

Situation Ancienne				Situation Nouvelle					Origine de la propriété			
Cadastré		Adresse ou Lien-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Emprise			Hors Emprise				
Section	Numéro du cadastre				Surface totale en m²	P ou T	Section	Numéro du cadastre		Surface totale en m²	Section	Numéro du cadastre
			Chemin	Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie - Boulevard R de Fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - N° SIREN 214800898	P			254				Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)



DEPARTEMENT DE LA LOZERE

Commune du MALZIEU FORAIN

AEP du MALZIEU VILLE - Captage de Brassalière

ETAT PARCELLAIRE  
DES TERRAINS FAISANT L'OBJET DE SERVITUDES DE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Numéro Parcelle	Section	N° catal	DESIGNATION CADASTRALE			Valeur Administrative De la servitude	Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants	Origine de la propriété :
			Lien-dit	Nature	Parcelle (m²)	Emprise de la servitude (m²)			
1	C	50	La Crouzet	Futaie	29911	4801	néant	Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie - Boulevard Robert de fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - N° SIREN : 214800898 - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol - 48000 MENDE	- Non loué Propriétaire en vertu d'un acte de transfert de biens immobiliers - rédacteur : ADM MAIRIE LE MALZIEU FORAIN / LE MALZIEU VILLE - en date du 11 Juin 2008 publié à la conservation des hypothèques de MENDE (48) le 13 Juin 2008 Vol 2008p N°2094.
2	C	52	La Crouzet	Futaie	26568	21482	néant	- Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie - Boulevard Robert de fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - N° SIREN : 214800898 - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol - 48000 MENDE	- Non loué Propriétaire en vertu d'un acte de transfert de biens immobiliers - rédacteur Monsieur Le Préfet de la Lozère - MENDE (48) - en date du 31 mars 2005 publié à la conservation des hypothèques de MENDE (48) le 12 avril 2005 Vol 2005p N°1564.

DEPARTEMENT DE LA LOZERE

Commune du MALZIEU FORAIN

AEP du MALZIEU VILLE - Captage de Brassalière

ETAT PARCELLAIRE

DES TERRAINS FAISANT L'OBJET DE SERVITUDES DE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

N° Plan Parcelle	Section	N° catastral	Lien-dit Nature	SUPERFICIE		Valeur Administrative De la servitude	Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants	Origine de la propriété
				Parcelle (m²)	Emprise de la servitude (m²)				
3	C	53	Bastard	92270	18312	néant	- Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie - Boulevard Robert de fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - N° SIREN : 214808898  - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol - 48000 MENDE	- Non loué	Propriétaire en vertu d'un acte de transfert de biens immobiliers - réacteur Monsieur Le Préfet de la Lozère - MENDE (48) - en date du 31 mars 2005 publié à la conservation des hypothèques de MENDE (48) le 12 avril 2005 Vol 2005p N°1564.
4	C	51	La Crouzette	23380	2537	néant	- Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie - Boulevard Robert de fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - N° SIREN : 214808898  - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol - 48000 MENDE	- Non loué	Propriétaire en vertu d'un acte de transfert de biens immobiliers - réacteur : ADM MAIRIE LE MALZIEU FORAIN / LE MALZIEU VILLE - en date du 11 Juin 2008 publié à la conservation des hypothèques de MENDE (48) le 13 Juin 2008 Vol 2008p N°2094.

DEPARTEMENT DE LA LOZERE

Commune du MALZIEU FORAIN

AEP du MALZIEU VILLE - Captage de Brassalière

ETAT PARCELLAIRE  
DES TERRAINS FAISANT L'OBJET DE SERVITUDES DE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Numéro Plan Parcellaire	DESIGNATION CADASTRALE			SUPERFICIE		Valeur Administrative De la servitude	Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants	Origine de la propriété
	Section	N° catastral	Lieu-dit	Nature	Parcelle (m²)	Emprise de la servitude (m²)			
5	C	Domaine Public		Chemin		2137	- Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie - Boulevard Robert de Ners - 48140 Le MALZIEU VILLE- N° SIREN : 214508398  - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol - 48000 MENDE	- Non loué	- Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA LOZERE

Arrêté n° 2010.210.0028 du 29 juillet 2010  
portant déclaration d'utilité publique :  
des travaux de renforcement des ressources en eau potable;  
de la dérivation des eaux souterraines;  
de l'installation des périmètres de protection.  
portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.  
valant récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement.

Le Malzieu-Ville  
Captage de Fabre Amont

Le préfet,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14 ;
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105 ;
- VU les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues par les articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement modifié ;
- VU le code forestier et notamment les articles R. 412-19 à 27 ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;
- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune du Malzieu-Ville en date du 30 octobre 2008 demandant ;

✓ de déclarer d'utilité publique

- la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
- la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.

✓ de l'autoriser à :

- délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;
- mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature loi sur l'eau (dans le cas d'une déclaration ou d'une autorisation au titre du décret n° 93-742 du 29 mars 1993).

et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

Adresse postale : PREFECTURE DE LA LOZERE - 2 rue de la Rovère - 48005 MENDE cedex

Téléphone : 04.66.49.60.00 - Télécopie : 04.66.49.17.23

Site internet : [www.lozere.pref.gouv.fr](http://www.lozere.pref.gouv.fr)

- VU le dossier soumis à l'enquête publique ;  
 VU le rapport de M. Bérard, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 21 décembre 2006 ;  
 VU l'arrêté préfectoral n° 2009-355-013 du 21 décembre 2009 commune Malzieu-Ville – Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable – enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate et des ouvrages annexes – enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et des ouvrages annexes – enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection, et au titre du code de l'environnement ;  
 VU les avis des services techniques consultés ;  
 VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 30 mars 2010 ;  
 VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010 ;

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

#### DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

##### ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique :

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune du Malzieu-Ville personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDE) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Fabre Amont sis sur la commune du Malzieu-Forain.
- ✓ la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage Fabre Amont.

##### ARTICLE 2 : Débit capté autorisé

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter pour l'alimentation en eau potable est de 27 m<sup>3</sup>/h et de 650 m<sup>3</sup>/j. Ce prélèvement relève de la rubrique 1.1.1. du décret 93.743 du 29 mars 1993 modifié.

Un système de comptage adapté doit être installé permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et ses textes d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

##### ARTICLE 3 : Caractéristiques et aménagements du captage

Le captage Fabre Amont est adossé à la montagne de Sorrel dans la partie haute de la Margeride, en territoire granitique, sur la parcelle numéro 618 section C du cadastre de la commune du Malzieu-Forain. Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont 684,486 km ; Y = 1 989,292 km ; Z = 1 350 m/NGF.

Sa profondeur est de 2,75 m.

L'ouvrage créé à la fin des années 70, comprend trois bacs (le bac d'arrivée et de décantation, le bac de prise et le pied sec) et est fermé par un capot fonte avec cheminée d'aération. L'accès se fait au moyen d'échelons de descente dans le pied sec qui comporte un orifice de vidange sans protection. Le bac d'arrivée et le bac de prise sont munis de bondes de surverse amovibles qui permettent l'évacuation du trop plein et la vidange. Ces deux bacs sont séparés par un muret comportant une entaille de forme

triangulaire qui pourrait être équipé d'un déversoir de mesure. La conduite de départ est munie d'une crépine et d'une vanne. L'ouvrage comprend trois arrivées, situées à environ 1,50 m de profondeur par rapport au terrain naturel. Deux sont d'entre elles sont en amiant-ciment. Les drains sont constitués de tuyau en amiant-ciment entaillés de fentes. L'exutoire du trop plein se situe dans une pâture et ne bénéficie d'aucune protection.

#### **ARTICLE 4 : Protection sanitaire des ouvrages de captage**

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ reprise de la maçonnerie intérieure, par la réalisation d'un enduit approprié,
- ✓ remplacer à court ou moyen terme les conduites en amiant-ciment,
- ✓ remplacer la crépine oxydée et les échelons d'accès rouillés,
- ✓ mettre en place à l'extrémité aval des trop pleins, pied sec et vidanges du captage un clapet anti-intrusion, ou un grillage fin,
- ✓ la surface des PPI sera maintenue propre, régulièrement débroussaillée, ou fauchée, dessouchée et nivelée, sans aire où les eaux de surface puissent stagner,
- ✓ les eaux superficielles devront être dérivées latéralement,
- ✓ aménagement du chemin d'accès aux captages,
- ✓ mettre en place une clôture et un portail d'accès fermant à clé,
- ✓ la végétation sera dégagée sur 1 m autour de la clôture pour éviter sa dégradation précoce.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 : Droits des tiers**

Conformément à l'engagement pris par la PRPDE en date du 30 octobre 2008, celle-ci doit indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

#### **ARTICLE 6 : Périmètres de protection du captage**

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

##### **ARTICLE 6.1 : Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate situé sur la parcelle 618 section C de la commune du Malzieu-Forain est et doit demeurer propriété de la commune du Malzieu-Ville, conformément à la réglementation en vigueur.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable en ronces artificielles. Les trois premiers rangs de ronces seront espacés de 10 cm et les cinq suivants de 30 cm pour une hauteur totale de 180 cm. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.

Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (fuite d'hydrocarbure, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

Des fossés de clôture sont à mettre en place en amont du captage. Ces fossés doivent être entretenus pour favoriser le libre écoulement des eaux.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Tous les arbres existant dans ce périmètre et risquant de nuire aux dispositifs de captage devront être abattus.

#### **ARTICLE 6.2 : Périmètre de protection rapprochée**

D'une superficie d'environ 60 600 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune du Malzieu-Forain.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ l'ouverture et l'extension des carrières,
- ✓ la réalisation de fouilles, de drains, de fossés profonds de plus de 1 m,
- ✓ toutes constructions,
- ✓ la production et le transit d'eaux usées,
- ✓ les utilisations de produits et de fertilisants,
- ✓ l'épandage ou le stockage "en bout de champ" du fumier, des boues issues de vidanges ou de traitement d'eaux résiduaires,
- ✓ le parcage d'animaux,
- ✓ la forêt sera conservée de manière à garantir la préservation du couvert végétal. Son exploitation pourra être maintenue mais sans modification des pratiques actuelles en proscrivant les coupes définitives (pas de coupe rase).

Sur ces parcelles sont réglementées les activités suivantes :

- ✓ le total des coupes d'exploitation n'excédera pas 1/3 de la superficie du périmètre de protection rapprochée,
- ✓ les coupes d'exploitation par superficie maximale de 1 hectare sont autorisées. Un reboisement sera réalisé dans l'année qui suit la coupe par mise en place de plants (sauf épicéa) afin que la parcelle conserve sa destination initiale,
- ✓ l'exploitation forestière se fera en veillant à ce que cette activité et les produits amenés et utilisés ne soient pas source de nuisances ou de pollution,
- ✓ le pacage, sera strictement limité à la capacité de nourrir des animaux sur le terrain, sans apport extérieur de nourriture,
- ✓ d'une manière générale, on réglementera toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines ou superficielles.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau.

Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

#### **ARTICLE 6.3 : Périmètre de protection éloignée**

Le périmètre de protection éloignée est situé sur la commune du Malzieu-Forain. Ses limites sont reportées sur le plan en annexe.



**Remarques :**

- ✓ en ce qui concerne tous les nouveaux puits et forages qui seront réalisés dans ce périmètre, la coupe technique et les caractéristiques de l'ouvrage seront impérativement déposées en mairie ; ils seront aménagés suivant les mêmes règles que celles du périmètre de protection immédiate des captages AEP ;
- ✓ dans ce périmètre, les normes de dilution des éventuels rejets divers en eau libre seront respectées.
- ✓ sur ce périmètre et en règle générale, toute activité nouvelle devra prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet. A titre d'exemple, sont concernées les installations suivantes :
  - l'exploitation et le remblaiement de carrières et/ou gravières,
  - les dépôts d'ordures ménagères, débris, déchets industriels et tout produit ou matière susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
  - les dépôts de déchets inertes ou de ruines,
  - la création de plans d'eau,
  - les stockages ou dépôts d'eaux usées industrielles ou domestiques,
  - les canalisations d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques, d'eaux usées de toute nature,
  - l'établissement de cimetières,
  - l'établissement de campings,
  - la construction d'immeubles collectifs ou accueillant du public,
  - la construction de bâtiments à usage industriel, de bâtiments agricoles,
  - la construction de bâtiments d'élevage,
  - le rejet d'assainissements collectifs,
  - l'installation de stations d'épuration,
  - l'installation d'assainissements autonomes d'une capacité supérieure à 30 équivalents-habitants,
  - l'épandage de lisiers, d'eaux usées, de boues industrielles ou domestiques,

**ARTICLE 7 : Mise en conformité des installations et activités existantes**

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2

Les activités agricoles de caractère diffus et extensif seront modulées en fonction du résultat des bilans annuels établis par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé. Ceux-ci seront communiqués aux responsables locaux du service de distribution des eaux auprès desquels chaque exploitant agricole pourra s'informer.

Leur mise en conformité avec la réglementation générale en vigueur sera à la charge du propriétaire ou de l'exploitant. Les éventuels travaux supplémentaires spécifiques à la protection du point d'eau seront à la charge de la commune, si la réglementation générale est respectée.

**ARTICLE 8 : Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

## **DISTRIBUTION DE L'EAU**

### **ARTICLE 9 : Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Compte tenu du caractère «agressif» de l'eau prélevée, la mise en place d'un traitement de reminéralisation sera nécessaire.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

### **ARTICLE 10 : Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production, et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient la délégation territoriale de l'ARS qui en informe le préfet dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

### **ARTICLE 11 : Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 12 : Transmission des résultats**

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis à la délégation territoriale de l'ARS qui en informe le préfet.

### **ARTICLE 13 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

### **ARTICLE 14 : Pollution accidentelle**

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

## **DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

### **ARTICLE 15 : Situation de l'ouvrage par rapport au code de l'environnement**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement. Le captage de Fabre Amont relève de la rubrique 1.1.1 instauré par le décret du 29 mars 1993 modifié.

Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions générales du code de l'environnement, notamment son article L. 211-1 et aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

Si le prélèvement est réalisé dans le réseau hydrographique superficiel, le débit réservé au moins égal au dixième du module du cours d'eau, devra être garanti conformément à l'article L. 214-18 du code de l'environnement.

## **DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 16 : Plan et visite de recollement**

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

### **ARTICLE 17 : Durée de validité**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

### **ARTICLE 18 : Notification et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est inscrite en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Le présent arrêté est également notifié au maire de la commune du Malzieu-Forain concernée par la procédure d'enquête publique en vue de son affichage en mairie.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis en préfecture.

### **ARTICLE 19: Mise à jour des documents d'urbanisme :**

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune du Malzieu-Forain dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

### **ARTICLE 20 : Recours devant le tribunal administratif**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est, après accomplissement des formalités de publication :

- ✓ de deux mois pour les titres n'intéressant pas les dispositions du code de l'environnement ;
- ✓ de deux mois pour les communes, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement ;
- ✓ de quatre ans pour les tiers, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement.

### **ARTICLE 21: Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement**

- ✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**  
Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.
- ✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**

Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

✓ **Non respect du code de l'environnement**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 22:**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,

Le maire de la commune du Malzieu-Ville,

La directrice générale de l'agence régionale de santé Languedoc-Roussillon,

Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires du Malzieu-Ville et du Malzieu-Forain et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Jocelyn Suocck

**PLAN PARCELLAIRE**

Captage de FAÛSE AMONT

N° parcellaire	Superficie m² Période intermédiaire	Période prolongée
1	-	1440
2	-	3223
3	1250	-
4	-	1400

**LEGENDE**

	Période de Periode Intermediaire (PPI)
	Période de Periode Prolongée (PPR)
	Application cadastre aux restrictions
	Culture en friche
	Superficie à prendre en compte (SGH) (Superficie Approximative)
	Actes anciens
	Rechts
	Envoi G. S.

Echelle: 1/2500

Donné par le Géomètre-Expert D. P. G. sousigné  
A. MARVEUX, 2008

Liasse comprenant 3 pages  
Vue et annexée à l'arrêté  
N° 2010.210.0028 du 29 juillet 2010  
Pour le préfet par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jocelyn SNOEX

DEPARTEMENT DE LA LOZERECOMMUNE DU MALZIEU FORAINCaptage de FABRE AMONTETAT PARCELLAIRE

DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE - TERRAINS A ACQUERIR PAR LA COMMUNE DU MALZIEU - VILLE

Situation Ancienne						Situation Nouvelle							
Cadaastre			Adresse ou Lieu-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Emprise			Hors Emprise			Origine de la propriété	
Section	Numéro du cadaastre	Surface totale en m²				P ou T	Section	Numéro du cadaastre	Surface totale en m²	Section	Numéro du cadaastre		Surface totale en m²
C	54	1673090	La montagne de Bastard	Futaie	- Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie - Boulevard Robert de Fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE N° SIREN : 214800898  - Gestion : Office National des Forêts - 5 av de Mirandol - 48 000 MENDE	P	C	54	1350	C	54	1671740	Propriétaire en vertu d'un acte de transfert de biens immobiliers - rédacteur Monsieur Le Préfet de la Lozère - MENDE (48) - en date du 31 mars 2005 publié à la conservation des hypothèques de MENDE (48) le 12 avril 2005 Vol 2005p N°1564.

DEPARTEMENT DE LA LOZERECommune du MALZIEU FORAINAEP du MALZIEU VILLE - Captage de Fabre Amont

ETAT PARCELLAIRE  
DES TERRAINS FAISANT L'OBJET DE SERVITUDES DE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

N° Plan Parcelaire	DESIGNATION CADASTRALE				SUPERFICIE	Valeur Administrative De la servitude	Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants	Origine de la propriété
	Section	N° cadastre	Lien-dit	Nature					
1	C	56	Sogne de Bepignole	L	128047	4863	néant	- Habitants de COUFFOURS BAS - Mairie du Malzieu - Forain - Boulevard Robert de fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE	- Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)
2	C	54	La montagne de Bastard	Purale	1673090	45782	néant	- Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie - Boulevard Robert de fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - N° SIREN : 214800898 - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol - 48000 MENDE	- Propriétaire en vertu d'un acte de transfert de biens immobiliers - rédacteur Monsieur Le Préfet de la Lozère - MENDE (48) - en date du 31 mars 2005 publié à la conservation des hypothèques de MENDE (48) le 12 avril 2005 Vol 2005p N°1564.





PREFET DE LA LOZERE

Arrêté n° 2010.210 0029 du 29 juillet 2010  
portant déclaration d'utilité publique :  
des travaux de renforcement des ressources en eau potable;  
de la dérivation des eaux souterraines;  
de l'installation des périmètres de protection.  
portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine,  
valant récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement.

Le Malzieu-Ville  
Captage de Fabre Milieu

Le préfet,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales ;  
VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14 ;  
VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105 ;  
VU les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues par les articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement modifié ;  
VU le code forestier et notamment les articles R. 412-19 à 27 ;  
VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;  
VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;  
VU la délibération du conseil municipal de la commune du Malzieu-Ville en date du 30 octobre 2008 demandant :
- ✓ de déclarer d'utilité publique
    - la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
    - la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.
  - ✓ de l'autoriser à :
    - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;
    - mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature loi sur l'eau (dans le cas d'une déclaration ou d'une autorisation au titre du décret n° 93.742 du 29 mars 1993).
- et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

- VU le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU le rapport de M. Bérard, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 21 décembre 2006 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2009-355-013 du 21 décembre 2009 commune Malzieu-Ville – Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable – enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate et des ouvrages annexes – enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et des ouvrages annexes – enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection, et au titre du code de l'environnement ;
- VU les avis des services techniques consultés ;
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 30 mars 2010 ;
- VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010 ;

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRETE

### DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

#### **ARTICLE 1 :** Déclaration d'utilité publique :

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune du Malzieu-Ville personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDE) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Fabre milieu sis sur la commune du Malzieu-Forain.
- ✓ la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage Fabre Milieu.

#### **ARTICLE 2 :** Débit capté autorisé

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter pour l'alimentation en eau potable est de 7 m<sup>3</sup>/h et de 170 m<sup>3</sup>/j. Ce prélèvement relève de la rubrique 1.1.1. du décret 93.743 du 29 mars 1993 modifié.

Un système de comptage adapté doit être installé permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et ses textes d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

#### **ARTICLE 3 :** Caractéristiques et aménagements du captage

Le captage Fabre Milieu est adossé à la montagne de Sorrel dans la partie haute de la Margeride, en territoire granitique, sur la parcelle numéro 616 section C de la commune du Malzieu-Forain.

Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont X = 684,402 km ; Y = 1 989,211 km ; Z = 1 340 m/NGF.

Sa profondeur est de 2,75 m.

L'ouvrage créé à la fin des années 70 comprend trois bacs (le bac d'arrivée et de décantation, le bac de prise et le pied sec) et est fermé par un capot fonte avec cheminée d'aération. L'accès se fait au moyen d'échelons de descente dans le pied sec qui comporte un orifice de vidange sans protection. Le bac d'arrivée et le bac de prise sont munis de bondes de surverse amovibles qui permettent l'évacuation du trop plein et la vidange. Ces deux bacs sont séparés par un muret comportant une entaille de forme triangulaire qui pourrait être équipé d'un déversoir de mesure. La conduite de départ est munie d'une crépine et d'une vanne. L'ouvrage comprend deux arrivées, situées à environ 1,50 m de profondeur par

rapport au terrain naturel. L'exutoire du trop plein se situe dans une pâture et ne bénéficie d'aucune protection.

**ARTICLE 4 : Protection sanitaire des ouvrages de captage**

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ reprise de la maçonnerie intérieure, par la réalisation d'un enduit approprié,
- ✓ remplacer la crépine oxydée et les échelons d'accès rouillés,
- ✓ mettre en place à l'extrémité aval des trop pleins, pied sec et vidanges du captage un clapet anti-intrusion, ou un grillage fin,
- ✓ la surface des PPI sera maintenue propre, régulièrement débroussaillée, ou fauchée, dessouchée et nivelée, sans aire où les eaux de surface puissent stagner,
- ✓ les eaux superficielles devront être dérivées latéralement,
- ✓ aménagement du chemin d'accès aux captages,
- ✓ mettre en place une clôture pourvue d'un portail d'accès fermant à clé,
- ✓ la végétation sera dégagée sur 1 m autour de la clôture pour éviter sa dégradation précoce.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 5 : Droits des tiers**

Conformément à l'engagement pris par la PRPDE en date du 30 octobre 2008, celle-ci doit indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

**ARTICLE 6 : Périmètres de protection du captage**

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

**ARTICLE 6.1 : Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate situé sur la parcelle 616 section C de la commune du Malzieu-Forain est et doit demeurer propriété de la commune du Malzieu-Ville, conformément à la réglementation en vigueur.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable en ronces artificielles. Les trois premiers rangs de ronces seront espacés de 10 cm et les cinq suivants de 30 cm pour une hauteur totale de 180 cm. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.

Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (suite d'hydrocarbure, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

Des fossés de clôture sont à mettre en place en amont du captage. Ces fossés doivent être entretenus pour favoriser le libre écoulement des eaux.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Tous les arbres existant dans ce périmètre et risquant de nuire aux dispositifs de captage devront être abattus.

#### **ARTICLE 6.2 : Périmètre de protection rapprochée**

D'une superficie d'environ 60 600 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune du Malzieu-Forain.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ l'ouverture et l'extension des carrières,
- ✓ la réalisation de fouilles, de drains, de fossés profonds de plus de 1 m,
- ✓ toutes constructions,
- ✓ la production et le transit d'eaux usées,
- ✓ les utilisations de produits et de fertilisants,
- ✓ l'épandage ou le stockage "en bout de champ" du fumier, des boues issues de vidanges ou de traitement d'eaux résiduaires,
- ✓ le parcage d'animaux,
- ✓ la forêt sera conservée de manière à garantir la préservation du couvert végétal. Son exploitation pourra être maintenue mais sans modification des pratiques actuelles en proscrivant les coupes définitives (pas de coupe rase).

Sur ces parcelles sont réglementées les activités suivantes :

- ✓ le total des coupes d'exploitation n'excédera pas 1/3 de la superficie du périmètre de protection rapprochée,
- ✓ les coupes d'exploitation par superficie maximale de 1 hectare sont autorisées. Un reboisement sera réalisé dans l'année qui suit la coupe par mise en place de plants (sauf épicéa) afin que la parcelle conserve sa destination initiale,
- ✓ l'exploitation forestière se fera en veillant à ce que cette activité et les produits amenés et utilisés ne soient pas source de nuisances ou de pollution,
- ✓ le pacage, sera strictement limité à la capacité de nourrir des animaux sur le terrain, sans apport extérieur de nourriture,
- ✓ d'une manière générale, on réglementera toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines ou superficielles.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau.

Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

#### **ARTICLE 6.3 : Périmètre de protection éloignée**

Le périmètre de protection éloignée est situé sur la commune du Malzieu-Forain. Ses limites sont reportées sur le plan en annexe.

*Remarques :*

- ✓ en ce qui concerne tous les nouveaux puits et forages qui seront réalisés dans ce périmètre, la coupe technique et les caractéristiques de l'ouvrage seront impérativement déposées en mairie ;

ils seront aménagés suivant les mêmes règles que celles du périmètre de protection immédiate des captages AEP ;

- ✓ dans ce périmètre, les normes de dilution des éventuels rejets divers en eau libre seront respectées.
- ✓ sur ce périmètre et en règle générale, toute activité nouvelle devra prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet. A titre d'exemple, sont concernées les installations suivantes :
  - l'exploitation et le remblaiement de carrières et/ou gravières,
  - les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tout produit ou matière susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
  - les dépôts de déchets inertes ou de ruines,
  - la création de plans d'eau,
  - les stockages ou dépôts d'eaux usées industrielles ou domestiques,
  - les canalisations d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques, d'eaux usées de toute nature,
  - l'établissement de cimetières,
  - l'établissement de campings,
  - la construction d'immeubles collectifs ou accueillant du public,
  - la construction de bâtiments à usage industriel, de bâtiments agricoles,
  - la construction de bâtiments d'élevage,
  - le rejet d'assainissements collectifs,
  - l'installation de stations d'épuration,
  - l'installation d'assainissements autonomes d'une capacité supérieure à 30 équivalents-habitants,
  - l'épandage de lisiers, d'eaux usées, de boues industrielles ou domestiques,

#### **ARTICLE 7 : Mise en conformité des installations et activités existantes**

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2

Les activités agricoles de caractère diffus et extensif seront modulées en fonction du résultat des bilans annuels établis par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé. Ceux-ci seront communiqués aux responsables locaux du service de distribution des eaux auprès desquels chaque exploitant agricole pourra s'informer.

Leur mise en conformité avec la réglementation générale en vigueur sera à la charge du propriétaire ou de l'exploitant. Les éventuels travaux supplémentaires spécifiques à la protection du point d'eau seront à la charge de la commune, si la réglementation générale est respectée.

#### **ARTICLE 8 : Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

## **DISTRIBUTION DE L'EAU**

### **ARTICLE 9 : Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Compte tenu du caractère «agressif» de l'eau prélevée, la mise en place d'un traitement de reminéralisation sera nécessaire.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

### **ARTICLE 10 : Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production, et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient la délégation territoriale de l'ARS qui en informe le préfet dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

### **ARTICLE 11 : Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 12 : Transmission des résultats**

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis à la délégation territoriale de l'ARS qui en informe le préfet.

### **ARTICLE 13 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

### **ARTICLE 14 : Pollution accidentelle**

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avvertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

## **DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

### **ARTICLE 15 : Situation de l'ouvrage par rapport au code de l'environnement**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement. Le captage de Fabre Milieu relève de la rubrique 1.1.1 instauré par le décret du 29 mars 1993 modifié.

Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions générales du code de l'environnement, notamment son article L. 211-1 et aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

Si le prélèvement est réalisé dans le réseau hydrographique superficiel, le débit réservé au moins égal au dixième du module du cours d'eau, devra être garanti conformément à l'article L. 214-18 du code de l'environnement.

## **DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 16 : Plan et visite de recollement**

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

### **ARTICLE 17 : Durée de validité**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

### **ARTICLE 18 : Notification et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Le présent arrêté est également notifié au maire de la commune du Malzieu-Forain concernée par la procédure d'enquête publique en vue de son affichage en mairie.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis en préfecture.

### **ARTICLE 19: Mise à jour des documents d'urbanisme :**

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune du Malzieu-Forain dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

### **ARTICLE 20 : Recours devant le tribunal administratif**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est, après accomplissement des formalités de publication :

- ✓ de deux mois pour les titres n'intéressant pas les dispositions du code de l'environnement ;
- ✓ de deux mois pour les communes, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement ;
- ✓ de quatre ans pour les tiers, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement.

### **ARTICLE 21: Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement**

- ✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**  
Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.
- ✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**

Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

✓ **Non respect du code de l'environnement**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 22:**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,

Le maire de la commune du Malzieu-Ville,

La directrice générale de l'Agence régionale de santé Languedoc-Roussillon,

Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires du Malzieu-Ville et du Malzieu-Forain et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Jocelyn Snaeck



Section C

# PLAN PARCELLAIRE

Captage de FÈBRE MÏLEU

N° parcelaria	Superficie terrestre comunal	Superficie propia
1	1845	-
2	-	1223
3	-	1350
4	-	4572

**संक्षेप**

[illegible]

5  
The City

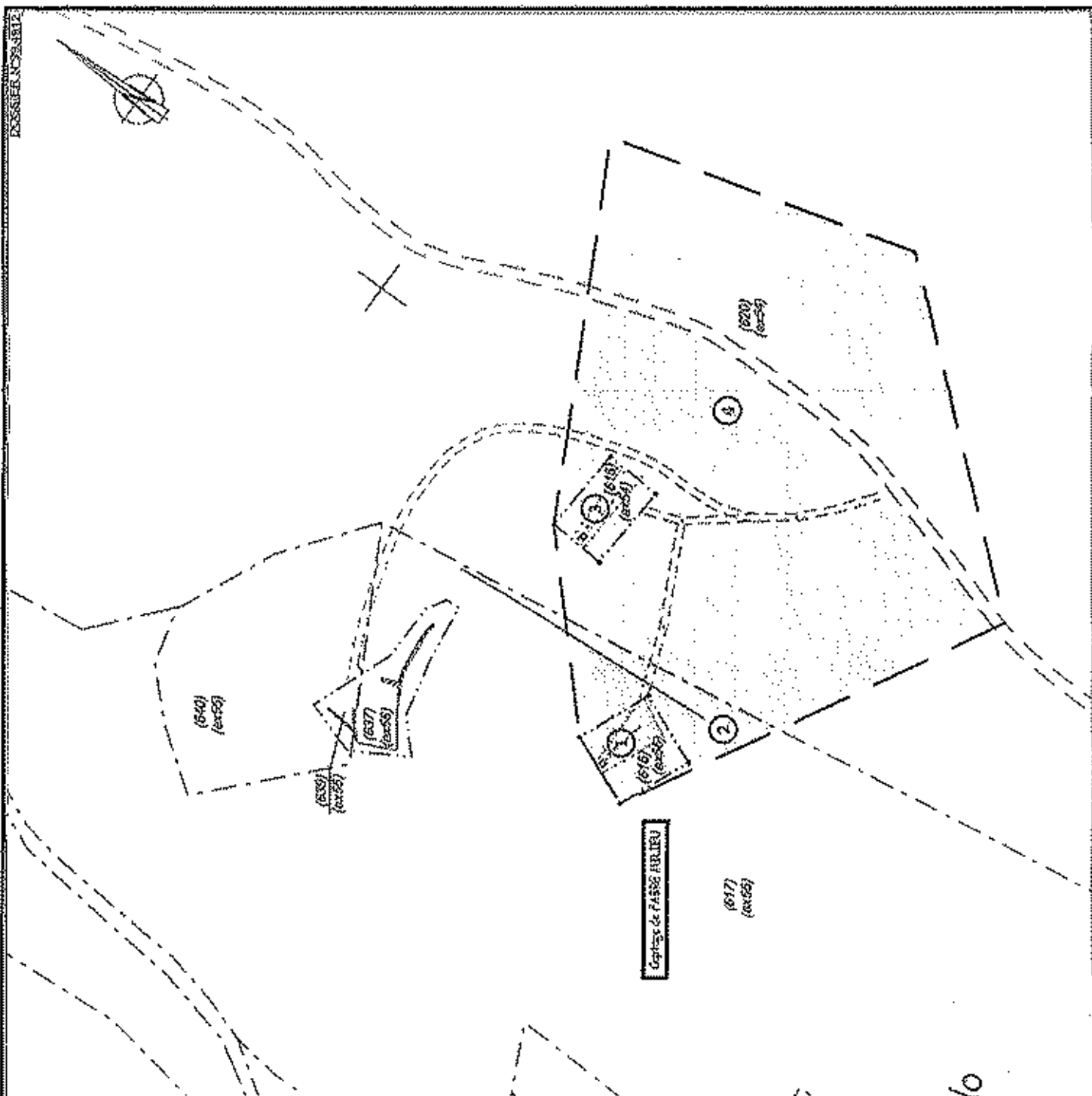
Echelle: 1/2500

Ordné par le Géomètre-Expert D.P.L.G. sous signature:  
A MARVEJOLS, en 2008.

Liasses comprenant 3 pages  
Vue et annexée à l'arrêté  
N° 2010-210-0029 du 29 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

~~RECEIVED SNOECK~~



**ETAT PARCELLAIRE**  
**DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE - TERRAINS A ACQUERIR PAR LA COMMUNE DU MALZIEU - VILLE**

Situation Ancienne					Situation Nouvelle								
Cadastré			Adresse ou Lieu-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Emprise			Hors Emprise			Origine de la propriété	
Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²				P ou T	Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²	Section	Numéro du cadastre		Surface totale en m²
C	56	128047	Sogne de bepignole	Lande	- Habitants du hameau de Couffours Bas - Mairie du Malzien Forain - Boulevard Robert de Fiers - 48140 LE MALZIEU VILLE	P	C	56	1640	C	56	126407	Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1955)

DEPARTEMENT DE LA LOZERECommune du MALZIEU FORAINAEP du MALZIEU VILLE - Captage de Fabre Milieu

**ETAT PARCELLAIRE**  
**DES TERRAINS FAISANT L'OBJET DE SERVITUDES DE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE**

Numéro Plan Parcellaire	DESIGNATION CADASTRALE				Valeur Administrative De la servitude	Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants	Origine de la propriété
	Section	N° cadastre	Lien-dit	Nature	Parcelle (m²)	Emprise de la servitude (m²)		
1	C	56	Sogne de Bepignole	L	128047	3223	néant	- Habitants de COUFFOURS BAS - Mairie du Malzieu Forain - Boulevard Robert de flers - 48140 Le MALZIEU VILLE  - Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)
2	C	54	La montagne de Bastard	Futaie	1673090	48132	néant	Propriétaire en vertu d'un acte de transfert de biens immobiliers - rédacteur Monsieur Le Préfet de la Lozère - MENDE (48) - en date du 31 mars 2005 public à la conservation des hypothèques de MENDE (48) le 12 avril 2005 Vol 2005 n° 1564.  - Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie - Boulevard Robert de flers - 48140 Le MALZIEU VILLE - N° SIREN : 214808898  - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol - 48000 MENDE  - Non loué



PREFET DE LA LOZERE

Arrêté n° 2010.210.0030 du 29 juillet 2010  
portant déclaration d'utilité publique :  
des travaux de renforcement des ressources en eau potable;  
de la dérivation des eaux souterraines;  
de l'installation des périmètres de protection.  
portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.  
valant récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement.

Le Malzieu-Ville  
Captage de Fabre Aval

Le préfet,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales ;  
VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14 ;  
VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105 ;  
VU les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues par les articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement modifié ;  
VU le code forestier et notamment les articles R. 412-19 à 27 ;  
VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;  
VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;  
VU la délibération du conseil municipal de la commune du Malzieu-Ville en date du 30 octobre 2008 demandant :  
    ✓ de déclarer d'utilité publique  
        • la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;  
        • la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.  
    ✓ de l'autoriser à :  
        • délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;  
        • mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature loi sur l'eau (dans le cas d'une déclaration ou d'une autorisation au titre du décret n° 93.742 du 29 mars 1993).  
et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,  
VU le dossier soumis à l'enquête publique ;

- VU le rapport de M. Bérard, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 28 janvier 2008 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2009-355-013 du 21 décembre 2009 commune Malzieu-Ville – Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable – enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate et des ouvrages annexes – enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et des ouvrages annexes – enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection, et au titre du code de l'environnement ;
- VU les avis des services techniques consultés ;
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 30 mars 2010 ;
- VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010 ;

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

#### DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

##### **ARTICLE 1 :** Déclaration d'utilité publique :

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune du Malzieu-Ville personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDE) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Fabre aval sis sur la commune du Malzieu-Forain.
- ✓ la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage Fabre aval.

##### **ARTICLE 2 :** Débit capté autorisé

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter pour l'alimentation en eau potable est de 7 m<sup>3</sup>/h et de 170 m<sup>3</sup>/j. Ce prélèvement relève de la rubrique 1.1.1. du décret 93.743 du 29 mars 1993 modifié.

Un système de comptage adapté doit être installé permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et ses textes d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

##### **ARTICLE 3 :** Caractéristiques et aménagements du captage

Le captage Fabre aval est adossé à la montagne de Sorrel dans la partie haute de la Margeride, en territoire granitique, sur les parcelles 637 et 639 section C du cadastre du Malzieu-Forain.

Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont X = 684,343 km ; Y = 1 989,297 km ; Z = 1 332 m/NGF.

Sa profondeur est de 2,50 m.

L'ouvrage créé en 2007, comprend trois bacs (le bac d'arrivée et de décantation, le bac de prise et le pied sec) et est fermé par un capot fonte avec cheminée d'aération. L'accès se fait au moyen d'une échelle aluminium, le pied sec comporte un siphon, de sol PVC avec grille.

Le bac d'arrivée et le bac de prise sont munis de bondes de surverse amovibles qui permettent l'évacuation du trop plein et la vidange. Ces deux bacs, séparé par un muret ont été revêtus d'un enduit de type résine époxy adapté au caractère agressif de l'eau. La conduite de départ est munie d'une crépine PVC et d'une vanne type papillon. L'ouvrage comprend deux conduites arrivées l'une en provenance du

drain nord, l'autre du drain est. L'exutoire du trop plein du captage se situe 85 m en aval dans le bois, il est équipé d'une tête de bus en béton et d'un clapet de nez métallique.

**ARTICLE 4 : Protection sanitaire des ouvrages de captage**

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ les eaux superficielles devront être dérivées latéralement,
- ✓ installation d'une clôture pourvue d'un portail d'accès fermant à clé,
- ✓ la végétation sera dégagée sur 1 m autour de la clôture pour éviter sa dégradation précoce.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 5 : Droits des tiers**

Conformément à l'engagement pris par la PRPDE en date du 30 octobre 2008, celle-ci doit indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

**ARTICLE 6 : Périmètres de protection du captage**

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

**ARTICLE 6.1 : Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate situé sur les parcelles 637 et 639 section C de la commune du Malzieu-Forain est et doit demeurer propriété de la commune du Malzieu-Ville, conformément à la réglementation en vigueur.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable en ronces artificielles. Les trois premiers rangs de ronces seront espacés de 10 cm et les cinq suivants de 30 cm pour une hauteur totale de 180 cm. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.

Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (fuite d'hydrocarbure, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

Des fossés de clôture sont à mettre en place en amont du captage. Ces fossés doivent être entretenus pour favoriser le libre écoulement des eaux.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Tous les arbres existant dans ce périmètre et risquant de nuire aux dispositifs de captage devront être abattus.

#### **ARTICLE 6.2 : Périmètre de protection rapprochée**

D'une superficie d'environ 52 785 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune du Malzieu-Forain.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ l'ouverture et l'extension des carrières,
- ✓ la réalisation de fouilles, de drains, de fossés profonds de plus de 1 m,
- ✓ toutes constructions,
- ✓ la production et le transit d'eaux usées,
- ✓ les utilisations de produits et de fertilisants,
- ✓ l'épandage ou le stockage "en bout de champ" du fumier, des boues issues de vidanges ou de traitement d'eaux résiduelles,
- ✓ le parcage d'animaux,
- ✓ la forêt sera conservée de manière à garantir la préservation du couvert végétal. Son exploitation pourra être maintenue mais sans modification des pratiques actuelles en proscrivant les coupes définitives (pas de coupe rase).

Sur ces parcelles sont réglementées les activités suivantes :

- ✓ le total des coupes d'exploitation n'excédera pas 1/3 de la superficie du périmètre de protection rapprochée,
- ✓ les coupes d'exploitation par superficie maximale de 1 hectare sont autorisées. Un reboisement sera réalisé dans l'année qui suit la coupe par mise en place de plants (sauf épicéa) afin que la parcelle conserve sa destination initiale,
- ✓ l'exploitation forestière se fera en veillant à ce que cette activité et les produits amenés et utilisés ne soient pas source de nuisances ou de pollution,
- ✓ le pacage, sera strictement limité à la capacité de nourrir des animaux sur le terrain, sans apport extérieur de nourriture,
- ✓ d'une manière générale, on réglementera toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines ou superficielles.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau. Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

#### **ARTICLE 6.3 : Périmètre de protection éloignée**

Le périmètre de protection éloignée est situé sur la commune du Malzieu-Forain. Ses limites sont reportées sur le plan en annexe.

*Remarques :*

- ✓ en ce qui concerne tous les nouveaux puits et forages qui seront réalisés dans ce périmètre, la coupe technique et les caractéristiques de l'ouvrage seront impérativement déposées en mairie ; ils seront aménagés suivant les mêmes règles que celles du périmètre de protection immédiate des captages AEP ;
- ✓ dans ce périmètre, les normes de dilution des éventuels rejets divers en eau libre seront respectées.
- ✓ sur ce périmètre et en règle générale, toute activité nouvelle devra prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet. A titre d'exemple, sont concernées les installations suivantes :
  - l'exploitation et le remblaiement de carrières et/ou gravières,



- les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tout produit ou matière susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- les dépôts de déchets inertes ou de ruines,
- la création de plans d'eau,
- les stockages ou dépôts d'eaux usées industrielles ou domestiques,
- les canalisations d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques, d'eaux usées de toute nature,
- l'établissement de cimetières,
- l'établissement de campings,
- la construction d'immeubles collectifs ou accueillant du public,
- la construction de bâtiments à usage industriel, de bâtiments agricoles,
- la construction de bâtiments d'élevage,
- le rejet d'assainissements collectifs,
- l'installation de stations d'épuration,
- l'installation d'assainissements autonomes d'une capacité supérieure à 30 équivalents-habitants,
- l'épandage de lisiers, d'eaux usées, de boues industrielles ou domestiques,

**ARTICLE 7 : Mise en conformité des installations et activités existantes**

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2.

Les activités agricoles de caractère diffus et extensif seront modulées en fonction du résultat des bilans annuels établis par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé. Ceux-ci seront communiqués aux responsables locaux du service de distribution des eaux auprès desquels chaque exploitant agricole pourra s'informer.

Leur mise en conformité avec la réglementation générale en vigueur sera à la charge du propriétaire ou de l'exploitant. Les éventuels travaux supplémentaires spécifiques à la protection du point d'eau seront à la charge de la commune, si la réglementation générale est respectée.

**ARTICLE 8 : Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

## **DISTRIBUTION DE L'EAU**

### **ARTICLE 9 : Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Compte tenu du caractère «agressif» de l'eau prélevée, la mise en place d'un traitement de reminéralisation sera nécessaire.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

### **ARTICLE 10 : Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production, et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient la délégation territoriale de l'ARS qui en informe le préfet dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

### **ARTICLE 11 : Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 12 : Transmission des résultats**

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis à la délégation territoriale de l'ARS qui en informe le préfet.

### **ARTICLE 13 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

### **ARTICLE 14 : Pollution accidentelle**

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avvertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

## **DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

### **ARTICLE 15 : Situation de l'ouvrage par rapport au code de l'environnement**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement. Le captage de l'abre aval relève de la rubrique 1.1.1 instauré par le décret du 29 mars 1993 modifié.

Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions générales du code de l'environnement, notamment son article L. 211-1 et aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

Si le prélèvement est réalisé dans le réseau hydrographique superficiel, le débit réservé au moins égal au dixième du module du cours d'eau, devra être garanti conformément à l'article L. 214-18 du code de l'environnement.

## **DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 16 : Plan et visite de recollement**

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

### **ARTICLE 17 : Durée de validité**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

### **ARTICLE 18 : Notification et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Le présent arrêté est également notifié au maire de la commune du Malzieu-Forain concernée par la procédure d'enquête publique en vue de son affichage en mairie.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis en préfecture.

### **ARTICLE 19 : Mise à jour des documents d'urbanisme :**

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune du Malzieu-Forain dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

### **ARTICLE 20 : Recours devant le tribunal administratif**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est, après accomplissement des formalités de publication :

- ✓ de deux mois pour les titres n'intéressant pas les dispositions du code de l'environnement ;
- ✓ de deux mois pour les communes, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement ;
- ✓ de quatre ans pour les tiers, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement.

### **ARTICLE 21 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement**

- ✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**  
Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.
- ✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**  
Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :
  - dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,

- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

✓ **Non respect du code de l'environnement**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 22:**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère, . . . . .

Le maire de la commune du Malzieu-Ville,

La directrice générale de l'agence régionale de santé Languedoc-Roussillon,

Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires du Malzieu-Ville et du Malzieu-Forain et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Jocelyn Snoeck



DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRECOMMUNE DU MALZIEU FORAINCaptage de FABRE AVAI

ETAT PARCELLAIRE  
DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE - TERRAINS À ACQUÉRIR PAR LA COMMUNE DU MALZIEU - VILLE

Situation Ancienne				Situation Nouvelle				Origine de la propriété					
Cadaastre		Adresse ou Lieu-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Émprise		Hors Émprise						
Section	Numéro du cadastre				Surface totale en m²	P ou T	Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²	Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²	
C	55	10980	La montagne de Bastard	Pâtur	- Commune du MALZIEU FORAIN - Marée - Boulevard Robert de Flers - 48140 LE MALZIEU VILLE N° SIREN 214800898	P	C	55	464	C	55	10516	Propriétaire en vertu d'une acquisition à la SAFER en date du 20 décembre 1996 passée au ministère de Maître BARDON Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) publiée à la conservation des hypothèques le 8 janvier 1997 Vol 97p N°98.

DEPARTEMENT DE LA LOZERE

COMMUNE DU MALZIEU FORAIN

Captage de FABRE AYAL

ETAT PARCELLAIRE

DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE - TERRAINS A ACQUERIR PAR LA COMMUNE DU MALZIEU - VILLE

Situation Ancienne					Situation Nouvelle					Origine de la propriété			
Cadaastre		Adresse ou Lieu-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Emprise			Hors Emprise					
Section	Numéro du cadastre				Surface totale en m²	P ou T	Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²		Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²
C	56	128047	Sogne de bepignole	Lande	Habitants du hameau de Couffours Bas - Mairie du Malzieu Forain - Boulevard Robert de Flers- 48140 LE MALZIEU VILLE	P	C	56	1893	C	56	125154	Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)

## DEPARTEMENT DE LA LOZERE

## Commune du MALZIEU FORAIN

## AEP du MALZIEU VILLE - Captage de Fabre Aval

**ETAT PARCELLAIRE**  
**DES TERRAINS FAISANT L'OBJET DE SERVITUDES DE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE**

Numéro Plan Parcellaire	DESIGNATION CADASTRALE			SUPERFICIE		Valeur Administrative De la servitude	Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants	Origine de la propriété
	Section	N° cadastral	Lieu-dit	Nature	Parcelle (m²)	Emprise de la servitude (m²)			
1	C	55		P	10980	5848	- Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie Boulevard Robert de Flers - 48140 Le MALZIEU VILLE - N° SIREN : 214800898	- Non loué	Propriétaire en vertu d'une acquisition à la SAFER en date du 20 décembre 1996 passée au ministère de l'Intérieur BARDON Notaire à SAINT CELY D'APCHER (48) publiée à la conservation des hypothèques de MENDE (48) le 8 janvier 1997 Vol 97p N°98.
2	C	54	La montagne de Bastard	Futaie	1673090	41554	- Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie Boulevard Robert de Flers - 48140 Le MALZIEU VILLE - N° SIREN : 214800898 - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol 48000 MENDE	- Non loué	Propriétaire en vertu d'une vente passée au ministère de l'Intérieur Philippe BARDON Notaire à SAINT CELY D'APCHER (48) le 6 août 2004 publiée à la conservation des hypothèques de MENDE (48) le 26 août 2004 Vol 2004p N°5662



DEPARTEMENT DE LA LOZERE

Commune de MALZIEU FORAIN

AEP du MALZIEU VILLE - Captage de Fabre Aval

ETAT PARCELLAIRE  
DES TERRAINS FAISANT L'OBJET DE SERVITUDES DE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Numero Plan Parcellaire	DESIGNATION CADASTRALE			SUPERFICIE		Valeur Administrative De la servitude	Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants	Origine de la propriété
	Section	N° catal	Lieu-dit	Nature	Parcelle (m²)	Emprise de la servitude (m²)			
3	C	56	Sogne de Espignole	L	128047	5528	- Habitants de COUFFOURS BAS - Mairie du Malzieu - Non loué Forain - Boulevard Robert de Fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE		- Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)



PREFET DE LA LOZERE

Arrêté n° 2010-210-0031 du 29 juillet 2010  
portant déclaration d'utilité publique :  
des travaux de renforcement des ressources en eau potable;  
de la dérivation des eaux souterraines;  
de l'installation des périmètres de protection.  
portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.  
valant récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement.

Le Malzieu-Ville  
Captage de Montchabrier Est

Le préfet,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales ;
  - VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14 ;
  - VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105 ;
  - VU les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues par les articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement modifié ;
  - VU le code forestier et notamment les articles R. 412-19 à 27 ;
  - VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;
  - VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
  - VU la délibération du conseil municipal de la commune du Malzieu-Ville en date du 30 octobre 2008 demandant :
    - ✓ de déclarer d'utilité publique
      - la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;
      - la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.
    - ✓ de l'autoriser à :
      - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;
      - mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature loi sur l'eau (dans le cas d'une déclaration ou d'une autorisation au titre du décret n° 93.742 du 29 mars 1993).
- et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

- VU le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU le rapport de M. Bérard, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 28 décembre 2006 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2009-355-013 du 21 décembre 2009 commune Malzieu-Ville – Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable – enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate et des ouvrages annexes – enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et des ouvrages annexes – enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection, et au titre du code de l'environnement ;
- VU les avis des services techniques consultés ;
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 30 mars 2010 ;
- VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010 ;

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

### DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

**ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique :**

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune du Malzieu-Ville personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDE) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Montchabrier Est sis sur la commune du Malzieu-Forain.
- ✓ la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage Montchabrier Est.

**ARTICLE 2 : Débit capté autorisé**

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter pour l'alimentation en eau potable est de 11 m<sup>3</sup>/h et de 270 m<sup>3</sup>/j. Ce prélèvement relève de la rubrique 1.1.1. du décret 93.743 du 29 mars 1993 modifié.

Un système de comptage adapté doit être installé permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et ses textes d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

**ARTICLE 3 : Caractéristiques et aménagements du captage**

Le captage Montchabrier Est est adossé à la montagne de Sorrel dans la partie haute de la Margeride, en territoire granitique, sur la parcelle numéro 626 section C de la commune du Malzieu-Forain.

Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont X == 684,388 km ; Y = 1 988,442 km ; Z = 1 316 m/NGF.

Sa profondeur est de 2,75 m.

L'ouvrage, créé à la fin des années 70, comprend trois bacs (le bac d'arrivée et de décantation, le bac de prise et le pied sec). Il est fermé par un capot fonte avec cheminée d'aération. L'accès se fait au moyen d'échelons de descente dans le pied sec qui comporte un orifice de vidange sans protection. Le bac d'arrivée et le bac de prise sont munis de bondes de surverse amovibles qui permettent l'évacuation du trop plein et la vidange. Ces deux bacs sont séparés par un muret comportant une entaille de forme triangulaire qui pourrait être équipé d'un déversoir de mesure. La conduite de départ est munie d'une

crépine et d'une vanne. L'ouvrage comprend trois arrivées en PVC. L'exutoire du trop plein se situe dans une pâture et ne bénéficie d'aucune protection. L'eau est captée sur deux sites, l'arrivée latérale dans l'ouvrage provient du site amont. Deux périmètres ont été instaurés dont l'un contient l'ouvrage.

#### **ARTICLE 4 : Protection sanitaire des ouvrages de captage**

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ reprise de la maçonnerie intérieure par la réalisation d'un enduit approprié,
- ✓ remplacer la crépine oxydée,
- ✓ mettre en place à l'extrémité aval des trop pleins, pied sec et vidanges du captage un clapet anti-intrusion, ou un grillage fin,
- ✓ aménager le chemin d'accès aux captages,
- ✓ la surface des PPI sera maintenue propre, régulièrement débroussaillée, ou fauchée, dessouchée et nivelée, sans aire où les eaux de surface puissent stagner,
- ✓ les eaux superficielles devront être dérivées latéralement,
- ✓ mettre en place une clôture pourvue d'un portail d'accès fermant à clé,
- ✓ la végétation sera dégagée sur 1 m autour de la clôture pour éviter sa dégradation précoce.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 : Droits des tiers**

Conformément à l'engagement pris par la PRPDE en date du 30 octobre 2008, celle-ci doit indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

#### **ARTICLE 6 : Périmètres de protection du captage**

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

##### **ARTICLE 6.1 : Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate, qui englobe les deux anciens périmètres, situé sur la parcelle 626 section C de la commune du Malzieu-Forain est et doit demeurer propriété de la commune du Malzieu-Ville, conformément à la réglementation en vigueur.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable en ronces artificielles. Les trois premiers rangs de ronces seront espacés de 10 cm et les cinq suivants de 30 cm pour une hauteur totale de 180 cm. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.

Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (fuite d'hydrocarbure, produits

phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

Des fossés de clôture sont à mettre en place en amont du captage. Ces fossés doivent être entretenus pour favoriser le libre écoulement des eaux.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Tous les arbres existant dans ce périmètre et risquant de nuire aux dispositifs de captage devront être abattus.

#### **ARTICLE 6.2 : Périmètre de protection rapprochée**

D'une superficie d'environ 105 000 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune du Malzieu-Forain.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ l'ouverture et l'extension des carrières,
- ✓ la réalisation de fouilles, de drains, de fossés profonds de plus de 1 m,
- ✓ toutes constructions,
- ✓ la production et le transit d'eaux usées,
- ✓ les utilisations de produits et de fertilisants,
- ✓ l'épandage ou le stockage "en bout de champ" du fumier, des boues issues de vidanges ou de traitement d'eaux résiduaires,
- ✓ le parage d'animaux,
- ✓ la forêt sera conservée de manière à garantir la préservation du couvert végétal. Son exploitation pourra être maintenue mais sans modification des pratiques actuelles en proscrivant les coupes définitives (pas de coupe rase).

Sur ces parcelles sont réglementées les activités suivantes :

- ✓ le total des coupes d'exploitation n'excédera pas 1/3 de la superficie du périmètre de protection rapprochée,
- ✓ les coupes d'exploitation par superficie maximale de 1 hectare sont autorisées. Un reboisement sera réalisé dans l'année qui suit la coupe par mise en place de plants (sauf épicéa) afin que la parcelle conserve sa destination initiale,
- ✓ l'exploitation forestière se fera en veillant à ce que cette activité et les produits amenés et utilisés ne soient pas source de nuisances ou de pollution,
- ✓ le pacage, sera strictement limité à la capacité de nourrir des animaux sur le terrain, sans apport extérieur de nourriture,
- ✓ d'une manière générale, on réglementera toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines ou superficielles.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau.

Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapproché.

#### **ARTICLE 6.3 : Périmètre de protection éloignée**

Le périmètre de protection éloignée est situé sur la commune du Malzieu-Forain. Ses limites sont reportées sur le plan en annexe.

*Remarques :*

- ✓ en ce qui concerne tous les nouveaux puits et forages qui seront réalisés dans ce périmètre, la coupe technique et les caractéristiques de l'ouvrage seront impérativement déposées en mairie ; ils seront aménagés suivant les mêmes règles que celles du périmètre de protection immédiate des captages AEP ;
- ✓ dans ce périmètre, les normes de dilution des éventuels rejets divers en eau libre seront respectées.
- ✓ sur ce périmètre et en règle générale, toute activité nouvelle devra prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet. A titre d'exemple, sont concernées les installations suivantes :
  - l'exploitation et le remblaiement de carrières et/ou gravières,
  - les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tout produit ou matière susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
  - les dépôts de déchets inertes ou de ruines,
  - la création de plans d'eau,
  - les stockages ou dépôts d'eaux usées industrielles ou domestiques,
  - les canalisations d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques, d'eaux usées de toute nature,
  - l'établissement de cimetières,
  - l'établissement de campings,
  - la construction d'immeubles collectifs ou accueillant du public,
  - la construction de bâtiments à usage industriel, de bâtiments agricoles,
  - la construction de bâtiments d'élevage,
  - le rejet d'assainissements collectifs,
  - l'installation de stations d'épuration,
  - l'installation d'assainissements autonomes d'une capacité supérieure à 30 équivalents-habitants,
  - l'épandage de lisiers, d'eaux usées, de boues industrielles ou domestiques,

**ARTICLE 7 :** Mise en conformité des installations et activités existantes

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2

Les activités agricoles de caractère diffus et extensif seront modulées en fonction du résultat des bilans annuels établis par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé. Ceux-ci seront communiqués aux responsables locaux du service de distribution des eaux auprès desquels chaque exploitant agricole pourra s'informer.

Leur mise en conformité avec la réglementation générale en vigueur sera à la charge du propriétaire ou de l'exploitant. Les éventuels travaux supplémentaires spécifiques à la protection du point d'eau seront à la charge de la commune, si la réglementation générale est respectée.

**ARTICLE 8 :** Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

## **DISTRIBUTION DE L'EAU**

### **ARTICLE 9 : Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Compte tenu du caractère «agressif» de l'eau prélevée, la mise en place d'un traitement de reminéralisation sera nécessaire.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

### **ARTICLE 10 : Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production, et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient la délégation territoriale de l'ARS qui en informe le préfet dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

### **ARTICLE 11 : Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 12 : Transmission des résultats**

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis à la délégation territoriale de l'ARS qui en informe le préfet.

### **ARTICLE 13 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

### **ARTICLE 14 : Pollution accidentelle**

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.



## DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

### **ARTICLE 15 :** Situation de l'ouvrage par rapport au code de l'environnement

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement. Le captage de Montchabrier Est relève de la rubrique 1.1.1 instauré par le décret du 29 mars 1993 modifié.

Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions générales du code de l'environnement, notamment son article L. 211-1 et aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

Si le prélèvement est réalisé dans le réseau hydrographique superficiel, le débit réservé au moins égal au dixième du module du cours d'eau, devra être garanti conformément à l'article L. 214-18 du code de l'environnement.

## DISPOSITIONS DIVERSES

### **ARTICLE 16 :** Plan et visite de recollement

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

### **ARTICLE 17 :** Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

### **ARTICLE 18 :** Notification et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Le présent arrêté est également notifié au maire de la commune du Malzieu-Forain concernée par la procédure d'enquête publique en vue de son affichage en mairie.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis en préfecture.

### **ARTICLE 19 :** Mise à jour des documents d'urbanisme :

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune du Malzieu-Forain dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

### **ARTICLE 20 :** Recours devant le tribunal administratif

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est, après accomplissement des formalités de publication :

- ✓ de deux mois pour les titres n'intéressant pas les dispositions du code de l'environnement ;
- ✓ de deux mois pour les communes, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement ;
- ✓ de quatre ans pour les tiers, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement.

**ARTICLE 21: Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement**

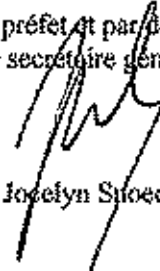
- ✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**  
Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.
- ✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**  
Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :
  - dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
  - laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.
- ✓ **Non respect du code de l'environnement**  
Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 22:**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,  
Le maire de la commune du Malzieu-Ville,  
La directrice générale de l'agence régionale de santé Languedoc-Roussillon,  
Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires du Malzieu-Ville et du Malzieu-Forain et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jocelyn Sioeck

Commune du MALZIEU FORAIN

Cadastre

Section C

# PLAN PARCELLAIRE

Cotage de MONTCHABRIER EST

N° parcelle cadastrale	Superficie m²	Pertinence cadastrale
1	1914	-
2	72	-
3	122	-
4	27443	-
5	5273	-
6	4437	-
7	5576	-
8	1485	-

## LEGENDE

- Ministère de l'Équipement (M.E.)
- Ministère de l'Équipement Régional (M.E.R.)
- Ministère de l'Équipement National (M.E.N.)
- Ministère de l'Équipement International (M.E.I.)
- Ministère de l'Équipement Européen (M.E.E.)
- Ministère de l'Équipement Mondial (M.E.M.)
- Ministère de l'Équipement Universel (M.E.U.)
- Ministère de l'Équipement Global (M.E.G.)
- Ministère de l'Équipement Planétaire (M.E.P.)
- Ministère de l'Équipement Cosmique (M.E.C.)
- Ministère de l'Équipement Galactique (M.E.Gal.)
- Ministère de l'Équipement Universel (M.E.U.)
- Ministère de l'Équipement Mondial (M.E.M.)
- Ministère de l'Équipement Européen (M.E.E.)
- Ministère de l'Équipement National (M.E.N.)
- Ministère de l'Équipement Régional (M.E.R.)
- Ministère de l'Équipement (M.E.)

Echelle: 1/2500

Dressé par la Géométrie-Expert D.P.L.G. sous-traitant  
A. MARVÉGLIS, 67120 2000.

Liasse comprenant 3 pages  
Vue et annexes à l'arrêté  
N° 2010-20-0031 du 29 juillet 2010  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jocelyn SNOECK

1/3

DEPARTEMENT DE LA LOZERE

Dossier d'Enquête Publique

COMMUNE DU MALZIEU FORAIN

Captage de MONTCHABRIER EST

ETAT PARCELLAIRE  
DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE - TERRAINS A ACQUERIR PAR LA COMMUNE DU MALZIEU - VILLE

Situation Ancienne					Situation Nouvelle							Origine de la propriété				
Cadastr		Adresse ou Lieu-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Emprise			Hors Emprise								
Section	Numéro du cadastre				Surface totale en m²	P ou T	Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²	Section	Numéro du cadastre		Surface totale en m²			
C	80	229930	Labessei	Futaie	- Habitants du hameau de Montchabrier - Mairie du Malzieu Forain - Boulevard Robert de Fiers - 48140 LE MALZIEU VILLE - Gestion : Office National des Forêts - 5 av de Mirandol - 48 000 MENDE				P	C	80	6937	C	80	223013	Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)

DEPARTEMENT DE LA LOZERE

Commune du MALZIEU FORAIN

AEP du MALZIEU VILLE - Captage de Montchabrier Est

Dossier d'Enquête Publique

ETAT PARCELLAIRE

DES TERRAINS FAISANT L'OBJET DE SERVITUDES DE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Numero Plan Parcelaire	DESIGNATION CADASTRALE			SUPERFICIE		Valeur Administrative De la servitude	Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants	Origine de la propriété
	Section	N° catal	Lieu-dit	Nature	Parcelle (m²)	Emprise de la servitude (m²)			
1	C	80	Labasset	Foncier	229950	37686	néant	- Non loué	- Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)
							- Habitants de MONTCHABRIER - Mairie du Malzieu Forain - Boulevard Robert de Fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol 48000 MENDE		
2	C	161	montagne de bezevrolles	Foncier L.	845620	6373	néant	- Non loué	- Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)
							- Habitants de MONTCHABRIER - Mairie du Malzieu Forain - Boulevard Robert de Fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol 48000 MENDE		
3	C	162	Los eygadesses	Foncier L.	318060	37515	néant	- Non loué	- Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)
							- Habitants de MONTCHABRIER - Mairie du Malzieu Forain - Boulevard Robert de Fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol 48000 MENDE		
4	C	Données Public	Chemin			1857	néant	- Non loué	- Non publié au fichier immobilier
							- Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie Boulevard Robert de Fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - N° SIREN : 214300398		



Arrêté n° 2010.210-0032 du 29 juillet 2010  
portant déclaration d'utilité publique :  
des travaux de renforcement des ressources en eau potable;  
de la dérivation des eaux souterraines;  
de l'installation des périmètres de protection.  
portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.  
valant récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement.

Le Malzieu-Ville  
Captage de Montchabrier Ouest

Le préfet,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

- VU le code général des collectivités territoriales ;  
VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 et R. 11-14 ;  
VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 7, R. 1321-1 à 63 et D. 1321-103 à 105 ;  
VU les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues par les articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement modifié ;  
VU le code forestier et notamment les articles R. 412-19 à 27 ;  
VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;  
VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;  
VU la délibération du conseil municipal de la commune du Malzieu-Ville en date du 30 octobre 2008 demandant :  
✓ de déclarer d'utilité publique  
• la dérivation des eaux pour la consommation humaine ;  
• la délimitation et la création des périmètres de protection du captage.  
✓ de l'autoriser à :  
• délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;  
• mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature loi sur l'eau (dans le cas d'une déclaration ou d'une autorisation au titre du décret n° 93.742 du 29 mars 1993),  
et par laquelle la collectivité s'engage à indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

- VU le dossier soumis à l'enquête publique ;  
 VU le rapport de M. Bérard, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 28 décembre 2006 ;  
 VU l'arrêté préfectoral n° 2009-355-013 du 21 décembre 2009 commune Malzieu-Ville – Mise en conformité des captages publics d'alimentation en eau potable – enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection immédiate et des ouvrages annexes – enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et des ouvrages annexes – enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection, et au titre du code de l'environnement ;  
 VU les avis des services techniques consultés ;  
 VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 30 mars 2010 ;  
 VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 06 juillet 2010 ;

CONSIDERANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

#### DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

##### **ARTICLE 1 :** Déclaration d'utilité publique :

Sont déclarés d'utilité publique :

- ✓ les travaux à entreprendre par la commune du Malzieu-Ville personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDE) en vue du prélèvement des eaux de consommation humaine à partir de la source de Montchabrier Ouest sis sur la commune du Malzieu-Forain.
- ✓ la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage Montchabrier Ouest.

##### **ARTICLE 2 :** Débit capté autorisé

Le volume maximum qu'il est autorisé de capter pour l'alimentation en eau potable est de 7 m<sup>3</sup>/h et de 170 m<sup>3</sup>/j. Ce prélèvement relève de la rubrique 1.1.1. du décret 93.743 du 29 mars 1993 modifié.

Un système de comptage adapté doit être installé permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement et ses textes d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

##### **ARTICLE 3 :** Caractéristiques et aménagements du captage

Le captage Montchabrier Ouest est adossé à la montagne de Sorrel dans la partie haute de la Margeride, en territoire granitique, sur les parcelles numéro 625, 628 et 630 section C de la commune du Malzieu-Forain.

Ses coordonnées approximatives en Lambert II étendues sont X = 684,216 km ; Y = 1 988,442 km ; Z = 1 316 m/NGF.

Sa profondeur est de 2,75 m.

L'ouvrage créé à la fin des années 70, comprend trois bacs (le bac d'arrivées et de décantation, le bac de prise et le pied sec). Il est fermé par un capot fonte avec cheminée d'aération. L'accès se fait au moyen d'échelons de descente sur l'arrivée : au dessus du bac de décantation. Le bac d'arrivée et le bac de prise sont munis de bondes de surverse amovibles qui permettent l'évacuation du trop plein et la vidange. Ces deux bacs sont séparés par un muret comportant un surcreusement formant déversoir latéralement. La conduite de départ est munie d'une crépine et d'une vanne. Le pied sec comporte un orifice de vidange



sans protection. L'ouvrage comprend une arrivée en PVC à environ 1 m de profondeur par rapport au terrain naturel. L'exutoire du trop plein se situe dans une pâture et ne bénéficie d'aucune protection.

#### **ARTICLE 4 : Protection sanitaire des ouvrages de captage**

L'ouvrage de captage devra être aménagé de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- ✓ reprise de la maçonnerie intérieure par la réalisation d'un enduit approprié,
- ✓ déplacement du capot fonte de l'ouvrage pour qu'il se trouve au droit du pied sec
- ✓ remplacer la crépine oxydée,
- ✓ mettre en place à l'extrémité aval des trop pleins, pied sec et vidanges du captage un clapet anti-intrusion, ou un grillage fin,
- ✓ aménager le chemin d'accès aux captages,
- ✓ la surface des PPI sera maintenue propre, régulièrement débroussaillée, ou fauchée, dessouchée et nivelée, sans aire où les eaux de surface puissent stagner,
- ✓ les eaux superficielles devront être dérivées latéralement,
- ✓ mettre en place une clôture pourvue d'un portail d'accès fermant à clé,
- ✓ la végétation sera dégagée sur 1 m autour de la clôture pour éviter sa dégradation précoce.

Ces aménagements sont à réaliser sur l'ouvrage dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 : Droits des tiers**

Conformément à l'engagement pris par la PRPDE en date du 30 octobre 2008, celle-ci doit indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

#### **ARTICLE 6 : Périmètres de protection du captage**

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du captage en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

##### **ARTICLE 6.1 : Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate situé sur les parcelles 625, 628 et 630 section C de la commune du Malzieu-Forain est et doit demeurer propriété de la commune du Malzieu-Ville, conformément à la réglementation en vigueur.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable en ronces artificielles. Les trois premiers rangs de ronces seront espacés de 10 cm et les cinq suivants de 30 cm pour une hauteur totale de 180 cm. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.

Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (liste d'hydrocarbure, produits

phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate.

Des fossés de clôture sont à mettre en place en amont du captage. Ces fossés doivent être entretenus pour favoriser le libre écoulement des eaux.

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Tous les arbres existant dans ce périmètre et risquant de nuire aux dispositifs de captage devront être abattus,

#### **ARTICLE 6.2 : Périmètre de protection rapprochée**

D'une superficie d'environ 105 000 m<sup>2</sup>, le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune du Malzieu-Forain.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- ✓ l'ouverture et l'extension des carrières,
- ✓ la réalisation de fouilles, de drains, de fossés profonds de plus de 1 m,
- ✓ toutes constructions,
- ✓ la production et le transit d'eaux usées,
- ✓ les utilisations de produits et de fertilisants,
- ✓ l'épandage ou le stockage "en bout de champ" du fumier, des boues issues de vidanges ou de traitement d'eaux résiduaires,
- ✓ le parage d'animaux,
- ✓ la forêt sera conservée de manière à garantir la préservation du couvert végétal. Son exploitation pourra être maintenue mais sans modification des pratiques actuelles en proscrivant les coupes définitives (pas de coupe rase).

Sur ces parcelles sont réglementées les activités suivantes :

- ✓ le total des coupes d'exploitation n'excédera pas 1/3 de la superficie du périmètre de protection rapprochée,
- ✓ les coupes d'exploitation par superficie maximale de 1 hectare sont autorisées. Un reboisement sera réalisé dans l'année qui suit la coupe par mise en place de plants (sauf épicéa) afin que la parcelle conserve sa destination initiale,
- ✓ l'exploitation forestière se fera en veillant à ce que cette activité et les produits amenés et utilisés ne soient pas source de nuisances ou de pollution,
- ✓ le pacage, sera strictement limité à la capacité de nourrir des animaux sur le terrain, sans apport extérieur de nourriture,
- ✓ d'une manière générale, on réglementera toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines ou superficielles.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau.

Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

#### **ARTICLE 6.3 : Périmètre de protection éloigné**

Le périmètre de protection éloigné est situé sur la commune du Malzieu-Forain. Ses limites sont reportées sur le plan en annexe.

Remarques :

- ✓ en ce qui concerne tous les nouveaux puits et forages qui seront réalisés dans ce périmètre, la coupe technique et les caractéristiques de l'ouvrage seront impérativement déposées en mairie ;

ils seront aménagés suivant les mêmes règles que celles du périmètre de protection immédiate des captages AEP ;

- ✓ dans ce périmètre, les normes de dilution des éventuels rejets divers en eau libre seront respectées.
- ✓ sur ce périmètre et en règle générale, toute activité nouvelle devra prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet. A titre d'exemple, sont concernées les installations suivantes :
  - l'exploitation et le remblaiement de carrières et/ou gravières,
  - les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tout produit ou matière susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
  - les dépôts de déchets inertes ou de ruines,
  - la création de plans d'eau,
  - les stockages ou dépôts d'eaux usées industrielles ou domestiques,
  - les canalisations d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques, d'eaux usées de toute nature,
  - l'établissement de cimetières,
  - l'établissement de campings,
  - la construction d'immeubles collectifs ou accueillant du public,
  - la construction de bâtiments à usage industriel, de bâtiments agricoles,
  - la construction de bâtiments d'élevage,
  - le rejet d'assainissements collectifs,
  - l'installation de stations d'épuration,
  - l'installation d'assainissements autonomes d'une capacité supérieure à 30 équivalents-habitants,
  - l'épandage de lisiers, d'eaux usées, de boues industrielles ou domestiques,

#### **ARTICLE 7 : Mise en conformité des installations et activités existantes**

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies à l'article 6.2

Les activités agricoles de caractère diffus et extensif seront modulées en fonction du résultat des bilans annuels établis par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé. Ceux-ci seront communiqués aux responsables locaux du service de distribution des eaux auprès desquels chaque exploitant agricole pourra s'informer.

Leur mise en conformité avec la réglementation générale en vigueur sera à la charge du propriétaire ou de l'exploitant. Les éventuels travaux supplémentaires spécifiques à la protection du point d'eau seront à la charge de la commune, si la réglementation générale est respectée.

#### **ARTICLE 8 : Modification des activités dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée**

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- ✓ les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau.
- ✓ les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés.

Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

## **DISTRIBUTION DE L'EAU**

### **ARTICLE 9 : Modalité de la distribution**

La PRPDE est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source dans le respect des modalités suivantes :

- ✓ le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- ✓ les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Compte tenu du caractère «agressif» de l'eau prélevée, la mise en place d'un traitement de reminéralisation sera nécessaire.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

### **ARTICLE 10 : Surveillance de la qualité de l'eau**

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production, et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient la délégation territoriale de l'ARS qui en informe le préfet dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

### **ARTICLE 11 : Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 12 : Transmission des résultats**

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis à la délégation territoriale de l'ARS qui en informe le préfet.

### **ARTICLE 13 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

- ✓ le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution ;
- ✓ les agents des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

### **ARTICLE 14 : Pollution accidentelle**

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avvertir immédiatement la PRPDE et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

## **DECLARATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

### **ARTICLE 15 : Situation de l'ouvrage par rapport au code de l'environnement**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre du code de l'environnement. Le captage de Montchabrier Ouest relève de la rubrique 1.1.1 instauré par le décret du 29 mars 1993 modifié.

Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution des travaux ou d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions générales du code de l'environnement, notamment son article L. 211-1 et aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

Si le prélèvement est réalisé dans le réseau hydrographique superficiel, le débit réservé au moins égal au dixième du module du cours d'eau, devra être garanti conformément à l'article L. 214-18 du code de l'environnement.

## **DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 16 : Plan et visite de recollement**

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite est effectuée par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

### **ARTICLE 17 : Durée de validité**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

### **ARTICLE 18 : Notification et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- ✓ de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- ✓ de la mise à disposition du public ;
- ✓ de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- ✓ de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Le présent arrêté est également notifié au maire de la commune du Malzieu-Forain concernée par la procédure d'enquête publique en vue de son affichage en mairie.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis en préfecture.

### **ARTICLE 19 : Mise à jour des documents d'urbanisme :**

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune du Malzieu-Forain dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

### **ARTICLE 20 : Recours devant le tribunal administratif**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes.

Le délai de recours est, après accomplissement des formalités de publication :

- ✓ de deux mois pour les titres n'intéressant pas les dispositions du code de l'environnement ;
- ✓ de deux mois pour les communes, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement ;
- ✓ de quatre ans pour les tiers, pour les titres relatifs aux dispositions soumises au code de l'environnement.

### **ARTICLE 21 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages ou du code de l'environnement**

- ✓ **Non respect de la déclaration d'utilité publique**  
Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.
- ✓ **Dégradation, pollution d'ouvrages**

Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

✓ **Non respect du code de l'environnement**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L. 216-1 à L. 216-14 du code de l'environnement.

**ARTICLE 22:**

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,

Le maire de la commune du Malzieu-Ville,

La directrice générale de l'agence régionale de santé Languedoc-Roussillon,

Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires du Malzieu-Ville et du Malzieu-Forain et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jocelyn Snoeck

4 <sup>th</sup> paracetamol	Supernatant volume in ml	Volume of standard solution
1	10.5	•
2	12	•
3	12.5	•
4	•	3.143
5	•	3.573
6	•	5.517
7	•	5.548
8	•	10.5

## Captage de MONTCHABRIER GUEST

USG2150E

[illegible]

Echelle: 1/2500

Orné par le Géomètre-Expert D. G. SAUSSIGNÉ,  
A MARSEILLE, en 2003.

Classe comprenant : 4 pages  
 Vues et annexes à l'anté  
 N° 2010-210-0032 du 29 juil. 05/2010

~~Pour le préfet ou délégué,  
Le secrétaire général,~~

**Accelyn/SINQECK**

DEPARTEMENT DE LA LOZERECOMMUNE DU MALZIEU FORAINCANTON DE MONTCHABRIER OUESTETAT PARCELLAIRE  
DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE - TERRAINS A ACQUERIR PAR LA COMMUNE DU MALZIEU - VILLE

Situation Ancienne					Situation Nouvelle					Origine de la propriété			
Cadastr		Adresse ou Lieu-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Emprise			Hors Emprise					
Section	Número du cadastre				P ou T	Section	Número du cadastre	Surface totale en m²	Section		Número du cadastre	Surface totale en m²	
C	30	229950	Labesser	Futaie	- Habitants du hameau de Montchabrier - Mairie du Malzieu Forain - Boulevard R de Fiers- 48140 Le MALZIEU VILLE - Gestion : Office National des Forêts - 5 av de Mirandol - 48 000 MENDE	P	C	30	1918	C	30	228052	Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)
C	162	513060	Lous aygades	Futaie larde		P	C	162	72	C	162	317988	



DEPARTEMENT DE LA LOZERE

COMMUNE DU MALZIEU FORAIN

Captage de MONTCHABRIER OUEST

ETAT PARCELLAIRE

DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE - TERRAINS A ACQUERIR PAR LA COMMUNE DU MALZIEU - VILLE

Situation Ancienne					Situation Nouvelle							
Cadaastre			Adresse ou Lieu-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Emprise			Hors Emprise		Origine de la propriété	
Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²				P ou T	Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²	Section		Numéro du cadastre
				chemin	. Commune du MALZIEU FORAIN . Mairie - Boulevard Robert de Fiers - 48140 LE MALZIEU VILLE N°SREN 214800898	P				172		Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1955)

## DEPARTEMENT DE LA LOZERE

Commune de MALZIEU FORAIN

AEP du MALZIEU VILLE - Captage de Montchabrier Ouest

**ETAT PARCELLAIRE**  
**DES TERRAINS FAISANT L'OBJET DE SERVITUDES DE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE**

N° Plan Parcelle	DESIGNATION CADASTRALE			SUPERFICIE		Valeur Administrative De la servitude	Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants	Origine de la propriété
	Section	N° catal	Lieu-dit	Nature	Parcelle (m²)				
1	C	30	Labesser	Futaie	229950	62705	néant	- Habitants de MONTCHABRIER - Mairie du Malzieu Forain - Boulevard Robert de fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol - 48000 MENDE	- Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)
2	C	161	montagne de bessyrolles	Futaie L	845630	6973	néant	- Habitants de MONTCHABRIER, des COUFFOURS HAUTS et des COUFFOURS BAS - Mairie du Malzieu Forain - Boulevard Robert de fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol - 48000 MENDE	- Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)
3	C	162	Lou sygaddes	Futaie L	318060	37443	néant	- Habitants de MONTCHABRIER - Mairie du Malzieu Forain - Boulevard Robert de fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - Gestion : Office National des Forêts - 5 av. Mirandol - 48000 MENDE	- Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)
4	C	Déclasse Public		Chemin		1685	néant	- Commune du MALZIEU FORAIN - Mairie - Boulevard Robert de fiers - 48140 Le MALZIEU VILLE - N° SIREN : 214500898	- Non publié au fichier immobilier



PREFET DE LA LOZERE

PREFECTURE

DIRECTION  
DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Pôle Juridique

ARRETE n° 2010-210-0033 du 29 juillet 2010

portant déclaration d'utilité publique l'acquisition foncière  
de l'emprise des ouvrages annexes  
- collecteur principal du Pont de Bastard, collecteur intermédiaire et brise charge du Nozier -  
pour l'alimentation en eau potable  
- Commune du Malzieu Ville -

Le préfet,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'environnement notamment, ses articles L.210-1 à L.214-16 et 215-13 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-7 et R.1321-6 et R.1321-7 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L. 11-1 à L. 11-8 et  
R. 11-1 à R. 11-31 ;

Vu la loi du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre  
l'administration et le public ;

Vu le décret n° 64-153 du 15 février 1964 pris pour l'application de la loi n° 62-904 du 4 août 1962 ;

Vu la délibération du 30 octobre 2008 par laquelle le conseil municipal de la commune du Malzieu Ville  
sollicite, dans le cadre de la régularisation des captages publics d'alimentation en eau potable de « Bastard »,  
« Brassalières », « Fabre ancien aval », « Fabre ancien amont », « Fabre nouveau », « Montchabrier Ouest »  
et « Montchabrier Est », l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de  
prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des  
périmètres de protection immédiate ; de l'enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de  
protection autour des captages et des ouvrages annexes et de l'enquête sur les servitudes afférentes aux  
périmètres de protection ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-335-013 du 21 décembre 2009 - Commune du Malzieu Ville - Mise en  
conformité des captages publics d'alimentation en eau potable.

- enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la  
consommation humaine et de l'acquisition foncière de l'emprise des périmètres de protection  
immédiate et des ouvrages annexes ;
- enquête parcellaire destinée à déterminer les périmètres de protection autour des captages et des  
ouvrages annexes ;
- enquête sur les servitudes afférentes aux périmètres de protection. ;

Vu les pièces du dossier ;

Vu le courrier de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales en date du 5 octobre 2009  
déclarant le dossier complet ;

1

Vu la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur établie par la commission départementale de la Lozère le 19 décembre 2008 ;  
Vu la décision n° E09000260/48 du 8 décembre 2009 du président du tribunal administratif de Nîmes désignant un commissaire-enquêteur ;  
Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçus en préfecture le 30 mars 2010 ;  
Vu l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 6 juillet 2010 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

### ARRETE :

Article 1er. - Est déclarée d'utilité publique, sur la commune du Malzieu Ville, l'acquisition foncière de l'emprise des ouvrages annexes - collecteur principal du Pont de Bastard, collecteur intermédiaire et brise charge du Nozier - pour l'alimentation en eau potable.

Article 2. - La commune du Malzieu Ville est autorisée à acquérir les terrains nécessaires à la réalisation de cette opération soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation.

Article 3. - Le présent arrêté sera notifié par lettre en recommandé avec accusé réception à chacun des propriétaires concernés par le projet.

Article 4. - A défaut d'accord amiable, les expropriations devront être réalisées dans un délai de cinq ans à partir de la publication du présent arrêté.

Article 5 - Le présent arrêté et ses annexes seront affichés, pendant une durée minimum de deux mois, en mairie du Malzieu Ville et du Malzieu Forain, aux lieux et places habituels. L'accomplissement de cette formalité sera justifiée par un certificat établi par les maires des communes précitées.

Article 6 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 7 - le secrétaire général de la préfecture et les maires du Malzieu Ville et du Malzieu Forain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. le directeur départemental des territoires et à Mme la directrice de la délégation territoriale de la Lozère de l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon, et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la LOZERE.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Jocelyn SNOECK

COMMUNE DU MALZIEU - FORAIN

**Ouvrage collecteur principal du PONT DE BASTARD**

ETAT PARCELLAIRE  
DU TERRAIN A ACQUERIR PAR LA COMMUNE DU MALZIEU - VILLE

Situation Ancienne					Situation Nouvelle							
Cadaastre			Adresse ou Lieu-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Emprise			Hors Emprise		Origine de la propriété	
Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²				P ou T	Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²	Section		Numéro du cadastre
C	61	14652	Bepignole	Pâture	- Habitants de Couffours Bas - Mairie du Malzien Forain - Boulevard Robert de Fiers - 48 140 LE MALZIEU - VILLE	P	C	61	225 m²	61	14 427 m²	Non puaté au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)

Liasses comprenant

6

pages

Vues et annexes à l'arrêté

N° 2010-210-0033

du

29

juillet

2010

Liasse comprenant 6 pages  
Vue et annexée à l'arrêté  
n° 2910-210-0033 du 29

~~Pour le prison et par dérogation,  
Le sous-chef général,~~

2000

Commune du MALZIEU FORAIN

Cadaastre

Section C

## PLAN PARCELLAIRE

AEP du MALZIEU VILLE

Collecteur principal du pont de Bastard

Arrêté N°2010210-0033 - 08/2010

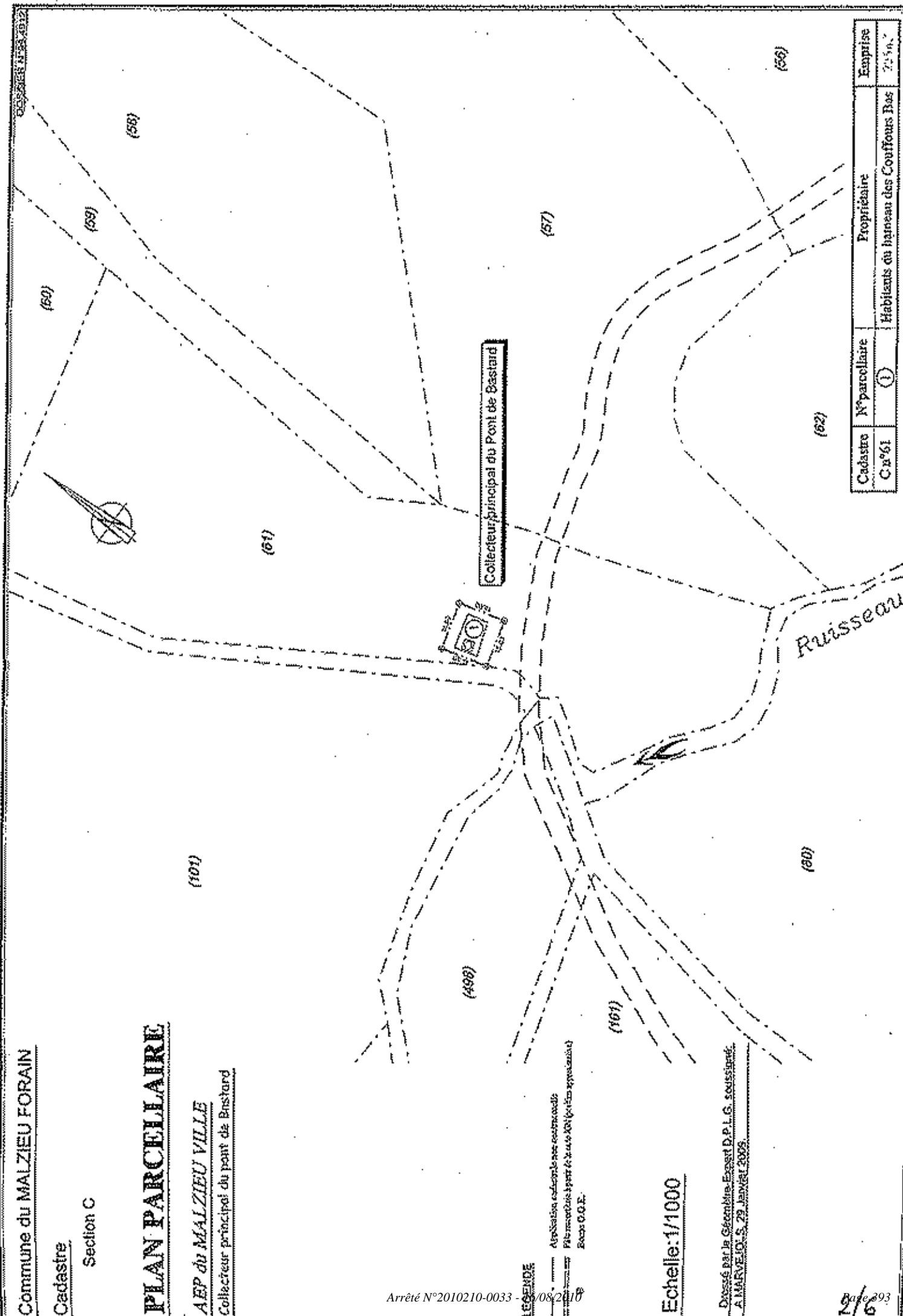
### LEGENDE

Appellation collective des parcelles  
Plani-métrique à partir de la carte IGN (1:50 000 approx.)  
Régie C.O.E.

Echelle: 1/1000

Dressé par la Géomètre-Expert D.P.L.G. soussignée:  
A. MARTEL, S. 29 Janvier 2009.

2/6 293



Cadaastre	N°parcellaire	Propriétaire		Emprise
		Habitants du hameau des Couffours Bas		
C n°61	(1)			72 500 m²

**ETAT PAR CELLAIRE**  
**DU TERRAIN A ACQUERIR PAR LA COMMUNE DU MALZIEU - VILLE**

Situation Ancienne					Situation Nouvelle					Origine de la propriété	
Cadaastre			Adresse ou Lieu-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Emprise			Hors Emprise		
Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²				P ou T	Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²		Section
C	56	128047	Sogne de Depigneole	Lande	- Habitants de Couffours Bas - Mairie du Malzieu Forain - Boulevard Robert de Piers - 48 140 LE MALZIEU - VILLE	P	C	56	25 m²	128022 m²	Non publié au fichier immobilier (origine antérieure à 1956)

Commune du MALZIEU FORAIN

Cadastre

Section C

## PLAN PARCELLAIRE

AEP du MALZIEU VILLE

Collecteur intermédiaire

Arrêté N°2010210-0033 - 16/06/2010

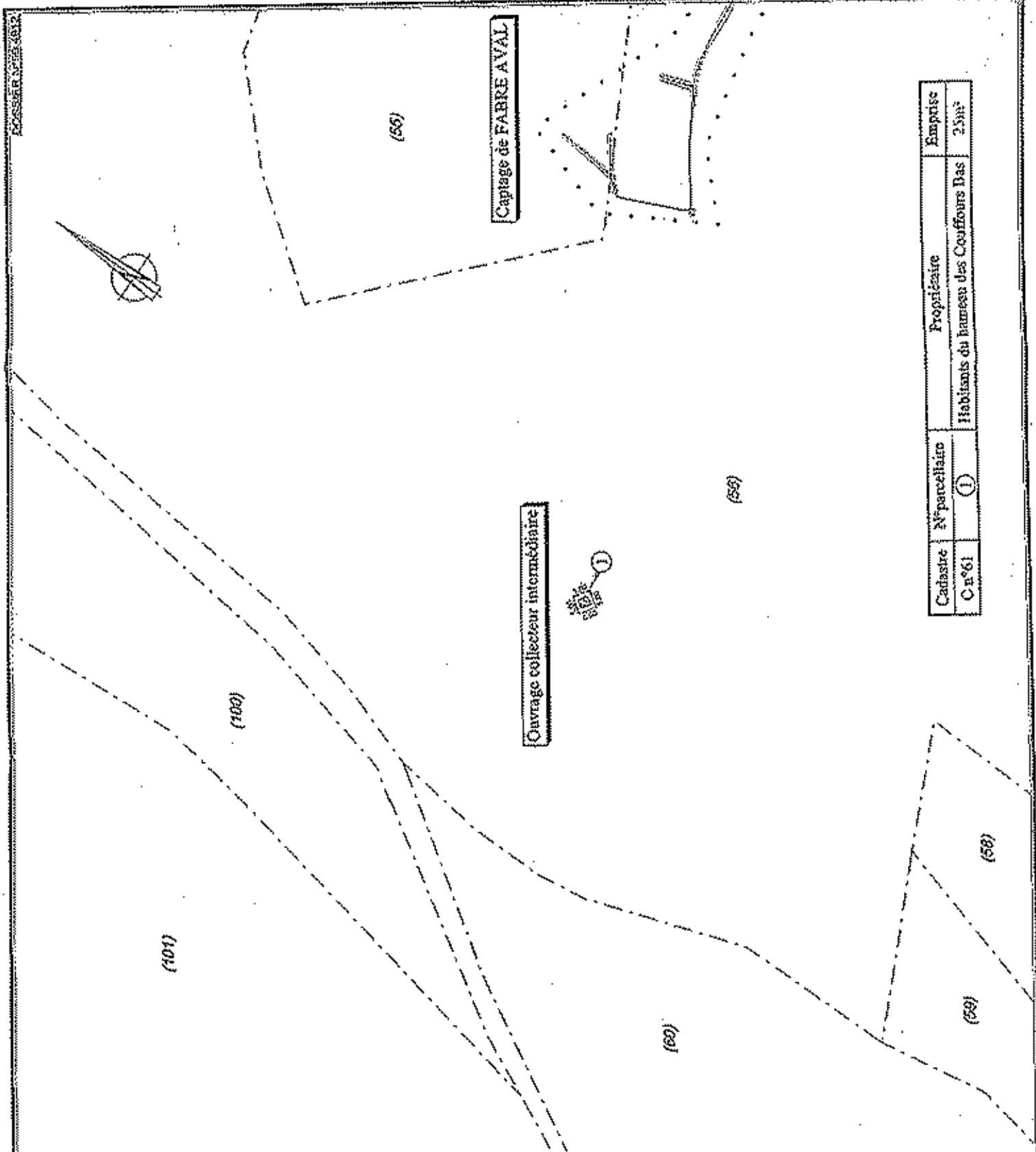
### LEGENDE

Application cadastrale aux cadastres de  
Trie des parcelles à partir de la carte IGN (protection des parcelles)  
Bords O.G.R.  
Cours

Echelle: 1/1000

Dressé par le Géomètre-Expert D.P.L.G. soussigné:  
A MARCELLOS, 29 Janvier 2008

4/6



Cadastre	N°parcellaire	Propriétaire	Emprise
Cn°61	(1)	Habitants du hameau des Couffours Bas	25m²



DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

COMMUNE DU MALZIEU - FORAIN

Brise Charge du NOZIER

ETAT PARCELLAIRE  
DU TERRAIN A ACQUERIR PAR LA COMMUNE DU MALZIEU - VILLE

Situation Ancienne					Situation Nouvelle								
Cadaastre			Adresse ou Lieu-dit	Nature	Identité et Adresse des propriétaires	Emprise			Hors Emprise				
Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²				P ou T	Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²	Section	Numéro du cadastre	Surface totale en m²	
A	374	14975	Chon del galasire	Pâtur	Indivision : - Madame Meissonnier Maurice épouse VIDAL Jean Claude 31/03/1961 à SAINT CHELY D'APCHER (48) demeurant Grange de Bony - 48 140 LE MALZIEU - VILLE (identité régulièrement justifiée) - Monsieur VIDAL Jean Claude Félix époux Meissonnier Maurice Denise né le 10/12/1962 au MALZIEU FORAIN (48) demeurant Grange de Bony - 48 140 LE MALZIEU - VILLE (identité régulièrement justifiée)	P	A	374	25 m²	A	374	14950 m²	Propriétaires en vertu d'une acquisition passée au ministère de Maître BARDON Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) le 26 juin 2002 publiée à la conservation des hypothèques de MENDE (48) les 16 juillet et 9 septembre 2002 Vol 2002p N°2597

Arrêté N°2010210-0033 - 16/08/2010

Commune du MALZIEU FORAIN  
A.E.P. du MALZIEU VILLE

Cadastré

Section A

# PLAN PARCELLAIRE

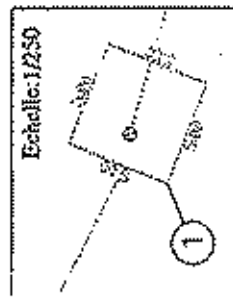
Brise Charge du Nozior

LEGENDA

- Application cadastrale des parcelles
- Quadrilatère (ou autre) de 50m de largeur
- Quadrilatère (ou autre) de 50m de largeur

(375)

BRISE CHARGE Z=1043.20



Echelle: 1/1000

Document par le Cadastre de la Commune de MALZIEU FORAIN  
A MALZIEU VILLE le 11/05/2008

Cadastre	N° parcellaire	Propriétaire	Emprise
A n°374	①	M. et Mme Védal Jean-Claude et Mouricotte	25ca

6/6



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Autre**

**signé par Prefet de la lozere  
le 01 Juin 2010**

**Prefecture de la Lozere  
DLPCL  
bureau des relations collectivités locales**

ARRETE n ° 2010-152-07 du 1° juin 2010  
portant TRANSFERT DE BIENS  
IMMOBILIERS de la section de l'Hermet (n °  
SIREN : 214802746), dont le siège est mairie  
de Prévenchères, représentée par M. Gérard.  
LANDRIEU, maire de Prévenchères, à la  
commune de Prévenchères (n ° SIREN  
214801193) elle- même représentée par M.  
Louis MAURIN, premier adjoint au maire de  
Prévenchères.

PREFECTURE DE LA LOZÈRE

Secrétariat préfet

Arrêté n° 2010186-0002 du 5 juillet 2010  
chargeant M. Boris BERNABEU, sous-préfet de Florac,  
des fonctions de suppléance de l'exercice des fonctions préfectorales  
du mercredi 7 juillet à partir de 9 h 00 au vendredi 9 juillet 2010 matin

Le préfet de la Lozère,  
Officier de l'ordre national du Mérite,  
Officier du mérite agricole,

- VU* la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
*VU* le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997, modifiée, relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,  
*VU* le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,  
*VU* le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle Calédonie,  
*VU* le décret du Président de la République en Conseil des ministres du 15 juillet 2009, portant nomination de M. Dominique LACROIX en qualité de préfet du département de la Lozère,  
*VU* le décret du Président de la République du 2 septembre 2009 nommant M. Boris BERNABEU en qualité de sous-préfet de Florac,  
*VU* le décret du Président de la République du 4 mars 2010 nommant M. Jocelyn SNOECK en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Lozère,  
*VU* l'arrêté préfectoral n° 2010006-03 du 6 janvier 2010 portant organisation de la préfecture de la Lozère,  
*VU* l'arrêté préfectoral n° 2010102 du 12 avril 2010 portant délégation de signature à M. Jocelyn SNOECK, secrétaire général de la préfecture,  
*VU* l'arrêté préfectoral n° 2010102-08 du 12 avril 2010 portant délégation de signature à M. Boris BERNABEU, sous-préfet de Florac,  
**CONSIDERANT** l'absence concomitante du préfet et du secrétaire général de la préfecture du mercredi 7 juillet à partir de 9 h 00 au vendredi 9 juillet 2010 matin,

ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup>

M. Boris BERNABEU, sous-préfet de Florac, est désigné pour exercer la suppléance de l'exercice des fonctions préfectorales, à titre exceptionnel, du mercredi 7 juillet à partir de 9 h 00 au vendredi 9 juillet 2010 matin.

ARTICLE 2 :

Le secrétaire général et le sous-préfet de Florac sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Lozère.

  
Dominique LACROIX



## PRÉFET DE LA LOZÈRE

SECRETARIAT GENERAL  
BUREAU DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

**ARRETE n° 20100189-0001 du 8 juillet 2010**  
**relatif à la labellisation d'un « relais services publics »**  
**porté par la communauté de communes du pays de Florac et du Haut Tarn**

Le préfet de la Lozère  
Officier de l'ordre national du Mérite  
Officier du Mérite agricole

VU la charte nationale sur l'organisation de l'offre de services publics et au public en milieu rural signée le 23 juin 2006,

VU la circulaire interministérielle du 2 août 2006 relative à la labellisation de « Relais Services Publics (R.S.P.) » et le cahier des charges pour la labellisation des « Relais Services Publics » annexé,

VU la charte nationale de qualité des « Relais Services Publics »,

VU le dossier de candidature présenté par la communauté de communes du pays de Florac et du Haut Tarn en vue de la labellisation d'un « Relais Services Publics » à Florac ;

VU la convention locale de « Relais Services Publics » signée le 2 juillet 2010 entre la communauté de communes du pays de Florac et du Haut Tarn, l'Etat, le conseil général et la maison de l'emploi et de la cohésion sociale ;

Considérant qu'au vu des engagements exposés par le dossier de candidature précité et des accords de participation des services signataires de la convention précitée, le cahier des charges pour la labellisation du « Relais Services Publics » annexé à la circulaire du 2 août 2006 est respecté ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

### ARRETE

Article 1er : Le service d'accueil polyvalent du public assuré par la communauté de communes du Pays de Florac et du Haut Tarn, situé Place Paul Comte 48400 Florac, tel que décrit dans la convention, est labellisé « Relais Services Publics ».

Le cadre géographique d'exercice des missions de ce « Relais Services Publics » est le territoire de la communauté de communes du Pays de Florac et du Haut Tarn.

Article 2 : La communauté de communes et chacun des partenaires s'engagent à mettre en œuvre les moyens et à respecter les objectifs de qualité de service prévus par les chartes nationale et locale relatives aux « Relais Services Publics », notamment en ce qui concerne l'information du public, sous un délai maximal de quatre mois à compter de la publication du présent arrêté.

La communauté de communes facilite une large reconnaissance de son adhésion au dispositif « Relais Services Publics » par les usagers :

- en utilisant le logo national sur tous les documents émanant du relais et par tout moyen adapté,

Adresse postale : PREFECTURE DE LA LOZERE - 2, Rue de la Rovère - 48005 MENDE CEDEX

Téléphone : 04-66-49-60-00 - Télécopie : 04-66-49-17-23

- en posant l'enseigne nationale en relief sur la façade du relais,
- en utilisant et affichant les supports de communication communs à l'ensemble des relais (dépliants, affiches, autocollants, kakémono).

Les partenaires signataires de la convention locale de participation au « Relais Services Publics » veillent à informer le public de l'existence du relais et des services qui y sont assurés.

Article 3 : La communauté de communes adressera au préfet au moins une fois par an un compte rendu d'activité détaillé intégrant des données quantitatives et qualitatives nécessaires à l'évaluation du dispositif, permettant au préfet de s'assurer du respect des orientations fixées par la charte nationale de qualité des « Relais Services Publics ».

Ce compte rendu sera présenté au comité de pilotage local réuni au moins une fois par an auquel sera convié le préfet. Ce comité de pilotage local évaluera les résultats de l'activité du relais et déterminera les orientations en vue d'en renforcer l'action.


Article 4 : La communauté de communes informera sans délai le préfet de toute modification substantielle aux conditions de fonctionnement du relais au regard des obligations figurant au cahier des charges pour la labellisation et à la charte nationale de qualité, en particulier relatives aux horaires d'ouverture au public, à l'aménagement des locaux mis à disposition des services, au nombre et à la qualification du personnel d'accueil, ainsi qu'aux services participants et aux prestations offertes au public.

La communauté de communes informera le préfet de toute demande de participation d'un nouveau service au relais ou de retrait d'un service participant dès réception de ces demandes.

Article 5 : Le préfet peut retirer le label « Relais Services Publics » en cas de manquement aux dispositions de la charte nationale de qualité ou de modification des conditions de respect des obligations figurant au cahier des charges pour la labellisation du « Relais Services Publics ».

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, la présidente de la communauté de communes du Pays de Florac et du Haut Tarn et les partenaires signataires de la convention locale du Relais Services Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Lozère.

Fait à Mende, le



**Dominique LACROIX**



## PRÉFET DE LA LOZÈRE

SECRETARIAT GENERAL  
BUREAU DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

**ARRETE n° 2010183-0002 du 8 juillet 2010**  
**relatif à la labellisation d'un « relais services publics »**  
**porté par la communauté de communes de Villefort**

Le préfet de la Lozère  
Officier de l'ordre national du Mérite  
Officier du Mérite agricole

VU la charte nationale sur l'organisation de l'offre de services publics et au public en milieu rural signée le 23 juin 2006,

VU la circulaire interministérielle du 2 août 2006 relative à la labellisation de « Relais Services Publics (R.S.P.) » et le cahier des charges pour la labellisation des « Relais Services Publics » annexé,

VU la charte nationale de qualité des « Relais Services Publics »,

VU le dossier de candidature présenté par la communauté de communes de Villefort en vue de la labellisation d'un « Relais Services Publics » à Villefort ;

VU la convention locale de « Relais Services Publics » signée le 2 juillet 2010 entre la communauté de communes à Villefort, l'Etat, le conseil général et la maison de l'emploi et de la cohésion sociale ;

Considérant qu'au vu des engagements exposés par le dossier de candidature précité et des accords de participation des services signataires de la conventions précitées, le cahier des charges pour la labellisation du « Relais Services Publics » annexé à la circulaire du 2 août 2006 est respecté ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture,

### ARRETE

Article 1er : Le service d'accueil polyvalent du public assuré par la communauté de communes de Villefort, situé dans les locaux à la mairie, 19 rue de l'Eglise 48800 Villefort, tel que décrit dans le dossier de candidature, est labellisé « Relais Services Publics ».

Le cadre géographique d'exercice des missions de ce « Relais Services Publics » est le territoire de la communauté de communes de Villefort.

Article 2 : La communauté de communes et chacun des partenaires s'engagent à mettre en œuvre les moyens et à respecter les objectifs de qualité de service prévus par les chartes nationale et locale relatives aux « Relais Services Publics », notamment en ce qui concerne l'information du public, sous un délai maximal de quatre mois à compter de la publication du présent arrêté.

La communauté de communes facilite une large reconnaissance de son adhésion au dispositif « Relais Services Publics » par les usagers :

- en utilisant le logo national sur tous les documents émanant du relais et par tout moyen adapté,

Adresse postale : PREFECTURE DE LA LOZERE - 2, Rue de la Rovère - 48005 MENDE CEDEX

Téléphone : 04-66-49-60-00 - Télécopie : 04-66-49-17-23

- en posant l'enseigne nationale en relief sur la façade du relais,
- en utilisant et affichant les supports de communication communs à l'ensemble des relais (dépliants, affiches, autocollants, kakémono).

Les partenaires signataires de la convention locale de participation au « Relais Services Publics » veillent à informer le public de l'existence du relais et des services qui y sont assurés.

Article 3 : La communauté de communes adressera au préfet au moins une fois par an un compte rendu d'activité détaillé intégrant des données quantitatives et qualitatives nécessaires à l'évaluation du dispositif, permettant au préfet de s'assurer du respect des orientations fixées par la charte nationale de qualité des « Relais Services Publics ».

Ce compte rendu sera présenté au comité de pilotage local réuni au moins une fois par an auquel sera convié le préfet. Ce comité de pilotage local évaluera les résultats de l'activité du relais et déterminera les orientations en vue d'en renforcer l'action.


Article 4 : La communauté de communes informera sans délai le préfet de toute modification substantielle aux conditions de fonctionnement du relais au regard des obligations figurant au cahier des charges pour la labellisation et à la charte nationale de qualité, en particulier relatives aux horaires d'ouverture au public, à l'aménagement des locaux mis à disposition des services, au nombre et à la qualification du personnel d'accueil, ainsi qu'aux services participants et aux prestations offertes au public.

La communauté de communes informera le préfet de toute demande de participation d'un nouveau service au relais ou de retrait d'un service participant dès réception de ces demandes.

Article 5 : Le préfet peut retirer le label « Relais Services Publics » en cas de manquement aux dispositions de la charte nationale de qualité ou de modification des conditions de respect des obligations figurant au cahier des charges pour la labellisation du « Relais Services Publics ».

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le président de la communauté de communes de Villefort et les partenaires signataires de la convention locale du Relais Services Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Lozère.

Fait à Mende, le



**Dominique LACROIX**





## PRÉFET DE LA LOZÈRE

SECRETARIAT GÉNÉRAL  
BUREAU DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

**ARRETE n° 2010-189 - 0003 du 8 juillet 2010**  
**relatif à la labellisation d'un « relais services publics »**  
**porté par la commune de Saint Chély d'Apcher**

Le préfet de la Lozère  
Officier de l'ordre national du Mérite  
Officier du Mérite agricole

VU la charte nationale sur l'organisation de l'offre de services publics et au public en milieu rural signée le 23 juin 2006,

VU la circulaire interministérielle du 2 août 2006 relative à la labellisation de « Relais Services Publics (R.S.P.) » et le cahier des charges pour la labellisation des « Relais Services Publics » annexé,

VU la charte nationale de qualité des « Relais Services Publics »,

VU le dossier de candidature présenté par la commune de Saint Chély d'Apcher en vue de la labellisation d'un « Relais Services Publics » à Florac ;

VU la convention locale de « Relais Services Publics » signée le 2 juillet 2010 entre la commune de Saint Chély d'Apcher, l'Etat, le conseil général et la maison de l'emploi et de la cohésion sociale ;

Considérant qu'au vu des engagements exposés par le dossier de candidature précité et des accords de participation des services signataires de la conventions précitées, le cahier des charges pour la labellisation du « Relais Services Publics » annexé à la circulaire du 2 août 2006 est respecté ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture,

### ARRETE

Article 1er : Le service d'accueil polyvalent du public assuré par la commune de Saint Chély d'Apcher, situé dans les locaux - rue de l'ancien hôpital - 48200 Saint Chély d'Apcher, tel que décrit dans le dossier de candidature, est labellisé « Relais Services Publics ».

Le cadre géographique d'exercice des missions de ce « Relais Services Publics » est le territoire de la commune de Saint-Chély d'Apcher et son bassin de vie.

Article 2 : La commune et chacun des partenaires s'engagent à mettre en œuvre les moyens et à respecter les objectifs de qualité de service prévus par les chartes nationale et locale relatives aux « Relais Services Publics », notamment en ce qui concerne l'information du public, sous un délai maximal de quatre mois à compter de la publication du présent arrêté.

La commune facilite une large reconnaissance de son adhésion au dispositif « Relais Services Publics » par les usagers :

- en utilisant le logo national sur tous les documents émanant du relais et par tout moyen adapté,
- en posant l'enseigne nationale en relief sur la façade du relais,

Adresse postale : PREFECTURE DE LA LOZERE - 2, Rue de la Rovère - 48005 MENDE CEDEX

Téléphone : 04-66-49-60-00 - Télécopie : 04-66-49-17-23

- en utilisant et affichant les supports de communication communs à l'ensemble des relais (dépliants, affiches, autocollants, kakémono).

Les partenaires signataires de la convention locale de participation au « Relais Services Publics » veillent à informer le public de l'existence du relais et des services qui y sont assurés.

Article 3 : La commune adressera au préfet au moins une fois par an un compte rendu d'activité détaillé intégrant des données quantitatives et qualitatives nécessaires à l'évaluation du dispositif, permettant au préfet de s'assurer du respect des orientations fixées par la charte nationale de qualité des « Relais Services Publics ».

Ce compte rendu sera présenté au comité de pilotage local réuni au moins une fois par an auquel sera convié le préfet. Ce comité de pilotage local évaluera les résultats de l'activité du relais et déterminera les orientations en vue d'en renforcer l'action.

Article 4 : La commune informera sans délai le préfet de toute modification substantielle aux conditions de fonctionnement du relais au regard des obligations figurant au cahier des charges pour la labellisation et à la charte nationale de qualité, en particulier relatives aux horaires d'ouverture au public, à l'aménagement des locaux mis à disposition des services, au nombre et à la qualification du personnel d'accueil, ainsi qu'aux services participants et aux prestations offertes au public.

Le maire informera le préfet de toute demande de participation d'un nouveau service au relais ou de retrait d'un service participant dès réception de ces demandes.

Article 5 : Le préfet peut retirer le label « Relais Services Publics » en cas de manquement aux dispositions de la charte nationale de qualité ou de modification des conditions de respect des obligations figurant au cahier des charges pour la labellisation du « Relais Services Publics ».

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Saint Chély d'Apcher et les partenaires signataires de la convention locale du Relais Services Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Lozère.

Fait à Mende, le



**Dominique LACROIX**



## PRÉFET DE LA LOZÈRE

SECRETARIAT GÉNÉRAL  
BUREAU DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

### ARRETE n° 2010.189.0004 du 8 juillet 2010 relatif à la labellisation d'un « relais services publics » porté par la commune de Marvejols

Le préfet de la Lozère  
Officier de l'ordre national du Mérite  
Officier du Mérite agricole

VU la charte nationale sur l'organisation de l'offre de services publics et au public en milieu rural signée le 23 juin 2006,

VU la circulaire interministérielle du 2 août 2006 relative à la labellisation de « Relais Services Publics (R.S.P.) » et le cahier des charges pour la labellisation des « Relais Services Publics » annexé,

VU la charte nationale de qualité des « Relais Services Publics »,

VU le dossier de candidature présenté par la commune de Marvejols en vue de la labellisation d'un « Relais Services Publics » à Marvejols ;

VU la convention locale de « Relais Services Publics » signée le 2 juillet 2010 entre la commune de Marvejols, l'Etat, le conseil général et la maison de l'emploi et de la cohésion sociale ;

Considérant qu'au vu des engagements exposés par le dossier de candidature précité et des accords de participation des services signataires de la conventions précitées, le cahier des charges pour la labellisation du « Relais Services Publics » annexé à la circulaire du 2 août 2006 est respecté ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

### ARRETE

Article 1er : Le service d'accueil polyvalent du public assuré par la commune de Marvejols, situé dans les locaux de la Maison des services publics, de l'emploi et de la cohésion sociale, place Daurade, 48100 Marvejols, tel que décrit dans le dossier de candidature, est labellisé « Relais Services Publics ». Le cadre géographique d'exercice des missions de ce « Relais Services Publics » est le territoire de la commune de Marvejols et son bassin de vie.

Article 2 : La commune et chacun des partenaires s'engagent à mettre en œuvre les moyens et à respecter les objectifs de qualité de service prévus par les chartes nationale et locale relatives aux « Relais Services Publics », notamment en ce qui concerne l'information du public, sous un délai maximal de quatre mois à compter de la publication du présent arrêté.

La commune facilite une large reconnaissance de son adhésion au dispositif « Relais Services Publics » par les usagers :

- en utilisant le logo national sur tous les documents émanant du relais et par tout moyen adapté,

- en posant l'enseigne nationale en relief sur la façade du relais,
- en utilisant et affichant les supports de communication communs à l'ensemble des relais (dépliants, affiches, autocollants, kakémono).

Les partenaires signataires de la convention locale de participation au « Relais Services Publics » veillent à informer le public de l'existence du relais et des services qui y sont assurés.

Article 3 : La commune adressera au préfet au moins une fois par an un compte rendu d'activité détaillé intégrant des données quantitatives et qualitatives nécessaires à l'évaluation du dispositif, permettant au préfet de s'assurer du respect des orientations fixées par la charte nationale de qualité des « Relais Services Publics ».

Ce compte rendu sera présenté au comité de pilotage local réuni au moins une fois par an auquel sera convié le préfet. Ce comité de pilotage local évaluera les résultats de l'activité du relais et déterminera les orientations en vue d'en renforcer l'action.


Article 4 : La commune informera sans délai le préfet de toute modification substantielle aux conditions de fonctionnement du relais au regard des obligations figurant au cahier des charges pour la labellisation et à la charte nationale de qualité, en particulier relatives aux horaires d'ouverture au public, à l'aménagement des locaux mis à disposition des services, au nombre et à la qualification du personnel d'accueil, ainsi qu'aux services participants et aux prestations offertes au public.

La commune informera le préfet de toute demande de participation d'un nouveau service au relais ou de retrait d'un service participant dès réception de ces demandes.

Article 5 : Le préfet peut retirer le label « Relais Services Publics » en cas de manquement aux dispositions de la charte nationale de qualité ou de modification des conditions de respect des obligations figurant au cahier des charges pour la labellisation du « Relais Services Publics ».

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Marvejols et les partenaires signataires de la convention locale du Relais Services Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Lozère.

Fait à Mende, le



**Dominique LACROIX**



## PRÉFET DE LA LOZÈRE

SECRETARIAT GENERAL  
BUREAU DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

**ARRETE n° 2010-189 - 0005 du 8 juillet 2010**  
**relatif à la labellisation d'un « relais services publics »**  
**porté par la communauté de communes du causse du Massegros**

Le préfet de la Lozère  
Officier de l'ordre national du Mérite  
Officier du Mérite agricole

VU la charte nationale sur l'organisation de l'offre de services publics et au public en milieu rural signée le 23 juin 2006,

VU la circulaire interministérielle du 2 août 2006 relative à la labellisation de « Relais Services Publics (R.S.P.) » et le cahier des charges pour la labellisation des « Relais Services Publics » annexé,

VU la charte nationale de qualité des « Relais Services Publics »,

VU le dossier de candidature présenté par la communauté de communes du Causse du Massegros en vue de la labellisation d'un « Relais Services Publics » à Florac ;

VU la convention locale de « Relais Services Publics » signée le 2 juillet 2010 entre la communauté de communes causse du Massegros, l'Etat, le conseil général et la maison de l'emploi et de la cohésion sociale ;

Considérant qu'au vu des engagements exposés par le dossier de candidature précité et des accords de participation des services signataires de la conventions précitées, le cahier des charges pour la labellisation du « Relais Services Publics » annexé à la circulaire du 2 août 2006 est respecté ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

### ARRETE

Article 1er : Le service d'accueil polyvalent du public assuré par la communauté de communes du Causse du Massegros, situé dans les locaux de la communauté de communes, village, 48500 LE MASSEGROS, tel que décrit dans le dossier de candidature, est labellisé « Relais Services Publics ».

Le cadre géographique d'exercice des missions de ce « Relais Services Publics » est le territoire de la communauté de communes du Causse du Massegros.

Article 2 : La communauté de communes et chacun des partenaires s'engagent à mettre en œuvre les moyens et à respecter les objectifs de qualité de service prévus par les chartes nationale et locale relatives aux « Relais Services Publics », notamment en ce qui concerne l'information du public, sous un délai maximal de quatre mois à compter de la publication du présent arrêté.

La communauté de communes facilite une large reconnaissance de son adhésion au dispositif « Relais Services Publics » par les usagers :

- en utilisant le logo national sur tous les documents émanant du relais et par tout moyen adapté,

- en posant l'enseigne nationale en relief sur la façade du relais,
- en utilisant et affichant les supports de communication communs à l'ensemble des relais (dépliants, affiches, autocollants, kakémono).

Les partenaires signataires de la convention locale de participation au « Relais Services Publics » veillent à informer le public de l'existence du Relais et des services qui y sont assurés.

Article 3 : La communauté de communes adressera au préfet au moins une fois par an un compte rendu d'activité détaillé intégrant des données quantitatives et qualitatives nécessaires à l'évaluation du dispositif, permettant au préfet de s'assurer du respect des orientations fixées par la charte nationale de qualité des « Relais Services Publics ».

Ce compte rendu sera présenté au comité de pilotage local réuni au moins une fois par an auquel sera convié le préfet. Ce comité de pilotage local évaluera les résultats de l'activité du relais et déterminera les orientations en vue d'en renforcer l'action.

Article 4 : La communauté de communes informera sans délai le préfet de toute modification substantielle aux conditions de fonctionnement du relais au regard des obligations figurant au cahier des charges pour la labellisation et à la charte nationale de qualité, en particulier relatives aux horaires d'ouverture au public, à l'aménagement des locaux mis à disposition des services, au nombre et à la qualification du personnel d'accueil, ainsi qu'aux services participants et aux prestations offertes au public.

La communauté de communes informera le préfet de toute demande de participation d'un nouveau service au Relais ou de retrait d'un service participant dès réception de ces demandes.

Article 5 : Le préfet peut retirer le label « Relais Services Publics » en cas de manquement aux dispositions de la charte nationale de qualité ou de modification des conditions de respect des obligations figurant au cahier des charges pour la labellisation du « Relais Services Publics ».

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le président de la communauté de communes du Causse du Masségros et les partenaires signataires de la convention locale du Relais Services Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Lozère.

Fait à Mende, le

  
Dominique LACROIX



## PRÉFET DE LA LOZÈRE

SECRETARIAT GENERAL  
BUREAU DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

**ARRETE n° 2010189 - 0006 du 8 juillet 2010**  
**relatif à la labellisation d'un « relais services publics »**  
**porté par la communauté de communes « Des Cévennes au Mont Lozère »**

Le préfet de la Lozère  
Officier de l'ordre national du Mérite  
Officier du Mérite agricole

VU la charte nationale sur l'organisation de l'offre de services publics et au public en milieu rural signée le 23 juin 2006,

VU la circulaire interministérielle du 2 août 2006 relative à la labellisation de « Relais Services Publics (R.S.P.) » et le cahier des charges pour la labellisation des « Relais Services Publics » annexé,

VU la charte nationale de qualité des « Relais Services Publics »,

VU le dossier de candidature présenté par la communauté de communes Les Cévennes au Mont Lozère en vue de la labellisation d'un « Relais Services Publics » au Pont de Montvert ;

VU la convention locale de « Relais Services Publics » signée le 2 juillet 2010 entre la communauté de communes Les Cévennes au Mont Lozère, l'Etat, le conseil général et la maison de l'emploi et de la cohésion sociale ;

Considérant qu'au vu des engagements exposés par le dossier de candidature précité et des accords de participation des services signataires de la conventions précitées, le cahier des charges pour la labellisation du « Relais Services Publics » annexé à la circulaire du 2 août 2006 est respecté ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

### ARRETE

Article 1er : Le service d'accueil polyvalent du public assuré par la communauté de communes Les Cévennes au Mont Lozère, situé dans les locaux réservés à la maison de l'emploi et de la cohésion sociale, à la mairie du Pont de Montvert, 48420, tel que décrit dans le dossier de candidature, est labellisé « Relais Services Publics ».

Le cadre géographique d'exercice des missions de ce « Relais Services Publics » est le territoire de la communauté de communes Les Cévennes au Mont Lozère.

Article 2 : La communauté de communes et chacun des partenaires s'engagent à mettre en œuvre les moyens et à respecter les objectifs de qualité de service prévus par les chartes nationale et locale relatives aux « Relais Services Publics », notamment en ce qui concerne l'information du public, sous un délai maximal de quatre mois à compter de la publication du présent arrêté.

La communauté de communes facilite une large reconnaissance de son adhésion au dispositif « Relais Services Publics » par les usagers :

Adresse postale : PREFECTURE DE LA LOZERE - 2, Rue de la Rovère - 48005 MENDE CEDEX

Téléphone : 04-66-49-60-00 - Télécopie : 04-66-49-17-23

- en utilisant le logo national sur tous les documents émanant du relais et par tout moyen adapté,
- en posant l'enseigne nationale en relief sur la façade du relais,
- en utilisant et affichant les supports de communication communs à l'ensemble des relais (dépliants, affiches, autocollants, kakémono).

Les partenaires signataires de la convention locale de participation au « Relais Services Publics » veillent à informer le public de l'existence du relais et des services qui y sont assurés.

Article 3 : La communauté de communes adressera au préfet au moins une fois par an un compte rendu d'activité détaillé intégrant des données quantitatives et qualitatives nécessaires à l'évaluation du dispositif, permettant au préfet de s'assurer du respect des orientations fixées par la charte nationale de qualité des « Relais Services Publics ».

Ce compte rendu sera présenté au comité de pilotage local réuni au moins une fois par an auquel sera convié le préfet. Ce comité de pilotage local évaluera les résultats de l'activité du relais et déterminera les orientations en vue d'en renforcer l'action.

Article 4 : La communauté de communes informera sans délai le préfet de toute modification substantielle aux conditions de fonctionnement du relais au regard des obligations figurant au cahier des charges pour la labellisation et à la charte nationale de qualité, en particulier relatives aux horaires d'ouverture au public, à l'aménagement des locaux mis à disposition des services, au nombre et à la qualification du personnel d'accueil, ainsi qu'aux services participants et aux prestations offertes au public.

La communauté de communes informera le préfet de toute demande de participation d'un nouveau service au relais ou de retrait d'un service participant dès réception de ces demandes.

Article 5 : Le préfet peut retirer le label « Relais Services Publics » en cas de manquement aux dispositions de la charte nationale de qualité ou de modification des conditions de respect des obligations figurant au cahier des charges pour la labellisation du « Relais Services Publics ».

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le président de la communauté de communes Les Cévennes au Mont Lozère et les partenaires signataires de la convention locale du Relais Services Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Lozère.

Fait à Mende, le

  
**Dominique LACROIX**





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA LOZÈRE

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT  
DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

SERVICE INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS MULTIMODAUX

ARRÊTE n° 2010208 - 0034

**LE PREFET de la LOZERE,  
Officier de l'Ordre National du Mérite  
Officier du Mérite Agricole**

**Portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour permettre les travaux d'études relatives à la modification de l'échangeur Nord de St Chély d'Apcher sur A75 (échangeur n°33) , sur la commune de SAINT CHELY d'APCHER.**

VU la loi du 29 décembre 1892 modifiée relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution de travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères modifiée et validée par la loi du 28 mars 1957 ;

VU la loi du 22 juillet 1889 modifiée par la procédure à suivre devant les tribunaux ;

VU le décret n° 65-201 du 12 mars 1965 modifiant l'article 7 de la loi du 29 décembre 1892 ;

VU le code pénal ;

VU le code de justice administrative ;

VU le décret n° 81.605 du 12 mai 1981 relatif à l'institut géographique national, modifié par le décret n° 2004-1246 du 22 novembre 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Lozère ;

**-ARRETE-**

**Article 1** - MM. les responsables et agents du Service Infrastructures et Transports Multimodaux de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc Roussillon, de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée et le personnel des entreprises mandatées par elles, sont autorisés, sous réserve du droit des tiers, à procéder à la réalisation d'opérations d'inventaire, de reconnaissance visuelle, de relevés, de piquetages et de sondages nécessaires pour la réalisation des travaux d'études relatives à la modification de l'échangeur Nord de St Chély d'Apcher sur A75 (échangeur n°33) , sur la commune de SAINT CHELY d'APCHER.

Ces opérations seront effectuées sur les terrains inclus dans la zone d'étude dont le périmètre est défini sur le plan annexé au présent arrêté.

La présente autorisation ne dispense pas le pétitionnaire de rechercher les autorisations qui pourraient être nécessaires en application des lois et réglementations en vigueur à d'autres titres.

- Article 2** - Les agents et personnes visés à l'article 1 pourront pénétrer dans les propriétés privées closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation), y planter des balises, y établir des jalons et piquets repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y faire des abattages et élagages nécessaires, y procéder à des relevés topographiques ainsi qu'à des travaux d'arpentage et de bornage et autres travaux ou opérations que les études ou réalisation du projet rendra indispensable et y entreposer le matériel nécessaire.
- Article 3** - L'introduction des agents dans les terrains désignés à l'article 1er ne pourra avoir lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 décembre 1892.
- Article 4** - Chacun des intervenants chargés de la réalisation des travaux sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.
- Article 5** - Les indemnités qui pourraient être dues pour les dommages causés aux propriétés par le personnel chargé des travaux seront à la charge de l'Etat. A défaut d'entente amiable, elles seront fixées par le tribunal administratif de NIMES.
- Article 6** - Le présent arrêté sera affiché aux lieux habituels dans la commune de SAINT CHELY d'APCHER, à la diligence du Maire, qui en dressera procès-verbal.
- Article 7** - Le présent arrêté est valable pour une période de cinq ans à compter de sa signature.
- Article 8** - M. Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Lozère, le commandant du Groupement de Gendarmerie du département de la Lozère, M. le Maire de SAINT CHELY d'APCHER, M. le Chef du Service Infrastructures et Transports Multimodaux de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc-Roussillon, M le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Mende , le 27 juillet 2010

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Jocelyn SNOECK





PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## Autre

**Prefecture de la Lozere  
SECRETARIAT GENERAL  
BCPP**

Arrêté modificatif n ° 2010/01/2258 du 13 juillet 2010 portant délégation de signature en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur, de l'outre- mer et des collectivités territoriales

PREFECTURE DE LA REGION  
LANGUEDOC-ROUSSILLON  
PREFECTURE DE L'HERAULT

**ARRETE MODIFICATIF n° 2010/01/2258**  
**Portant délégation de signature en matière de recrutement et de gestion des**  
**personnels administratifs du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des**  
**collectivités territoriales**

-----

Le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon  
Préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'Honneur

- VU le code des pensions civiles et militaires de retraite ;
- VU la loi du 19 mars 1928 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1927 au titre du budget général et des budgets annexes, notamment son article 41 ;
- VU la loi du 18 août 1936 modifiée concernant les mises à la retraite par ancienneté ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- VU la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 modifiée portant réforme des retraites ;
- VU le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ;
- VU le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 modifié fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;
- VU le décret n° 84-474 du 15 juin 1984 modifié relatif à l'attribution aux agents de l'Etat du congé pour la formation syndicale ;
- VU le décret n° 84-1051 du 30 novembre 1984 modifié pris en application de l'article 63 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat en vue de faciliter le reclassement des fonctionnaires de l'Etat reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;
- VU le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de mise à disposition et de cessation définitive de fonctions ;
- VU le décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congé de maladie des fonctionnaires ;

- VU le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les changements de résidence des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés ;
- VU le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;
- VU le décret n° 95-179 du 20 février 1995 modifié relatif à la cessation progressive d'activité des fonctionnaires de l'Etat et pris pour l'application de l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 ;
- VU le décret n° 95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;
- VU le décret n° 2005-902 du 2 août 2005 modifié pris pour l'application de l'article 22 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- VU le décret n° 2006-536 du 11 mai 2006 relatif aux modalités d'attribution aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat du congé de présence parentale ;
- VU le décret n° 2006-1780 du 23 décembre 2006 modifié portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de l'intérieur ;
- VU le décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat ;
- VU le décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat ;
- VU le décret n° 2008-370 du 18 avril 2008 organisant les conditions d'exercice des fonctions, en position d'activité, dans les administrations de l'Etat ;
- VU le décret du 11 septembre 2008 nommant M. Patrice LATRON, administrateur civil hors classe, sous préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;
- VU le décret du 11 décembre 2008 portant nomination de M. Claude BALAND, préfet hors classe, en qualité de préfet de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault ;
- VU le décret n° 20091484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales Interministérielles ;
- VU l'arrêté du 30 décembre 2009 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

Sur proposition conjointe du Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault et du Secrétaire Général aux Affaires Régionales ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à M. Patrice LATRON, sous préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, à l'effet de signer tous les actes ci-après, relatifs au recrutement et à la gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales affectés dans les juridictions administratives, préfectures, service de police et de gendarmerie des départements de l'Aude, Gard, Hérault, Lozère et Pyrénées Orientales :

1. Avancement d'échelon.
2. Congé parental ;
3. Congés pour accomplissement du service national et des activités dans la réserve opérationnelle, dans la réserve civile et dans la réserve sanitaire ;
4. Réintégration dans le même département après les congés pour accomplissement du service national et des activités dans la réserve opérationnelle, dans la réserve civile et dans la réserve sanitaire ;
5. Cessation progressive d'activité ;
6. Détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un emploi permanent de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public à caractère administratif dépendant de l'Etat ou d'une collectivité territoriale, ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à l'un de ces emplois, sauf pour l'accès à un corps relevant d'un autre département ministériel ;
7. Réintégration dans le même département , après détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un emploi permanent de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public à caractère administratif dépendant de l'Etat ou d'une collectivité territoriale, ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à l'un de ces emplois ;
8. Mise en disponibilité pour poursuivre des études ou des recherches présentant un intérêt général ;
9. Mise en disponibilité pour convenances personnelles ;
10. Mise en disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise ;
11. Mise en disponibilité pour donner des soins au conjoint, au partenaire avec lequel l'agent est lié par un pacte civil de solidarité, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie graves ;
12. Mise en disponibilité pour élever un enfant âgé de moins de huit ans ou pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint, au partenaire avec lequel l'agent est lié par un pacte civil de solidarité, ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ;
13. Mise en disponibilité pour suivre un conjoint ou le partenaire avec lequel l'agent est lié par un pacte civil de solidarité lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, à raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire ;
14. Congé sans traitement pour donner des soins au conjoint ou au partenaire avec lequel l'agent est lié par un pacte civil de solidarité, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie graves ;
15. Congé sans traitement pour élever un enfant de moins de huit ans ou pour donner des soins à un enfant à charge ou au conjoint ou au partenaire avec lequel l'agent est lié par un pacte civil de solidarité ou à un ascendant atteint d'un handicap qui nécessite la présence d'une tierce personne ;
16. Congé sans traitement pour suivre un conjoint ou le partenaire avec lequel l'agent est lié par un pacte civil de solidarité lorsque celui-ci est, en raison de sa profession, astreint à établir sa résidence habituelle en un lieu éloigné du lieu où le fonctionnaire stagiaire intéressé exerce ses fonctions ;
17. Réintégration, après disponibilités et congés mentionnés aux 8 à 16, dans les mêmes services, sans changement de département ;
18. Maintien en activité au-delà de la limite d'âge ;
19. Mutation à l'intérieur de la région administrative pour le corps de catégorie C, à l'exception des régions et collectivités d'outre-mer et de la Nouvelle-Calédonie ;
20. Nomination des lauréats des examens professionnels et des avancements de grade au choix après inscription au tableau national d'avancement ;
21. Nomination après inscription sur la liste nationale d'aptitude ;

22. Nomination des lauréats des concours pour les corps de catégories B et C et des recrutements sans concours pour le corps de catégorie C ;
23. Prolongation de stage pour les corps de catégorie B et C ;
24. Prolongation des contrats des personnels recrutés par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique d'Etat (PACTE) et, pour les corps de catégories B et C, par la voie contractuelle de travailleurs handicapés prévu par le décret du 25 août 1995 susvisé ;
25. Radiation des cadres par admission à la retraite ;
26. Reclassement (hors conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer) ;
27. Recrutement par concours des corps de catégories B et C ;
28. Recrutements sans concours du corps de catégorie C ;
29. Recrutement par voie contractuelle de travailleurs handicapés prévu par le décret du 25 août 1995 susvisé, pour les corps de catégorie B et C ;
30. Recrutement par la voie du PACTE ;
31. Réductions d'ancienneté ;
32. Refus d'autorisation d'absence pour suivre des actions de formation continue prévues au 2° de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 15 octobre 2007 susvisé ;
33. Refus d'autorisation d'absence pour suivre des formations de préparation aux examens et concours administratifs prévues au 3° de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 15 octobre 2007 susvisé ;
34. Refus d'autorisation de travail à temps partiel ;
35. Refus d'honorariat ;
36. Tableau de proposition d'avancements de grade ;
37. Tableau de proposition de promotions de corps ;
38. Titularisation des lauréats des concours pour les corps de catégories B et C (sauf refus) ;
39. Titularisation des personnels recrutés par la voie du PACTE (sauf refus) ;
40. Titularisation des personnels du corps de catégorie C recrutés sans concours (sauf refus) ;
41. Titularisation des personnels recrutés par voie contractuelle de travailleurs handicapés prévu par le décret du 25 août 1995 susvisé, pour les corps de catégorie B et C (sauf refus).

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à Mme Maryse TRICHARD, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directrice des ressources humaines et des moyens, à l'effet de signer les actes ci-après, relatifs au recrutement et à la gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales :

1. Avancement d'échelon ;
2. Congé parental ;
3. Congés pour accomplissement du service national et des activités dans la réserve opérationnelle, dans la réserve civile et dans la réserve sanitaire ;
4. Réintégration dans le même département après les congés pour accomplissement du service national et des activités dans la réserve opérationnelle, dans la réserve civile et dans la réserve sanitaire.
5. Cessation progressive d'activité ;
6. Détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un emploi permanent de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public à caractère administratif dépendant de l'Etat ou d'une collectivité territoriale, ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à l'un de ces emplois, sauf pour l'accès à un corps relevant d'un autre département ministériel ;
7. Réintégration dans le même département, après détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un emploi permanent de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public à caractère administratif dépendant de l'Etat ou d'une collectivité territoriale, ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à l'un de ces emplois ;
8. Mise en disponibilité pour donner des soins au conjoint, au partenaire avec lequel l'agent est lié par un pacte civil de solidarité, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie graves ;



9. Mise en disponibilité pour élever un enfant âgé de moins de huit ans ou pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint, au partenaire avec lequel l'agent est lié par un pacte civil de solidarité, ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ;
10. Mise en disponibilité pour suivre un conjoint ou le partenaire avec lequel l'agent est lié par un pacte civil de solidarité lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, à raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire ;
11. Congé sans traitement pour donner des soins au conjoint ou au partenaire avec lequel l'agent est lié par un pacte civil de solidarité, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie graves ;
12. Congé sans traitement pour élever un enfant de moins de huit ans ou pour donner des soins à un enfant à charge ou au conjoint ou au partenaire avec lequel l'agent est lié par un pacte civil de solidarité ou à un ascendant atteint d'un handicap qui nécessite la présence d'une tierce personne ;
13. Congé sans traitement pour suivre un conjoint ou le partenaire avec lequel l'agent est lié par un pacte civil de solidarité lorsque celui-ci est, en raison de sa profession, astreint à établir sa résidence habituelle en un lieu éloigné du lieu où le fonctionnaire stagiaire intéressé exerce ses fonctions ;
14. Réintégration, après disponibilités et congés mentionnés aux 7 à 12, dans les mêmes services, sans changement de département ;
15. Reclassement (hors conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer) ;
16. Réductions d'ancienneté.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault et la directrice des ressources humaines et des moyens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de chacun des départements de la Région Languedoc-Roussillon.

Fait à Montpellier,

**13 JUIL. 2010**

Le Préfet

Claude BALAND





PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## Autre

**signé par Prefet de region  
le 23 Juillet 2010**

**Prefecture de la Lozere  
SECRETARIAT GENERAL**

Arrêté portant approbation des statuts de la  
Caisse de Mutualité Sociale Agricole du  
Languedoc



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## Autre

**Prefecture de la Lozere  
SECRETARIAT GENERAL  
BCPP**

ARRETE ARS LR /2010- N °480 fixant les règles générales de modulation et les critères d'évolution des tarifs de prestations des activités de soins de suite ou de réadaptation et de psychiatrie des établissements mentionnés au d de l'article L 162-22-6 du code de la sécurité sociale

**ARRETE ARS LR /2010-N°480**

**Fixant les règles générales de modulation et les critères d'évolution des tarifs de prestations des activités de soins de suite ou de réadaptation et de psychiatrie des établissements mentionnés au d de l'article L 162-22-6 du code de la sécurité sociale**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
DU LANGUEDOC ROUSSILLON**

**Vu** le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-1 à L.162-22-6, R.162-31, R.162-41-3,

**Vu** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

**Vu** la loi n°2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010,

**Vu** le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé,

**Vu** le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 275,

**Vu** l'arrêté du 31 janvier 2005 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation, des médicaments et des produits et prestations pour les activités de soins de suite ou de réadaptation et les activités de psychiatrie exercées par les établissements mentionnés aux d et e de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article L.162-22-1 du même code,

**Vu** l'arrêté du 28 avril 2010 fixant les éléments tarifaires mentionnés aux 1° à 3° du I de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2010,

**Vu** l'arrêté en date du 14 avril 2010 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé du Languedoc Roussillon à Monsieur le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

**Vu** l'avis formulé par la Fédération Régionale de l'Hospitalisation Privée en date du 22 juin 2010,

**Vu** l'avis formulé par la Fédération Régionale des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés à But Non Lucratif en date du 22 juin 2010,

**Considérant** que pour les tarifs des prestations de soins de suite ou de réadaptation et de psychiatrie mentionnés à l'article L.162-22-1 du code de la sécurité sociale :

- les taux d'évolution moyens des tarifs des prestations sont fixés pour les soins de suite ou de réadaptation à 0,49% et pour la psychiatrie à 0,50%,
- le taux d'évolution des tarifs des prestations de soins de suite ou de réadaptation alloués à chaque établissement ne peut être inférieur à -5% ni supérieur à 150%,
- le taux d'évolution des tarifs des prestations de psychiatrie alloués à chaque établissement ne peut être inférieur à 0% ni supérieur à 150%,

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** Les règles générales de modulation des tarifs des prestations des établissements de la région sont les suivantes :

- Application des taux de revalorisation sur le prix de journée, déduction faite du forfait journalier hospitalier, ces taux étant présentés à 2 chiffres après la virgule tenant compte des arrondis.

**ARTICLE 2 :** Disciplines de soins de suite et réadaptation :

### **Règles générales**

Les tarifs de toutes les prestations (SHO, SSM, ENT, PMS) de l'ensemble des disciplines médico-tarifaires de soins de suite, quel que soit leur mode de traitement, évoluent uniformément du taux régional de 0,49%.

#### En Soins de Suite :

##### **Hospitalisation avec hébergement**

Application du taux d'évolution moyen régional de 0,49% sur le prix de journée (PJ) et sur le forfait de médicaments (PHJ) de toutes les disciplines médico-tarifaires de soins de suite.

##### **Hospitalisation sans hébergement :**

Application du taux d'évolution de 0,49% sur le forfait de séance de soins (SNS, FS) de toutes les disciplines médico-tarifaires de soins de suite.

#### En Rééducation

##### **Hospitalisation avec hébergement**

### **Règles générales**

Les tarifs de toutes les prestations (ENT, PMS) de l'ensemble des disciplines médico-tarifaires de rééducation fonctionnelle, quel que soit leur mode de traitement, évoluent uniformément du taux régional de 0,49%.

##### **Hospitalisation avec hébergement**

Application du taux d'évolution de 0,49% sur le prix de journée de la discipline médico-tarifaire des Grands Brûlés (DMT 03-178), compte tenu de la spécificité de cette discipline au plan régional.

Pour tous les autres établissements, majoration en valeur absolue du prix de journée (PJ) de 0,93 € correspondant à un taux d'évolution de 0,49% appliqué à la moyenne régionale des tarifs.

Cette mesure aboutit à une augmentation du prix de journée par établissement, variant de 0,39% à 0,55% pour les établissements situés dans la frange basse tarifaire.

### **Hospitalisation sans hébergement :**

Pour tous les établissements, majoration en valeur absolue du forfait de séance de soins (FS) de toutes les disciplines de 0,53 € correspondant à un taux d'évolution de 0,49% appliqué à la moyenne régionale des tarifs et à une augmentation supplémentaire de 0,12 € compte tenu de la marge disponible au plan régional.

Cette mesure aboutit à une augmentation du forfait de soins par établissement, variant de 0,51% à 0,53% pour les établissements situés en bas de la hiérarchie tarifaire.

### **ARTICLE 3 : Disciplines de psychiatrie**

#### **Règles générales**

Application d'un taux d'évolution uniforme de 0,50 % aux tarifs des prestations (FSY, ENT, SHO, TSG, PMS) de l'ensemble des disciplines médico-tarifaires, quel que soit leur mode de traitement.

#### **Hospitalisation avec hébergement**

Pour toutes les disciplines médico-tarifaires des établissements, majoration en valeur absolue de la recette globale journalière (RGJ = PJ+PHJ) de 0,61 € correspondant à un taux d'évolution qui varie de 0,20% à 0,55%.

L'ensemble de ces mesures conduit à une augmentation globale par établissement variant de 0,20% pour l'établissement dont le prix de journée est le plus élevé, à 0,55% pour les établissements situés dans la frange basse de la hiérarchie tarifaire. La recette globale journalière de ces derniers est portée de 122,21 € (valeur au 28 février 2010) à 122,82 €

#### **Hospitalisation sans hébergement**

Pour les disciplines d'hospitalisation à temps partiel en psychiatrie (DMT 04-230, 04-236), application d'un taux de 0.50% sur tous les forfaits d'accueil et de soins (PY0 à PY7).

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département dans lequel l'Agence a son siège et au recueil des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements dans lesquels il s'applique.

Fait à Montpellier le 7 juillet 2010,

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE DU LANGUEDOC  
ROUSSILLON  
et par délégation,  
Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie

**Signé**

Jean-Yves LE QUELLEC

PREFET DE LA LOZERE

CABINET

Arrêté n° 2010-182-0009 du 16 juillet 2010  
modifiant l'arrêté n° 2009-079-008 du 20 mars 2009 portant renouvellement  
de la composition du conseil départemental de l'éducation nationale

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code de l'éducation nationale et notamment ses articles L235-1 et R.235-1 à R.235-11,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'arrêté n° 2009-079-008 du 20 mars 2009 portant renouvellement de la composition du conseil départemental de l'éducation nationale,
- VU la délibération de la commission permanente du conseil régional de la région Languedoc-Roussillon, en date du 30 avril 2010,
- SUR proposition de la directrice des services du cabinet.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le 2° de l'article 1 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

« c) un conseiller régional

titulaire : Mme Jocelyne PEZET- ROMIEUX, conseillère régionale,

suppléant : M. Alain BERTRAND, vice-président du conseil régional ».

ARTICLE 2 : L'arrêté n°2010-091-04 du 1<sup>er</sup> avril 2010 modifiant l'arrêté n°2009-079-008 du 20 mars 2009 portant renouvellement de la composition du conseil départemental de l'éducation nationale, est abrogé.

ARTICLE 3 : La directrice des services du cabinet, le président du conseil général de la Lozère et l'inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.



Dominique LACROIX



PREFET DE LA LOZERE

CABINET

Arrêté n° 2010194-0001 du 13 juillet 2010  
modifiant l'arrêté n° 2010181-0006 du 30 juin 2010  
portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers  
Promotion du 14 juillet 2010

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier de l'ordre du Mérite agricole,

VU le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990, modifié, portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels, notamment ses articles 12 à 19 ;

VU le décret n° 99-1039 du 10 décembre 1999, modifié, relatif aux sapeurs-pompiers volontaires, notamment son article 48 ;

VU l'arrêté n° 2010181 – 0006 du 30 juin 2010 portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs pompiers – promotion du 14 juillet 2010

SUR proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

**ARTICLE 1 :** l'article 2 de l'arrêté n° 2010181 – 0006 du 30 juin 2010 est modifié comme suit :

**Médaille de vermeil, ajouter**

- « **M. Eric SINGLE**, lieutenant-colonel, directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Lozère »,

**Médaille d'argent : supprimer**

- « **M. Eric SINGLE**, lieutenant-colonel, directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Lozère »,

**ARTICLE 2 :** La directrice des services du cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

  
Dominique LACROIX





PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Arrêté n °2010201-0002**

**signé par Prefet de la lozere  
le 20 Juillet 2010**

**Prefecture de la Lozere  
SERVICES DU CABINET**

arrêté portant approbation du plan  
départemental ORSEC dispositions  
spécifiques 'pollution des eaux'



PRÉFET DE LA LOZÈRE

**ARRÊTÉ n° 2010-  
portant approbation du plan ORSEC départemental  
dispositions spécifiques "pollution des eaux"**

**Le Préfet de la Lozère,  
Officier de l'ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-4 et L 2215-1;

Vu le livre V du code de l'environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment les articles 34 et 56 ;

Vu la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions, les départements ;

Vu le décret n° 2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan ORSEC, pris en application de l'article 14 de la n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu l'arrêté du 28 juin 2000 relatif à l'organisation territoriale interarmées de défense ;

Vu l'instruction interministérielle du 18 février 1985 relative aux pollutions accidentelles des eaux intérieures ;

Sur proposition de la directrice des services de cabinet,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le plan ORSEC départemental dispositions spécifiques « Pollution des eaux », tel qu'il est annexé au présent arrêté, est immédiatement applicable dans le département de la LOZÈRE.

**Article 2 :** Les dispositions du plan antérieur sont abrogées à compter de la même date.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de FLORAC, la directrice des services de cabinet, les chefs de services départementaux et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à MENDE, le

Le Préfet,

  
Dominique LACROIX

PREFET DE LA LOZERE

CABINET

Arrêté n° 2010 ~~2010-003~~ du 20 juillet 2010  
portant renouvellement de la commission  
de surveillance de la maison d'arrêt de Mende

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code de procédure pénale et notamment ses articles D.180 à D.185,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU la délibération du conseil général en date du 19 juillet 2010,
- VU la désignation par le juge de l'application des peines d'un représentant des oeuvres d'assistance aux détenus en date du 1er juillet 2010
- SUR proposition de la directrice des services du cabinet.

ARRETE

ARTICLE 1 :

La commission de surveillance de la maison d'arrêt de Mende est composée comme suit :

1°/ Membres de droit

- le préfet ou le secrétaire général de la préfecture, président,
- le président du tribunal de grande instance de Mende ou son représentant,
- le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Mende ou son représentant,
- le juge de l'application des peines,
- le bâtonnier de l'ordre des avocats ou son représentant,
- le délégué militaire départemental ou son représentant,
- le maire de Mende ou son représentant,
- le délégué de l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) en Lozère ou son représentant,
- l'inspecteur d'Académie ou son représentant,
- le président de la chambre de commerce et d'industrie de la Lozère ou son représentant,
- le président de la chambre des métiers de la Lozère ou son représentant,
- la déléguée territoriale de l'agence régionale de santé (ARS) en Lozère,
- la directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Gard-Lozère ou son représentant,
- le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP),
- le commandant du groupement de gendarmerie de la Lozère ou son représentant,
- le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant,

.../...

2°/ Un membre désigné par le président du tribunal de grande instance de Mende

- Mme Jennifer JOUHIER, juge d'instruction,

3°/ Un membre désigné par le conseil général de la Lozère

- M. Hubert LIBOUREL conseiller général du canton de Châteauneuf-de-Randon

4°/ Un représentant des œuvres d'assistance aux détenus ou aux libérés agréées au titre de l'aide sociale, désigné sur la proposition du juge de l'application des peines,

- Mme Michèle BASTIDE, présidente de la délégation du secours catholique de la Lozère, 7 rue Monseigneur de Ligonès 48000 Mende,

5°/ Six personnes appartenant à des œuvres sociales ou choisies en raison de l'intérêt qu'elles portent aux problèmes pénitentiaires et post-pénaux,

- M. Nicolas TROTOUIN, secrétaire général de la ligue de l'enseignement - fédération des œuvres laïques de la Lozère (FOL) 23 rue de la Chicanette BP 16 48001 Mende Cédex,
- M. Christian LANNES, vice-président de la délégation départementale de la Croix Rouge Française, 2 rue Saint Dominique 48000 Mende,
- Mme Françoise GAY, direction de la solidarité départementale au conseil général, rue des Carmes 48000 Mende,
- Mme Solène D'ESPINAY, membre de l'association lozérienne emploi solidarité (ALOES), 1 boulevard Théophile Roussel 48000 Mende,
- Mme Nicole NURIT, animatrice cadre de la délégation du secours catholique de la Lozère, 7 rue Monseigneur de Ligonès 48000 Mende,
- Mme Evelyne STAHL permanente de l'association lozérienne de travaux sur l'environnement et la rénovation (ALTER), service d'accompagnement social, 17 place Henri Cordesse 48100 Marvejols,

ARTICLE 2 : En l'absence du préfet ou du secrétaire général de la préfecture, les séances sont présidées par le magistrat du rang le plus élevé.

ARTICLE 3 :

Les membres de la commission désignés aux 4° et 5° de l'article 1 sont nommés pour une période de deux ans renouvelable.

ARTICLE 4 :

La commission est chargée de la surveillance intérieure de l'établissement pénitentiaire en ce qui concerne la salubrité, la sécurité, le régime alimentaire et l'organisation des soins, le travail, la discipline et l'observation des règlements, ainsi que l'enseignement et la réinsertion sociale des détenus.

Il lui appartient de communiquer au ministre de la justice les observations, critiques ou suggestions qu'elle croit devoir formuler.

Elle ne peut, en aucun cas, faire acte d'autorité.

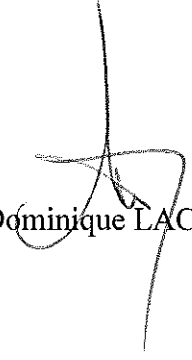
.../...

ARTICLE 5 :

L'arrêté n° 2008-140-008 du 19 mai 2008 portant nouvelle composition de la commission de surveillance de la maison d'arrêt de Mende est abrogé.

ARTICLE 6 :

Le directeur des services du cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au garde des Sceaux, ministre de la justice, au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et à chacun des membres de la commission.



Dominique LACROIX





PREFET DE LA LOZERE

CABINET

Service interministériel de défense  
et de protection civiles

Arrêté préfectoral n° 2010201-0009 En date du **20 JUIL. 2010**

portant approbation des dispositions spécifiques secours en milieu souterrain du plan ORSEC

Le Préfet  
Officier de l'ordre national du Mérite  
Officier du mérite agricole,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 1424-2,

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, et notamment ses articles 1, 3, 4, 14, 17 et 27,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret n° 2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan ORSEC pris en application de la loi de modernisation de la sécurité civile,

Vu la circulaire du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales NOR/INT/F/03/00087/C du 25 août 2003 relative à l'organisation des secours en milieu souterrain, rectificatif,

Vu la circulaire INT 0500070C du 29 juin 2005 relative à la prise en charge des frais d'opération de secours.

Après avis du conseiller technique départemental et des chefs de services concernés,

Sur proposition du directeur des services du cabinet.

**ARRETE**

**Article 1er:** L'organisation des secours en milieu souterrain, dans le département de la Lozère, fait l'objet des dispositions spécifiques annexées au présent arrêté. Il a pour but de définir les missions des intervenants, de prévoir la coordination de leurs actions et est applicable à compter de ce jour.

**Article 2 :** L'arrêté préfectoral du 17 mai 2006 est abrogé.

**Article 3:** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Florac, le directeur de services du cabinet, les maires du département, le directeur départemental des services d'incendies et de secours, le directeur du SAMU, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique, le conseiller technique départemental en spéléologie, le président du comité départemental de spéléologie de la Lozère, le chef du centre départemental de Météo France, le chef de service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, le chef du service départemental de l'office national des forêts, le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques et le directeur du parc national des Cévennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Lozère.

  
Dominique LACROIX

PREFET DE LA LOZERE

CABINET

Arrêté n° 2010 - 210 - 0037 du 29 juillet 2010  
portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Mende (Lozère) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 29 juin 2006 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Mme Geneviève ANDRIEU née CORTIJO est agréée pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...



ARTICLE 3 :

Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

ARTICLE 4 :


Dans tous les cas de cessation des fonctions de contrôle, l'agent de contrôle assermenté devra restituer au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole, la carte professionnelle qui lui aura été délivrée.

ARTICLE 5 :

Comme le prévoit l'article L.724-10 du code rural, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L.724-7 sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté d'agrément sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon, à M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), au directeur de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc, à l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 et à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,  
  
Isolyn SNOECK

PREFET DE LA LOZERE

CABINET

**Arrêté n° 2010 - 210 - 0038 du 25 juillet 2010**  
**portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole**

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Mende (Lozère) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 29 juin 2006 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

M. Laurent BERTHEZENE est agréé pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...

PREFET DE LA LOZERE

CABINET

**Arrêté n° 2010 - 210 - 0039 du 29 juillet 2010**  
**portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole**

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Nîmes (Gard) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 14 décembre 2004 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Mme Hélène BOISSERON est agréée pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

ARTICLE 4 :


Dans tous les cas de cessation des fonctions de contrôle, l'agent de contrôle assermenté devra restituer au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole, la carte professionnelle qui lui aura été délivrée.

ARTICLE 5 :

Comme le prévoit l'article L.724-10 du code rural, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L.724-7 sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté d'agrément sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon, à M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), au directeur de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc, à l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 et à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,  
  
locelyn SNOECK

PREFET DE LA LOZERE

CABINET

**Arrêté n° 2010 - 210 - 040 du 29 juillet 2010**  
**portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole**

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Mende (Lozère) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 4 octobre 2001 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

M. Didier BONNAL est agréé pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

ARTICLE 4 :

Dans tous les cas de cessation des fonctions de contrôle, l'agent de contrôle assermenté devra restituer au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole, la carte professionnelle qui lui aura été délivrée.

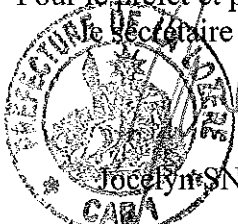
ARTICLE 5 :

Comme le prévoit l'article L.724-10 du code rural, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L.724-7 sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté d'agrément sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon, à M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), au directeur de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc, à l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 et à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jocelyne SNOECK

PREFET DE LA LOZERE

CABINET

**Arrêté n° 2010 - 210 - 0041 du 29 juillet 2010**  
**portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole**

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Mende (Lozère) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 29 juin 2006 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

M. Jean-Philippe CAUVIN est agréé pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

ARTICLE 4 :

Dans tous les cas de cessation des fonctions de contrôle, l'agent de contrôle assermenté devra restituer au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole, la carte professionnelle qui lui aura été délivrée.


ARTICLE 5 :

Comme le prévoit l'article L.724-10 du code rural, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L.724-7 sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté d'agrément sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon, à M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), au directeur de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc, à l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 et à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Jocelyn SNOECK



PREFET DE LA LOZERE

CABINET

**Arrêté n° 2010 - 210 - 0042 du 29 juillet 2010**  
**portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole**

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Mende (Lozère) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 1<sup>er</sup> août 2002 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Mme Béatrice COUSIN née POUS est agréée pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

ARTICLE 4 :

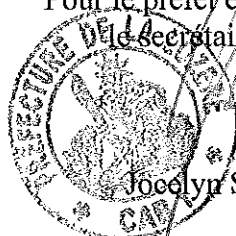
Dans tous les cas de cessation des fonctions de contrôle, l'agent de contrôle assermenté devra restituer au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole, la carte professionnelle qui lui aura été délivrée.

ARTICLE 5 :

Comme le prévoit l'article L.724-10 du code rural, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L.724-7 sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté d'agrément sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon, à M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), au directeur de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc, à l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 et à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,  
  
Jocelyn SNOECK

PREFET DE LA LOZERE

CABINET

**Arrêté n° 2010 - 210 - 0043 du 29 juillet 2010**  
**portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole**

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Nîmes (Gard) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 12 mars 2002 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Mme Mireille COUTAUD née COULON est agréée pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

ARTICLE 4 :

Dans tous les cas de cessation des fonctions de contrôle, l'agent de contrôle assermenté devra restituer au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole, la carte professionnelle qui lui aura été délivrée.


ARTICLE 5 :

Comme le prévoit l'article L.724-10 du code rural, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L.724-7 sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté d'agrément sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon, à M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), au directeur de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc, à l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 et à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Jocelyn SNOECK

PREFET DE LA LOZERE

CABINET

**Arrêté n° 2010 - 210 - 0044 du 29 juillet 2010**  
**portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole**

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Béziers (Hérault) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 22 octobre 2002 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

M. Patrick FUENTES est agréé pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

ARTICLE 4 :

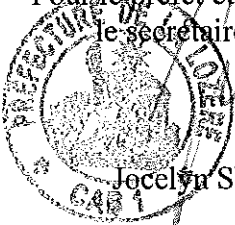
Dans tous les cas de cessation des fonctions de contrôle, l'agent de contrôle assermenté devra restituer au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole, la carte professionnelle qui lui aura été délivrée.

ARTICLE 5 :

Comme le prévoit l'article L.724-10 du code rural, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L.724-7 sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté d'agrément sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon, à M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), au directeur de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc, à l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 et à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,  
  
Jocelyn SNOECK

PREFET DE LA LOZERE

CABINET

**Arrêté n° 2010 - 210 - 0045 du 29 juillet 2010**  
**portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole**

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Mende (Lozère) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 18 juin 2009 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Mme Amandine LOPEZ est agréée pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

ARTICLE 4 :

Dans tous les cas de cessation des fonctions de contrôle, l'agent de contrôle assermenté devra restituer au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole, la carte professionnelle qui lui aura été délivrée.

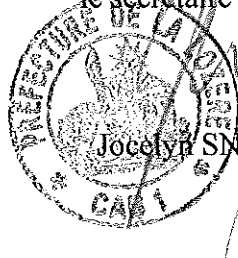
ARTICLE 5 :

Comme le prévoit l'article L.724-10 du code rural, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L.724-7 sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté d'agrément sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon, à M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), au directeur de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc, à l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 et à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Jocelyn SNOECK



PREFET DE LA LOZERE

CABINET

**Arrêté n° 2010 - 210 - 0046 du juillet 2010**  
**portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole**

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Mende (Lozère) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 6 décembre 2007 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

M. Patrice PROUHEZE est agréé pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

ARTICLE 4 :

Dans tous les cas de cessation des fonctions de contrôle, l'agent de contrôle assermenté devra restituer au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole, la carte professionnelle qui lui aura été délivrée.

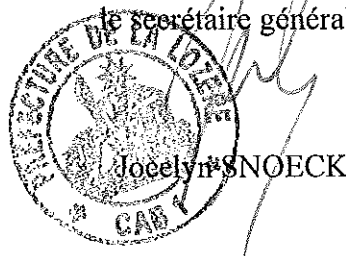
ARTICLE 5 :

Comme le prévoit l'article L.724-10 du code rural, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L.724-7 sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté d'agrément sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon, à M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), au directeur de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc, à l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 et à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



PREFET DE LA LOZERE

CABINET

**Arrêté n° 2010 - 210 - 0047 du 29 juillet 2010**  
**portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole**

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Montpellier (Hérault) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 14 novembre 2002 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Mme Agnès RANC née VIAUD est agréée pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

ARTICLE 4 :

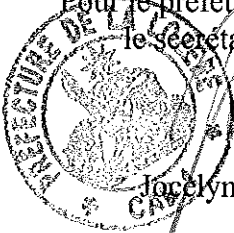
Dans tous les cas de cessation des fonctions de contrôle, l'agent de contrôle assermenté devra restituer au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole, la carte professionnelle qui lui aura été délivrée.

ARTICLE 5 :

Comme le prévoit l'article L.724-10 du code rural, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L.724-7 sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté d'agrément sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon, à M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), au directeur de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc, à l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 et à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,  
  
Jocelyn SNOECK

PREFET DE LA LOZERE

CABINET

Arrêté n° 2010 - 210 - 0048 du 29 juillet 2010  
portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Nîmes (Gard) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 25 septembre 2001 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

M. André ROCHE est agréé pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

ARTICLE 4 :

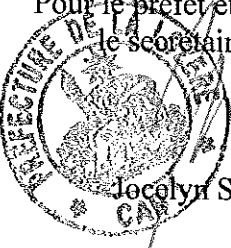
Dans tous les cas de cessation des fonctions de contrôle, l'agent de contrôle assermenté devra restituer au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole, la carte professionnelle qui lui aura été délivrée.

ARTICLE 5 :

Comme le prévoit l'article L.724-10 du code rural, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L.724-7 sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté d'agrément sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon, à M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), au directeur de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc, à l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 et à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,  
  
Jocelyn SNOECK

PREFET DE LA LOZERE

CABINET

**Arrêté n° 2010 - 210 - 0049 du 29 juillet 2010**  
**portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole**

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Mende (Lozère) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 29 juin 2006 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Mme Cendrine SALA est agréée pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

ARTICLE 4 :


Dans tous les cas de cessation des fonctions de contrôle, l'agent de contrôle assermenté devra restituer au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole, la carte professionnelle qui lui aura été délivrée.

ARTICLE 5 :

Comme le prévoit l'article L.724-10 du code rural, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L.724-7 sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté d'agrément sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon, à M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), au directeur de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc, à l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 et à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,  
  
Joëlyn SNOECK



PREFET DE LA LOZERE

CABINET

Arrêté n° 2010 - 210 - 0050 du 29 juillet 2010  
portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Montpellier (Hérault) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 14 novembre 2002 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

M. Marc SEGURA est agréé pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

ARTICLE 4 :

Dans tous les cas de cessation des fonctions de contrôle, l'agent de contrôle assermenté devra restituer au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole, la carte professionnelle qui lui aura été délivrée.

ARTICLE 5 :

Comme le prévoit l'article L.724-10 du code rural, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L.724-7 sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté d'agrément sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon, à M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), au directeur de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc, à l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 et à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



JOCELYN SNOECK

PREFET DE LA LOZERE

CABINET

**Arrêté n° 2010 - 240 - 0051 du 29 juillet 2010**  
**portant agrément d'un agent de contrôle de la mutualité sociale agricole**

Le préfet,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier du Mérite agricole,

- VU le code rural, notamment les articles L724-7 et L724-10,
- VU le code du travail, notamment l'article L8271-7,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment l'article L243-9,
- VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
- VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 21 février 2001 modifié déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU l'attestation établie par le tribunal d'instance de Mende (Lozère) certifiant que l'agent de contrôle cité à l'article 1 a prêté serment le 19 juin 2008 de ne rien révéler des secrets de fabrication et en général des procédés et résultats d'exploitation dont il pourrait prendre connaissance dans l'exercice de ses missions,
- VU la demande en date du 14 juin 2010 du directeur de la caisse de mutualité sociale (MSA) du Languedoc,
- Sur proposition de la directrice des services du cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Mme Aurore VAZQUEZ est agréée pour exercer les fonctions d'agent de contrôle de la mutualité sociale agricole.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément autorise l'agent de contrôle auquel il est délivré à exercer sa mission de contrôle dans l'ensemble des départements de la circonscription de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc ainsi que dans les départements pour lesquels une délégation de compétence est délivrée dans les conditions prévues en application de l'article L.724-7 du code rural.

.../...

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est délivré sans limitation de durée et reste valable tant que l'agent exerce ses fonctions de contrôle. Toutefois, l'agrément cessera d'être valide et devra être renouvelé en cas d'affectation de l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 dans un organisme de mutualité sociale agricole autre que celui mentionné à l'article 2.

ARTICLE 4 :

Dans tous les cas de cessation des fonctions de contrôle, l'agent de contrôle assermenté devra restituer au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole, la carte professionnelle qui lui aura été délivrée.

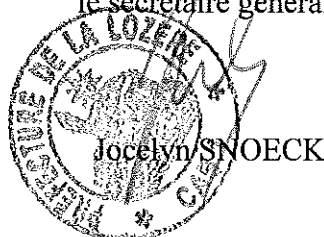
ARTICLE 5 :

Comme le prévoit l'article L.724-10 du code rural, tout agent ayant eu connaissance officielle que l'agrément lui a été retiré, qui aura exercé ou continué d'exercer sa mission en invoquant les pouvoirs conférés par l'article L.724-7 sera passible des peines prévues par les articles 432-3 et 432-17 du code pénal. L'organisme dont dépend ou a dépendu cet agent sera déclaré civilement responsable de l'amende prononcée, sans préjudice du retrait d'agrément de cet organisme.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté d'agrément sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon, à M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), au directeur de la caisse de mutualité sociale agricole du Languedoc, à l'agent de contrôle mentionné à l'article 1 et à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



**ARRETE n° 2010/187-0005 du 6 Juillet 2010**  
**FIXANT LES CONDITIONS DE PASSAGE DU TOUR DE FRANCE 2010**  
**DANS LE DEPARTEMENT DE LA LOZERE**

Le Préfet,  
Officier de l'ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole

- VU le code de l'aviation civile ;
- VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2212-1 et suivant, L 2215-1, L 3221-4 et L 3221-5 ;
- VU le code de la route ;
- VU le code du sport, notamment ses articles L 331-5 à L 331-7, L 331-9, D 331-5, R 331-6 à R 331-17 et A 331-2 à A 331-15 ;
- VU le décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en place de service d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif ;
- VU l'arrêté interministériel du 10 octobre 1957 relatif au survol des agglomérations et des rassemblements de personnes ou d'animaux ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 mars 1980 portant interdiction de certaines routes aux épreuves sportives ;
- VU l'arrêté interministériel du 28 mars 2006 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes ;
- VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2009 portant interdiction de certaines routes aux épreuves sportives à certaines périodes de l'année 2010 ;
- VU l'arrêté ministériel du 16 juin 2010 portant autorisation du 97° Tour de France cycliste, du 3 au 25 juillet 2010 ;
- VU les avis des services et des maires des communes traversées par le Tour de France 2010 ;
- SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

L'épreuve sportive dénommée « Tour de France cycliste 2010 » empruntera, lors de la 12<sup>ème</sup> étape « Bourg de Péage – Mende » le 16 juillet 2010, dans le département de la Lozère, l'itinéraire selon l'itinéraire annexé au présent arrêté.

La circulation sur les voies empruntées par le Tour de France cycliste 2010 est interdite ~~le~~ à tous les véhicules, autres que ceux munis de l'insigne officiel de l'organisation, le vendredi 16 juillet 2010, depuis :

**Sens MENDE – LANGOGNE :**

**10 h 00 pour les poids lourds**

**11 h 30 pour les véhicules légers**

Adresse postale : PREFECTURE DE LA LOZERE - 2, Rue de la Roquette - 48005 MENDE CEDEX

Téléphone : 04-66-49-60-00 - Télécopie : 04-66-49-17-23

Site internet : [www.lozere.pref.gouv.fr](http://www.lozere.pref.gouv.fr)

La préfecture de la Lozère contribue au développement durable en utilisant du papier 100 % recyclé

**Sens LANGOGNE – MENDE :**  
**11 h 30 pour les poids lourds**  
**13 h 00 pour les véhicules légers**

**jusqu'à 17 h 30.**

**Toutes dispositions en ce sens, seront prises par les Maires des communes concernées.**

Nonobstant les dispositions qui précèdent, le franchissement des voies pourra être autorisé, durant la période d'interdiction, par les agents des services chargés de la surveillance de la circulation et effectué sous leur contrôle.

Les véhicules dont les conducteurs justifieront d'une urgence particulière (activité médicale, services publics, et notamment les véhicules de lutte contre l'incendie) pourront être autorisés à emprunter les voies interdites, sous réserve d'être accompagnés d'une escorte motorisée de la police ou de la gendarmerie.

Le stationnement et l'arrêt des véhicules sont strictement interdits sur la RN 88 du jeudi 15 juillet 2010 à 20 h 00 au vendredi 16 juillet 2010 20 h 00.

Le stationnement sera interdit en agglomération tout le long du tracé. Les communes prendront les dispositions nécessaires, en liaison avec les services de police et de gendarmerie.

Le stationnement du public est interdit dans les virages à angle droit ou en épingle à cheveux et faisant suite à une longue ligne droite ou à une descente rapide, sur les ponts, dans les passages souterrains, dans les tunnels et le long des lignes de chemin de fer, ainsi que dans les voies particulièrement étroites.

#### **Article 2**

Pendant la durée des interdictions, telles qu'elles sont précisées à l'article 1<sup>er</sup>, aucune déviation locale n'est prévue.

#### **Article 3**

L'apposition d'une marque distincte sur les véhicules à deux ou à quatre roues portant la mention « Tour de France cycliste 2010 » n'est autorisée que sur les véhicules ayant reçu des organisateurs l'autorisation de participer ou de suivre, en totalité ou en partie, cette compétition. Cette autorisation sera exigible à toutes réquisitions des agents de la force publique.

#### **Article 4**

Sauf dans les cas prévus à l'article 1<sup>er</sup>, aucun véhicule non porteur de ces marques distinctives ne peut s'intégrer dans la caravane accompagnant cette compétition.

#### **Article 5**

Sur les voies empruntées par le Tour de France 2010, les journaux ne peuvent être annoncés, en vue de leur vente, que par leur titre, leur prix et les noms de leurs rédacteurs.

#### **Article 6**

Toute vente ambulante de produits, denrées, articles et objets quelconques sur la voie publique est interdite à l'extérieur des agglomérations, sur les voies empruntées par le Tour de France, le jour de son passage dans le département.

*Adresse postale : PRÉFECTURE DE LA LOZÈRE - 2, Rue de la Rivière - 48005 MENDE CEDEX  
Téléphone : 04-66-49-60-00 - Télécopie : 04-66-49-17-23  
Site internet : [www.lozere.pref.gouv.fr](http://www.lozere.pref.gouv.fr)  
La préfecture de la Lozère contribue au développement durable en utilisant du papier 100 % recyclé*

Sur les mêmes voies, à l'intérieur des agglomérations, la vente ambulante de tous produits, denrées, articles et objets quelconques ne pourra être effectuée qu'à des heures et en des lieux autorisés par l'autorité municipale.

Nonobstant toutes dispositions contraires, est interdit, 4 heures avant le passage du Tour de France, le stationnement en vue d'effectuer des opérations de vente sur les trottoirs, allées, contre-allées, places, etc... situés en agglomérations et bordant immédiatement les voies empruntées par les concurrents.

#### Article 7

A titre exceptionnel, les passagers des voitures officielles et des véhicules de la caravane publicitaire du Tour de France peuvent, sous réserve des restrictions éventuelles édictées par l'autorité municipale, utiliser sur la voie publique des haut-parleurs mobiles.

Cette autorisation ne concerne que les émissions ayant pour but de diffuser des informations sportives, des consignes de sécurité pour le public ou les coureurs, des annonces de publicité commerciale, à l'exclusion de toute autre forme de communication.

#### Article 8

Toute publicité par haut-parleurs effectuée par avion, hélicoptère ou aérostat es interdite.

#### Article 9

Aucun aéronef ou aérostat ne pourra survoler le Tour de France, à une altitude inférieure à 500 mètres, sous réserve des prescriptions plus sévères imposées par arrêté interministériel du 10 octobre 1957 susvisé, en ce qui concerne les planchers imposés pour le survol des agglomérations urbaines et des rassemblements importants.

Des dérogations pourront être accordées dans les conditions strictement fixées par l'article 5 de ce même arrêté, notamment aux appareils affrétés par les sociétés de télévision nationales, mais en aucun cas pour des raisons publicitaires ou pour des baptêmes de l'air.

Les pilotes sont tenus de respecter l'ensemble des textes réglementant la circulation aérienne ; sont en particulier interdits les vols en piqué, les rase-mottes et, d'une manière générale, tout vol acrobatique.

Les avions et hélicoptères ne devront en aucun cas s'approcher de moins de 500 mètres de distance horizontale du plan vertical de l'axe de la route empruntée par les concurrents. Cette interdiction de survol ne s'applique pas aux aires de dégagement des aérodromes, ni aux appareils appartenant à l'Etat ou affrétés par les services publics.

#### Article 10

Toute infraction aux prescriptions du présent arrêté seront constatées et poursuivies, conformément aux dispositions de l'article R 610-5 du code pénal, sans préjudice des pénalités plus graves prévues, le cas échéant, par les lois et règlements en vigueur.

#### Article 11

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Président du conseil général, les Maires des communes traversées, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Lozère, le Directeur départemental de la sécurité publique, le Lieutenant-colonel, directeur départemental des services d'incendie et de secours, le Chef du centre d'exploitation de la DIR Massif Central sont chargés, chacun en ce qui le

*Adresse postale : PREFECTURE DE LA LOZERE - 2, Rue de la Rivière - 48005 MENDE CEDEX*

*Téléphone : 04-66-49-60-00 - Télécopie : 04-66-49-17-23*

*Site internet : [www.lozere.pref.gouv.fr](http://www.lozere.pref.gouv.fr)*

*La préfecture de la Lozère contribue au développement durable en utilisant du papier 100 % recyclé*

concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Ministre de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales et à Monsieur le directeur de la société « Amaury Sport Organisation ».



Dominique LACROIX

Adresse postale : PREFECTURE DE LA LOZERE - 2, Rue de la Ravère - 48005 MENDE CEDEX  
Téléphone : 04-66-49-60-00 - Télécopie : 04-66-49-17-23  
Site internet : [www.lozere.pref.gouv.fr](http://www.lozere.pref.gouv.fr)  
*La préfecture de la Lozère contribue au développement durable en utilisant du papier 100 % recyclé*

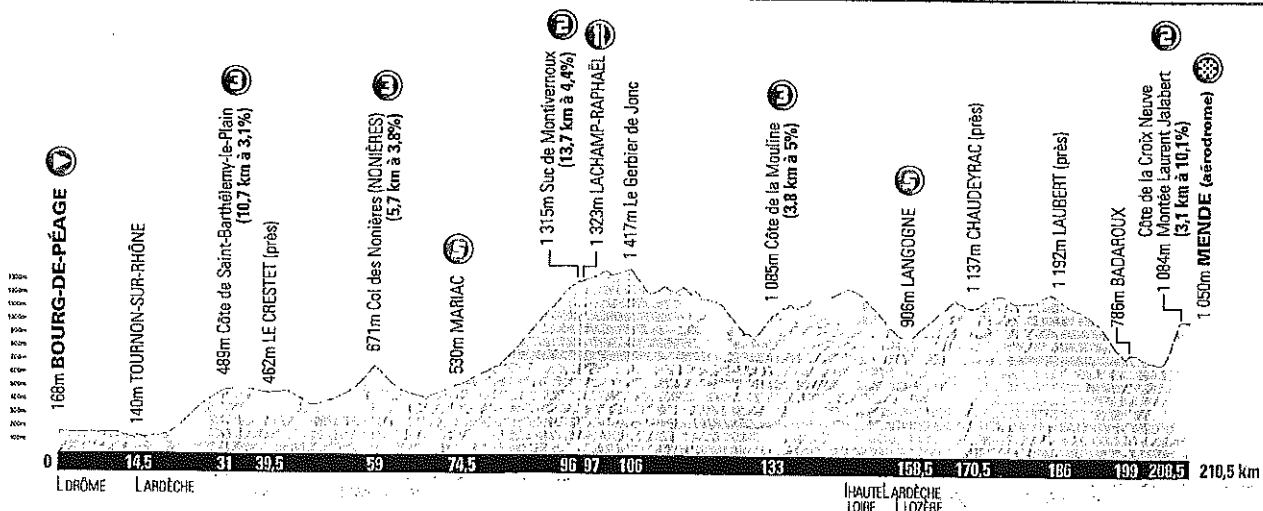


Vendredi 16 juillet | 12<sup>e</sup> étape | 210,5 km

BOURG-DE-PÉAGE - MENDE



KILOMÈTRES				HORAIRES			
à parcourir	parcourus	12 <sup>e</sup> ÉTAPE		Caravane	43 km/h	41 km/h	39 km/h
- DRÔME (26) -							
			BOURG-DE-PÉAGE	DÉPART FICTIF	10:00	11:45	11:45
		D 92	ROMANS (D 92-D 574)				
		D 574	Carrefour D 574-D 532				
210.5	0.0	D 532	BOURG-DE-PÉAGE	DÉPART RÉEL	10:15	12:09	12:00
208.5	2.0		GRANGES-LES-BEAUMONT		10:18	12:03	12:03
204.0	6.5		Curson		10:24	12:08	12:09
202.5	8.0		CHANOS-CURSON		10:26	12:10	12:11
198.0	12.5		TAIN-L'HERMITAGE (D 532-D 95)		10:33	12:16	12:18
- ARDÈCHE (07) -							
196.0	14.5	D 95	TOURNON-SUR-RHÔNE (D 95-D 88)		10:35	12:19	12:20
194.0	16.5	D 86	Carrefour D 86-D 532		10:38	12:21	12:23
190.5	20.0	D 532	Carrefour D 532-D 534		10:43	12:26	12:27
179.5	31.0	D 534	Côte de Saint-Barthélemy-le-Plain		10:59	12:40	12:42
177.5	33.0		Le Bruas (BOUCIEU-LE-ROI)		11:01	12:43	12:45
171.0	39.5		LE CRESTET (près)		11:11	12:51	12:54
163.5	47.0		LAMASTRE (D 534-D 533-D 578)		11:21	13:01	13:04
158.0	52.5	D 578	Lapras (SAINT-BASILE)		11:29	13:08	13:12
154.0	56.5		SAINT-PRIX (près)		11:35	13:13	13:17
151.5	59.0		Col des Nonières (NONIÈRES)		11:38	13:16	13:21
146.5	64.0		La Chèze (SAINT-CIERGE-SOUS-LE-CHEYLARD)		11:45	13:23	13:27
143.0	67.5		LE CHEYLARD (D 578-D 120-D 578)		11:50	13:27	13:32
138.0	72.5		Mandé (ACCONS)		11:57	13:33	13:39
136.0	74.5		MARIAC		12:00	13:36	13:42
135.5	75.0		Pont de Fromentières		12:01	13:37	13:42
131.5	79.0		DORNAS		12:08	13:42	13:48
130.0	80.5		Noiroi		12:08	13:44	13:50
126.5	84.0		Sardige		12:15	13:50	13:57
119.0	91.5		MÉZILHAC (D 578-D 122)		12:37	14:11	14:17
114.5	96.0	D 122	Suc de Montvernoux		12:50	14:23	14:29
113.5	97.0		LACHAMP-RAPHAËL		12:51	14:24	14:30
108.0	102.5		Carrefour D 122-D 378		12:58	14:30	14:37
104.5	106.0	D 378	Le Garbier de Junc (D 378-D 116)		13:02	14:35	14:42
101.0	109.5	D 116	Carrefour D 116-D 122		13:07	14:39	14:46
98.5	112.0	D 122	SAINTE-EULALIE (près)		13:11	14:43	14:50
92.0	118.5		LE BÉAGE (D 122-D 18)		13:20	14:51	14:59
77.5	133.0	D 16	Côte de la Mouline		13:40	15:10	15:19
77.0	133.5		LA CHAPELLE-GRAILLOUSE		13:41	15:10	15:19
75.5	135.0		La Pièbre		13:43	15:12	15:21
72.0	138.5		COUCOURON		13:48	15:17	15:26
69.0	141.5		Carrefour D 16-D 110		13:52	15:21	15:30
64.0	146.5	D 110	Carrefour D 110-N 102		13:59	15:27	15:37
- HAUTE-LOIRE (43) -							
61.0	149.5	N 102	Carrefour N 102-N 88		14:04	15:31	15:41
60.0	150.5	N 88	PRADELLES		14:05	15:32	15:42
- ARDÈCHE (07) -							
56.5	154.0		Le Ribeyre (LESPERON)		14:10	15:37	15:47
- LOZÈRE (48) -							
52.0	158.5		LANGOGNE		14:16	15:43	15:53
47.5	163.0		SAINT-FOUR-DE-MERCOIRE (près)		14:23	15:48	15:59
43.5	167.0		Baraque de l'Air		14:28	15:54	16:05
40.0	170.5		CHAUDRYAC (près)		14:33	15:58	16:10
33.0	177.5		L'Habitarelle (CHÂTEAUNEUF-DE-RANDON)		14:43	16:07	16:19
29.5	181.0		Pont-d'Aribal		14:48	16:12	16:24
24.5	186.0		LAUBERT (près)		14:55	16:18	16:31
21.5	189.0		PELOUSE (près)		14:59	16:22	16:35
11.5	199.0		BADAROUX		15:13	16:35	16:49
6.5	204.0		MENDE (N 88-D 25)		15:20	16:41	16:55
2.0	208.5	D 25	Carrefour D 25-D 225		15:31	16:51	17:06
2.0	208.5	D 225	Côte de la Croix Neuve - Montée Laurent Jalabert		15:31	16:51	17:06
0.0	210.5		MENDE (aérodrome de Mende-Brenoux)		15:34	16:54	17:08





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PREFECTURE DE LA LOZERE

**SOUS-PREFECTURE DE FLORAC**

**Arrêté n° 2010189 - 008 du 8 juillet 2010**  
**portant modification de l'arrêté relatif à la définition de l'intérêt communautaire de la**  
**communauté de communes de la Cévenne des Hauts Gardons**

Le Préfet,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Officier du Mérite Agricole,

- VU les dispositions du code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 5211-17 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 01-106, en date du 31 décembre 2001, portant création de la communauté de communes de la Cévenne des Hauts Gardons modifié ;
- VU la délibération du 13 novembre 2009 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes de la Cévenne des Hauts Gardons demande que la compétence «gestion des cours d'eau et de la ressource en eau pour les actions d'intérêts communautaire»(ces actions sont annexées à la délibération) soit inscrite dans les statuts de la communauté de communes ;
- VU les délibérations et leur annexe des conseils municipaux des communes de :
- GABRIAC.....12 mai 2010
  - MOLEZON.....22 février 2010
  - LE POMPIDOU.....06 mars 2010
  - SAINTE-CROIX-VALLEE-FRANCAISE.....10 mars 2010
  - MOISSAC-VALLEE-FRANCAISE.....18 mai 2010
  - SAINT-ETIENNE-VALLEE-FRANCAISE.....24 février 2010
  - BASSURELS.....20 juin 2010
- acceptant cette nouvelle compétence ;
- VU la délibération du 22 janvier 2010 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes de la Cévenne des Hauts Gardons demande que la compétence « action en faveur de la petite enfance et des structures d'accueil sans hébergement pour les enfants et adolescents » soit inscrite dans les statuts de la communauté de communes ;
- VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :
- MOLEZON.....30 mars 2010
  - LE POMPIDOU.....30 avril 2010
  - SAINTE-CROIX-VALLEE-FRANCAISE.....10 mars 2010
  - MOISSAC-VALLEE-FRANCAISE.....01 avril 2010
  - SAINT-ETIENNE-VALLEE-FRANCAISE.....14 avril 2010
  - BASSURELS.....12 mai 2010
- acceptant cette nouvelle compétence ;
- VU la délibération du 19 avril 2010 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes de la Cévenne des Hauts Gardons demande que la compétence « organisation en second rang d'un service de transport à la demande en taxi ou autres par délégation du conseil général » soit inscrite dans les statuts de la communauté de communes ;

- VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :
- MOLEZON.....17 mai 2010
  - LE POMPIDOU.....30 avril 2010
  - SAINTE-CROIX-VALLEE-FRANCAISE.....26 avril 2010
  - MOISSAC-VALLEE-FRANCAISE.....18 mai 2010
  - SAINT-ETIENNE-VALLEE-FRANCAISE.....31 mai 2010
  - BASSURELS.....12 mai 2010
  - SAINT MARTIN DE LANSUSCLE.....05 mai 2010
- acceptant cette nouvelle compétence ;

CONSIDERANT que dans le délai de trois mois, à compter des notifications des délibérations de l'organe délibérant, les conseils municipaux des communes membres ont accepté à la majorité qualifiée requise, l'intégration des compétences susvisées ;

SUR proposition du Sous-Préfet,

### **ARRETE**

ARTICLE 1 : l'arrêté n° 2009-212-007 du 31 juillet 2009 portant modification des statuts et définition de l'intérêt communautaire de la communauté de communes de la Cévenne des Hauts Gardons est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

les compétences de la communauté de communes sont ainsi définies :

#### **- A - GROUPE DE COMPETENCES OBLIGATOIRES**

##### *1 – aménagement de l'espace :*

###### a) Recherche de la cohérence ans les politiques communales :

- Inventaire des disponibilités foncières
- Création et gestion de zones d'activité économique
- Aide à la transmission des exploitations agricoles, artisanales et commerciales par la mise en réseau, l'anticipation et le partenariat.

###### b) Actions en commun pour la défense, le maintien et le développement des services publics et privés d'intérêt local

- En cas de carence de l'initiative privée, création et gestion de tous types de futurs commerces.

###### c) Soutien et adhésion à la politique de Pays.

##### *2 – développement économique :*

###### a) Appui aux projets dans les domaines artisanal, agricole, commercial et touristique :

- Etudes, acquisitions et réalisations d'ateliers relais
- Soutiens aux porteurs de projets économiques, par l'animation
- Garanties d'emprunt aux personnes de droit privé.

###### b) Animation de projet de développement économique, bourse de l'emploi.

###### c) Participation aux actions de promotion touristique d'intérêt communautaire

- Aide à la mise en réseaux des actions du syndicat d'initiative de Sainte-Croix-Vallée-Française et du Point I du Pompidou
- Mise en relation avec d'autres pôles touristiques.

d) Aménagement et gestion des sites touristiques d'intérêt économique ou patrimonial suivants :

- ✓ sites faisant l'objet d'un Plan Environnement Paysager
- ✓ église de Sainte-Croix-Vallée-Française, château, pont de Pont Ravager
- ✓ église de Saint-Martin-de-Lansuscle
- ✓ temple de Gabriac et site de la Chapelle de Saint Jean de Gabriac.

e) Création et gestion des nouvelles structures d'accueil touristiques.

## **- B - GROUPE DE COMPETENCES OPTIONNELLES**

*1 – protection et mise en valeur de l'environnement :*

a) protection et mise en valeur de l'environnement naturel, agricole et architectural

- Elaboration d'une charte pour une gestion durable du territoire et (ou) adhésion à des chartes de territoires plus vastes
- Promotion des énergies renouvelables et de toute forme d'équipements permettant un développement durable
- Collecte et traitement des déchets ménagers et gestion de la déchetterie existante (compétence exercée par le SM)
- Définition des points de baignade sur les Gardons.

b) Assainissement

- Etude d'un schéma directeur d'assainissement adapté au territoire
- Mise en place du service de contrôle de l'assainissement autonome, comprenant le contrôle de conception, d'implantation et de bonne exécution des systèmes d'assainissement non collectif, l'appui technique à l'établissement du zonage d'assainissement arrêté pour chaque commune, mise en place d'opérations d'information et de communication, participation à la réalisation de l'enquête publique, diagnostic des installations existantes.

c) Gestion des cours d'eau et de la ressource en eau pour les actions d'intérêt communautaire :

**La compétence gestion des cours d'eau et de la ressource en eau a pour objet l'aménagement et la gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques du territoire de la Communauté de Communes qui appartient au bassin versant des Gardons.**

**La Communauté de Communes a pour vocation, dans le domaine de l'eau, à l'échelle de son territoire de compétence :**

- de coordonner les actions pour en assurer leur cohérence,
- d'assurer l'animation et la concertation.

**Elle interviendra dans la réalisation d'actions ou de travaux dont l'opportunité a été clairement mise en évidence. Dans ce cadre, elle pourra se rendre maître d'ouvrage et participer financièrement à des projets engagés par les collectivités ou encore pourra assumer pour le compte de collectivités membres la réalisation d'infrastructures, d'études ou de missions directement liées à son objet, en particulier d'appui technique aux projets, d'entretien et de**

surveillance des berges ou d'ouvrages de protection. Pour l'exercice de ses missions, la Communauté de Communes assurera une obligation de moyens.

En vertu de son objet, la Communauté de Communes œuvre en faveur d'actions d'intérêt général répondant aux objectifs définis ci-dessus. En aucun cas, en dehors du cadre d'éventuelles conventions particulières, elle ne saura être tenue responsable des conséquences des actions ou manquements des actions des propriétaires riverains des cours d'eau sur lesquels sa compétence peut s'exercer.

Elle pourra se rendre maître d'ouvrage ou compétente pour la réalisation d'études et de travaux à l'échelle de tout ou partie significative de son territoire de compétence.

Elle sera maître d'ouvrage et donc exercera la compétence pour les travaux concernant :

⇒ la gestion du risque crues et inondations liée au réseau hydrographique, et notamment :

☞ la prévention du risque inondation

☞ la gestion du risque inondation

↳ l'écrêtement des crues : ouvrage de sur stockage ayant un effet sur une partie du bassin versant ou un effet localisé jugé significatif, reconquête de zones d'expansion de crue.... Pour des projets localisés ne rentrant pas dans les critères de la Communauté de Communes, la compétence pourra être déléguée à une collectivité qui présente un intérêt à réaliser l'ouvrage,

↳ la création de digue de faible hauteur non classée au titre de la sécurité publique participant à un aménagement d'ensemble de protection contre les inondations,

↳ les protections de berges ou autres ouvrages hydrauliques non mentionnés ci-dessus : hydraulique douce (fossés d'infiltration, plantations, ...), corrections torrentielles et d'écoulement, modification de profil...

⇒ la gestion équilibrée de la ressource en eau, et notamment :

☞ la protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines,

☞ la lutte contre les pollutions, hors assainissement, et l'amélioration de la qualité des eaux,

☞ la gestion raisonnée des usages des eaux souterraines et superficielles,

☞ l'amélioration de la quantité de la ressource à l'étiage,

⇒ la réhabilitation des cours d'eau et des berges et notamment :

☞ l'entretien et la restauration des cours d'eau,

☞ la gestion, la protection, la restauration et la valorisation des sites, écosystèmes aquatiques, des zones humides et des formations boisées riveraines,

☞ la création et la restauration de seuils et ouvrages hydrauliques ayant pour finalité majeure la stabilisation du profil en long, le maintien d'une nappe ou d'un fonctionnement local du cours d'eau ayant un rôle vis-à-vis des milieux aquatiques et

de la ressource en eau. La Communauté de Communes pourra être mandataire de travaux de restauration ou de création d'ouvrages à finalité mixte,

⇒ la restauration d'un fonctionnement plus naturel des cours d'eau en lit majeur, notamment l'aménagement, la protection et la gestion des zones d'expansion des eaux en crue et les espaces de mobilité des cours d'eau

⇒ l'information et la sensibilisation sur une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques

La Communauté de Communes sera compétente dans l'ensemble des domaines de son objet. Elle pourra assurer les travaux, par convention avec le maître d'ouvrage, notamment dans les domaines suivants :

- la surveillance et l'entretien courant des digues intéressant la sécurité publique,
- la réhabilitation et la création de digues intéressant la sécurité publique,
- la réalisation d'ouvrages à finalité mixte,
- la surveillance et l'entretien d'ouvrages n'ayant pas été réalisés par la Communauté de Communes.

Dans le cadre de son objet, la communauté de Communes peut être amenée à mettre en place des servitudes, procéder à des acquisitions foncières, des indemnisations...

L'objet de cette compétence ne comprend pas :

- la gestion des eaux pluviales y compris la réalisation des bassins de rétention liés à celles-ci,
- la réalisation de bassins de rétention pour de l'urbanisation future ou à finalité mixte urbanisation future/protection de l'existant,
- l'assainissement,
- l'alimentation en eau potable.

*2 – politique du logement et du cadre de vie :*

- a) création, réhabilitation et gestion de nouveaux logements ou de nouveaux logements sociaux.
- b) Etude, suivi, animation, gestion et mise en œuvre d'opérations d'amélioration de l'habitat.
- c) Etudes, acquisitions foncières et réalisations en vue de faciliter l'auto éco construction.

*3 – action sociale d'intérêt communautaire :*

Création d'un Centre Intercommunal d'Action Sociale

- Etude de faisabilité en vue de la création d'un foyer logement pour personnes âgées, construction et gestion
- Coordination des services d'aide à la personne (aide à domicile, transport, petite enfance), maison des services à la personne.

**Action en faveur de la petite enfance et des structures d'accueil sans hébergement pour les enfants et adolescents.**

## **- C - GROUPE DE COMPETENCES FACULTATIVES**

1) création, aménagement et entretien de la voirie

- Homogénéisation de la signalétique communale
- Aménagement et entretien de la Voie Royale Est (voie D.F.C.I. multifonction de Molezon à Moissac-Vallée-Française).

2) Inventaire intercommunal des ressources en eau.

3) Acquisition de matériel intercommunal et mise à disposition de personnels communautaires aux communes.

4) Actions de développement culturel et animations

- Contrat Educatif Local (compétence exercée par le SM)
- Agenda des manifestations.

5) Construction, rénovation, entretien et gestion d'équipements culturels, sportifs et touristiques

- Le plateau multisports situé à Sainte-Croix-Vallée-Française
- Le Piboullo.

6) Création et aménagement de la Maison de la Communauté et d'un centre technique communautaire.

7) Edification des lieux de mémoire relatifs aux actes de résistance contre l'occupation pendant la seconde guerre mondiale.

8) Transfert du temple de Biasses, commune de Molezon.

9) Conduite de la démarche NATURA 2000.

10) Création d'un sentier de découverte de la sylviculture du châtaignier et entretien.

**11) Organisation en second rang d'un service de transport à la demande en taxi ou autres par délégation du conseil général.**

La communauté de communes se donne la possibilité de passer des conventions de mandat dans les domaines suivants : voirie, eau, domaine administratif.

ARTICLE 2 : la communauté de communes pourra verser à une ou plusieurs de ses communes membres des fonds de concours et, réciproquement, des fonds de concours peuvent être versés par une ou plusieurs communes membres à la communauté de communes, conformément à la législation en vigueur, afin de contribuer à la réalisation et au fonctionnement d'équipements d'intérêt commun.

ARTICLE 3 : le Sous-Préfet est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs, et notifié :

au Président de la communauté de communes de la Cévenne des Hauts Gardons ;

aux Maires des communes membres ;

au Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

au Président du conseil général ;

au Trésorier payeur général ;

au Directeur départemental des territoires;

au Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ;

au Président de la chambre régionale des comptes Languedoc-Roussillon ;

au Président de l'association des maires, adjoints et élus de la Lozère.

*Pour le Préfet et par délégation,  
le Sous-Préfet,*

*Boris BERNABEU*





**Arrête n°2010-190.0004 du 9 juillet 2010**  
**procédant d'office aux modifications statutaires nécessaires à la conformité**  
**des statuts de l'Association Syndicale Autorisée des habitants de La Fare avec les dispositions**  
**de l'ordonnance n°2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 et du décret n°2006-504 du 3 mai 2006**

Le Préfet de la Lozère,  
Officier de l'ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

- VU l'ordonnance n°2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires, notamment son article 60 ;
- VU le décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 précitée notamment son article 102 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 94-1248 du 22 juillet 1994 instituant l'association syndicale autorisée des habitants de La Fare ;
- VU la lettre de M. le Sous-Préfet de Florac n° 1212 du 3 juin 2008 de mise en demeure de procéder à la mise en conformité des statuts de l'association syndicale autorisée des habitants de La Fare sous un délai de trois mois ;
- CONSIDERANT que l'association syndicale autorisée des habitants de La Fare n'a pas mis ses statuts en conformité dans ce délai ;
- CONSIDERANT qu'en application de l'article 60 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 2004 susvisé, M. le Préfet procède dans ce cas d'office aux modifications statutaires nécessaires ;
- SUR proposition de M. le Sous-Préfet de Florac ;

**ARRETE :**

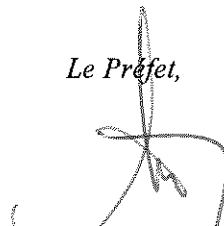
**ARTICLE 1 :** Les statuts de l'association syndicale autorisée des habitants de La Fare sont modifiés d'office afin de les mettre en conformité avec les dispositions de l'ordonnance et du décret susvisés. Les statuts ainsi modifiés et l'état parcellaire sont annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture. M. le Président de l'association syndicale notifiera le présent arrêté à chacun des propriétaires. Il sera affiché dans la commune sur le territoire de laquelle s'étend le périmètre de l'association, dans un délai de quinze jours, à compter de la date de publication de l'arrêté.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes 16 avenue Feuchères 30000 Nîmes, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification ou de son affichage.

**ARTICLE 4 :** M. le Sous-Préfet de Florac, M. le Maire de Saint Germain de Calberte et M. le Président de l'association syndicale autorisée des habitants de La Fare sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Le Préfet,*



*Dominique LACROIX*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA LOZÈRE

SOUS-PREFECTURE DE FLORAC

Arrêté n° 2010-203-0011 en date du 22 juillet 2010  
portant renouvellement d'agrément  
de M. Jean SERRANO en qualité de garde particulier

Le Préfet de la Lozère  
Officier de l'ordre national du Mérite  
Officier du Mérite agricole

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 29, 29-1 et R.15-33-24 à R.15-33-29-2,

VU le code forestier, notamment son article R.224-1,

VU la commission délivrée par M. Jean-Louis CLAVEL, Maire des Salces et la commission délivrée par Mme Marie-Claude ROUFFIAC, Présidente de la commission syndicale du Fromental par lesquelles ils lui confient la surveillance de leurs droits,

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-194-0018 en date du 13 juillet 2010 reconnaissant l'aptitude technique de M. Jean SERRANO,

VU l'arrêté préfectoral N°2010-102-08 du 12 avril 2010 portant délégation de signature à M. Boris BERNABEU, Sous-Préfet de Florac,

**ARRETE :**

**Article 1.** - M. Jean SERRANO, né le 29 juillet 1962 à Lorca (Espagne), demeurant à le Fromental 48100 Les Salces est agréé en qualité de garde particulier spécialement chargé de la surveillance de la cueillette des champignons pour constater tous délits et contraventions qui portent atteinte aux propriétés dont la garde lui a été confiée.

**Article 2.** - La liste des propriétés ou des territoires concernés est précisée dans la commission annexée au présent arrêté.

**Article 3.** - Le présent agrément est délivré pour une durée de CINQ ANS.

**Article 4.** - Dans l'exercice de ses fonctions, M. Jean SERRANO doit être porteur en permanence du présent arrêté ou de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui en fait la demande.

**Article 5.** - Le présent agrément doit être retourné sans délai à la Sous-préfecture de Florac en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de ses employeurs ou de la perte des droits du commettant.

Adresse postale : SOUS-PREFECTURE 14, avenue Marceau Farelle - 48400 FLORAC  
téléphone : 04.66.65.62.80 - télécopie : 04.66.65.62.81  
courriel : [sous-prefecture-de-florac@lozere.pref.gouv.fr](mailto:sous-prefecture-de-florac@lozere.pref.gouv.fr) - site internet : [www.lozere.pref.gouv.fr](http://www.lozere.pref.gouv.fr)

**Article 6.** - Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Sous-Préfet de Florac ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

**Article 7.** - Le Sous-Préfet de Florac est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Louis CLAVEL, Maire des Salces et à Mme Marie-Claude ROUFFIAC, Présidente de la commission syndicale du Fromental, à M. Jean SERRANO et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Florac, le 22 juillet 2010  
Pour le Préfet et par délégation,  
le Sous-Préfet de Florac,

  
Boris BERNABEU

Adresse postale : SOUS-PREFECTURE 14, avenue Marceau Farelle - 48400 FLORAC  
téléphone : 04.66.65.62.80 - télécopie : 04.66.65.62.81  
courriel : [sous-prefecture-de-florac@lozere.pref.gouv.fr](mailto:sous-prefecture-de-florac@lozere.pref.gouv.fr) - site internet : [www.lozere.pref.gouv.fr](http://www.lozere.pref.gouv.fr)

**Arrête n° 2010209-0033 du 28 juillet 2010**  
**Portant extension du périmètre de l'association syndicale autorisée de travaux d'amélioration foncière des communes lozérienne (A.S.T.A.F.) par agrégations volontaires**

Le Préfet de la Lozère,  
Officier de l'ordre national du Mérite,  
Officier du Mérite agricole,

- VU l'ordonnance n°2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires, notamment son article 37 ;
- VU le décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 précitée notamment son article 69 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 1976 portant transformation de l'association syndicale libre de travaux d'amélioration foncière des communes lozériennes en association syndicale autorisée ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 février 2009 procédant d'office aux modifications statutaires nécessaires à la conformité des statuts de l'association syndicale autorisée des travaux d'amélioration foncière des communes lozériennes (A.S.T.A.F.) avec les dispositions de l'ordonnance n°2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 et du décret n°2006-504 du 3 mai 2006 ;
- VU les actes d'engagement des propriétaires concernés demandant l'adhésion des immeubles désignés à l'association syndicale autorisée de travaux d'amélioration foncière des communes lozériennes (A.S.T.A.F.) ;
- VU la délibération du conseil syndical de l'A.S.T.A.F. du 29 mars 2010 acceptant les demandes d'agrégation volontaire au périmètre syndical ;

CONSIDERANT que l'avis des communes concernées par l'extension a été demandé ;

CONSIDERANT que les conditions prévues à l'article 37 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 2004 susvisé sont réunies, notamment que l'extension envisagée porte sur une surface n'excédant pas 7 % de la superficie actuelle de l'A.S.T.A.F. ;

SUR proposition de M. le Sous-Préfet de Florac ;

**ARRETE :**

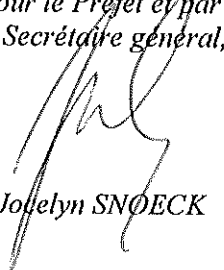
**ARTICLE 1** : Les parcelles mentionnées dans l'état parcellaire annexé au présent sont intégrées au périmètre de l'association syndicale autorisée de travaux d'amélioration foncière des communes lozériennes (A.S.T.A.F.), à compter de ce jour.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Il sera notifié à chacun des propriétaires par les soins du Président de l'association syndicale. Il sera affiché dans chacune des communes concernées par l'extension du périmètre de l'association, dans un délai de quinze jours, à compter de sa date de publication.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification ou de son affichage.

**ARTICLE 4** : M. le Sous-Préfet de Florac, Mme et Mrs les Maires des communes concernées et M. le Président de l'association syndicale autorisée de travaux d'amélioration foncière des communes lozériennes (A.S.T.A.F.) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général,*

  
Jocelyn SNOECK



Corps Départemental  
de Sapeurs-Pompiers

ARRETE N° 2010194 - 0006

portant nomination de l'Adjudant-chef CAVAGNA  
Denis, du centre d'Incendie et de Secours de Saint  
Etienne du Valdonnez, au grade de Lieutenant.

Le Préfet de la Lozère,  
Officier de l'Ordre National du Mérite  
Officier du Mérite Agricole

Le Président du Conseil d'Administration du SDIS,

- VU la loi n° 96-369 en date du 3 mai 1996 relative aux services départementaux d'incendie et de secours,
- VU la loi n° 2004-811 en date du 13 août 2004 relative à la modernisation de la Sécurité Civile
- VU le décret n° 99-1039 en date du 10 décembre 1999, modifié
- VU le décret n°2008-581 du 18 juin 2008 portant diverses dispositions relatives aux cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires,
- Sur proposition du Chef de Corps Départemental,

ARRETENT

ARTICLE 1er - L'Adjudant-chef CAVAGNA Denis est nommé Lieutenant de Sapeurs-pompiers Volontaires, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

ARTICLE 2 - Conformément à l'article R 421 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nîmes peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3 - Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Lozère, Chef de Corps Départemental, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et inséré au recueil des actes administratifs.

Le Président du CASDIS  
  
Jean ROUJON

Notifié le  
Signature de l'intéressé

MENDE, le 13 juillet 2010.

Le Préfet de la Lozère,  
  
Dominique LACROIX



Corps Départemental  
de Sapeurs-Pompiers

ARRETE N° 2010 194 - 0007

portant nomination de l'Adjudant-chef LARTAUD  
Jean-François, du centre d'Incendie et de Secours de  
Chanac, au grade de Lieutenant.

Le Préfet de la Lozère,  
Officier de l'Ordre National du Mérite  
Officier du Mérite Agricole

Le Président du Conseil d'Administration du SDIS,

- VU la loi n° 96-369 en date du 3 mai 1996 relative aux services départementaux d'incendie et de secours,
- VU la loi n° 2004-811 en date du 13 août 2004 relative à la modernisation de la Sécurité Civile
- VU le décret n° 99-1039 en date du 10 décembre 1999, modifié
- VU le décret n°2008-581 du 18 juin 2008 portant diverses dispositions relatives aux cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires,
- Sur proposition du Chef de Corps Départemental,

ARRETENT

ARTICLE 1er - L'Adjudant-chef LARTAUD Jean-François est nommé Lieutenant de Sapeurs-pompiers Volontaires, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

ARTICLE 2 - Conformément à l'article R 421 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nîmes peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3 - Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Lozère, Chef de Corps Départemental, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et inséré au recueil des actes administratifs.

Le Président du CASDIS  
  
Jean ROUSON

Notifié le  
Signature de l'intéressé

MENDE, le 13 juillet 2010.  
  
Le Préfet de la Lozère,  
Dominique LACROIX





ARRETE N° 2010194 - 0008

portant nomination de l'Adjudant-chef RAMDANE  
Bruno, du centre d'Incendie et de Secours de Pont de  
Montvert au grade de Lieutenant.

Le Préfet de la Lozère,  
Officier de l'Ordre National du Mérite  
Officier du Mérite Agricole

Le Président du Conseil d'Administration du SDIS,

- VU la loi n° 96-369 en date du 3 mai 1996 relative aux services départementaux d'incendie et de secours,
- VU la loi n° 2004-811 en date du 13 août 2004 relative à la modernisation de la Sécurité Civile
- VU le décret n° 99-1039 en date du 10 décembre 1999, modifié
- VU le décret n°2008-581 du 18 juin 2008 portant diverses dispositions relatives aux cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires,
- Sur proposition du Chef de Corps Départemental,

ARRETEMENT

ARTICLE 1er - L'Adjudant-chef RAMDANE Bruno est nommé Lieutenant de Sapeurs-pompiers Volontaires, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

ARTICLE 2 - Conformément à l'article R 421 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nîmes peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3 - Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Lozère, Chef de Corps Départemental, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et inséré au recueil des actes administratifs.

Le Président du CASDIS

Jean ROUJON

Notifié le  
Signature de l'intéressé

MENDE, le 13 juillet 2010.

Le Préfet de la Lozère,

Dominique LACROIX





Corps Départemental  
de Sapeurs-Pompiers

ARRETE N° 2010194 - 0009

portant engagement du Lieutenant  
POURCHOT Guy, par voie de changement  
d'affectation, au Corps Départemental des  
sapeurs pompiers de la Lozère.

Le Préfet de la Lozère,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Officier du Mérite Agricole,

Le Président du Conseil d'Administration du SDIS,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la loi n° 2004-811 en date du 13 août 2004 relative à la modernisation de la Sécurité Civile
- VU la loi n° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des Services d'Incendie et de Secours,
- VU le décret n° 99-1039 du 10 décembre 1999 relatif aux sapeurs pompiers volontaires, modifié,
- VU le décret n° 2008-581 du 18 juin 2008 portant diverses dispositions relatives aux cadres d'emplois de sapeurs pompiers professionnels et aux sapeurs pompiers volontaires,
- VU l'Avis Favorable du Comité Consultatif Départemental des Sapeurs Pompiers Volontaires en date du 22 juin 2010,
- Sur proposition du Chef de Corps Départemental,

ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – Le Lieutenant POURCHOT Guy, du Corps Départemental des Sapeurs Pompiers de la Moselle, affecté au Centre d'Incendie et de Secours de Thionville, est engagé, par voie de changement d'affectation, au Corps Départemental des Sapeurs Pompiers de la Lozère, affecté au Centre d'Incendie et de Secours de Florac, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

ARTICLE 2 - Conformément aux articles R 421-1 et R 421-2 du Code de Justice Administrative, la juridiction peut être saisie par voie de recours formé contre la présente décision dans les deux mois à partir de sa notification à l'intéressée ou de la publication de la décision attaquée. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai du pourvoi. Le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Nîmes.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet.

ARTICLE 3 – Monsieur le Directeur des Services du Cabinet du Préfet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Lozère, Chef de Corps Départemental, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et inséré au recueil des actes administratifs.

Le Président du C.A.S.D.I.S.,  
  
Jean ROUJON

13 juillet 2010.  
  
MENDE, le  
Le Préfet de la Lozère,  
Dominique LACROIX

Notifié le  
Signature de l'intéressé



Corps Départemental  
de Sapeurs-Pompiers

ARRETE portant nomination de  
Mademoiselle MAZOYER Audrey en qualité  
d'infirmier de sapeurs pompiers volontaires

ARRETE N° 2010194 - 0010

Le Préfet de la Lozère,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Officier du Mérite Agricole,

Le Président du Conseil d'Administration du SDIS,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la loi n° 2004-811 en date du 13 août 2004 relative à la modernisation de la Sécurité Civile,
- VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des Services d'Incendie et de Secours,
- VU le décret n° 99-1039 en date du 10 décembre 1999, modifié, relatif aux sapeurs pompiers volontaires,
- VU la demande d'engagement de Mademoiselle MAZOYER Audrey en qualité d'infirmier de sapeurs pompiers volontaires,
- VU l'avis favorable du Comité Consultatif Départemental des Sapeurs Pompiers Volontaires en date du 22 juin 2010,
- SUR proposition du Chef de Corps Départemental,

ARRETENT

ARTICLE 1er - Mademoiselle MAZOYER Audrey né le 07 juillet 1986 à Marvejols(48), est engagé au Corps Départemental en qualité d'infirmier de sapeurs pompiers volontaires, membre du service de santé et de secours médical.

ARTICLE 2 - Cette décision prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

ARTICLE 3 - Conformément aux articles R 421-1 et R 421-2 du Code de Justice Administrative, la juridiction peut être saisie par voie de recours formé contre la présente décision dans les deux mois à partir de sa notification à l'intéressée ou de la publication de la décision attaquée. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai du pourvoi. Le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Nîmes.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet.

ARTICLE 4 - Monsieur le Directeur des Services du Cabinet du Préfet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Lozère, Chef de Corps Départemental, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et inséré au recueil des actes administratifs.

Le Président du C.A.S.D.I.S.,

Jean ROUJON

MENDE, le 13 juillet 2010.

Le Préfet de la Lozère,

Dominique LACROIX

Notifié le  
Signature de l'intéressée



Service Départemental  
d'Incendie et de Secours



Corps Départemental  
de Sapeurs-Pompiers

ARRETE portant nomination d'un Médecin  
Capitaine de Sapeurs-pompiers Volontaires, affecté  
au Service de Santé et de Secours Médical de la  
Direction Départementale des Services d'Incendie et  
de Secours de la Lozère.

ARRETE N° 2010194 - 0011

Le Préfet de la Lozère,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Officier du Mérite Agricole,

Le Président du Conseil d'Administration du SDIS,

- VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993 portant création d'un corps départemental des sapeurs pompiers,
- VU la loi du 3 mai 1996 relative à l'organisation des services d'incendie et de secours,
- VU le décret du 10 décembre 1999 relatif aux sapeurs pompiers volontaires – chapitre III – section 1 – article 58,
- VU l'avis du Comité Consultatif Départemental des Sapeurs Pompiers en date du 22 juin 2010,
- SUR proposition du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

ARRETEMENT

ARTICLE 1er – Le Docteur PAGE Jean-Philippe, né le 25 janvier 1978 à Beaumont (63) est nommé Médecin Capitaine de Sapeurs-pompiers Volontaires, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

ARTICLE 2 – Le Docteur PAGE Jean-Philippe est affecté au Service de Santé et de Secours Médical de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours de la Lozère.

ARTICLE 3 - Conformément aux articles R 421-1 et R 421-2 du Code de Justice Administrative, la juridiction peut être saisie par voie de recours formé contre la présente décision dans les deux mois à partir de sa notification à l'intéressée ou de la publication de la décision attaquée. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai du pourvoi. Le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Nîmes.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur des Services du Cabinet du Préfet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Lozère, Chef de Corps Départemental, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et inséré au recueil des actes administratifs.

Le Président du C.A.S.D.I.S.  
  
Jean ROUJON  


MENDE le 13 juillet 2010.  
Le Préfet de la Lozère,  
  
Dominique LACROIX  




portant nomination du Lieutenant Guy  
POURCHOT, en qualité de chef du Centre  
d'Incendie et de Secours de Florac.

**Corps Départemental  
de Sapeurs-Pompiers**

Le Préfet de la Lozère,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Le Président du Conseil d'Administration du SDIS,

- VU la loi n° 96-369 en date du 3 mai 1996 relative aux services départementaux d'incendie et de secours,
- VU la loi n° 2004-811 en date du 13 août 2004 relative à la modernisation de la Sécurité Civile
- VU le décret n° 99-1039 en date du 10 décembre 1999, modifié, relatif aux sapeurs pompiers volontaires,
- VU l'arrêté n° 93-2020 en date du 2 décembre 1993 portant création du Corps Départemental des sapeurs pompiers de la Lozère
- VU le règlement intérieur du Corps Départemental des sapeurs pompiers de la Lozère
- Sur proposition du Chef de Corps Départemental,

ARRETEMENT

ARTICLE 1er - Le Lieutenant Guy POURCHOT est nommé chef du centre d'incendie et de secours de Florac, à compter du 14 juillet 2010.

ARTICLE 2 - Conformément à l'article R 421 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nîmes peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3 - Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Lozère, Chef de Corps Départemental, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département et dont une ampliation sera notifiée à l'intéressé.

Le Président du CASDIS

  
Jean ROUJON

MENDE, le

Le Préfet de la Lozère,

  
Dominique LACROIX

Notifié le  
Signature de l'intéressé



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Arrêté n °2010155-0004**

**signé par Prefet de la lozere  
le 04 Juin 2010**

**Trésorier Payeur Générale de Lozere**

Arrêté n ° 2007155-0004 portant délégation du  
Trésorier- payeur général de la Lozère M.  
Henri RODIER, à M. Jean- Luc DETHOOR  
comptable du SIE de Langogne



## Arrêté portant délégation

Le Trésorier-payeur général de la Lozère,

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la création de la direction générale des finances publiques, notamment son article 6 ;

Vu le décret n°2008-446 du 7 mai 2008 portant dispositions transitoires relatives aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de certains comptables des services déconcentrés de la DGFIP

Vu l'arrêté du 7 avril 2010 pris pour l'application de l'article 6 du décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Monsieur Jean-Marie LACOUR, en sa qualité de comptable du SIE de Marvejols, en mon nom :

1° accomplit tous actes de recouvrement et de procédure contentieuse relatifs :

- aux rôles de cotisation foncière des entreprises et à l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis d'imposition de cotisation foncière des entreprises émis au titre de l'année d'imposition 2010 et des années suivantes pour le département de la Lozère ;
- aux rôles supplémentaires de taxe professionnelle et à l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement à compter du 30 novembre 2010 pour le département de la Lozère.

2° prend, en ce qui concerne les majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires liés au recouvrement de la taxe professionnelle les décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction, dans la limite de 50 000 euros ;

**Art. 2 .** – Le présent arrêté sera affiché dans les locaux du SIE de Marvejols et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

A Mende le 4 juin 2010.

Le Trésorier-payeur général



Henri RODIER



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

## **Arrêté n °2010155-0005**

**signé par Prefet de la lozere  
le 04 Juin 2010**

**Trésorier Payeur Générale de Lozere**

Arrêté n ° 2007155-0006 portant délégation du  
Trésorier- payeur général de la Lozère M.  
Henri RODIER, à M.Henri CORAZZA  
comptable du SIE centralisateur de Mende

## Arrêté portant délégation

Le Trésorier-payeur général de la Lozère,

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la création de la direction générale des finances publiques, notamment son article 6 ;

Vu le décret n°2008-446 du 7 mai 2008 portant dispositions transitoires relatives aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de certains comptables des services déconcentrés de la DGFiP

Vu l'arrêté du 7 avril 2010 pris pour l'application de l'article 6 du décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>** . – Monsieur Henri Corazza, en sa qualité de comptable du SIE centralisateur de Mende, en mon nom :

1° accomplit tous actes de recouvrement et de procédure contentieuse relatifs :

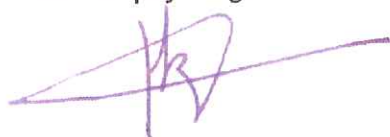
- aux rôles de cotisation foncière des entreprises et à l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis d'imposition de cotisation foncière des entreprises émis au titre de l'année d'imposition 2010 et des années suivantes pour le département de la Lozère ;
- aux rôles supplémentaires de taxe professionnelle et à l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement à compter du 30 novembre 2010 pour le département de la Lozère.

2° prend, en ce qui concerne les majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires liés au recouvrement de la taxe professionnelle les décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction, dans la limite de 50 000 euros ;

**Art. 2** . – Le présent arrêté sera affiché dans les locaux du SIE de Mende, de la Trésorerie de Mende et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

A Mende le 4 juin 2010.

Le Trésorier-payeur général



Henri RODIER